
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. XXX



JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUEBEC.

DU 30 OCTOBRE 1895 AU 21 DÉCEMBRE 1895

CES DEUX JOURS INCLUS

DANS LA CINQUANTE-NEUVIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA

ÉTANT LA CINQUIÈME SESSION DE LA HUITIÈME LÉGISLATURE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1895

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

QUÉBEC
IMPRIMÉS PAR LÉGER BROUSSEAU

1895

Vol. xxx.





PROCLAMATIONS.

CANADA
Province de Québec. }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et à chacun de vous, —

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve convoquée pour le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de FÉVRIER mil huit quatre-vingt-quinze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois D'AVRIL prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGTIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA
Province de *Québec*. }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DEUXIÈME jour du mois D'AVRIL, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et à chacun de vous,—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois D'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-quinze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le ONZIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SIXIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA
Province de *Québec*, }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devrait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le ONZIÈME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et à chacun de vous,—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le ONEIÈME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-quinze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le VINGTIÈME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
 TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, ce SIXIÈME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA
 Province de *Québec*. }
 [L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGTIÈME jour du mois de JUIN, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et à chacun de vous,—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois de JUIN mil huit cent quatre-vingt-quinze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de *Québec*, MARDI, le TRENTIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TREIZIÈME jour du mois de JUIN, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA
Province de *Québec*. }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre dite Cité de *Québec*, le TRENTIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et à chacun de vous,—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le TRENTIÈME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-quinze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de *Québec*, SAMEDI, le SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DOUZIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA
Province de *Québec*. }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et à chacun de vous,—

SALUT :

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-quinze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre Cité de *Québec*, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA
Province de *Québec*. }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-quinze,—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve prorogée au DIX-SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au TRENTIÈME jour du mois d'OCTOBRE courant, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre cité de *Québec*, le dit DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, MERCREDI, le TRENTIÈME jour du mois d'OCTOBRE courant, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATRIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.



JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1895.

Jeudi, 30 octobre 1895.

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée), pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, Gentilhomme Huissier à la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif :—

Et étant de retour :

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes des vacances survenues dans la représentation des districts

électoraux de Stanstead et de Montréal, Division No 6, et qu'il a adressé ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux, respectivement :

Québec, 28 février 1895.

A l'honorable P.-Ev. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée Législative

de Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, vous donnons avis que l'honorable Michael-Félix Hackett, qui représente dans cette Chambre le comté de Stanstead, a accepté la charge de Président du Conseil exécutif de cette province, à laquelle charge est attaché un traitement annuel venant de la province, et que, conséquemment, son siège dans la dite Chambre est devenu vacant. Nous vous donnons cet avis afin que vous adressiez votre mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, suivant que de droit.

L.-O. TAILLON,

Député du comté de Chambly.

G.-A. NANTEL,

Député du comté de Terrebonne.

A l'honorable P.-Ev. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée Législative

de Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, Louis-Olivier Taillon, député du comté de Chambly à l'Assemblée législative de Québec et Michael-F. Hackett, député du comté de Stanstead à la même Chambre, vous donnons avis que la division électorale appelée " Montréal, division No 6 " a cessé d'être représentée dans cette Chambre par le décès de Patrick Kennedy.

Nous vous donnons cet avis en vertu de l'article 106 des Statuts Refondus de la Province de Québec afin que vous adressiez votre mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie pour qu'il émette un bref pour l'élection d'un député à l'effet de remplir cette vacance.

Montréal, 19 septembre 1895.

L.-O. TAILLON.

M.-F. HACKETT.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 10 avril 1895.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du premier jour de mars mil huit cent quatre-vingt-quinze, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Alfred Neville-Thompson, officier-rapporteur pour le district électoral de Stanstead, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Michael-Felix Hackett, démissionnaire, l'honorable Michael-Felix Hackett a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Au Greffier de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

L'honorable Michael-Felix Hackett, député du district électoral de Stanstead ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

James-John-Edmund Guerin, écuyer, présente l'indenture de son élection pour le district électoral de Montreal, division No 6, et, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi, et signé le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'en admettant James-John-Edmund Guerin, écuyer, élu pour représenter le district électoral appelé : " Montreal, division No 6 " à prendre son siège, en produisant seulement son indenture en double, sans le rapport du greffier de la Couronne en Chancellerie, et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un discours aux deux

Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative.

C'est avec plaisir que je vous vois de nouveau réunis au siège du gouvernement pour accomplir les devoirs importants que vous imposent la constitution et l'intérêt public. Soyez les bienvenus.

Nous devons rendre grâces à la divine providence de l'abondante moisson dont elle a favorisé notre pays.

Puissent les produits de l'industrie agricole obtenir des prix rémunérateurs ; Nous verrons alors la prospérité des agriculteurs se communiquer aux autres classes de la société, et nous ne souffrirons plus de la crise qui, bien qu'elle n'ait fait qu'effleurer notre pays, pendant qu'elle sévissait ailleurs, a cependant entravé le mouvement des affaires.

Mon gouvernement s'est attaché à diriger, autant que possible, l'industrie laitière, et, afin d'empêcher l'encombrement dans le marché du fromage, il a favorisé tout spécialement la fabrication du beurre et a accordé des primes pour le fonctionnement des beurrieres en hiver. Depuis trois ans que ces primes ont été accordées, la production du beurre fabriqué en hiver a plus que doublé.

Cette question d'équilibre dans la production étant en bonne voie, mon gouvernement a travaillé à rétablir en Angleterre la réputation de ce produit important de la province de Québec, réputation que des exportations faites dans de mauvaises circonstances avaient compromise. Les résultats obtenus jusqu'à présent sont des plus satisfaisants : le beurre de la province est classé en Angleterre parmi les meilleurs produits similaires du monde entier. L'exportation de cet article, qui périlait en 1894, a repris vigueur. L'été dernier, elle a doublé celle de l'année précédente, et tout promet des développements encore plus considérables pour l'avenir.

Le chiffre total de la production de l'industrie laitière de la province de Québec, qui ne s'élevait pas à trois millions de dollars en 1890, a dépassé sept millions en 1894.

Si les dépôts faits dans les banques et les caisses d'épargne par les particuliers sont un criterium de la prospérité d'un pays, nous avons le droit d'en conclure, d'après les renseignements puisés aux sources officielles, que la province de Québec marche à la tête des provinces de la Confédération canadienne, sous ce rapport.

Pendant que toutes les branches de l'agriculture accomplissent des progrès qui attirent sur nous l'attention des provinces sœurs et des pays étrangers, de

nouvelles régions sont ouvertes à l'exploitation agricole. Les terres fertiles de la Métapédia, du Lac Saint-Jean, du Témiscamingue et du nord de Montréal sont prises par des colons courageux venus des anciennes paroisses et de quelques villes du Canada et des Etats-Unis. Ce mouvement de colonisation, que mon gouvernement a favorisé le plus possible, s'explique surtout par le succès de l'agriculture dans toute la province, et par l'attention et la sollicitude que les classes dirigeantes témoignent à cette industrie. Le peuple apprécie de mieux en mieux la noblesse et les avantages de la carrière agricole, et il y a lieu d'espérer que cette juste appréciation offrira un remède efficace à la dépopulation des campagnes et à l'émigration qui ont fait tant de mal à cette province.

L'état de nos finances permettra à mon gouvernement de vous proposer l'abolition des "licences de manufacture et de commerce et des taxes directes sur certaines personnes." Mais la situation financière ne pourra être réglée définitivement qu'après que les entreprises de chemins de fer, qui sont sur le métier, auront été complétées ou abandonnées, et après que la commission chargée d'arbitrer les comptes en dispute entre le gouvernement du Canada et les gouvernements de Québec et d'Ontario aura fini sa tâche.

D'après les lois que vous avez déjà votées, la construction des chemins de fer subventionnés par la province devra être terminée ou abandonnée dans un délai très restreint.

Quant à l'arbitrage, je vous exprimais l'espoir, l'an dernier, que je pourrais vous en annoncer la fin à l'ouverture de cette session. A mon grand regret, cette espérance a été déçue. Ce n'est pas que mon gouvernement ait négligé cette affaire importante, ce n'est pas non plus qu'il y ait eu mauvais vouloir de la part des autres parties intéressées ; mais l'étude des matières en litige a présenté de plus grandes difficultés et nécessite plus de travail qu'on ne l'avait prévu. Il est à craindre qu'il ne s'écoule encore plusieurs mois, avant que l'on arrive à la fin de cet arbitrage. Espérons que, pour éviter un si long retard, les trois gouvernements régleront, par un compromis, quelques-unes des réclamations les moins considérables.

L'intempérance continue ses ravages au sein de notre population. Il est du devoir du gouvernement de faire exécuter avec encore plus de vigueur et d'efficacité les lois relatives au débit des liqueurs enivrantes, et à vous, comme à tout bon citoyen, il incombe de faciliter cette tâche. On apprend bien vite à éluder les lois édictées pour protéger la société contre les dangers de ce commerce ; c'est pourquoi, cette année encore, vous serez appelés à modifier ces lois.

La commission chargée de codifier les lois de la procédure civile a fini son travail. Vous pourrez, pendant cette session, étudier dans son entier le projet de code qu'elle a préparé. J'aime à croire que vous y trouverez les réformes que la magistrature, le barreau et les justiciables attendent depuis longtemps.

Les lois adoptées par la Législature de cette province, il y a quelque vingt années, pour préserver la pureté électorale ont certainement produit d'heureux résultats dans les premières élections qui ont suivi leur mise en vigueur ; mais l'ardeur des luttes de partis, la facilité avec laquelle on règle, au moyen de compromis, les contestations d'élections, certaines modifications adoptées par la Législature, et peut-être aussi une application moins rigoureuse de ces lois par les tribunaux, en ont déjà diminué l'efficacité. C'est pourquoi vous serez invités à étudier des amendements à la loi électorale et à la loi des élections contestées.

Vous aurez aussi à légiférer sur divers autres sujets d'une importance moindre.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics vous seront soumis, selon l'usage, et vous serez appelés à voter des crédits supplémentaires pour l'exercice en cours, ainsi que les crédits requis pour l'année budgétaire 1896-97.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je souhaite que vos délibérations soient dominées par le désir de rendre au peuple dont les intérêts vous sont confiés, tous les services qu'il a droit d'attendre de vous. Daigne le Dieu de lumière et de bonté vous éclairer et bénir vos travaux.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, demain.

Résolu, Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections ; 2. Ordres permanents ; 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ; 4. Bills privés ; 5. Législation et Lois expirantes ; 6. Comptes publics ; 7. Agriculture, immigration et colonisation ; 8. Différentes branches d'industries en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. Pelletier, Secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur deux messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtus de la signature de Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et ils sont comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil. (*Document de la session No 9.*)

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 30 octobre 1895.

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts. (*Document de la session No 10*)

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 30 octobre 1895.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du Bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

A l'honorable ORATEUR et aux

honorables membres de l'Assemblée législative.

Le Bibliothécaire de la Législature a l'honneur de présenter le rapport suivant pour la vacance de 1895 :

Depuis la dernière session le Bibliothécaire a fait terminer l'impression du catalogue par cartes commencées en 1893. Ce catalogue comprend environ 12,000 cartes tirées à quatre exemplaires. Ces cartes ont été déposées dans un meuble spécial, et la consultation en est facile. D'un côté, il y a le catalogue par ordre alphabétique, et de l'autre, par ordre de matières. Les deux systèmes, ainsi combinés, remplacent avantageusement le catalogue imprimé, pour ceux qui peuvent fréquenter la bibliothèque. Mais le public en général bénéficierait davantage d'un catalogue imprimé.

La bibliothèque s'est enrichie d'une collection assez considérable d'ouvrages sur la jurisprudence et la législation de Belgique. Plusieurs députés ayant manifesté le désir de consulter des ouvrages de cette nature, le bibliothécaire s'est cru justifiable de se rendre à des vœux souvent formulés.

Le nombre de volumes de la bibliothèque est actuellement de 48,000. Depuis le commencement de la session de 1894 le bibliothécaire a acheté 1217 volumes et 631 brochures.

Respectueusement soumis.

N.-E. DIONNE,

Bibliothécaire.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Parizeau,—la pétition de Dame Henriette Lamothe, veuve de feu Raoul de Beaujeu, et de Maurice Lamothe, du district de Montréal.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné.—Qu'un comité spécial de onze membres soit nommé pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné.—Que l'honorable M. Casgrain, l'honorable M. Nantel, l'honorable M. Pelletier, l'honorable M. Hall, l'honorable M. Marchand, M. Marion, M. Fitzpatrick M. Parizeau, M. Tessier (Portneuf), M. Stephens et M. Tellier composent le d't comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 31 octobre 1895.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Cartier,—la pétition de Louis-Georges Lecomte, M. D., de Jewett City, Etat du Connecticut.

Par l'honorable M. Morris,—la pétition de Sir Donald Smith et autres.

Par M. Panoeton,—la pétition de F.-P. Buck et autres.

Par M. Villeneuve,—la pétition de la Corporation de la ville de Westmount.

Par M. Descarries,—la pétition de la Corporation du village de Senneville.

Par M. Parizeau,—la pétition de J. Leduc et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Taillon,—la pétition de Joseph Lacroix, agent de commerce, de la cité de Montréal.

Par M. Tellier,—la pétition de E. McConville et autres, marchands et commerçants de la province de Québec.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre :

L'Etat financier du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1895. (*Document de la session No 5.*)

Aussi,—le rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1894 au 30 juin 1895. (*Document de la session No 6.*)

Aussi,—le vingt-cinquième rapport des Inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1894. (*Document de la session No 12.*)

Aussi,—Statistiques municipales ou rapports municipaux, pour l'année expirée le 31 décembre 1894. (*Document de la session No 8.*)

Et aussi,—Extraits des rapports statistiques judiciaires, pour 1894, préparés en vertu des dispositions de l'article 2775 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Document de la session No 11.*)

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 novembre 1893, pour une copie du rôle de paie d'Antoine Laprise, du canton Albanel, conducteur des travaux de colonisation sur la route dite "Route Albanel, rang 6", en juillet 1893. (*Document de la session No. 13.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 décembre 1894, pour : 1. Copie de toutes instructions données à l'arpenteur L.-P. de Courval par le département des Terres de la Couronne, en septembre et octobre 1891, lui confiant la vérification du cadastre dans certains cantons et seigneuries ;

2. Un état ou rapport des ouvrages faits par M. de Courval, indiquant le montant d'argent qui lui a été payé par le gouvernement, en rapport avec cette mission ;

3. Copie des ordres révoquant les instructions données à M. de Courval, et les noms des arpenteurs à qui ont été confiés les dits travaux dont l'ordre d'exécution a pu être révoqué ;

4. Un état des montants d'argent ainsi payés aux dits arpenteurs. (*Document de la session No. 14.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 21 décembre 1894, demandant copie de toute correspondance, arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs à la démission de G.-I. Barthe, écuyer, de la position qu'il occupait comme magistrat de district, pour les districts des Trois-Rivières et d'Arthabaska. (*Document de la session No. 15.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 décembre 1894, pour copie de toute correspondance, plainte, etc., se rapportant à la location du Lac Ste-Anne, dans le comté de l'Islet. (*Document de la session No. 16.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de toute correspondance, rapport, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$100.00 à P.-E. Hudon, d'Hébertville, tel qu'indiqué à la page 159 des comptes publics. (*Document de la session No. 17.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 décembre 1894, pour copie des comptes détaillés en vertu desquels le gouvernement a payé à la "Gazette Printing Co" \$150.00 pour 100 copies extra des comptes publics en français, de 1892, et \$300.00 pour 300 copies en anglais des mêmes comptes publics, le tout tel que mentionné à la page 209 des comptes publics pour 1894. (*Document de la session No. 18.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 décembre 1894, pour copie de tous comptes détaillés, avec pièces à l'appui, sur lesquels ont été payées les sommes suivantes mentionnées à la page 130 des comptes publics pour 1893 :

A J.-D. Lépine, écr., shérif, Montmagny, montant payé au grand connétable Gendreau pour services et déboursés *in re* Morin, condamné à mort pour assassinat..... \$ 518 00
Do frais *re* Lépine vs Gendreau..... 200 00
(*Document de la session No. 19.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de toute correspondance, requêtes, etc., se rapportant à la diminution des droits perçus par la Couronne pour coupes de bois sur la coupe du pin rouge dans les parties concédées des terres publiques de cette Province. (*Document de la session No 20*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 janvier 1895, pour copie du rapport de M. Vinclette, touchant les chemins sous le contrôle des syndics des chemins à barrières pour la Rive Nord. (*Document de la session No 21.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 janvier 1895, pour production de copies de jugements rendus par G.-I. Barthe, écuyer, magistrat du district des Trois-Rivières, et des procès de la corporation des Trois-Rivières, au sujet de l'homme de police Béland, lesquels documents sont contenus dans les dossiers Nos. 11,000 et 11,031 des archives du département du Procureur général. (*Document de la session No. 22.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 janvier 1895, pour production d'un état en détail, des dépenses du bureau de la paix du district des Trois-Rivières, pour l'année finissant le 30 juin dernier. (*Document de la session No. 23.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 janvier 1895, pour copie de toutes instructions données par l'honorable Georges Duhamel, ex-Commissaire des terres, à Henry O'Sullivan, arpenteur, au sujet des arpentages du territoire du Lac Kakabouga. (*Document de la session No. 24.*)

L'honorable M. Nantel, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé les listes des membres en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

ORDRES PERMANENTS :—MM. Bourbonnais, Bisson, Cholette, Descarries, England, Girouard, Grenier, Laliberté, Marion, Panneton, Simpson et Spencer.

BILLS PRIVÉS :—Les honorables MM. Casgrain, Hackett, Morris, et MM. Augé, Bauchamp, Cartier, Caron, Chicoyne, Cooke, Descarries, Dechêne, Duplessis, Doyon, Fitzpatrick, Girouard, Gillies, Greig, Guerin, King, Parizeau, Lacouture, Lussier, Lemieux, Marion, Martineau, McDonald, Normand, Panneton, Parent, Pinault, Simpson, Stephens, Tellier, Tessier (Rimouski), Tassier (Portneuf), Turgeon et Villeneuve.

COMPTES PUBLICS :—Les honorables MM. Casgrain, Flynn, Hackett, Hall, Morris, Nantel, Pelletier, Shehyn, et MM. Beauchamp, Bourbonnais, Bernatchez, Carbray, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Dechène, Duplessis, Fitzpatrick, Girard (Rouville), Gladu, Grenier, Martineau, Parent, Pinault, Parizeau, Savaria, Spencer, Stephens, Tellier, Tessier (Portneuf) et Villeneuve.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Les honorables MM. Casgrain, Flynn, Hall, Pelletier, et MM. Dechène, Duplessis, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

CHEMINS DE FER, CANAUX, ETC. :—Les honorables MM. Morris, Nantel et MM. Allard, Augé, Baker, Bédard, Bourbonnais, Carbray, Caron, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Desjardins, Doyon, England, Fitzpatrick, Girard (Lac St Jean), Girouard, Gladu, Gosselin, Grenier, Gillies, Guerin, King, Lacouture, Laliberté, Magnan, Martineau, McClary, Morin, Parizeau, Petit, Pinault, Poirier, Simpson, Stephens, Ste-Marie, Tétreau et Tessier (Rimouski).

AGRICULTURE ET IMMIGRATION :—L'honorable M. Beaubien et MM. Beauchamp, Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Caron, Chicoyne, Cholette, Dechène, Desjardins, Doyon, Gosselin, Gillies, Girard (Lac St-Jean), Gladu, Greig, Lacouture, Lussier, Magnan, McClary, McDonald, Marion, Morin, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Spencer, Stephens, Ste-Marie et Tétreau.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Les honorables MM. Taillon, Casgrain, Flynn, Hackett, Hall, Marchand, Pelletier et MM. Allard, Augé, Bisson, Cooke, Descarries, Fitzpatrick, Gladu, Lemieux, Marion, Normand, Panneton, Parent, Stephens, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

INDUSTRIES :—Les honorables MM. Beaubien, Hackett, Morris, Shehyn, et MM. Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Guerin, Carbray, Châteauvert, Desjardins, Gillies, Gosselin, King, Lussier, McClary, Normand, Parizeau, Savaria et Simpson.

Résolu,—Que la Chambre concoure dans ce rapport.

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, aux deux Chambres de la Législature provinciale, étant lu ;
La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

Sur motion de M. Girard (Lac St-Jean), secondé par M. Greig,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit :

A l'honorable Joseph-Adolphe Chapleau, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec :

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Résolu,—Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial, composé de l'honorable M. Taillon, l'honorable M. Casgrain, l'honorable M. Nantel, l'honorable M. Hackett, M. Girard (Lac St-Jean) et M. Greig pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite résolution.

L'honorable M. Taillon, du comité spécial nommé pour préparer le projet d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé cette adresse, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur

L'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLFAU,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

La dite adresse, étant lue la seconde fois, est adoptée,

Ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 4 novembre 1895.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Tessier (Portneuf),—la pétition de la Corporation de la cité de Québec

Par M. Panveton,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer Québec Central,—et la pétition des Sœurs du Précieux Sang de Sherbrooke.

Par M. Mariou,—la pétition de Sa Grandeur Monseigneur Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et du Révérend Adolphe Bérard, curé de la paroisse de St-François-Xavier, de Verchères.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Dame Henriette Lamothe, veuve de feu Raoul de Beaujeu, et de Maurice Lamothe, du district de Montréal, demandant l'autorisation de vendre des terrains substitués dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu ;

De Sir Donald Smith et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Dominion College of Music*" ;

De F.-P. Buck et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Sherbrooke Street Railway Company*" ;

De la Corporation de la ville de Westmount,—et de la Corporation du village de Senneville, demandant respectivement des amendements à leur charte ;

De J. Leduc et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité ;

De P.-E. McConville et autres, marchands et commerçants de la province de Québec, demandant des amendements à la loi des licences ;

De Louis-Georges LeComte, médecin et chirurgien, de Jewett City, Connecticut, demandant un acte autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à lui octroyer une licence pour pratiquer la médecine dans la dite Province ;

De Joseph Lacroix, agent de commerce, de la cité de Montréal, demandant l'autorisation de changer son nom.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant, savoir :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 2 novembre 1895.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du premier jour du mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-quinze, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à M. Joseph-P. Clark, officier-rapporteur pour le district électoral de Montréal, division numéro 6, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Patrick Kennedy, écuyer, décédé, James-John-Edmund Guerin, écuyer, de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé)

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur de

l'Assemblée législative de la

province de Québec.

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, savoir :

De l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ; de l'Hôpital Notre-Dame, Montréal ; de l'Orphelinat Catholique Romain, du Monastère de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, de l'Hôpital Saint-Patrice, de *The Church Home*, de l'Institut Hervey, de l'Hôpital protestant pour les aliénés, Verdun, du Collège Théologique Diocésain, et de l'Asile Saint-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, tous de la cité de Montréal et pour l'année 1894-95,—et de *The Women's Christian Association*, de l'Asile Sainte-Brigitte, de l'Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre, du Club de Garrison de Québec, de l'Œuvre du Patronage, de l'Association des Dames Charitables, de l'Hospice des Sœurs de la Charité, de l'Ouvroir des Sœurs de la Charité, de l'Hospice des Sœurs de la Charité pour les veuves et les personnes infirmes, et de l'Asile du Bon Pasteur, tous de la cité de Québec et pour l'année 1894,—de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, de l'Asile de Saint-Ferdinand d'Halifax, de l'Union Saint-Joseph de Valleyfield, et de la Société Saint-Jean-Baptiste permanente de la ville de Waterloo, tous pour l'année 1894. (*Documents de la session No 26.*)

M. l'Orateur met aussi devant la Chambre,—un état des affaires de la Compagnie des chemins à barrières de l'Île Jésus pour l'année finissant le 30 décembre 1894. (*Document de la session No. 27.*)

Ordonné.—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 236 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lemieux.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un successeur comme juge des Sessions de la paix, à Québec, à feu M. le juge Murray ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Pas avant que le besoin s'en fasse sentir.

Par M. Gladu.—Le gouvernement se propose-t-il de soumettre au Parlement pour étude et suggestions, un projet du contrat qui devra être fait pour l'entretien des aliénés à l'Asile de St-Jean de Dieu, en remplacement du contrat expiré cette année, préalablement à la signature de tel contrat ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Il n'existe aucun tel projet de contrat, et il n'en peut, en conséquence, être soumis au Parlement.

Par M. Tellier.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire adopter, à cette session, une loi à l'effet de déclarer exemptes de la taxe imposée par les actes 55-56 Victoria, chapitre 17, et 57 Victoria, chapitre 16, les donations en ligne directe, ascendante ou descendante, d'immeubles d'une valeur n'excédant pas \$5,000.00, lorsque ces donations imposent des charges, obligations, redevances ou remises au donataire ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Cette question sera prise en considération lorsqu'il s'agira d'amender ces lois.

Par M. Dechène.—1. Le gouvernement a-t-il mis en vente, en février dernier, les droits de coupe de bois sur deux sections de 24 et 26 milles, respectivement, dans l'agence Ouest du Lac St-Jean ?

2. Si tel est le cas, qui a demandé la mise en vente de ces deux limites ?

3. Un prix minimum auquel elles seraient adjugées a-t-il été fixé d'avance ?

4. Avant de les mettre à l'enchère, le gouvernement a-t-il exigé de ceux qui demandaient telle vente une garantie qu'ils achèteraient les dites limites au prix minimum fixé ?

5. Quel a été le prix minimum fixé ?

6. A qui ont-elles été adjugées, et à quel prix ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui. 2. M. Damase Jalbert, du Lac Bouchette. 3. Oui. 4. Oui. 5. \$15.00. 6. MM. J.-B. Renaud & Cie.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état démontrant le montant et la date des divers emprunts temporaires faits par le gouvernement depuis le 30 juin 1894 jusqu'à ce jour, et les montants payés en remboursement et en à compte sur ces emprunts temporaires et la date de ces paiements. Aussi, les noms des prêteurs et le taux de l'intérêt.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Dechène,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et les Révérendes Sœurs de la Providence et toutes autres personnes ou corporations touchant le contrat à faire pour l'entretien des aliénés à l'Asile Saint-Jean de Dieu, en remplacement du contrat expiré durant la présente année, et de tous documents se rapportant à cette question, y compris tout projet de contrat qui peut avoir été préparé à ce sujet.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Stephens,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de

la correspondance, rapports et ordres en conseil se rapportant à la mise à la retraite de H.-A. Turgeon, ci-devant directeur de la Colonisation.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Magnan,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des requêtes, plaintes, lettres ou correspondances échangées entre le département de l'Agriculture et divers contribuables de la paroisse du Bienheureux Alphonse de Rodriguez, comté de Joliette, au sujet de l'administration de Benjamin Geoffroi, du dit lieu, comme secrétaire du Cercle agricole de la dite paroisse.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des requêtes, correspondances, ordre en conseil, rôle de paye et tous autres documents relatifs à un octroi de \$50.00 fait à Eménil Beauregard, de Saint-Théodore de Chertsey, comté de Montcalm, à même les deniers de colonisation, pour l'ouverture ou le détournement d'un chemin passant sur le lot numéro 23, dans le sixième rang du canton de Chertsey.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, rapports d'explorateurs et d'arpenteurs, ordre en conseil, etc., se rapportant :

1. A la mise en vente de deux limites de 24 et 26 milles carrés, respectivement dans l'agence Ouest du Lac Saint-Jean ;

2. A la fixation de la mise à prix " *upset price* " des dites deux limites à \$21.00 par mille ;

3. A la vente des dites limites pour \$15.00 le mille carré.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Desjardins,

Résolu,—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Pelletier et Hackett, et de MM. Augé, Bisson, Beauchamp, Bernatchez, Gladu, Marion, Panneton, Parent, Stephens et Tellier soit nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

L'honorable M. Taillon, le trésorier, met devant la Chambre,—l'état des rapports du Conseil et des mandats spéciaux, en vertu de l'article 785 des Statuts révisés de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la Province, tel que requis (émis durant la vacance entre la clôture de la session 1894-95 et l'ouverture de la session du 30 octobre 1895).

L'honorable M. Taillon dépose, aussi sur le bureau de la Chambre,—un état détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 20 novembre 1894 au 30 octobre 1895, tel que requis par la 31^e Victoria, chapitre 9, sous-section 2 de la section 61. (*Document de la session No. 25.*)

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi Joseph Marion, écr., pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Tellier,

Ordonné,—Que l'ordre de cette Chambre, d'aujourd'hui, fixant à demain la seconde lecture du Bill pour amender l'article 236 du Code municipal soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 5 novembre 1895.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Cartier,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis.

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de James Shearer et autres,—et la pétition de George-Allen Childs et autres.

Par M. McClary,—la pétition de C.-N. Cass et autres, du Canton de Clifton.

Par M. King,—la pétition de James Reed et autres.

Par l'honorable M. Morris,—la pétition de *The Royal Trust and Fidelity Co.*,—et la pétition de William-H. Hingston et autres.

Par M. Tellier,—la pétition de Côte-Louis-Adolphe Morrisette, de la cité de Québec.

Par M. Panneton,—la pétition de *The Royal Paper Mills Co.*

Par M. Descarries,—la pétition de James Armstrong et John-J. Cook, de la cité de Toronto.

Par M. Marion,—la pétition de Rodolphe Beaudry et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de feu F.-X. Beaudry.

Par M. Duplessis,—la pétition de John Verret et autres, de la paroisse de Bécancourt.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu L.-T.-N.-L. Duplessis, écuyer, pour son président, et il a été convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum fût réduit à sept membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Hackett, du comité spécial permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M.-F. Hackett pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Parizeau, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel se lit comme suit :

Votre comité a choisi M. Félix Carbray pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

— — —

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Lemieux.—Le gouvernement a-t-il été informé que le chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, dans le comté de Bonaventure, ait été fermé au public ?

A-t-il l'intention de prendre quelque action à ce sujet, et laquelle ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—A la première question, oui. A la seconde, oui.

Par M. Bernatchez.—Quel a été le salaire payé à M. Gigault, assistant-commissaire de l'Agriculture, durant la première année qu'il a été à l'emploi du gouvernement ?

Combien lui a-t-il été payé pour la seconde année et combien pour la troisième ?

En vertu de quelle loi tel salaire lui a-t-il été payé ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—M. Gigault a été nommé assistant-commissaire du département de l'Agriculture et de la Colonisation par ordre en conseil, en date du 11 avril 1892, avec un salaire de \$2,000.00 et l'augmentation annuelle de \$100.00 conformément à l'article 638 S. R. P. Q.

M. Gigault a touché \$2,000.00 la première année ; du 11 avril 1893 au 11 avril 1894, \$2,100.00 ; du 11 avril 1894 au 11 avril 1895, \$2,200.00 et, en sus, une somme de \$200.00 afin de porter son salaire à un montant égal à celui touché par Sir Henri-G. Joly de Lotbinière lorsque ce dernier remplissait les fonctions d'assistant-commissaire d'Agriculture.

Ce salaire lui a été payé en vertu de la loi du service civil et de la loi régissant le département de l'Agriculture et de la Colonisation.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 6 novembre 1895.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Morris,—la pétition de la Compagnie du gaz de Montréal.

Par M. Turgeon,—la pétition du Conseil municipal du comté de Bellechasse.

Par M. Normand,—la pétition de Alex. Baptiste et autres, des Trois-Rivières.

Par M. Tétreau,—la pétition de William Owens et autres.

Par M. Tellier,—la pétition de William-Andrew Yale et autres.

Par M. Villeneuve,—la pétition de la Corporation de la cité de Montréal,—la pétition de *The Montreal Safe Deposit Company*,—la pétition de James Crathern et autres, de la cité de Montréal,—la pétition de Félix-Robereau Duplessis, de la cité de Montréal,—la pétition de la Corporation de la cité de Ste-Cnnégonde,—et la pétition de la Corporation de la cité de St-Henri.

Par M. Descarries,—la pétition de Joseph-Abel Fortin, de la paroisse de Saint-Hubert, médecin,—et la pétition du Rév. Léon-Alfred Sentenne et autres.

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de Alexander Ramsay et autres.

Par M. Parizeau,—la pétition de la Compagnie manufacturière de Chambly.

Par M. Duplessis,—la pétition de J.-P. Rottot et autres.

Par l'honorable M. Hackett,—la pétition de la Corporation de la ville de Coaticook.

Par M. Rioux,—la pétition de la Corporation de la ville de Fraserville.

Par l'honorable M. Beaubien,—la pétition des syndics de la Corporation de la Ferme Modèle de Compton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

De la Compagnie du chemin de fer le " Québec Central ", demandant des amendements à sa charte ;

Des Sœurs du Précieux Sang de Sherbrooke, demandant à être constituées en corporation ;

De Sa Grandeur Mgr Ed.-Chs. Fabre, archevêque de Montréal, et du révérend Adolphe Bédard, curé d'office de la paroisse de Verchères, demandant un acte validant et ratifiant un acte de vente par Sa Grandeur Mgr Edouard-Charles

Fabre, archevêque de Montréal et Messire Calixte Ouellet, prêtre et curé, de la paroisse de Saint-François-Xavier de Verchères, ès-qualité, à Philibert Tétreault, cultivateur, de la dite paroisse, en date du 27 juin 1892.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été publiés dans chaque cas :

De Maurice Lamothe et de Dame Henriette Lamothe, veuve de feu Raoul de Beaujeu, demandant l'autorisation de vendre des terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu ;

De Sir Donald Smith et autres, demandant l'incorporation de *The Dominion College of Music* ;

De F.-P. Buck et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer des rues de Sherbrooke ;

Et de Joseph Lacroix, demandant l'autorisation de changer son nom.

M. Beauchamp, du comité spécial permanent d'Agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Benjamin Beauchamp, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente aussi à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable T.-Chase Casgrain pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer des rues de Sherbrooke.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill autorisant l'aliénation de terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Morris ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation le *Dominion College of Music*, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 janvier 1895, pour une copie de la correspondance et de toutes demandes de subventions en argent ou en terres, adressées par toutes compagnies de chemins de fer, au gouvernement de la province de Québec, depuis le 15 septembre 1891. (*Document de la session No. 28*).

Ordonné,—Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines taxes et licences.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 5,931 des Statuts refondus de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill à l'effet de diminuer les frais de litige dans les districts ruraux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative à l'emprisonnement en matières civiles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill pour détacher du comté de Bellechasse et annexer au comté de Montmagny la partie non organisée du township d'Armagh, pour toutes fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Dechène.—1. L'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique, a-t-il pris sa retraite ?

2. Dans l'affirmative, quand ?
3. Quel montant annuel lui est-il payé à même le fonds de pension ?
4. En vertu de quelles dispositions législatives a-t-il été admis à bénéficier de tel fonds ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Oui. 2. 1^{er} mai 1895. 3. \$2,340.00. 4. Statuts refondus, article 676, etc., et 53 Victoria, chapitre 15, en vertu d'un ordre en conseil No 110 du 5 avril 1895, et article 1881 des Statuts révisés.

Sur motion de M. Girard (Rouville), secondé par M. Turgeon,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance, rapports ou ordres en conseil se rapportant aux procédures du gouvernement contre la corporation de la cité de Québec, en recouvrement de certaines sommes qui lui sont dues, et indiquant :

1. Les sommes réclamées ;
2. Le résultat final de ces procédures ;
3. Le nom du procureur du gouvernement dans ces causes et les honoraires payés pour ses services ;
4. La somme qui lui est encore due.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Pinault,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance et des ordres en conseil relatifs aux destitutions de William Clapperton et Jérémie Pitre, comme agents des Terres de la couronne, dans le comté de Bonaventure, et aussi à celle de J. Gilker, comme gardien de la prison de New-Carlisle.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Gladu,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le nombre de poursuites intentées dans les districts de Montréal et de Québec, en rapport avec les infractions aux lois des licences de Québec et la vente des boissons sans licence.

Le nombre de condamnations prononcées.

Le nombre de jugements exécutés.

Les noms des personnes qui ont été poursuivies, de celles qui ont été condamnées et de celles qui ont payé.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Pinault,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, le Commissaire des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant "Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur", et aussi la ou les copies de tout contrat intervenu entre le gouvernement et la dite compagnie et de tous ordres en conseil relatifs au dit chemin.

Sur motion de M. Gladu, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous les comptes produits par M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 juin 1894, date de son contrat passé avec l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des paiements faits à M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics, le 6 juin 1894,—depuis la dite date,—pour la fourniture des Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

Aussi, des paiements des pupitres des juges et autres meubles dont le prix n'est pas spécifié dans les listes annexées au dit contrat.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que cette Chambre se forme, maintenant, en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.

L'honorable M. Taillon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,— Que les dispositions de la loi relative aux taxes sur les corporations commerciales, contenues dans les articles 1143 à 1153 des Statuts refondus, soient modifiées de manière à s'appliquer à chacune des compagnies suivantes, qu'elles soient ou non constituées en corporation :

Toute banque y faisant des affaires de banque ;

Toute compagnie d'assurance y acceptant des risques et y faisant des affaires d'assurance ;

Toute compagnie de prêt y faisant des prêts ;

Toute compagnie de navigation y exploitant une ligne régulière de paquebots, de bateaux à vapeur ou autres navires ;

Toute compagnie de télégraphe y exploitant une ligne ou partie d'une ligne télégraphique ;

Toute compagnie de téléphone y exploitant une ligne de téléphone ;

Toute compagnie de chemin de fer urbain ou de tramway y exploitant une ligne de chemin de fer urbain ou de tramway ; et

Toute compagnie de chemin de fer y exploitant un chemin de fer ou une partie d'un chemin de fer.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,— Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Normand fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu,— Que les dispositions de la loi relative aux taxes sur les corporations commerciales, contenues dans les articles 1143 à 1153 des Statuts refondus, soient modifiées de manière à s'appliquer à chacune des compagnies suivantes, qu'elles soient ou non constituées en corporation :

Toute banque y faisant des affaires de banque ;

Toute compagnie d'assurance y acceptant des risques et y faisant des affaires d'assurance ;

Toute compagnie de prêt y faisant des prêts ;

Toute compagnie de navigation y exploitant une ligne régulière de paquebots, de bateaux à vapeur ou autres navires ;

Toute compagnie de télégraphe y exploitant une ligne ou partie d'une ligne télégraphique ;

Toute compagnie de téléphone y exploitant une ligne de téléphone ;

Toute compagnie de chemin de fer urbain ou de tramway y exploitant une ligne de chemin de fer urbain ou de tramway ; et

Toute compagnie de chemin de fer y exploitant un chemin de fer ou une partie d'un chemin de fer.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant les corporations et les compagnies commerciales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 7 novembre 1895.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Villeneuve,—la pétition de la Corporation de la municipalité du Village de Saint-Louis de Mile End.

Par M. Girouard,—la pétition de William Mitchell et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De James Shearer et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The James Shearer Company* ;

De James Reed et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " La Compagnie du chemin de fer central de Leeds " ;

De Sir William H. Hingston et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de *Samaritan Hospital for Women* ;

De la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis, demandant des amendements à sa charte ;

De *The Royal Paper Mills Co.*, demandant des amendements à sa charte ;

De *The Royal Trust and Fidelity Co.*, demandant que son nom soit changé en celui de *Royal Trust Company* et pour autres fins ;

De George-Allen Childs et autres, demandant un acte concernant le testament de feu George Childs ;

De Rodolphe Beaudry et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de feu F.-X. Beaudry, demandant des amendements à l'acte 56 Victoria, chapitre 93 ;

De C.-N. Cass et autres, du canton de Clifton, demandant un acte divisant le canton de Clifton en deux municipalités séparées ;

De James Armstrong et John-J. Cook, de la cité de Toronto, demandant un acte déclarant valide la vente de partie du lot numéro 139 de la paroisse de Montréal ;

De John Verret et autres, de la paroisse de Bécancourt, demandant un acte modifiant la loi 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancourt, dans le comté de Nicolet ;

De Côte-Louis-Adolphe Morissette, de la cité de Québec, demandant un acte autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à la pratique du notariat.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De Louis-Georges Lecomte, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De la Compagnie du chemin de fer Québec Central, demandant des amendements à sa charte ;

Et de Sa Grandeur Monseigneur Ed.-Chs. Fabre et du révérend A. Bérard, demandant une loi validant un acte de vente par Sa Grandeur Mgr Fabre et le révérend J. Ouimet à Philibert Tétreault.

L'honorable M. Flynn, du comité spécial permanent des Privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Flynn pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Normand, du comité spécial permanent des diverses Industries en cette province, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Normand pour son président et recommande que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill validant un acte de vente par Sa Grandeur Monseigneur Ed.-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et Messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill déclarant Louis-Georges Lecomte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des chemins de fer, relativement au paiement des employés des compagnies de chemin de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'indemnité parlementaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu, pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

 INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène,—M. J.-O. Martineau, employé au département des Terres de la Couronne, a-t-il reçu une mission spéciale quelconque depuis le 1er juillet dernier ?

Si tel est le cas, quelle est cette mission ?

Quand l'a-t-il reçue ?

Reçoit-il pour cette fin un salaire en sus de son salaire régulier ?

Si tel est le cas, quel est ce salaire ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—M. Martineau, employé au département des Terres, a été chargé d'inspecter les agences des Terres et des Bois de Bonaventure-Ouest, Bonaventure-Est, Gaspé-Est et Gaspé-Centre, de s'enquérir et de faire rapport sur certaines matières, conformément aux instructions qui lui ont été données et qui portent la date du 15 octobre dernier.

Aucun salaire ou rémunération additionnelle n'a été fixé jusqu'à présent.

Par M. Gladu.—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire adopter, à cette session, une loi du genre de celle passée à la dernière session, pour venir en aide aux personnes qui ont négligé de faire enregistrer, dans les délais prescrits par la loi, des actes sujets à la taxe sur les mutations d'immeubles ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—A l'étude.

Par M. Gladu.—Le gouvernement a-t-il fixé le prix ou commission à payer aux percepteurs de revenus pour la perception des taxes directes imposées par les Statuts de 1892 ?

Si tel est le cas, quel est ce prix ou commission ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—A l'étude.

Par M. Lemieux.—1. Le gouvernement a-t-il reçu quelque montant d'argent dans le comté de Gaspé, comme contribution à la garde et à l'entretien des aliénés en 1893, en 1894 et en 1895 ?

2. Dans le cas affirmatif, quels sont ces montants ?

3. Est-il dû quelque montant pour le comté de Gaspé pour les fins susdites et lequel ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Oui.

2. Comté de Gaspé numéro 1 pour l'année 1893..... \$10.68, payé
 do do do do 1894..... 20.27, non encore payé
 do do numéro 3, do 1894..... 5.84, payé

3. La municipalité du comté de Gaspé numéro 1, seule doit une balance de \$20.27.

Les frais d'entretien des aliénés aux asiles pour l'année 1895 ne seront dus que le premier mai 1896.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Gladu,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, correspondance et documents relatifs aux arrangements pris par le gouvernement avec la Compagnie du Pacifique Canadien à l'égard du changement dans le taux de l'intérêt sur le montant de 7,000,000 de piastres dues par la dite compagnie au gouvernement.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des recettes et des dépenses de la province de Québec depuis le 30 juin jusqu'au 30 octobre 1895 inclusivement.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les renseignements suivants qui n'ont pas encore été produits devant la Chambre :
1. L'époque de l'année où a eu lieu la dernière vente publique des limites à bois dans cette Province et l'espace de temps qui s'est écoulé entre la date de la première annonce de cette vente et le jour de la vente ;

2. Les conditions de vente et la forme sous laquelle les avis publics ont été donnés ;

3. Les conditions sous lesquelles chaque vente de limites a été réellement faite ;

4. Les limites offertes en vente et retirées de la vente, puis, subséquemment offertes de nouveau en vente sous des conditions nouvelles ; en quoi ces conditions ont différé des premières ;

5. Les plans et autres informations mis à la disposition des personnes projetant des achats de limites, quand et comment ils ont été mis à leur disposition ou rendus publics ;

6. Le mode d'exploration adopté par le gouvernement pour obtenir des informations préliminaires, quand et pourquoi des explorations ont été faites ;

7. Tableau des prix réalisés par le gouvernement des ventes de limites faites en 1882, en 1892 et en 1895, avec l'étendue respective de ces limites ;

8. La mise à prix fixée par le gouvernement sur chaque limite mise en vente ;

9. La méthode employée par le gouvernement pour s'assurer de la valeur approximative des limites ainsi mises en vente ;

10. Le revenu annuel provenant des limites actuellement sous licence ;

11. Le montant payé à compte des limites vendues ;

12. Les montants restant dus ;

13. Le nom des personnes qui ont demandé la mise en vente de telles limites avec indication des montants déposés par elles comme garantie qu'elles se porteraient actionnaires sur ces mises à prix.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un rapport indiquant les noms des officiers publics dans les différents départements, qui ont reçu, en sus de leur salaire régulier, des indemnités spéciales pour travaux et services quelconques, frais de voyage, etc.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1894, pour copie de la correspondance échangée depuis le 15 novembre 1893 entre le gouvernement de la Puissance ou aucun de ses membres, ou aucun des juges de cette Province et le gouvernement de cette Province ou aucun de ses membres, concernant notre système de judicature et la revision et la modification de notre Code de procédure civile, et aussi copie de toutes résolutions, requêtes, pétitions et lettres adressés au gouvernement ou à l'honorable Procureur général, se rapportant à notre système de judicature et à notre Code de procédure. (*Document de la session No. 29.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 27 décembre 1894, demandant copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., depuis le 1er juillet 1890 à venir au 1er novembre 1894, se rapportant à la vente d'une limite forestière située dans l'agence de l'Ottawa supérieur, à un nommé Charles Leduc. (*Document de la session No. 30.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de toute correspondance se rapportant au règlement des comptes entre le gouvernement et MM. McIntosh et Kilburn, marchands de bois. (*Document de la session No. 31.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines taxes et licences, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et transmis pour examen et rapport au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Les Bills ci-après sont, en conformité de l'ordre, séparément lus pour la deuxième fois, et transmis pour examen et rapport au comité spécial permanent des bills privés, savoir :

Bill autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault ;

Bill autorisant l'aliénation des terrains dépendant de la succession Raoul de Beaujeu ;

Et Bill constituant la *Dominion College of Music*, Montréal.

L'honorable M. Taillon, trésorier de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

J.-A. CHAPLEAU.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1896, et, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, il recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 7 novembre 1895.

Ordonné,—Que le dit message et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité des subsides, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 8 novembre 1895.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par M. Stephens,

Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté ; mais, après avoir entendu les explications données par l'honorable Premier Ministre sur les changements ministériels, survenus depuis la dernière session, cette Chambre est d'opinion que le cabinet n'a pas été reconstitué de manière à représenter efficacement les différentes sections de cette Province, à satisfaire les différents éléments de population qui l'habitent, et à assurer, par leur entente cordiale, la prospérité commune."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Pimouski),</i>
<i>Gillies,</i>			—21.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve. — 38.</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>	
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Petit,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des bureaux publics ; montant requis pour défrayer les dépenses occasionnées par les inspections spéciales faites dans l'intérêt du service public ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tellier rapporte, en conséquence, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des bureaux publics ; montant requis pour défrayer les dépenses occasionnées par les inspections spéciales faites dans l'intérêt du service public ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

La dite résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que la Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. Tellier informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui.

Vendredi, 8 novembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Panneton,—la pétition de la Ferme Modèle de Compton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Alex. Baptiste et autres, des Trois-Rivières, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de " l'Association agricole du district des Trois-Rivières " ;

De William Owens et autres, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de " *The North Nation Valley Colonisation Railway Company* " ;

De William-Andrew Yule et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu " ;

De Alexander Ramsay et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *The Ramsay Paint Company* " ;

De James Crathern et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie canadienne d'assurance " ;

De la corporation de la cité de Montréal,—de la corporation de la cité de Sainte-Cunégonde,—de la corporation de la cité de Saint-Henri,—de la corporation de la ville de Coaticook,—de la corporation de la ville de Fraserville,—de " *The Montreal Safe Deposit Company* ",—de la compagnie manufacturière de

Chambly,—et de la compagnie du gaz de Montréal, demandant respectivement des amendements à leur charte ;

De J.-P. Rottot et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal ;

Des syndics de la Corporation de la Ferme Modèle de Compton, demandant certains amendements à la loi qui les concerne ;

De la municipalité du comté de Bellechasse, demandant d'annexer au comté de Montmagny la partie non organisée du caupon d'Armagh ;

De Félix-Robereau Duplessis, de la cité de Montréal, demandant un acte ratifiant certains actes de vente ;

Du révérend Léon-Alfred Sentenne et autres, demandant une loi relative aux biens de feu F.-X. Beaudry, légués pour des fins de charité ;

De Joseph-Abel Fortin, médecin de la paroisse de Saint-Hubert, demandant une loi pour l'autoriser à pratiquer la médecine, etc., dans la province de Québec.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre, l'état des affaires, pour l'année 1895, de l'Asile Nazareth pour les aveugles, Ouvroir, Salle d'asile pour les enfants pauvres. (*Document de la session No. 26.*)

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De Sir W.-H. Hingston et autres, demandant l'incorporation de *The Samaritan Hospital for Women*.

De *The Royal Trust and Fidelity Company*, demandant des amendements à sa charte ;

De Geo.-Allen Childs et autres, demandant une loi facilitant l'exécution du testament de feu George Childs ;

De C.-N. Cass et autres, demandant une loi divisant le canton de Clifton en deux municipalités ;

Et de Côme-Louis-Adolphe Morrisset, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre au nombre de ses membres.

Ordonné,—Que M. Spencer ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les corporations de ville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant les jurés et les jurys.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative à l'entretien des prisonniers.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill concernant la clôture des inventaires en justice.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines taxes et licences ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Doyon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. England fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechêne.—Le gouvernement a-t-il, préalablement à la vente des limites à bois, le 26 février dernier, fait les annonces requises par la loi dans la *Gazette Officielle* et dans d'autres journaux autorisés à cette fin ?

Si tel est le cas, dans quels journaux ?

Quelle somme a été payée à ces différents journaux ?

Ces annonces étaient-elles exactes quant à l'étendue et à la mise à prix par mille des dites limites ?

Réponse par l'honorable E.-J. Flynn :—1. Oui. 2. *l'Événement*, le *Chronicle*, le *Quotidien*, le *Mercury* et le *Daily Telegraph*. 3. \$113.00. 4. Elles étaient exactes d'une manière générale. Il apparaîtra par la réponse à une adresse à l'Assemblée législative, du 4 novembre, qu'il y a eu une légère correction rendue nécessaire par un malentendu.

Par M. Lacouture.—1. Le gouvernement a-t-il été informé que la circulation des trains sur le chemin de fer du Sud-Est entre Sorel et Acton, traversant les comtés de Richelieu, Yamaska et Drummond, est arrêtée ?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre quelque action à ce sujet et laquelle ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—

A la première question : Oui.

A la deuxième question : A l'étude.

Par M. Stephens.—Est-ce l'intention du gouvernement de déposer une mesure relative à la loi de libelle, modifiant la loi de manière que les journaux donnant un compte-rendu *verbatim* des discours prononcés à une assemblée publique, ne soient pas sujets à poursuite pour libelle ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—A l'étude.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Lemieux,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Un état détaillé de toutes les sommes payées pour l'impression et la publication du *Journal de l'Agriculture*, versions anglaise et française, depuis le 1er janvier 1893 jusqu'à cette date ;

2. Un état faisant voir, à la date du 1er janvier de chaque année, le nombre des souscripteurs payant à chacun des journaux d'agriculture, anglais et français, ainsi que le montant des sommes perçues pour abonnements et annonces dans les dits journaux.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de toute la correspondance échangée avec différentes personnes au sujet de la publication et impression d'un traité d'agriculture, par E.-A. Barnard, pour les cercles agricoles. Aussi, un état détaillé de toutes les sommes payées pour l'impression, la reliure, la distribution du dit ouvrage et indiquant à quelles personnes ces différentes sommes ont été payées ;

2. Copie de tous les ordres en conseil en vertu desquels le Commissaire de l'Agriculture ou ses employés ont encouru ces dépenses et les ont payées.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie

copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la mise à la retraite de l'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la résignation de l'honorable Boucher de La Bruère de son siège, au Conseil législatif, et de sa charge de président du Conseil législatif, ainsi qu'à sa nomination à la charge de surintendant de l'Instruction publique.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Lemieux,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des frais de l'enquête du coroner, de l'examen préliminaire et du procès encourus par la Couronne dans l'affaire Boyd-Somerville.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Lemieux,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. Les noms des conférenciers agricoles qui ont donné des conférences depuis le 1er juillet dernier à venir au 1er novembre courant.

2. Les sommes payées à chacun d'eux pour frais de voyages et conférences.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et envoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés :

Bill validant un acte de vente par Sa Grandeur Monseigneur Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et Messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault ;

Et Bill déclarant Louis-Georges Lecomte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Le Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et envoyé au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné—Que l'état des rapports du Conseil et mandats spéciaux, en vertu de l'acte 31 Victoria, chapitre 9, clause 47, (article 785 des S. R. de la P. de Q.) préparé par l'auditeur de la Province, tel que requis, et mis devant cette Chambre, lundi, le quatre courant, soit imprimé dans les Procès-Verbaux et les Journaux de cette Chambre d'aujourd'hui, comme suit :

ETAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec, tel que requis par cet article. (Emis durant la vacance entre la clôture de la session 1894-95 et l'ouverture de la session suivante, le 30 octobre 1895.)

Nos. des mandats spéciaux	SERVICE	Rapports du Conseil			Montants des mandats spéciaux	Montants dépensés	Balance non dépensée
		Nos.	Dates	Montants			
4	Administration de la justice :				\$	cts.	\$ cts.
	Montant requis non inscrit aux prévisions budgétaires pour l'exercice en cours, pour payer la somme adjugée en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, en date du 21 novembre 1894, en faveur de la Cité de Québec, pour taxes d'eau, à savoir :						
	Frais caucels du Shérif :						
	Sur le palais de justice de Québec pour les exercices 1893-89 à 1893-94 inclusivement.....				\$	9,356.00	
	Sur la prison de Québec, pour les exercices 1890-91 à 1893-94 inclusivement					5,336.00	
						14,692.00	
	Protonotaires, etc.,						
	Frais caucels de bureau :						
	Montant requis non inscrit aux prévisions budgétaires pour l'exercice en cours, pour payer la somme adjugée par le même jugement pour taxes d'eau, à savoir :						
	Sur le bureau des archives, Québec, pour les exercices 1890-91 à 1893-94 inclusivement.....	40	11 février 1895		\$	339.00	
					15,030 00	15,030 00	15,030 00

	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
1er mai 1895		70 48		1,929 52		2,003 00	2,000 00	
15 mai 1895		366 65		4,230 60		4,597 25	4,597 25	
13 juin 1895		101 89		4,098 11		4,200 00	4,200 00	
22 juin 1895				27,895 60		27,895 60	27,895 60	

ETAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec, tel que requis par cet article. (Emis durant la vacance entre la clôture de la session 1894-95 et l'ouverture de la session suivante, le 30 octobre 1895.)—(Suite).

Nos. des mandats spéciaux	SERVICE	Rapports du Conseil		Montants des mandats spéciaux	Montants dépensés	Balance non dépensée
		Nos.	Dates	Montants		
				\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1	<i>Travaux et édifices publics :</i> (Extraordinaires)					
	Ponts métalliques dans les municipalités : Montant requis pour payer Pierre Bacon, représenté par J. A. Bender, C. R., règlement en entier de toutes ses réclamations concernant la construction du Pont St-Pierre, dans la paroisse St-Pierre, Rivière du Sud, et auxquelles il n'a pas été pourvu par la Législature.....	309	15 août 1895	3,000 00	3,000 00	
2	<i>Travaux et édifices publics :</i> (Extraordinaires)					
	Montant requis pour payer Philippe Vallières, montant non inscrit aux prévisions budgétaires, étant la balance de deux comptes, savoir : \$55,680.89 et \$19,405.45, formant un total de \$74,086.34, accordés par les arbitres relativement aux meubles fournis par lui pour l'ameublement des palais de justice de Montréal, Hull et Bryson, le dit montant devant être employé comme suit, savoir :					
	Nouveau palais de justice et prison de Hull, district d'Ottawa.....					\$ 11,086.34
	Nouveau palais de justice et prison de Bryson, district de Pontiac.....	348	16 septembre 1895.	14,086 34	14,086 34	
						\$ 3,000.00

4 octobre 1895	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
	3,500 00		3,500 00		3,500 00		3,500 00	
	74 109 19		74,109 19		73,570 17		539 02	

A. H. VERRET,

auditeur de la Province.

Lundi, 11 novembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de Sarah Finlayson et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues .

De la corporation de la municipalité du village de Saint-Louis du Mile-End, demandant à être constituée en ville sous le nom de " Ville Saint-Louis " ;

De William Mitchell et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville " ;

Et de la Ferme modèle de Compton, demandant des amendements à sa charte.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côme-Louis-Adolphe Morisset, comme notaire, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux registres des baptêmes, mariages et sépultures.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques des cités de Montréal et de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi de l'Instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 24 Victoria, chapitre 26.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Casgrain met devant la Chambre,—le troisième rapport de la Commission chargée de reviser et de modifier le Code de procédure civile du Bas-Canada. (*Document de la session No. 32.*)

L'honorable M. Beaubien met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation de la province de Québec pour 1895. (*Document de la session No. 3.*)

Aussi,—le treizième rapport de la Société d'industrie laitière de la province de Québec, étant le supplément du rapport de l'honorable Commissaire de l'agriculture et de la colonisation pour 1894. (*Document de la session No. 3b.*)

L'honorable M. Taillon met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—l'état des Comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1895. (*Document de la session No. 2.*)

Aussi,—un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 21 novembre 1894 jusqu'au 6 novembre 1895 inclusivement, tel que requis par l'article 633 S. R. Q. (*Document de la session No. 34.*)

Et aussi,—la correspondance relative à l'emprunt autorisé par l'article 9 de la loi 57 Victoria, chapitre 2. (*Document de la session No. 35.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Marchand.—J.-E. Barbeau, écuyer, le délégué du gouvernement auprès des capitalistes français, pour clore les négociations de l'emprunt de 1895, a-t-il fait au gouvernement un rapport par écrit des détails et du résultat de sa mission ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—M. Barbeau n'a pas fait de rapport en dehors de la correspondance qui a déjà été imprimée et rendue publique.

Par M. Gladu.—Le gouvernement a-t-il reçu un rapport des Messieurs Lefebvre, avec pièces justificatives, constatant la quantité exacte de tonnes de betteraves livrées, l'an dernier, à l'usine pour fabriquer du sucre ?

Si tel est le cas, à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Oui. 2. Le 24 février 1895.

Par M. Dechène.—L'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique, a-t-il reçu une somme quelconque, à titre de gratification ou à quelque titre que ce soit, depuis sa mise à la retraite ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—

Par une résolution du neuf mai dernier, le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, sur proposition de Sa Grandeur Monseigneur Bégin, a décidé de demander au gouvernement d'accorder à l'honorable Gédéon Ouimet une gratuité équivalant à six mois de son traitement.

Cette résolution fut communiquée au gouvernement et Sa Grandeur Mgr Bégin, écrivit une lettre appuyant fortement cette résolution, mais le gouvernement n'a pas cru devoir y accéder. Subséquemment, savoir, le 13 septembre dernier, à une nouvelle séance du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, sur proposition de Monseigneur le Grand Vicaire Marois, la motion suivante a été adoptée :

“ Que l'honorable Président de ce comité soit autorisé à payer à l'honorable ex-Surintendant, à même les fonds de ce comité, une gratification équivalant à six mois de son traitement, à raison des services rendus par lui à la cause de l'éducation. ”

La résolution paraît avoir été adoptée en vertu de l'article 1939 des Statuts refondus de la province de Québec, qui laisse au crédit et à la disposition de ce comité les balances non dépensées.

Le seize (16) septembre, la résolution adoptée, sur proposition de Monseigneur le Grand Vicaire Marois, fut communiquée au gouvernement. En réponse à cette communication, le Secrétaire de la Province a écrit au Surintendant ce qui suit :

Québec, 18 septembre 1895.

L'honorable M. BOUCHER DE LABRÈRE,

surintendant de l'Instruction publique,

Québec.

Monsieur,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 16 septembre courant, transmettant copie d'une motion du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, adoptée à sa séance du 13 du courant, et autorisant l'honorable Président du comité à payer à l'honorable ex-Surintendant une gratification équivalant à six mois de son traitement.

“ Je dois vous faire observer que Sa Grandeur Mgr Bégin, ayant écrit à ce sujet à l'honorable Premier Ministre, ce dernier lui a répondu par une lettre qui avait d'abord été communiquée au Conseil exécutif et qui exposait les vues du

gouvernement sur cette question. Cette opinion est encore la même : je crois que le gouvernement ne pourrait autoriser ce paiement qu'après l'avoir soumis à la Législature."

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

JOS. BOIVIN,

assistant-secrétaire de la Province.

Le gouvernement est prêt à mettre devant la Chambre, sur demande à cet effet, les autres documents qui, à cause de leur longueur, n'ont pu être inclus dans la présente réponse.

Par M. Bernatchez.—1. M. Gustave Ouimet, du département de l'Instruction publique, est-il en congé ?

2. Si tel est le cas, depuis quelle date ?

3. Où est-il résidant aujourd'hui ?

4. A-t-il demandé sa mise à la retraite, à quelles conditions et pour quelles raisons ?

5. Quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de cet employé ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Oui, pour cause de maladie. 2. Depuis le mois de juin dernier. 3. A Saint-Hilaire, chez son père.

4. Il a soumis une demande à cet effet en alléguant son état de santé, et il a produit à l'appui des certificats de médecins.

5. Le gouvernement, dans le but d'éviter, si possible, la mise à la retraite d'un employé relativement jeune et d'ajouter par là une dépense additionnelle au service public, a préféré donner un congé temporaire à cet employé, dans l'espoir qu'il recouvrerait la santé.

Les intentions du gouvernement sont de continuer à traiter M. Gustave Ouimet comme il traite tous ses autres employés, c'est-à-dire avec justice, suivant la loi et l'intérêt public.

Par M. Bisson.—1. Le conseil de la ville Salaberry de Valleyfield a-t-il demandé la nomination d'un recorder ?

2. Si tel est le cas, qui a-t-il suggéré ?

3. Quand le gouvernement se propose-t-il de faire cette nomination ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Oui. 2. M. I.-R.-R. Laplante et M. Louis-I. Papineau. 3. M. Louis-I. Papineau a été nommé par arrêté de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, du 7 octobre dernier.

Par M. Bernatchez.—Le gouvernement a-t-il décidé d'accorder une prime pour l'encouragement de l'exportation du beurre de cette Province ?

Si tel est le cas, quel est le montant payable ?

Quel est le montant total payé jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Oui, le gouvernement a accordé, en 1895, une prime pour cet objet.

2. Le montant payable est d'un centin par livre pour le sixième du produit de toute beurrerie livrée, chaque semaine, à l'exportation, aux conditions posées par le gouvernement ; les fabriques ont, à leur discrétion, jusqu'au premier décembre, pour faire rapport et toucher leur réclamation.

Une somme de \$294 04 a été payée jusqu'à ce jour.

Par M. Tellier.—1. Le gouvernement a-t-il perçu, du comté de Joliette quelque somme d'argent, à titre de contribution, dans l'entretien des aliénés, en 1892, 1893, 1894 et en 1895 ?

2. Si tel est le cas, quel montant ?

3. Est-il dû des arrérages de contribution pour les mêmes fins et les mêmes années par le comté de Joliette ?

4. Si tel est le cas, quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Oui. 2. Pour 1892 : Rien. Pour 1893 : \$46.99. Pour 1894 : \$93.84. Pour 1895 : Rien ne sera dû avant le premier mai 1896. 3. et 4. : Non.

Par M. Gladu.—Le gouvernement a-t-il mis et tenu en banque, en un compte spécial, ou a-t-il pris des mesures pour réaliser en deniers comptants et placer à intérêts les deniers provenant des dépôts de garantie des diverses compagnies de chemins de fer ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Nul dépôt en garantie relatif aux chemins de fer n'a été reçu depuis que le présent gouvernement a pris la direction de l'administration, le 17 décembre 1891. A cette date, les dépôts en garantie se rapportant aux chemins de fer, et qui avaient été précédemment reçus, avaient été dépensés, à l'exception de ceux faits à la Banque des Marchands du Canada, soit : \$344,372.91, et à la Banque du Peuple, soit : \$18,318.63. Ces dépôts portaient intérêt à 4 0/0 et ont, au paiement des coupons garantis, été réduits : celui à la Banque des Marchands du Canada, à \$199,334.47 ; celui à la Banque du Peuple, à \$2,456.63.

Par M. Lemieux.—1. Le gouvernement a-t-il pris en considération le rapport fait par le Dr Guay, M. P., en 1889 ou en 1890, relatif à la réduction des rentes seigneuriales, dans la seigneurie de Lauzon, dans les comtés de Lévis et Dorchester ?

2. Les conclusions de ce rapport seront-elles adoptées et mises à exécution, et à quelle époque ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Le gouvernement a communiqué le rapport de M. le Dr Guay, M. P., au sujet des rentes dans la seigneurie de Lauzon, à l'agent de cette seigneurie, M. Evariste Lemieux qui a exprimé l'opinion, dans un document officiel transmis au département des Terres, le 4 février 1892, " que le rapport de M. le Dr Guay, tout en étant fait avec les meilleures intentions du monde, n'était pas aussi pratique dans ses conclusions qu'il le paraissait à première vue, et que ces dernières n'étaient pas de nature à rendre possible la réduction ou le rajustement des rentes quant à ce qui concerne les terrains de marais, de savane, de rochers et autres de cette espèce ".

2. Vu le rapport de l'agent de la seigneurie de Lauzon, le gouvernement n'a pas cru devoir, jusqu'à présent, accepter les conclusions du rapport de M. le Dr Guay, M. P.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires du roman de M. J.-P. Tardivel : "*Pour la Patrie*" ?

Si tel est le cas, combien et à quel prix ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement, désirant se procurer un certain nombre d'exemplaires de cet ouvrage, a écrit à M. Tardivel pour savoir quel en était le prix, en gros. Une réponse a été reçue disant que M. Tardivel était absent aux Etats-Unis et qu'il fallait s'adresser aux éditeurs, MM. Cadieux & Derome.

Une lettre a été en conséquence écrite à ces derniers qui ont répondu que, pour un achat en gros, ils réduiraient le prix à soixante centins le volume. Le gouvernement a alors décidé de donner une commande pour cinq cents exemplaires, à ce prix réduit de 60 centins le volume, et cette demande a été remplie.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Gosselin,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'enquête faite par le bureau de la Trésorerie en vertu de l'article 678b des Statuts refondus de la province de Québec, 53 Victoria, chapitre 15, section 1, relativement à la mise à la retraite de l'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique, et de la correspondance relative à la gratification accordée par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par M. Cooke,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes, correspondances, documents et arrêtés ministériels concernant :

1. La remise de 3 pour cent ou les \$15,349.00 des droits sur les successions en faveur d'Aphonse Mallette, de Montréal.

2. Partie des droits sur les successions en faveur de Louis Ayot, de Saint-Sévère.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état faisant connaître pour les exercices 1892-93, 1893-94, 1894-95, qui a reçu les commandes pour le bois et le charbon et en quelle quantité, et qui a fourni ce combustible à la prison de Montréal, au palais de justice de Montréal, et à d'autres édifices publics de Montréal.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des divers comptes pour papeterie et objets de librairie fournis, par MM. Mercier & Cie, au gouvernement, durant l'année fiscale 1894-95, indiquant les prix chargés et les paiements faits.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous plans et devis et autres données motivant la dépense de \$9,900.00 pour voûtes de sûreté dans le palais de justice de Montréal portée au budget supplémentaire, au 30 juin 1895.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des correspondances et documents se rapportant à la demande de \$2,500.00 pour l'exposition de Sherbrooke, tel que mentionné à l'item 5, porté au budget supplémentaire, au 30 juin 1896.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Gladu,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des instructions données par le département des Terres de la Couronne aux arpenteurs pour arpentages mentionnés à l'item 7 du budget supplémentaire.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, pétition, contrat, ordre en conseil et de tout autre document se rapportant à l'établissement et aux subventions accordées à la Ferme modèle et à l'école d'agriculture de Compton.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

M. Rioux propose, secondé par M. Martineau,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, la copie du bref de la déclaration et des plaidoyers dans une cause actuellement pendante devant la Cour Supérieure, district de Québec, sous le numéro 577, dans laquelle Napoléon Dussault est demandeur contre F.-G.-M. Dechène et autres, défendeurs.

M. Tessier (Portneuf) propose comme amendement, secondé par M. Bernatchez,—Que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale, savoir : " et avec copie des dépositions dans la dite cause et du jugement qui sera rendu ".

Et la question étant mise aux voix,—Que ces mots soient ajoutés,—la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du bref de la déclaration et des plaidoyers dans une cause actuellement pendante devant la Cour Supérieure, district de Québec, sous le numéro 577, dans laquelle Napoléon Dussault est demandeur contre F.-G.-M. Dechène et autres, défendeurs, et avec copie des dépositions dans la dite cause et du jugement qui sera rendu.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi relative à l'emprisonnement en matières civiles, étant lu ;

M. Tellier propose, secondé par M. Magnan,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. Casgrain propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le dit ordre soit rescindé et que ce bill soit envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes. "

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Résolu,—Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions relatives à l'Hôpital protestant pour les aliénés.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi relative à l'entretien des prisonniers, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à demain pour être considéré en comité général.

Les Bills ci-après sont lus, en conformité de l'ordre, séparément, une deuxième fois, et remis à demain pour être considérés en comité général, savoir :

Bill modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation du bureau d'enregistrement ;

Et Bill concernant la clôture des inventaires en justice.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des " Mémoires du chevalier de Lévis," balance de frais d'impression ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de 99 exemplaires de " l'Histoire du Droit Canadien," par Lareau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'érection du monument de Maisonneuve, à Montréal, O. E. C. No. 265 du 29 juin 1895 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cent sept piastres et quatre-vingt-deux centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux habitants

pauvres de la Pointe-aux-Esquimaux, Rivière-au-Tonnerre et Pointe-aux-Anglais, sur la côte nord du Saint-Laurent : coût de provisions envoyées à cet endroit dans ce but ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent huit piastres et trente centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux habitants pauvres de Mont-Louis, sur la côte sud du St-Laurent : coût de provisions envoyées à cet endroit dans ce but ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

— — —
Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tellier rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des " Mémoires du chevalier de Lévis," balance de frais d'impression ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de 99 exemplaires de " l'Histoire du Droit Canadien," par Lareau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'érection du monument de Maisonneuve, à Montréal, O. E. C. No. 265 du 29 juin 1895 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cent sept piastres et quatre-vingt-deux centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux habitants pauvres de la Pointe-aux-Esquimaux, Rivière-au-Tonnerre et Pointe-aux-Anglais, sur la côte nord du Saint-Laurent : coût de provisions envoyées à cet endroit dans ce but ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent huit piastres et trente centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux habitants pauvres de Mont-Louis, sur la côte sud du Saint-Laurent : coût de provisions envoyées à cet endroit dans ce but ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Tellier informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 12 novembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Parizeau,—la pétition de E.-P. Lachapelle et autres.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires, pour l'année 1895, de l'institution appelée : *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal. (*Documents de la session No 26.*)

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De la Corporation de la ville de Westmount, demandant des amendements à sa charte ;

De L. Leduc et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal ;

De James Shearer et autres, demandant l'incorporation de la "*James Shearer Company*" ;

De la "*Royal Paper Mills Company*", demandant des amendements à sa charte ;

De James Reed et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer central de Leeds ;

De James Armstrong et J.-J. Cook, demandant une loi pour valider la vente d'une partie du lot officiel numéro 139, paroisse de Montréal ;

D'Alexandre Ramsay et autres, demandant l'incorporation de la "*Ramsay Paint Company*" ;

De la Corporation de la cité de Sainte-Cunégonde, demandant des amendements à sa charte ;

De la Corporation de la ville de Coaticook, demandant des amendements à sa charte ;

De la ville de Fraserville, demandant des amendements à sa charte ;

De la "*Montreal Safe Deposit Company*", demandant des amendements à sa charte ;

Et des syndics de la Ferme modèle de Compton, demandant des amendements à leur charte.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Wm Mitchell et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville, et a trouvé que les avis nécessaires ne sont pas encore complètement donnés ; mais attendu que les deux mois seront à peu près expirés avant que le comité des Bills privés s'occupe de ce bill, votre comité recommande, pour cette raison, la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Hackett, du comité spécial, permanent des Bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill autorisant l'aliénation de terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill constituant en corporation "*The Dominion College of Music*", Montréal ;

Et bill ratifiant un acte de vente par Sa Grandeur Monseigneur El.-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et Messire Calixte Ouimet à Philibert Têreault.

Ordonné,—Que M. King ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "La Compagnie du chemin de fer central de Leeds".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Rioux ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la ville de Fraserville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la Ferme modèle de Compton.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la *Royal Paper Mills Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Morris ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la *Royal Trust and Fidelity Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Morris ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "*The Samaritan Hospital for Women*".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill portant modification de la charte de la ville de Westmount.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la compagnie dite "*Montreal Safe Deposit Company*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill modifiant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Girouard ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 novembre 1895, pour un état démontrant le montant et la date des divers emprunts temporaires faits par le gouvernement depuis le 30 juin 1894 jusqu'à ce jour, et les montants payés en remboursement et en à compte sur ces emprunts temporaires et la date de ces paiements. Aussi, les noms des prêteurs et le taux de l'intérêt. (*Document de la session No 53.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 novembre 1895, pour copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et les Révérendes Sœurs de la Providence et toutes autres personnes ou corporations touchant le contrat à faire pour l'entretien des aliénés à l'Asile Saint-Jean de Dieu, en remplacement du contrat expiré durant la présente année, et de tous documents se rapportant à cette question, y compris tout projet de contrat qui peut avoir été préparé à ce sujet. (*Document de la session No 56.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 7 novembre 1895, demandant la production de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents relatifs aux arrangements pris par le gouvernement avec la Cie du Pacifique Canadien à l'égard du changement dans le taux de l'intérêt sur le montant de 7,000,000 de piastres dues par la dite compagnie au gouvernement. (*Document de la session No 37.*)

L'honorable M. Flynn met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1895. (*Document de la session No 4.*)

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines taxes et licences;

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Gladu propose comme amendement à la motion, secondé par M. Tessier (Portneuf),—Que tous les mots après " maintenant " soient retranchés et que les mots : " envoyé de nouveau au comité général de la Chambre avec instruction de remplacer les mots " *est abrogé* ", à la fin du premier paragraphe de la première section, par les mots suivants : " et l'article 1191a des Statuts refondus de la " province de Québec, tel que statué par la section 1 du chapitre 17 de l'acte " 55-56 Victoria et ses amendements, soient abrogés," soient mis mis à la place

Et la question d'ordre étant soulevée,—M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre parce qu'il n'est pas *relevant*, c'est-à-dire ne relève pas de la question principale.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois;

M. Gladu propose sous forme d'amendement, secondé par M. Tessier (Portneuf), —Que tous les mots après " maintenant ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots : " envoyé de nouveau à un comité de la Chambre avec instruction de retrancher le second paragraphe de la première section et de remplacer à la fin de la deuxième section les mots : " le 1er octobre 1896 " par les mots : " le jour de sa sanction ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandé, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Dechène,
Girard (Rouville),
Gladu,

Gosselin,
Laliberté,
Lemieux,
Lussier,
Marchand,

Morin,
Parent,
Pinault,
Shehyn,

Ste-Marie,
Stephens,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski).

—18.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbroy,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve. — 38.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	
<i>Châteaufort,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shebyn, le dit bill est amendé en retranchant les deux mots : " le, o i " à la troisième ligne du deuxième paragraphe de la première clause (version française du dit bill).

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill, ainsi amendé, soit maintenant lu la troisième fois, — elle est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Ordonné, — Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la compagnie dite "*The Rumsey Paint Company*".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, — Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill concernant la succession de feu George Childs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, — Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la compagnie dite "*The James Shearer Company*".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 novembre 1895, pour la copie du br-f de la déclaration et des plaidoyers dans une cause actuellement pendante devant la Cour Supérieure, district de Québec, sous le numéro 577, dans laquelle Napoléon Dussault est demandeur contre F.-G.-M. Dechène et autres, défendeurs. (*Document de la session No. 38.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côme-Louis-Adolphe Morisset comme notaire, après examen, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et envoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi relative à l'entretien des prisonniers ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la clôture des inventaires en justice ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état faisant connaître toutes les commissions et dépenses faites pour la négociation de l'emprunt de décembre 1894 : \$5,333,000.

Aussi,—le produit net de l'emprunt à la Province.

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, une liste de toutes les causes venues devant les divers tribunaux et qui étaient en délibéré le 1er novembre 1895.

1. Le titre de chaque cause.
2. La date à laquelle la cause fut prise en délibéré ;
3. Le nom du juge ou des juges, pour les causes en Cour de revision, qui ont été prises en délibéré.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski).</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Laliberté,</i>		

—18

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pariseau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Peirier</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lockett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—32.</i>

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez, —Qu'il soit mis devant cette Chambre, —un état de toutes sommes payées durant l'exercice de 1895 pour impressions avec :

Le nom de l'entrepreneur ;

Le montant payé ;

Le prix stipulé au contrat ;

L'autorisation relative à cet ouvrage, s'il a été exécuté en vertu d'un contrat avec concurrence, ou sur un simple ordre du département, sans entente préalable quant au coût de l'ouvrage ;

S'il a été donné par soumissions publiques, de quelle façon et quand les soumissions ont-elles été annoncées, —et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, —Qu'il soit mis devant cette Chambre, —un état donnant : le nom de l'entrepreneur fournissant la pierre à concasser, à la prison de Montréal, au cours des exercices 1893, 1894 et 1895 ;

Le prix payé par tonne ou toise ;
La date et la durée du contrat ;
Une liste des soumissions avec les noms des soumissionnaires ayant échoué ;
Les dates des annonces demandant des soumissions pour la pierre.

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer la résolution suivante :

Que les inspecteurs des fabriques devraient être tenus personnellement responsables, jusqu'à concurrence de la perte de leur situation, dans le cas de leur négligence à mettre en vigueur les règlements relatifs à la sécurité des personnes employées dans les manufactures.

Et qu'il soit fait un règlement rendant obligatoire l'exercice des ouvriers, en prévision d'incendie, à des périodes déterminées de l'année, et décrétant que là où plus de dix personnes sont employées, on indique à chacun de ces employés l'avenue particulière de sauvetage qui lui est assignée afin d'éviter l'encombrement d'aucune de ces avenues, autant que la chose est possible,—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. Bisson, secondé par M. Ste-Marie,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie du rapport de Louis Vallée, ingénieur, du 12 juillet dernier, sur les réclamations contre la Compagnie du chemin de fer " Le Canada Atlantique ", ses entrepreneurs et sous-entrepreneurs, relativement au pont érigé sur le fleuve St-Laurent, entre Valleyfield et Côteau ;

2. Copie de l'ordre en conseil autorisant le paiement des sommes recommandées par le rapport de l'ingénieur ;

3. Copie de la liste de paie démontrant à qui ces sommes ont été payées.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Gladu, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état démontrant les montants dus en capital et intérêt au gouvernement, sur le prix des ventes et locations par lui faites depuis la Confédération, de coupes de bois et de limites à bois, avec la date de ces ventes et locations; les noms des débiteurs et la description abrégée des terrains et coupes de bois en question.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Marchand propose, comme amendement, secondé par M. Gladu,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre est

d'opinion que la modification des taxes proposée par le gouvernement et annoncée dans le discours du Trône ne soulage qu'une certaine portion de la population de cette Province des charges onéreuses et injustes qu'il lui avait imposées, et qu'il est désirable que ces modifications soient effectuées de manière à soulager également toutes les classes des contribuables".

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski).</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	—18.
<i>Desjardins,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.—33.</i>
<i>Doyon,</i>			

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent trente-neuf piastres et onze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais judiciaires spéciaux, re Gore de Barford, département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Institut impérial de Londres, part de la province de Québec pour l'entretien d'icelui ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Tellier informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander, que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Tellier rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent trente-neuf piastres et onze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais judiciaires spéciaux, re Gore de Barford, département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Institut impérial de Londres, part de la province de Québec pour l'entretien d'icelui ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois,

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 13 novembre 1895.

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1895, savoir :

De la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général (Sœurs Grises) de Montréal,—de l'Hospice Ste-Elisabeth, de Farnham,—de l'Orphelinat de Farnham. (*Document de la session No 26.*)

Aussi,—l'état des recettes et des dépenses de la Compagnie des chemins à barrières de Terrebonne, pour l'année 1895. (*Document de la session No 27.*)

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. Savaria, —la pétition de Joseph-Paul Coutlée et autres.

Par M. Martineau,—la pétition des Syndics de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, Montréal.

Par M. Allard,—la pétition de Joseph Ducharme et autres.

Par M. Tétreau,—la pétition de John Bryson et autres.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De Sarah Finlayson et autres, demandant une loi concernant la vente de certaines propriétés dépendant de la succession de feu Duncan Finlayson ;

Sur motion de M. Tétreau, secondé par M. Magnan,

Ordonné,—Que la pétition de John Bryson et autres, présentée aujourd'hui soit maintenant lue et reçue ;

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant un acte d'incorporation pour la Compagnie dite "*The Cowlonge and Crow River Boom Co.*"

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill déclarant Louis-George Lecomte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, et a l'honneur d'en faire le rapport avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Archambault, Cormier, de Boucherville, Méthot, Pelletier, Ross, D.-A. Starnes et Sylvestre, membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts du Conseil législatif y sont concernés, et pour agir, au nom du Conseil législatif, comme membres du comité collectif des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Ordonné,—Que M. McClary ait la permission de présenter un Bill divisant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités distinctes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill modifiant de nouveau le Code de procédure civile au sujet de certaines causes non appelables.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau l'article 1080 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code de procédure civile, relativement à la preuve prise par la sténographie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi électorale de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill pour détacher du comté d'Arthabaska et l'annexer au comté de Nicolet une partie des 4ème et 5ème rangs du canton de Bulstrode, pour toutes fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bourbonnais.—M. J.-B. Dupuis, de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Si tel est le cas, depuis quand ?

En quelle qualité ?

Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Oui. 2. Depuis le 17 juin 1895. 3. Comme commis à la Cour de Circuit, à Montréal. 4. \$600.00 par année.

L'honorable M. Taillon dépose, sur le bureau de la Chambre, le Douzième rapport de l'inspecteur des Compagnies d'assurances mutuelles contre le feu pour la province de Québec, pour l'année 1894. (*Document de la session N^o 39.*)

M. Cooke propose; secondé par M. Guérin,—Que M l'Orateur quitte le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération la résolution suivante :

Que, dans l'opinion de cette Chambre, la nécessité d'une Chambre haute ou Conseil législatif n'existe plus et que, en conséquence, cette institution devrait être supprimée.

M. Marion propose, secondé par M. Carbray, et la question préalable étant posée,—Que cette proposition soit maintenant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillis,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski).</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>	—20.
<i>Desjardins,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.—25.</i>
<i>Chokette,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Parizeau,</i>	

Ainsi la proposition est négative.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Stephens,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des ordres en conseil et de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette Province et toutes personnes en rapport avec la prime accordée pour l'exportation du beurre, de cette Province, sur le marché d'Angleterre.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état faisant connaître les noms des personnes qui ont exporté du beurre sur le marché anglais, ayant droit à la prime accordée par le gouvernement.

La quantité expédiée par chacune d'elles.

Le prix obtenu, par livre.

Sur motion de M. Magnan, secondé par M. Tétreau,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de la correspondance, depuis le 1er octobre dernier, se rapportant à la création d'une agence, dans le comté de Montcalm, pour la vente des terres de la couronne.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant l'aliénation des terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation le "*Dominion College of Music*", Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill validant un acte de vente par Sa Grandeur Mgr Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et Messire Calixte Ouimet, à Philibert Tétreault ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et envoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés, savoir :

Bill amendant la loi concernant la Ferme modèle de Compton.

Bill modifiant la charte de la cité de Montréal ;

Bill modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook ;

Bill modifiant la charte de la "*Royal Trust and Fidelity Company*" ;

Bill constituant en corporation "*The Samaritan Hospital for Women*" ;

Bill modifiant la charte de la Compagnie dite "*Montreal Safe Deposit Company*" ;

Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal ;

Bill modifiant la charte de la ville de Westmount ;

Bill validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres ;

Et Bill concernant la succession de feu George Childs.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et transmis au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds ;

Bill modifiant la charte de la "*Royal Paper Mills Company*" ;

Bill constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville ;

Bill constituant en corporation la "*Ramsay Paint Company*" ;

Et Bill constituant en corporation la "*James Shearer Company*".

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le Bill validant un acte de vente par Sa Grandeur Mgr Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et Messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'exposition de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des arpentages par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe, de plus, la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera, de nouveau, en le dit comité.

M. Carbray rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'exposition de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des arpentages par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 14 novembre 1895.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires du "*Ladies Protestant Home*" pour l'année 1895. (*Documents de la session* No 26.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Martin^{au},—la pétition de la Banque des Marchands du Canada, et autres.

Par M. Parizeau,—la pétition de la *Dominion of Canada Trusts Company*.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De E.-P. Lachapelle et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De la corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte ;

Des Sœurs du Précieux Sang, de Sherbrooke, demandant à être constituées en corporation ;

De la Compagnie manufacturière de Chambly, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie du gaz de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

Et de Sarah Finlayson et autres, demandant une loi concernant la vente de certaines propriétés dépendant de la succession de feu Duncan Finlayson.

M. Carbray, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphonique et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le Bill conférant l'existence corporative à la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke, auquel il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, — Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un Bill amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, — Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Résolu, — Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les membres du comité permanent des Impressions, savoir : les honorables MM. Taillon, Hackett et Nantel, et MM. Cartier, Cholette, McDonald, Gladu, Morin, Simpson, Stephens et Tessier (Portneuf) agiront de la part de cette Chambre comme membres du dit comité conjoint des Impressions.

Ordonné, — Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif,

Résolu, — Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Casgrain, Morris, Pelletier, Marchand, et de MM. King, Lacouture, Normand, Tétreau, Villeneuve,

Tessier (Rimouski), Turgeon, Bourbonnais, Duplessis et Stephens, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné,—Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Ordonné,—Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant le Code de procédure civile de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant le Conseil exécutif, relativement au Président de ce Conseil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les subventions aux chemins de fer devenues caduques depuis le 30 juin 1892 jusqu'au premier novembre 1895, contenant :

Le nom du chemin de fer, la date à laquelle la subvention est devenue caduque, le montant de la subvention en argent devenue caduque ;

Le montant de la subvention en terres ou terres commuées.

Le montant total épargné à la Province par le fait de la caducité de ces subventions, ainsi que toutes les subventions en argent ou subventions en terres, converties en subventions monétaires, payées depuis le 1er mai 1892, avec, en sus, toutes les subventions en argent ou toutes subventions en terres converties en argent restant dues et payables à cette date.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 4 novembre 1895, demandant copie de toute correspondance, rapports d'explorateurs et d'arpenteurs, ordres en conseil, etc., se rapportant :

1. A la mise en vente de deux limites de 24 et 25 milles carrés, respectivement, dans l'agence Ouest du Lac Saint-Jean ;

2. A la fixation de la mise à prix "*upset price*" des dites deux limites à \$21.00 par mille ;

3. A la vente des dites limites pour \$15.00 le mille carré. (*Document de la session No 40.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 8 novembre 1895, pour un état détaillé indiquant : 1. Les noms des conférenciers agricoles qui ont donné des conférences depuis le 1er juillet dernier à venir au 1er novembre courant ;

2. Les sommes payées à chacun d'eux pour frais de voyages et conférences. (*Document de la session No 41.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 20 décembre 1894, demandant copie de tous papiers et correspondances entre le gouvernement le juge de la Cour Supérieure et le shérif du district d'Iberville ou toute autre personne, et pour tout document quelconque relatif à la publication des annonces du dit shérif, dans le district d'Iberville.

Aussi,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement Mercier et le shérif du district de Joliette, de janvier 1887 à décembre 1891, au sujet de la publication, dans les journaux du district de Joliette, des avis et annonces du shérif. (*Document de la session No 42.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de tous comptes détaillés et des pièces à l'appui en vertu desquels le gouvernement a payé pour arpentages et inspection d'arpentages les sommes suivantes, tel que mentionné aux pages suivantes des comptes publics :

Comptes publics de 1892.

A Henry O'Sullivan, page 181..... \$14,863 07

Comptes publics de 1893.

A Henry O'Sullivan, page 203..... 6,600 00

Comptes publics de 1894.

A Henry O'Sullivan, page 217..... 12,160 95

(*Document de la session No 43.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 29 décembre 1894, demandant 1. Copie du compte d'Alexandre Chauvean, juge des Sessions de la paix de Québec, pour service extra au montant de \$800.00 que lui a payé le gouvernement, tel que mentionné à la page 208 des comptes publics de 1894, version anglaise.

2. Copie de l'ordre en conseil en vertu duquel ce montant lui a été payé.

(*Document de la session No 44.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 décembre 1894, pour copie des comptes détaillés, avec toutes pièces à l'appui, sur lesquels ont été payés

les articles suivants, mentionnés aux pages suivantes des comptes publics, pour frais de poursuite *in re* la Reine *vs* Ernest Pacaud :

Comptes publics de 1892.

A F.-X. Drouin, avocat, page 111.....	\$ 200 00
A F.-X. Drouin, avocat, page 111.....	130 10

Comptes publics de 1893.

A F.-X. Drouin, page 128.....	144 45
-------------------------------	--------

Comptes publics de 1894.

A F.-X. Drouin, page 132.....	200 00
(Document de la session No 45.)	

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de toute correspondance et des documents relatifs à la loi ayant pour but de nommer un juge de la Cour Supérieure pour le district de Pontiac. (*Document de la session No 46.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les corporations de ville, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Tessier (Portneuf).—Depuis quand M. Emery Lafontaine, ingénieur civil, a-t-il cessé d'être à l'emploi du gouvernement de la province ?

Le gouvernement lui a-t-il payé une somme comme indemnité ou dédommagement ?

Dans le cas affirmatif, quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—1. Depuis le premier juillet 1893. 2. Oui. 3. \$3,500.00.

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, mardi, le 12 du courant et lues deux fois,—et les dites résolutions sont adoptées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative aux registres des baptêmes, mariages et sépultures, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques des cités de Montréal et de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour détacher du comté de Bellechasse et annexer au comté de Montmagny la partie non organisée du township d'Armagh, pour toutes fins, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et transmis pour examen et rapport à un comité spécial composé de MM. Allard, Bisson, Cartier, Chicoyne, Gladu, Marion et Tessier (Rimouski) ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill concernant les taxes et les compagnies commerciales ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. England fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill déclarant Louis-Georges LeComte membre du Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps,

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill devant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités distinctes, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de voûtes de sûreté dans le palais de justice de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Tellier informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Tellier rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de voûtes de sûreté dans le palais de justice de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par M. Carbray,

Ordonné,—Que M. Greig et M. Bisson soient ajoutés aux membres du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 15 novembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Bernatchez,—la pétition du révérend Jos. Galarneau et autres, de Saint-Paul de Montminy et de Notre-Dame du Rosaire.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joseph-Paul Coutlée et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Protective Benefit Association*" ;

Des syndics de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, demandant des amendements à l'acte 49-50 Victoria, chapitre 45 ;

De Joseph Ducharme et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de Saint-Gabriel de Brandon à Sainte-Émilie de l'Energie".

M. Marion, du comité spécial permanent des Orïres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis, demandant des amendements à sa charte ;

De R. Beaudry et autres, demandant des amendements à la loi 56 Victoria, chapitre 93 ;

Et de Wm. Owens et autres, demandant que la Compagnie dite "*The North Nation Valley Colonization Railway*" soit constituée en corporation.

Ordonné,—Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 56 Victoria, chapitre 93 : Loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill amendement la loi concernant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas, et amendement à cet effet les articles 1323 à 1337, inclusivement, du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Casgrain propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour considérer une certaine résolution relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

L'honorable M. Casgrain informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer, pour la division d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, à être payée au registrateur de cette division pour le salaire de son député et des autres employés nécessaires.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Beauchamp fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer pour la division d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, à être payée au registrateur de cette division pour le salaire de son député et des autres employés nécessaires.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

L'honorable M. Taillon, trésorier, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur ;

Et le dit message est lu par M. l'Orateur (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1897, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.—
(Document de la session No 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 15 novembre 1895.

Ordonné,—Que le dit message et le budget qui l'accompagne, soient envoyés au comité des subsides.

L'honorable M. Nantel présente à la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1895. (*Document de la session No 7.*)

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à deux adresses de l'Assemblée législative, du 8 novembre 1895, demandant : la 1ère. Copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la retraite de l'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique ; et la 2ème. Copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la résignation de l'honorable B. de LaBruère de son siège au Conseil législatif et de sa charge de président du Conseil législatif, ainsi qu'à sa nomination à la charge de Surintendant de l'Instruction publique. (*Document de la session No 47.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi relative aux régistrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi concernant les jurés et les jurys étant lu ;

Le bill est en conséquence lu une deuxième fois et envoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant de nouveau le Code de procédure civile, relativement à la preuve prise par la sténographie, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Baker.—Quelles sont les sommes payées au Dr Guay, M. P. de Lévis, pour les travaux d'inspection relativement aux rentes dans la seigneurie de Lauzon, dont il est question dans l'interpellation de Monsieur le député de Bonaventure, (M. Lemieux) du 11 courant, et à quelles dates ces sommes lui ont-elles été ainsi payées ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—\$2,050.00 ont été payées à M. le Dr Guay, pour lui-même et un clerc, comme suit et aux dates suivantes :

1890

Juillet	4	Payé à M. P.-M. Guay.....	\$ 300 00
"	8	" " ".....	300 00
Août	1	" Cléophas Blouin, clerc de M. Guay	60 00
Sept.	12	" " ".....	100 00
"	12	" à M. Guay.....	200 00
Octob.	30	" " ".....	100 00
Nov.	29	" " balance de compte pour lui-même et pour son clerc.....	990 00
Total.....			\$2,050 00

Par M. Baker.—1. Y a-t-il eu aucune remise générale d'accordée aux censitaires de la seigneurie de Lauzon depuis le 21 décembre 1891 ?

2. Si tel est le cas, quelle remise ?

3. Y a-t-il eu des remises spéciales ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Une remise de 50 o/o sur les arrérages fut accordée aux censitaires de la seigneurie de Lauzon le 5 octobre 1892, par le Commissaire dans le cas de paiements faits avant le 1er juin 1893.

2. Il y a eu des remises partielles lorsque, sur rapports à lui faits, le Commissaire a jugé que les faits et circonstances justifiaient telles remises.

Par M. Pinault.—M. Joseph Smith, de Saint-Pierre du Lac, comté de Matane, conducteur des travaux de la route dite " Route à Lauzier, " dans l'été de 1895, a-t-il été payé du montant porté en son rôle de paie ?

Dans le cas affirmatif, quand ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le 10^e de paie de M. Smith a été remis au département hier ; il sera payé sans délai.

Par M. Pinault.—1. M. Flavien Gauvreau, de Saint-Octave de Métis, a-t-il été condamné pour vente de boissons sans licence, depuis le mois de juillet 1891 ?

2. Dans le cas affirmatif, a-t-il payé le montant entier de la condamnation ?

3. Quand ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Oui, le 14 octobre 1891.

2 et 3. Sur la demande de M. Pinault, député du comté de Matane, produite au bureau du trésor, le 11 décembre 1891, le Trésorier a, le 15 janvier 1892, accordé à M. Gauvreau un délai de trois mois à partir de la dite date pour le paiement de la part de son amende afférente au gouvernement.

D'après les rapports du percepteur du revenu il n'appert pas que M. Gauvreau ait encore payé cette part. Les frais de la cause ont été payés dans le trimestre de juin 1892.

Par M. Dechène.—1. Le gouvernement a-t-il augmenté le prix de vente des lots dits de sucrerie, depuis le 1er novembre 1894 ?

2. Si tel est le cas, quand ?

3. Quel prix a-t-il fixé ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui. 2. Le 6 juin 1895. 3. Ces renseignements pourront être obtenus sur demande de production de l'arrêté en conseil.

Par M. Dechène.—1. M. L.-L. Rivard, ci-devant employé au département des Terres de la couronne, a-t-il été mis à sa retraite ?

2. Dans le cas affirmatif, quand ?

Dans le cas négatif, est-il encore à l'emploi du gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui. 2. Le 5 avril 1895.

Par M. Bernatchez.—1. M. J.-O. Martineau, envoyé spécial pour inspecter les agences des terres de la couronne de Bonaventure et de Gaspé, a-t-il reçu quelque somme d'argent à titre d'avance pour frais de voyages, etc. ?

2. Dans le cas affirmatif, quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui. 2. \$200.00, compte à rendre.

Par l'honorable M. Marchand.—1. M. Luc Dupuis, qui fut nommé garde-forestier, le 14 juillet 1894, a-t-il subi l'examen requis pour le qualifier à cette charge ?

2. Quel territoire lui fut soumis pour inspection dans la saison de 1894-95, et pour la présente saison ?

3. Le gouvernement est-il informé que ce M. Dupuis réside dans la province d'Ontario ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Non. 2. Aucun. 3. Il appert par la correspondance, au département, que M. Dupuis demeure à Ottawa.

Par M. Pinault.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer, dans cette Province, un certain nombre d'exemplaires de la brochure de M. Arthur Buies, sur la vallée de la Matapédia ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le gouvernement a déjà fait faire un tirage de 2,000 exemplaires de cet ouvrage et l'a presque complètement distribué. Ce n'est pas l'intention du gouvernement de faire faire de suite un nouveau tirage.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Dechène,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rôle de paie de M. Joseph Smith, conducteur des travaux de la route à Lauzier, dans l'été de 1895.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes payées par John-A. Nadeau, de New-Richmond, comté de Bonaventure, au département des Terres de la couronne, depuis le 11 décembre dernier à venir au 1^{er} novembre courant.

Aussi,—un état des sommes dues par John-A. Nadeau, de New-Richmond, comté de Bonaventure, au département des Terres de la couronne.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à l'item 12 du budget supplémentaire : " Institut impérial de Londres ", part de la province de Québec pour l'entretien d'icelui.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du bref de sommation, de la déclaration du demandeur et du plaidoyer du défendeur dans la cause No 1754—Cour Supérieure de Québec, 1892—Ritchie *vs* Vallée.

Aussi,—copie du jugement rendu dans la dite cause, tant en Cour Supérieure qu'en Cour de Révision.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et envoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'acte incorporant la Compagnie manufacturière de Chambly, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et envoyé au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 18 novembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Allard,—la pétition de l'Association des Dentistes de la province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Banque des marchands du Canada et autres, demandant une loi validant certains avertissements et avis publiés dans le *Daily Record* ;

De la *Dominion of Canada Trusts Company*, demandant une loi ratifiant et confirmant les pouvoirs accordés à la *Dominion of Canada Trusts Company*, par sa charte 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite Compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec ;

Et du révérend M. Jos. Galarneau et autres, de Saint-Paul de Montminy et de Notre-Dame du Rosaire, demandant que le bill No 85 (pour annexer au comté de Montmagny une partie du canton d'Armagh), ne devienne pas loi.

Ordonné,—Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la *North Nation Valley Colonization Railway Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill modifiant les articles 678, 680 et 696 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill conférant l'existence corporative à la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et envoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés, savoir :

Bill amendant la charte de la ville de Fraserville ;

Et bill modifiant la loi 56 Victoria, chapitre 93, intitulé : " Loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry ".

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Caron,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du bref de sommation, de la déclaration, des plaidoyers et du jugement dans la cause No 642, Cour de Circuit du district de Québec, de Alfred Robitaille vs Jules Côté, jugée le 21 mars 1893.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Girard (Lac Saint-Jean).—Quels montants le département de la Colonisation a-t-il payé, à même les octrois de colonisation, sous le titre " Visites et explorations ", dans les années 1890-91, 91-92, 92-93, 93-94 et 94-95 ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—

1890-91	\$23,451 91
1891-92	5,666 14
1892-93	4,912 88
1893-94	6,200 87
1894-95	8,891 48

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure du Bill modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, tel qu'amendé en comité général de la Chambre ; et le dit amendement est adopté.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné, — Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi concernant les jurés et les juries ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant, à cet effet, les articles 1323 à 1337 du Code civil, inclusivement, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent trente-deux piastres et quatre-vingt-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille neuf cent douze piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres destinés à la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, etc., pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du greffier de la Couronne en chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure et de distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des juges des sessions de la paix, Québec ; magistrats de police, Montréal ; leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et un mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole et d'industrie, " Notre-Dame de Montfort " ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, demain.

M. Panneton informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chamhre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 19 novembre 1895.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1895, savoir :

De l'Hôpital de Fraserville,—de l'Hôpital Saint-Jean de Dieu,—et de la Salle d'asile Saint-Jean, Saint-Jean, district d'Iberville. (*Documents de la session No 26.*)

M. Carbray, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement, savoir :

Bill modifiant la charte de la "*Royal Paper Mills Company*";
Bill constituant en corporation la "*Ramsay Paint Company*";
Et Bill constituant en corporation la "*James Shearer Company*".

Votre comité a aussi examiné le bill suivant auquel il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De Félix Robereau-Duplessis, pour ratifier certains actes de vente ;

De la municipalité du village de Saint-Louis, du Mile-End, demandant à être constituée en ville sous le nom de " Ville de Saint-Louis " ;

Et de la "*Dominion of Canada Trusts Company*", demandant une loi ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés par la loi du parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec.

M. Allard, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement, savoir :

Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côte-Louis-Adolphe Morisset comme notaire, après examen ;

Et Bill constituant en corporation la "*Samaritan Hospital for Women*".

Votre comité a aussi examiné le Bill divisant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités séparées, et y a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné,—Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "*Dominion of Canada Trusts Company*" par la loi du parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Morris ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Augé ait la permission de présenter un bill modifiant le Code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill constituant en corporation la "*North Nation Valley Colonization Railway Company*" étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Ste Marie,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte de G.-A. Hughes, chef de police de Montréal, pour frais d'arrestation d'Alexis Caza, accusé de meurtre, dans le mois d'août 1888.

 INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Girard (Lac St-Jean).—Le gouvernement a-t-il employé des conférenciers agricoles en 1889-90 et en 1890-91 ?

Dans l'affirmative, quels étaient ces conférenciers ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—

En 1889-90

B. Lippens.....	\$ 205 00
Geo. Moore.....	210 00
O.-E. Dalaire.....	60 00
A.-P. Fortin.....	30 00
Ed. Rousseau.....	30 00
A.-L. Bibaud.....	40 00
E.-A. Barnard.....	70 00
I. Ewing.....	60 00
I.-J.-A. Marsan.....	24 00
S. Côté.....	85 00
N. Bernatchez.....	110 00
M.-T. Stenson.....	25 00
C.-M. Fréreau.....	50 00
Dépenses.....	1 00

\$ 1,000 00

En 1890-91.

Geo. Moore.....	\$ 175 00
B. Lippens.....	93 00
F.-A.-M. Foucher.....	35 00
O.-E. Dalaire.....	55 00
F.-L. Déry.....	180 00
W.-H. Taylor.....	30 00
A.-L. Bibaud.....	10 00
Fidèle Lacroix.....	40 00
M.-T. Stenson.....	25 00
J.-A. Caron.....	10 00
E.-A. Barnard.....	85 00
G.-T. Tessier.....	20 00
Balance au trésor.....	242 00

\$ 1,000 00

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'indemnité parlementaire, étant lu ;

M. Desjardins propose, secondé par M. Savaria,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Chicoyne propose comme amendement à la motion, secondé par M. Cartier,—Que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui ”, soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Turgeon.—35.</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Panneton,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Augé.</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Parent,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Rioux,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Savaria,</i>	<i>Tessier (Rimouski).</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Ste Marie,</i>	<i>—21.</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amenée, étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant le Conseil exécutif, relativement au Président de ce Conseil, étant lu ;

M. Tessier (Portneuf) propose, secondé par M. Gladu,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Martineau propose comme amendement à la motion, secondé par M. Rioux—Que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui ”, soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ecaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau.—36.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski).</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	—18.
<i>Desjardins,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pinault,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil exécutif, priant Leurs Honneurs de se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres avec mission d'étudier les rapports faits par la Commission de la refonte du Code de procédure civile et informant Leurs Honneurs que cette Chambre a nommé les honorables Messieurs Casgrain, Pelletier et Marchand et Messieurs Augé, Panneton, Tellier, Fitzpatrick, Tétreau et Gladu, pour agir de la part de cette Chambre comme membres du dit comité conjoint.

Ordonné,—Qua le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 20 novembre 1895.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De l'Association des dentistes de la province de Québec, demandant des amendements à la loi qui la concerne.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants :

De la Corporation du village de Senneville, demandant une loi pour amender sa charte ;

De William-Andrew Yule et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie dite "*The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company*";

Du révérend L.-A. Sentenne et autres, demandant une loi relative aux biens de feu F.-X. Beaudry, légués pour des fins de charité ;

De l'Association protectrice de bienfaisance du Canada, demandant une charte.

Votre comité a aussi examiné la pétition de John Bryson et autres, demandant à être constitués en corporation sous le nom de "*La Compagnie d'estacade des rivières Coulonge et Corneille*";

Et celle de E.-P. Lachapelle et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, et a trouvé que les avis nécessaires ne sont pas complètement donnés ; mais, attendu qu'un mois sera à peu près expiré avant que le comité des Bills privés prenne ces bills en considération, votre comité, pour cette raison, recommande la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant la loi concernant la Ferme modèle de Compton, et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement.

Votre comité a, de plus, examiné le Bill modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook, et y a fait divers amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Beauchamp, du comité spécial permanent d'Agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité croit qu'il serait utile qu'une copie des procès-verbaux de la dernière réunion du Conseil d'agriculture soit mise devant ce comité, et demande humblement à votre honorable Chambre d'en ordonner la production.

De plus, votre comité représente que, dans son opinion, les Sociétés d'agriculture devraient avoir toute latitude pour tenir le genre de concours jugé le plus utile, chaque concours devant, dans tous les cas, se faire conformément à un programme approuvé par le département de l'Agriculture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative à l'entretien des prisonniers " ;

Et Bill intitulé : " Loi concernant la clôture des inventaires en justice ".

Ordonné,—Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, et abrogeant les lois qui constituent en corporation l'Ecole vétérinaire de Montréal et l'Ecole vétérinaire française de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Savaria ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "*The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte du village de Senneville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant l'assurance sur la vie prise par les maris et parents.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill abolissant le Conseil législatif.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill concernant les commissions royales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et transmis au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné,—Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant le Code civil et les Statuts révisés de la province de Québec, quant à ce qui regarde les privilèges accordés aux compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte électoral de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant le Code du notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Girard (Rouville).—Le différend entre le gouvernement fédéral et le gouvernement local, relativement aux droits de pêche sur la rivière Richelieu, est-il réglé ?

Dans l'affirmative, de quel gouvernement les intéressés doivent-ils prendre leurs licences ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Non.

M. Bourbonnais propos, secondé par M. Tessier (Rimouski).—Qu'il soit mis devant cette Chambre copie des dépositions données à l'enquête tenue par M. Jodoin, du comté de Chambly, sur les officiers et employés de la prison de Montréal, en 1895.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Pinault,

Ordonné.—Que les débats soient ajournés.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des plans, lettres, correspondances, rapports, etc., relatifs au *gore* de Newton, comté de Vaudreuil.

Sur motion de M. Dechêne, secondé par M. Turgeon,

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé du paiement de la somme de \$317.90 à J.-P. Nantel, pour dépenses de voyages et pour conférences agricoles, mentionné dans le document numéro 41 de la présente session.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé du paiement de la somme de \$100.00 au Dr J.-E. Tremblay pour frais de voyages et conférences agricoles, mentionné dans le document numéro 41 de la présente session.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1894-95. (*Document de la session No 5.*)

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour considérer le Bill modifiant la charte de la "*Royal Paper Mills Company*" ; et après

avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation la "*Ramsay Paint Company*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la "*James Shearer Company*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation le Compagnie du chemin de fer Central de Leeds; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation le "*Samaritan Hospital for Women*"; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour considérer le Bill divisant la municipalité du canton de Clifton, en deux municipalités distinctes; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le

fautueil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, respectivement lus une deuxième fois et envoyés au comité spécial permanent des Bills privés, savoir :

Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient ;

Et Bill modifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "*Dominion of Canada Trusts Company*" par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec.

L'honorable M. Taillon dépose, sur le bureau de la Chambre,—l'état détaillé des dépenses de certains services de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1897. (*Document de la session No 48.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 5931 des Statuts refondus de la province de Québec, étant lu ;

M. Stephens propose, secondé par M. Tessier (Rimouski),—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Marion propose comme amendement, secondé par M. Doyon,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots " la 45^e règle soit suspendue, et que l'ordre du jour pour seconde lecture du dit bill soit rescindé, et que ce bill soit transmis au comité spécial chargé d'examiner les rapports concernant le Code de procédure civile ".

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill à l'effet de diminuer les frais de litige dans les districts ruraux, étant lu ;

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Allard propose comme amendement à la motion, secondé par M. Rioux,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois, à dater d'aujourd'hui " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pariseau,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—42.</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Laliberté,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Cooke,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Doyon,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Stephens.—11.</i>
<i>England,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Simpson,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi des chemins de fer, relativement au paiement des employés des compagnies de chemins de fer, étant lu ;

Ordonné,—Que la 45^e règle de cette Chambre soit suspendue et que l'ordre du jour pour la seconde lecture de ce bill soit rescindé.

Ordonné,—Que le dit bill soit envoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs étant lu ;

M. Cooke propose, secondé par M. Guerin, —Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. McDonald propose comme amendement à la motion, secondé par M. Marion—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois, à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Descarries,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau. — 44.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>England,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens. — 15.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné.—Que le bill soit lu la deuxième fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'acte concernant la Cour du Recorder de la cité de Québec, étant lu ;

Ordonné.—Que la 45^e règle de cette Chambre soit suspendue et que l'ordre du jour pour la seconde lecture du bill soit rescindé.

Ordonné.—Que le dit bill soit envoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill modifiant de nouveau le Code de procédure civile, au sujet de certaines causes non appelables, étant lu ;

Ordonné.—Que la 45^e règle de cette Chambre soit suspendue et que l'ordre du jour pour la seconde lecture de ce bill soit rescindé.

Ordonné.—Que le dit bill soit envoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que, attendu que, durant la dernière session, le 14 décembre 1894, il a été formé un comité spécial composé des honorables MM. Nantel et Marchand, et de MM. Tessier (Portneuf), King, Chicoyne, Gillies, Petit, Parizeau, Fitzpatrick

et du moteur, pour recueillir des renseignements sur la valeur, l'étendue et la mise en exploitation de nos terres publiques et de nos forêts, ainsi que sur le fonctionnement des lois et règlements qui les régissent, afin d'assurer à notre Province une source de revenu et le maintien d'une étendue de terrain boisé suffisante pour répondre à tous les besoins de l'avenir, le tout en aidant au progrès des véritables intérêts de la colonisation et de la Province en général ;

Attendu que ce comité a fait à cette Chambre, en date du 11 janvier 1895, un rapport dans lequel il est dit, entre autres choses, ce qui suit :

" 1. Que ce comité a entendu plusieurs personnes connaissant les ressources des forêts et terres publiques de la Province, et ayant pris intérêt dans le sujet de l'enquête confiée au comité, et que le comité rapporte à la Chambre la preuve recueillie ;

" 2. Que le temps dont le comité a pu disposer n'a pas été suffisant pour lui permettre de compléter ses travaux, et qu'il recommande la continuation de l'enquête qui est de la plus haute importance pour la Province ;

" 3. Que, dans le but d'obtenir d'autres renseignements, le comité est d'avis de faire imprimer et d'envoyer aux personnes de la Province, compétentes dans les matières relatives à nos forêts et à la colonisation de nos terres publiques, une série de questions auxquelles il sera répondu pendant les vacances ;"

Qu'un comité spécial composé des mêmes personnes soit autorisé à continuer ce travail durant la présente session, si, après avoir pris connaissance des réponses données aux questions qui ont été adressées à différentes personnes dans la Province, durant les vacances, suivant l'avis contenu dans le rapport ci-dessus, de même que les témoignages rendus durant la dernière session, il juge qu'il soit nécessaire ou opportun de le faire ; et que pouvoir soit donné à ce comité d'envoyer quérir personnes, papiers et archives et de faire rapport de temps à autre ou une fois, suivant que le dit comité le jugera à propos ; Et la question étant mise aux voix, — elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales, étant lu ;

Et la question étant proposée, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Taillon propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn, — Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants " envoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant après les mots " *est hors des limites de la Province* ", dans l'alinéa (c) du paragraphe 1 de l'article 1145, les mots suivants : " ou lorsque leur principal bureau d'administration étant dans les limites de la Province, elles n'y emploient qu'une petite " partie de leur capital versé et que leurs manufactures ou autres établissements, " qui représentent la plus grande partie de leur capital, sont situés en dehors de la " Province ".

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que le bill soit envoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant après les mots "*est hors des limites de la Province*", dans l'alinéa (c) du paragraphe 1 de l'article 1145, les mots suivants "ou lorsque leur principal bureau d'administration étant dans les limites de la Province, elles n'y empiètent qu'une petite partie de leur capital versé et que leurs manufactures ou autres établissements, qui représentent la plus grande partie de leur capital, sont situés en dehors des limites de la Province".

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 21 novembre 1895.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial chargé d'étudier les rapports faits par la Commission de la refonte du Code de procédure civile, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Casgrain pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés :

De John Verret et autres, demandant une loi modifiant la loi autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancourt ;

De Joseph-Abel Fortin, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

Votre comité a aussi examiné la pétition d'Alex. Baptist et autres, demandant une loi constituant en corporation " l'Association agricole du district des Trois-Rivières " ;

La pétition de la corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

Et la pétition de J.-P. Rottot et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, et a trouvé que les avis nécessaires ne sont pas encore complètement donnés ; mais, attendu que le mois sera expiré avant que le comité des Bills privés s'occupe de ces bills, votre comité recommande, pour cette raison, la suspension de la 5^e règle de la Chambre.

Quant à la pétition de Joseph Ducharme et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de St Gabriel de Brandon, votre comité trouve que les avis ne mentionnent pas l'autorisation de construire et d'exploiter des moulins à scie.

Votre comité a aussi examiné la pétition des syndics de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, demandant des amendements à la loi 49-50 Victoria, chapitre 45, concernant la construction de l'église catholique de la dite paroisse, et a trouvé que les avis ne sont pas complètement donnés ; mais les raisons alléguées dans la pétition à l'appui de cette demande semblent si favorables que votre comité est d'opinion de recommander la suspension de la 5^e règle de la Chambre.

Quant à la pétition de la Banque des marchands du Canada et autres, demandant une loi validant certains avertissements et avis publiés dans le *Daily Record*, votre comité trouve que les avis n'ont pas été donnés.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Descarries, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres ;

Et Bill concernant la succession de feu George Childs.

Ordonné,—Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un bill concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession *ab intestat* de feu Duncan Finlayson, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Martineau ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines appropriations.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Martineau ait la permission de présenter un Bill concernant la construction de l'église du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et Ste Emilie de l'Énergie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Association agricole du district de Trois-Rivières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancourt.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et est envoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 671 du Code de procédure civile ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill validant certaines ventes judiciaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée avec les inspecteurs des établissements industriels et copie des instructions données à ces inspecteurs relativement à l'inspection des dits établissements, depuis janvier 1894 jusqu'au 20 novembre 1895.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 décembre 1894, pour copie de toute correspondance ayant rapport à l'administration de la justice dans le district de Beauharnois. (*Document de la session No 49.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 4 novembre 1895, demandant copie de la correspondance des rapports et des ordres en conseil se rapportant à la mise à la retraite de H.-A. Turgeon, ci-devant directeur de la Colonisation. (*Document de la session No 50.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 novembre 1895, pour un état indiquant les renseignements suivants qui n'ont pas encore été produits devant la Chambre : 1. L'époque de l'année où a eu lieu la dernière vente publique des limites à bois dans cette Province et l'espace de temps qui s'est écoulé entre la date de la première annonce de cette vente et le jour de la vente ;

2. Les conditions de vente et la forme sous laquelle les avis publics ont été donnés ;

3. Les conditions sous lesquelles chaque vente de limites a été réellement faite ;

4. Les limites offertes en vente et retirées de la vente, puis subseqüemment offertes de nouveau en vente sous des conditions nouvelles ; en quoi ces conditions ont différé des premières ;

5. Les plans et autres informations mis à la disposition des personnes projetant des achats de limites, quand et comment ils ont été mis à leur disposition ou rendus publics ;

6. Le mode d'exploration adopté par le gouvernement pour obtenir des informations préliminaires, quand et pourquoi des explorations ont été faites ;

7. Tableau des prix réalisés par le gouvernement des ventes de limites faites en 1882, en 1892 et en 1895, avec l'étendue respective de ces limites ;

8. La mise à prix fixée par le gouvernement sur chaque limite mise en vente ;

9. La méthode employée par le gouvernement pour s'assurer de la valeur approximative des limites ainsi mises en vente ;

10. Le revenu annuel provenant des limites actuellement sous licence ;

11. Le montant payé à compte des limites vendues ;

12. Les montants restant dus ;

13. Les noms des personnes qui ont demandé la mise en vente de telles limites avec indication des montants déposés par elles comme garantie qu'elles se porteraient actionnaires sur ces mises à prix. (*Document de la session No 51.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 novembre 1895, pour un état des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 30 juin jusqu'au 30 octobre 1895 inclusivement. (*Document de la session No 52.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 8 novembre 1895, demandant : 1. Un état détaillé de toutes les sommes payées pour l'impression et la publication du *Journal d'Agriculture*, version anglaise et française, depuis le 1er janvier 1893 jusqu'à cette date ;

2. Un état faisant voir, à la date du 1er janvier de chaque année, le nombre des souscripteurs payant à chacun des dits journaux d'agriculture, anglais et français, ainsi que le montant des sommes perçues pour abonnements et annonces dans les dits journaux. (*Document de la session No 53.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 novembre 1895, pour un état faisant connaître toutes les commissions et dépenses faites pour la négociation de l'emprunt de décembre 1894 : \$5,333,000.00.

Aussi,—le produit net de l'emprunt à la Province. (*Document de la session No 54.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 12 novembre 1895, demandant copie du rapport de Louis Vallée, ingénieur, du 12 juillet dernier, sur les réclamations contre la compagnie du chemin de fer " Le Canada Atlantique ", ses entrepreneurs et sous-entrepreneurs, relativement au pont érigé sur le fleuve St Laurent entre Valleyfield et Côteau ;

2. Copie de l'ordre en conseil autorisant le paiement des sommes recommandées par le rapport de l'ingénieur ;

3. Copie de la liste de paie, démontrant à qui ces sommes ont été payées. (*Document de la session No 55.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 novembre 1895, pour copie de la correspondance, depuis le 1er octobre dernier, se rapportant à la création d'une agence, dans le comté de Montcalm, pour la vente des terres de la couronne, (*Document de la session No 56.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 novembre 1895, demandant copie de la correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant à l'item 12 du budget supplémentaire : " Institut impérial de Londres," part de la province de Québec pour l'entretien d'icelui. (*Document de la session No 57.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant le Code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant les articles 678, 680 et 696 du Code de procédure civile, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial nommé pour étudier les rapports faits par la Commission chargée de la refonte du Code de procédure civile.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le Bill amendant la loi concernant la ferme modèda de Compton ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et envoyés au comité spécial permanent des Bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal et abrogeant les lois qui constituent en corporations l'Ecole vétérinaire de Montréal, et l'Ecole vétérinaire française de Montréal ;

Bill constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada ;

Bill modifiant la charte du village de Senneville ;

Et Bill relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et transmis au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille ;

Et Bill constituant en corporation "*The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company*".

Un Bill modifiant la charte de la "*Royal Paper Mills Company*", est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un Bill constituant en corporation la "*Ramsay Paint Company*", est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un Bill constituant en corporation la "*James Shearer Company*", est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 22 novembre 1895.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé un comité composé des honorables MM. D.-A. Ross, O'Brien et Archambault pour agir au nom du Conseil législatif, avec le comité de l'Assemblée législative, comme comité conjoint des deux Chambres pour étudier les rapports de la commission chargée de la refonte du Code de procédure civile, ainsi que demandé par le message de cette Chambre du 19 courant.

Ordonné,—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des élections contestées de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des dentistes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène.—1. M. Jean-Baptiste Pinel, de Saint-Louis des Ha! Ha! a-t-il, depuis le 1er janvier 1895, demandé un permis de location ou un titre quelconque du lot numéro 45 du sixième rang du township Cabano, dans le comté de Témiscouata ?

2. Ce lot lui a-t-il été octroyé ?

3. Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui. 2. Le billet de location a été accordé. La question de la confirmation de la vente est restée en suspens depuis, en attendant que le département ait de plus amples renseignements.

Par M. Dechène.—1. M. Joseph Ouellet, de Saint-Louis des Ha! Ha! a-t-il, depuis le 1er janvier 1895, demandé un permis de location ou un titre quelconque à la propriété ou à la possession du lot numéro 47 du sixième rang du township Cabano, dans le comté de Témiscouata ?

2. Ce lot lui a-t-il été octroyé ?

3. Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui.

2. Le billet de location a été accordé. La question de la confirmation de la vente est restée en suspens depuis, en attendant que le département ait de plus amples renseignements.

Par M. Tellier.—Le gouvernement a-t-il l'intention de créer des réserves de chasse dans certaines parties de notre territoire impropres à la colonisation ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Cette question est à l'étude.

Par M. Dechène.—1. Une poursuite pour contravention à la loi des licences de Québec a-t-elle été intentée contre la compagnie de navigation " Richelieu et Ontario " ou quelqu'un de ses employés, dans le courant de juillet dernier, dans le district de Montréal ?

2. Jugement est-il intervenu sur telle action ?

3. Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui. 2 et 3. Non, cette poursuite a été discontinuée parce qu'elle n'était pas fondée en loi.

M. Lussier.—1. L'honorable Gédéon Ouimet a-t-il contribué au fonds de pension des membres du service civil, pendant qu'il occupait la charge de Surintendant de l'Instruction publique ?

2. Dans l'affirmative, pendant combien d'années a-t-il payé ?

3. Quel est le montant total ainsi payé par lui, pendant le dit espace de temps ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Oui. 2. Depuis le 1er février 1877 au 30 avril 1895, c'est-à-dire pendant tout le temps qu'il a été dans le service.

3. M. Ouimet a payé chaque année le montant fixé par la loi — En référant aux Statuts, l'honorable député de Verchères pourra faire l'addition très facilement.

L'honorable M. Hackett, du comité spécial permanent des Bills privés présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant la charte de la ville de Fraserville et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Résolu, — Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie de tous rapports de M. Michaud, agent des terres de la couronne, à Fraserville, concernant les demandes de billets de location et de patentes faites par diverses personnes, des lots numéros 43, 44, 45, 46 et 47 des rangs 5 et 6 du township Cabano.

Aussi, — copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la vente ou à la cancellation de vente ou de permis d'occupation des dits lots.

Ordonné, — Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Grenier,

Ordonné, — Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie du procès-verbal des délibérations de la dernière réunion du Conseil d'agriculture de la province de Québec.

Sur motion de M. Gosselin, secondé par M. Parent,

Ordonné, — Qu'il soit mis devant cette Chambre, — un état indiquant, année par année, ce que le Conseil d'agriculture a coûté à la Province, depuis cinq ans.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, — Qu'il soit mis devant cette Chambre, — un état démontrant : 1. Les noms des municipalités de comté payant la taxe du gouvernement, pour la construction du Palais de justice de Québec ;

2. Le montant payé par chacune d'elles jusqu'au 1er octobre 1895 ;

3. Le montant total dû par chaque municipalité jusqu'au 1er octobre 1895.

4. Le montant dû depuis le 1er octobre 1895, mentionnant le nom des municipalités qui ont payé depuis cette date.

Sur motion de M. Baker, secondé par M. Doyon,

Ordonné, — Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de tous documents, correspondances et autres papiers en rapport avec l'enquête, ainsi qu'une copie de l'enquête même, faite par le Surintendant de l'Instruction publique, au sujet de J. Boutin-Bourassa, écrivain, pour les écoles de St Romuald, dans le comté de Lévis.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport fait, en date du 24 février 1895, de la quantité de tonnes de betteraves livrées à l'usine de fabrication de sucre de Berthier, avec les noms des producteurs et les quantités livrées par chacun, et la date de chaque livraison ; ainsi que copie de toutes correspondances, comptes, factures et autres documents s'y rapportant.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Stephens,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de toutes les sommes payées à M. Pierre Bacon et aux avocats, dans la cause de Bacon *vs* le gouvernement, et de tous frais relatifs à la susdite cause.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et toutes personnes en rapport avec l'affaire du pont Bacon, de St Pierre, Rivière du Sud, et copie du dossier dans la cause de Pierre Bacon *vs* le gouvernement, de l'enquête et des jugements rendus dans cette cause.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et envoyés au comité spécial permanent des Bills privés, savoir :

Bill concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession *ab intestat* de feu Duncan Finlayson ;

Bill amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations ;

Bill concernant la construction de l'église du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal ;

Bill amendant la charte de la cité de Montréal ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval ;

Bill constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières ;

Et Bill modifiant la loi 46 Victoria, chapitre 60 autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancourt.

Le Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Brandon et Ste Emilie de l'Énergie est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et envoyé au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et corporations minières et manufacturières.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 25 novembre 1895.

Ordonné,—Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill ratifiant les actes de vente et d'adjudication, entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal, et Louis-Félix Robereau-Duplessis.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill constituant la ville de Saint-Louis en corporation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Bernatchez ait la permission de présenter un Bill amendant la seconde partie du chapitre septième des S. R. P. Q. (Titre IV—Sections 15.4 à 1602) se rapportant au Conseil d'agriculture.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill validant une vente faite par Benjamin Decary à James Armstrong et autres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la succession de feu George Childs ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bernatchez.—1. M. S. Dufault, le secrétaire de l'honorable M. Beaubien, M. L.-E. Carufel, de la société de colonisation de Montréal, et M. d'Haleuyn, du Nomingue, ont-ils été chargés de quelque mission dans les cantons du nord de Montréal, dans le cours de l'été de la présente année ?

2. Quel a été le coût des voyages de ces messieurs ?

3. Ont-ils pu constater, dans leur voyage, l'exactitude des chiffres fournis au département par M. Carufel, mensuellement, donnant le nombre des colons établis dans ces cantons, par les soins de M. Carufel ou de la société de colonisation de Montréal ?

4. Combien de colons nouveaux se seraient-ils établis depuis le 1er janvier 1894, d'après les rapports de M. Carufel, dans les cantons Salaberry, Clyde, Marchand, Turgeon, Loranger, Labelle, Minerve et Kiamika ?

5. Quel est le nombre de nouveaux billets de location ou de nouvelles patentes de terres dans ces mêmes cantons, qui ont été donnés ou accordés par le Commissaire des Terres de la couronne, ou ses agents, depuis le 1er janvier 1894 ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Oui, au commencement de juin. 2. Pour M. d'Haleuyn, \$31.50 ; pour MM. Dufault et Carufel, \$55.40. 3. Non, ils n'avaient pas à faire cette vérification. 4. Les chiffres fournis mensuellement, par M. Carufel, à venir jusqu'au mois de juin 1895, inclusivement, sont reproduits aux pages 299 et 300 du rapport du département. Pour les mois subséquents ces chiffres sont comme suit : juillet, 136—septembre, 255—octobre, 84.

Il n'y a pas de rapport du mois d'août. M. Carufel indique le nord de Montréal, sans donner les noms des cantons.

5. 147 billets de location et 14 lettres patentes ont été émis depuis le 1er janvier 1894, pour lots de terre, dans les cantons Salaberry, Clyde, Marchand, Turgeon, Loranger, Labelle, La Minerve et Kiamika.

Par M. Bernatchez.—1. L'honorable M. Beaubien, M. Dufault, son secrétaire particulier et M. Wilfrid Grignon, conférencier agricole, ont-ils visité le comté de Nicolet, dans le cours de la présente année ?

2. Quel a été le coût de ce voyage, pour chacun d'eux ?

3. Quel était le but du voyage de chacun d'eux, ou quelle mission chacun d'eux avait-il à remplir ?

4. M. S. Dufault a-t-il fait rapport de sa visite ? Doit-il en faire un ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Une partie du comté de Nicolet. 2. Pour M. Dufault, \$33.00, pour frais de voyage ; pour le Dr Grignon, \$35.05, aussi pour frais de voyage. M. le Commissaire n'a pas produit de compte. 3. Donner des conférences agricoles ; M. Dufault accompagnait le ministre en qualité de secrétaire, pour expédier sa correspondance et les affaires concernant le département. 4. Non.

Par M. Dechêne.—Les Sœurs de la Charité, de Québec, se sont-elles engagées à rembourser au gouvernement une somme de \$517.50, payée le 3 mai 1893, à

M. F.-X. Berlinguet, architecte, troisième expert, lors de l'achat de l'asile de Beauport ?

Dans l'affirmative, ont-elles remboursé ce montant ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les documents et les comptes publics mis devant la Chambre contiennent une réponse à ces matières.

Il n'y a eu rien de fait à ce sujet depuis le 30 juin dernier.

Par M. Dechène.—Les Sœurs de la Charité, de Québec, s'étaient-elles engagées à rembourser au gouvernement une somme de \$1,000, payée par lui à S. Peters, leur arbitre, lors de l'achat de l'asile de Beauport ?

Dans l'affirmative, ont-elles remboursé cette somme ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les documents et les comptes publics mis devant la Chambre contiennent une réponse à ces questions.

Il n'y a eu rien de fait à ce sujet depuis le 30 juin dernier.

Par M. Lussier.—Quelles sommes ont été payées, à quelque titre que ce soit, depuis le 1er janvier 1892, à M. J.-A. Charlebois, notaire, de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Pour ce qui a été reçu avant le 30 juin dernier, les comptes publics parlent par eux-mêmes.

Depuis le commencement de l'exercice en cours, M. Charlebois a reçu \$16.00.

Par M. Lussier.—Quelles sommes ont été payées, à quelque titre que ce soit, depuis le 1er janvier 1892, à M. V.-W. Larue, notaire, de Québec.

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Pour ce qui a été reçu avant le 30 juin dernier, les comptes publics parlent par eux-mêmes.

Depuis le commencement de l'exercice en cours, M. Larue a reçu \$27.00.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires d'un ouvrage intitulé : " Quatrième Mine ", par le rév. P. Lacasse ?

Dans l'affirmative, combien d'exemplaires, et à quel prix ?

Doit-il les faire distribuer, et à qui ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Non.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire distribuer, gratuitement, les 500 volumes du roman de J.-P. Tardivel, " Pour la Patrie " ?

Dans l'affirmative, à qui ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Ces livres ont été achetés pour être distribués en prix dans nos écoles, le tout en la manière ordinaire.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires d'un ouvrage intitulé : " Le Lauréat ", par M. Chapman ?

Dans le cas affirmatif, combien d'exemplaires ?

Quel prix a-t-il payé ?

Doit-il les distribuer gratuitement, et à qui ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le département du Conseil exécutif a acheté un exemplaire de ce volume.

Par M. Lussier.— M. Edmond Lortie, avocat, de la cité de Québec, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Quel est son salaire ?

Depuis quand est-il employé ?

Qui a-t-il remplacé ?

Ses fonctions sont-elles une nouvelle charge pour la Province ?

Quel montant M. Edmond Lortie, avocat, de Québec, a-t-il reçu du gouvernement, depuis janvier 1892 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier : — Depuis le commencement de l'exercice en cours, M. Lortie a été employé pour faire certains ouvrages extra en rapport avec le service des asiles, des écoles de réforme et d'industries. Il travaille en conséquence temporairement depuis le 5 juillet 1895 à \$2.50 par jour. Ce que M. Lortie peut avoir reçu avant le 30 juin dernier appert aux comptes publics.

Sur motion de M. Lussier, secondé par M. Pinault,

Ordonné, —Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant toutes les sommes payées à M. Isidore-N. Belleau, avocat, C. R., pour honoraires, retenues, dépenses de voyages, etc., par le gouvernement depuis le 15 décembre 1891 au 15 octobre 1895.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, —Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, et toutes personnes, antérieures et subséquentes le tout se rapportant à la passation et à l'exécution du Statut de la dernière session accordant cent mille piastres à la Compagnie plus haut mentionnée avec tous états, plans et documents à ce relatif.

Sur motion de M. Gosselin, secondé par M. Girard (Rouville),

Ordonné, —Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les sommes payées à MM. L.-J. Demers et frères, éditeurs de l'*Événement*, depuis le 1er janvier 1893.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Bisson,

Ordonné, —Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des états et comptes rendus d'opérations des cercles agricoles de St Joseph de Soulanges, St Ignace de Coteau du Lac, St Zotique, St Téléphore, St Polycarpe et St Clet, dans le comté de Soulanges, pour l'année 1894.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des états et comptes rendus des opérations de tous les cercles agricoles, dans le comté de Vaudreuil, depuis leur formation.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill validant certaines ventes judiciaires, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides, éant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Girard (Rouville),—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants " attendu que les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer-Wood, depuis 1867, se sont élevés aux montants suivants :

1867-68.....	\$	0 00
1868-69.....		0 00
1869-70.....		672 88
1870-71.....		3,184 30
1871-72.....		2,428 88
1872-73.....		6,492 30
1873-74.....		28,894 59
1874-75.....		8,476 75
1875-76.....		7,853 00
1876-77.....		7,753 11
1877-78.....		8,721 74
1878-79.....		7,249 74
1879-80.....		13,311 89
1880-81.....		13,245 87
1881-82.....		23,824 74
1882-83.....		23,780 24
1883-84.....		15,950 00
1884-85.....		10,129 07
1885-86.....		8,109 96
1886-87.....		6,737 32
1887-88.....		7,758 67
1888-89.....		6,114 22
1889-90.....		9,010 92
1890-91.....		8,264 35
1891-92.....		8,208 37
1892-93.....		8,851 31
1893-94.....		13,919 66
1894-95.....		9,416 00
		\$ 268,359 88

Cette Chambre est d'avis que, vu l'état des finances de cette Province, il est nécessaire de cesser de faire des dépenses de réparations, d'entretien et d'améliorations à Spencer-Wood, et d'en remettre la possession au propriétaire, à l'expiration du terme d'office de celui qui l'occupe maintenant ;

Que cette Chambre compte sur le patriotisme éclairé et le désintéressement des personnes nommées au poste honorable et largement rétribué de Lieutenant Gouverneur pour l'aider à réaliser cette économie considérable."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—23.</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Shehyn,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dupleixis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.—32.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu demain.

M. Tellier informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 26 novembre 1895.

M. Panneton, du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant la loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry, et y a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la corporation de la cité de St Henri, demandant des amendements à sa charte, et a trouvé que les avis requis ont été donnés..

Quant à la pétition de James Crathern et autres, demandant une loi constituant en corporation la compagnie d'assurance canadienne, votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre que les pétitionnaires ne désirent pas présenter leur projet de loi.

Ordonné,—Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative à la cité de St Henri.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines taxes et licences ", sans amendement.

L'honorable M. Flynn, du comité nommé pour recueillir des renseignements sur la valeur, l'étendue et la mise en exploitation de nos terres publiques et de nos forêts, ainsi que sur le fonctionnement des lois et règlements qui les régissent etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Flynn pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène.—1. Une poursuite pour contravention à la loi des licences de Québec a-t-elle été intentée contre Michel Ouellet, de Ste Louise, dans l'année 1893, sous le No 3742 de la cour de circuit, à Montmagny ?

2. Jugement est-il intervenu vers le 1er juin 1893, contre le défendeur ?

3. Dans l'affirmative, le défendeur a-t-il payé le montant de la condamnation et quand ?

4. S'il n'a pas payé, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1 et 2. Oui ; jugement rendu contre Michel Ouellet, le 1er juin 1893.

3 et 4. Le défendeur a payé la pénalité en entier, dans le cours du trimestre terminé le 30 septembre 1895.

Par M. Dechène.—1. M. Michel Ouellet, de Ste Louise, dans le comté de l'Islet, a-t-il été poursuivi pour vente de boisson en contravention à l'acte des licences de Québec, et condamné le ou vers le 3 mars 1894, dans une cause No 3826, cour de circuit de Montmagny ?

2. Dans l'affirmative, le défendeur a-t-il payé le montant de la condamnation, et quand ?

3. S'il n'a pas payé, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. 2. et 3. Une poursuite a été prise contre Michel Ouellet, en 1894, sous le numéro 3826, cour de circuit de Montmagny, jugement rendu le 3 mars 1894 ; mais Ouellet n'a pas été condamné dans cette cause. Le demandeur a été débouté de son action.

Par M. Dechène :—1. M. Norbert St Armand, de St Damase, a-t-il été condamné à l'amende pour vente de boisson sans licence, le ou vers le 30 juin 1894, dans une cause à la cour de circuit de Montmagny, sous le numéro 3933 ?

2. Dans l'affirmative, le défendeur a-t-il été emprisonné, vu son défaut de payer le montant de la condamnation ?

Quand l'a-t-il été, et pendant combien de temps ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui, le 30 juin 1894.

2 et 3. A défaut de paiement de la pénalité, le défendeur a été emprisonné pour un terme de trois mois, du 25 juillet au 24 octobre 1894, aucune requête

n'ayant été adressée au département avant son incarcération. Une requête a été reçue le 31 août demandant son élargissement. Le gouvernement n'a pas refusé de prendre en considération cette requête, mais a prié le procureur du requérant de remplir les formalités requises par l'article 1080 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la section 26 de l'acte 57 Victoria, chapitre 13, ce qui n'a jamais été fait.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Stephens,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. Les noms des personnes contre lesquelles une plainte a été portée devant le percepteur du revenu du district de Montmagny, pour violation de la loi des licences, depuis 1892 :

2. Les noms des personnes qui ont, dans le district de Montmagny, été poursuivies pour telles contraventions, avec le numéro de la cause, la date de l'institution de l'action, la date du paiement, si jugement est intervenu, et le montant de la condamnation, depuis 1892.

3. Les noms des personnes qui ont, dans le dit district, payé le montant des condamnations portées contre elles et de celles qui ont obtenu du délai, depuis 1892.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du dossier No. 1061 de 1895, du département de l'agriculture et de la colonisation.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Beaubien.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la ville de Fraserville ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les Bills ci-après mentionnés sont, en conformité de l'ordre, lus séparément une deuxième fois, et envoyés au comité spécial permanent des Bills privés, savoir :

Bill ratifiant les actes de vente et d'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Louis-Félix Robereau-Duplessis ;

Et Bill constituant la ville de Saint-Louis en corporation.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

Et le débat se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi constituant en corporation le *Dominion College of Music*, de Montréal ", sans amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 27 novembre 1895.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de William Galt-Hill et autres, propriétaires fonciers de la rue St Antoine, Montréal.

Par M. Augé,—la pétition des aubergistes de la cité de Montréal.

M. Stephens, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement, à votre honorable Chambre, savoir !

Bill autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault ;

Bill concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession *ab intestat* de feu Duncan Finlayson ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval.

Quant au Bill amendant la charte de la *Royal Trust and Fidelity Company* ; au Bill modifiant la charte de la compagnie dite *Montreal Safe Deposit Company* ; et au Bill ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la *Dominion Trusts Company* par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite Compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec, votre comité desire les renvoyer à votre honorable Chambre, afin qu'elle décide s'ils doivent être transmis au comité de Législation.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly, et y fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Morris, secondé par l'honorable M. Nantel,

Ordonné,—Que les bills ci-après soient envoyés au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, savoir :

Bill amendant la charte de la *Royal Trust and Fidelity Company* ;

Bill modifiant la charte de la Compagnie dite *Montreal Safe Deposit Company* ;

Et Bill ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la *Dominion of Canada Trusts Company* par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec.

Ordonné,—Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la preuve.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné.—Que le dit bill soit envoyé au comité conjoint des deux Chambres nommé pour étudier les rapports faits par la Commission chargée de la refonte du Code de procédure civile, et que la 45^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Pinault.—1. Le Barreau de Québec a-t-il demandé au gouvernement de faire poser un ascenseur dans le palais de justice de Québec ?

2. Dans le cas affirmatif, est-ce l'intention du gouvernement d'accéder à la demande du Barreau ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—1. Oui. 2. Le gouvernement avisera aux moyens de rencontrer, aussitôt que possible, les vues du Barreau du district de Québec.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Chicoyne,

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre A.-P. Cartier, député de St-Hyacinthe, et l'honorable Premier ministre, au sujet de la demande d'un projet de loi pour protéger les sociétés de secours mutuels ; ainsi que les documents, rapports et résolutions passés aux conventions des dites sociétés, tenues, la première, à St-Hyacinthe, le 24 et le 25 décembre dernier et la deuxième, à Valleyfield, le 30 juin et le premier juillet derniers.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Caron,

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute la correspondance se rapportant au délai accordé à Flavien Gauvreau, de Saint-Octave de Métis, pour payer la condamnation prononcée contre lui le 14 octobre 1891, pour vente de boissons sans licence.

Sur motion de M. Châteauvert, secondé par M. Baker,

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre la Société bienveillante des ouvriers de bord, la Chambre de commerce de Québec et le gouvernement, au sujet des règlements de la dite Société.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports faits sur la conduite d'Alexandre Vallée, autrefois garde, à la prison de Montréal.

Sur motion de M. Fitzpatrick, secondé par M. Caron,

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un de ses membres, et Edouard-J.

Duchesnay, maire de Saint-Malo et préfet du comté de Québec, depuis le 1er septembre 1893, au sujet du pont Scott, sur la rivière St Charles, à St Malo.

2. De tous protêts, rapports d'inspecteurs au sujet du dit pont, adressés au gouvernement ou au département des Travaux publics, pendant la même période.

3. De toute correspondance échangée entre le gouvernement ou le département des Travaux publics et la Commission des chemins à barrières de la Rive Nord, se rapportant au dit pont, ainsi que de toutes instructions qui peuvent avoir été données par le gouvernement ou le département des Travaux publics, à la dite Commission des chemins à barrières, concernant le dit pont Scott, durant le temps ci haut mentionné.

4. De toutes demandes d'aide, de toutes observations et de tous mémoires adressés au gouvernement ou au département des Travaux publics, par la dite Commission, se rattachant à la construction du dit pont Scott.

M. Tessier (Portneuf) propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que, dans l'ordre de la Chambre, voté le six novembre 1895, *re infractions aux lois des licences*, les mots : “ depuis le premier janvier 1892 ”, soient ajoutés après le mot : “ indiquant ”,—et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 8 novembre 1895, pour un état détaillé de l'enquête du coroner, de l'examen préliminaire du procès et des frais encourus par la Couronne dans l'affaire Boyd-Somerville. (*Document de la session No 58.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 novembre 1895, pour une copie de tous plans et devis et autres données motivant la dépense de \$9,900 portée au budget supplémentaire allant au 30 juin 1896. (*Document de la session No 59.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 novembre 1895, pour un état donnant : le nom de l'entrepreneur fournissant la pierre à concasser à la prison de Montréal, au cours des exercices 1893, 1894 et 1895 ;

Le prix payé par tonne ou toise ;

La date et la durée du contrat ;

Une liste des soumissions avec les noms des soumissionnaires ayant échoué ;

Les dates des annonces demandant des soumissions pour la pierre. (*Document de la session No 60.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 novembre 1895, pour un état faisant connaître les noms des personnes qui ont exporté du beurre sur le marché anglais, ayant droit à la prime accordée par le gouvernement.

La quantité expédiée par chacune d'elles.

Le prix obtenu par livre. (*Document de la session No 61.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 14 novembre 1895, pour un état de toutes les subventions aux chemins de fer devenues caduques depuis le 30 juin 1892 jusqu'au premier novembre 1895, contenant :

Le nom du chemin de fer, la date à laquelle la subvention est devenue caduque, le montant de la subvention en argent devenue caduque ;

Le montant de la subvention en terre ou terres cōnuées ;

Faisant connaître le montant total épargné à la Province par le fait de la caducité de ces subventions, ainsi que toutes les subventions en argent ou subventions en terres, converties en subventions monétaires, payées depuis le 1er mai 1891, avec, en sus, toutes les subventions en argent ou toutes subventions en terres converties en argent restant dues et payables à cette date. (*Document de la session No 62.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 novembre 1895, pour une copie du bref de sommation, et de la déclaration du demandeur au plaidoyer du défendeur dans la cause No 1754—Cour Supérieure de Québec, 1892—Ritchie vs Vallée.

Aussi,—copie du jugement rendu dans la dite cause, tant en Cour Supérieure qu'en Cour de Révision. (*Document de la session No 63.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 novembre 1895, pour une copie du bref de sommation, de la déclaration, des plaidoyers et du jugement dans la cause No 642, Cour de Circuit du district de Québec, d'Alfred Robitaille vs Jules Côté, jugée le 21 mars 1893. (*Document de la session No 64.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 novembre 1895, pour une copie du compte de G.-A. Hughes, chef de police de Montréal, pour frais d'arrestation d'Alexis Caza, accusé de meurtre, dans le mois d'août 1888. (*Document de la session No 65.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 novembre 1895, pour une copie du procès-verbal des délibérations de la dernière réunion du Conseil d'agriculture de la province de Québec. (*Document de la session No 66.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant le Code civil et les Statuts révisés de la province de Québec, quant à ce qui regarde les privilèges accordés aux compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

A sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les Bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Grenier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi relative à la cité de St Henri, étant lu :

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi amendant de nouveau le Code de procédure civile relativement à la preuve prise par sténographie ", avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant de nouveau le Code de procédure civile relativement à la preuve prise par sténographie ", et les dits amendements, étant lus la première et la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, hier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides)

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend le dit débat ajourné ;

Sur motion de M. Girard (Lac St-Jean), secondé par M. Rioux,

Ordonné,—Que le débat soit ajourné de nouveau jusqu'à demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 28 novembre 1895.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Gladu,—la pétition de P. Letendre et autres, marchands et commerçants de la province de Québec.

Par M. Martineau,—la pétition de J.-U. Emard et autres, propriétaires et francs-tenanciers de la cité de Montréal.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires de l'Asile St Joseph, Montréal, pour l'année 1894. (*Document de la session No 26.*)

M. Carbray, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cirquatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation *The North Nation Valley Colonization Railway Company*, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Le promoteur du Bill constituant en corporation *The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company*, ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer le dit bill, et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût d'impression et de traduction du dit bill.

M. Duplessis, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient.

Bill constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, et abrogeant les lois qui constituent en corporation l'école vétérinaire de Montréal et l'école vétérinaire française de Montréal ;

Et Bill amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant, à cet effet, les articles 1323 à 1337 inclusivement, du Code civil, et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement.

Le comité, consulté sur la question de savoir s'il est opportun d'autoriser les trois corporations désignées dans les bills Nos 70, 60 et 46, à être nommées et à agir comme exécuteur testamentaire, administrateur, fiduciaire, liquidateur, receveur, syndic ou agent ou représentant de telles personnes, exprime l'avis que ces pouvoirs doivent être donnés à ces corporations.

Aussi le comité, consulté sur la question de savoir s'il est opportun d'autoriser les trois corporations désignées dans les dits bills Nos 70, 60 et 46, à être nommées séquestre, dans le cas où le président, le secrétaire ou gérant de ces corporations respectives seraient soumis à la contrainte par corps, exprime l'avis que ces pouvoirs peuvent être donnés sous telles réserves.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill pour rendre valides certains avis et annonces publiés dans le *Daily Record*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gosselin.—Quel est le montant des réclamations de la cité de Montréal contre le gouvernement pour taxes, etc. ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—\$13,952.19. Cette réclamation n'a pas été acquittée parce que le gouvernement a, contre la cité de Montréal, une créance plus considérable. Les parties sont en négociation pour arriver à un règlement.

Par M. Lemieux.—Le gouvernement a-t-il été informé qu'il était dû aux employés de la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant la compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, des arrérages de gages pour la somme d'au delà de vingt mille piastres courant ?

Le gouvernement a-t-il décidé d'adopter quelque moyen pour protéger le paiement de ces arrérages de gages dus à ces malheureux employés ?

Dans l'affirmative, de quelle manière ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—1. Oui, le 3 septembre et le onze octobre derniers.

2. Oui, en adoptant sans retard les seules procédures que l'acte 56 Victoria, chapitre 36, article 5183a et les suivants, autorise le Commissaire des Travaux publics à prendre, à la suite d'un rapport du comité des chemins de fer du Conseil exécutif, contre une compagnie de chemin de fer qui n'a pas continué et est devenue incapable de continuer son entreprise ou l'exploitation de sa ligne pendant plus de trente jours, comme la chose est arrivée dans le cas actuel, pour que les droits et intérêts de cette compagnie dans la propriété de son chemin de fer soient mis sous séquestre et vendus par autorité de justice dans les délais voulus.

Par M. Lemieux.—1. Quel est le montant total des subsides en terres et en argent votés par cette Législature pour la construction du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, jusqu'à ce jour ?

2. Quel est le montant total payé pour la construction et l'équipement, etc., du dit chemin, à même les dits subsides, jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—A la première question : (a) 10,000 acres par mille, convertis en argent, à 33 cts. l'acre, accordés par l'acte 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe b, pour les 100 milles entre Métapédia et Paspébiac, et pour les 80 autres milles, entre ce dernier endroit et Gaspé, faisant un total, à ce taux, de \$630,000 ; lequel total a été appliqué en entier sur la section ci-dessus de 100 milles au moyen des transferts et repliement qui ont été faits par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 12, des premiers 35 cts. (en tout \$280,000) afférant à la section entre Paspébiac et Gaspé sur les derniers 80 milles entre Métapédia et Paspébiac ;

(b) Plus 10,000 acres par mille additionnel, convertis en argent, à 35 cts. l'acre, qui ont été accordés par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, clause 1, paragraphe j, pour compléter et équiper les premiers 80 milles sur la section entre Métapédia et Paspébiac, et payer les dettes privilégiées du chemin.

(c) Plus le subside spécial de \$50,000 en argent, qui a été voté par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, clause 1, paragraphe i, pour aider à la construction du pont sur la Grande Rivière Cascapédia. En sorte que le grand total des subsides accordés et appliqués à ce chemin de fer, pour les 100 milles entre Métapédia et Paspébiac, est de \$960,000.

A la deuxième question : Le montant total payé à venir jusqu'à ce jour, pour la construction et l'équipement des premiers 80 milles construits sur la section entre Métapédia et Paspébiac, est de \$890,000, moins \$770,00 retenues en banque au crédit du commissaire pour payer d'autres réclamations privilégiées à être admises par l'ingénieur du gouvernement ; cette compagnie étant actuellement endettée envers le gouvernement pour \$28,546.00, en capital, et pour \$5,984.49 d'intérêts accrus qui ont été payés par le Trésor en vertu de l'ordre en conseil No 71, du 23 février 1895, à la Banque d'Ontario pour acquit de la balance à elle due par la compagnie sur le montant du transport fait du subside déjà échu entre les 50e et 60e milles, ce qui forme un grand total de subsides payés à la compagnie jusqu'à ce jour de \$924,530.49.

Par M. Lemieux.—1. Le gouvernement a-t-il payé à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant la compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, la balance due en 1892, du subside voté par cette Législature, par l'acte 54 Victoria, chapitre 88 ?

2. A qui cette balance a-t-elle été payée ?

3. A quelle fin cette balance a-t-elle été employée ?

4. Un rapport de l'emploi de ce subside a-t-il été fait au gouvernement, à quelle époque, et par qui ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—1. Oui, moins \$770 retenues en banque au crédit du Commissaire, comme il est établi dans la réponse à l'interpellation précédente, et moins les \$7,942.05 qui ont été retenus par le Trésor en paiement de la taxe due par la Compagnie.

2. A M. J. Murray-Smith, gérant de la Banque de Toronto, à Montréal, en remboursement d'autant sur avances faites à la Compagnie sur la valeur de travaux indispensables pour terminer les premiers soixante milles du dit chemin, le tout suivant l'ordre en conseil No 270, du 3 juin 1893.....	\$15,000 00
A la Banque de Montréal pour la rembourser des avances faites à la Compagnie pour permettre à cette dernière de payer des réclamations privilégiées, suivant l'ordre en conseil No 458, du 28 septembre 1893, sur valeur de travaux complétés, toujours pour terminer les dits soixante premiers milles.....	8,000 00
A la Banque Nationale, à Montréal, pour le même objet, en vertu du même ordre en conseil.....	4,000 00
A M. J. Murray-Smith, gérant de la Banque de Toronto, à Montréal, cessionnaire de la Compagnie par transport signifié au Trésor, en vertu de l'ordre en conseil No 580, du 27 novembre 1893, sur la valeur de travaux complétés ; moins les \$7,942.05 qui ont été retenues dans le Trésor pour payer la taxe due par la Compagnie, suivant la loi.....	11,500 00
Et au Commissaire des Travaux publics, qui a mis ce montant entre les mains de M. Vallée, l'ingénieur, pour payer d'autres réclamations privilégiées, approuvées par ce dernier suivant l'ordre en conseil No 580, du 27 novembre 1893, déjà cité, sur valeur de travaux complétés.....	13,120 68
A M. Smith, le gérant de la Banque de Toronto, à Montréal, <i>in trust</i> , sur valeur de travaux complétés, pour terminer les dits premiers soixante milles.....	9,706 58
A M. L.-A. Vallée, l'ingénieur du gouvernement, pour ses émoluments et frais d'inspection sur ce chemin de fer, suivant le même ordre en conseil, etc.....	84 00
Au président de la Compagnie, balance disponible entre les mains du Commissaire sur les \$25,000 ci-après mentionnées, suivant le même ordre en conseil, etc.....	1,318 74
A balance en banque au crédit du Commissaire pour payer autres réclamations privilégiées à être approuvées par l'ingénieur du gouvernement.....	770 00
	<hr/> \$25,000 00
Tous ces montants formant un total de.....	<hr/> \$63,500 00

ce qui épuise la balance disponible sur les \$280,000.00 du sub ide spécial voté par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, clause 1, paragraphe j.

3. La réponse à cette question se trouve contenue dans le paragraphe 2 qui précède.

4. Oui, M. Vallée, l'ingénieur du gouvernement, a soumis plusieurs rapports, et, en particulier, ceux des 15 mai, 27 septembre, 6 et 21 novembre 1893, et du 19 juillet 1894, sur les travaux complétés sur les premiers 80 milles construits entre Métapédia et un point près de Caplin, et sur l'emploi des \$13,120.68 ci-dessus, entrées pour payer des réclamations privilégiées additionnelles, approuvées par le dit ingénieur, sur les premiers 80 milles complétés.

5 Non, c'est au contraire la compagnie qui est endettée envers le gouvernement des \$28,546 et des \$5,984.49, en capital et intérêts, que le Trésor a payées à son acquit à la Banque d'Ontario, comme il est constaté dans la réponse à l'interpellation précédente.

Par M. Lemieux.—Le gouvernement a-t-il l'intention de venir en aide aux nombreux employés du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant la compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, auxquels il est dû des arrérages de gages au montant de \$20,000.00 ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—La transaction Armstrong-Pacaud n'ayant laissé aucuns subsides dus à la Compagnie, à part les \$63,500 et les \$770 ci-dessus mentionnées, le gouvernement ne peut venir en aide aux créanciers de la Compagnie, privilégiés ou autres, autrement qu'en faisant vendre le chemin suivant la loi, à moins qu'il n'obtienne jugement pour les \$100,000 payées par M. Armstrong à M. Ernest Pacaud, à même le subside en terres de 800,000 acres, converti en argent au montant de \$280,000, et voté en 1890 par la loi 54 Victoria, chapitre 88, pour terminer le dit chemin et payer les dettes privilégiées.

Si le gouvernement réussit dans ce procès, il avisera aux meilleurs moyens d'employer la somme recouvrée à payer les dettes privilégiées contractées pour gages des ouvriers et matériaux fournis à la dite Compagnie, le tout suivant la loi.

Par M. Parent —Est-ce l'intention du gouvernement d'ouvrir des écoles du soir, à Québec, durant la présente saison d'hiver ?

Dans l'affirmative, quand doit-il les ouvrir ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier : —C'est évidemment l'intention du gouvernement, puisque la chose se fait à l'heure qu'il est. Si l'on demande l'ouverture d'autres écoles dans des conditions acceptables, le gouvernement est disposé à les considérer favorablement dans la mesure du possible.

Par M. Parent.—Une demande a-t-elle été faite au gouvernement, de nommer une femme à la charge d'inspecteur des établissements industriels dans lesquels sont employées des femmes et des jeunes filles ?

Dans l'affirmative, quand et de la part de qui ?

A-t-il fait telle nomination, et, dans le cas affirmatif, qui a-t-il nommé ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—1. Oui. 2. Par diverses pétitions, dont les dernières, en date du 23 septembre 1894, par madame Julia Drummond, présidente du conseil local des femmes de Montréal, et de juillet 1895, par M. Carsley, président, et M. Marshall, secrétaire de la Société protectrice des femmes et des enfants, dont le siège est à Montréal.

3. Aucune nomination n'a encore été faite, mais le gouvernement espère pouvoir se trouver en état de se rendre à cette demande.

Par M. Tessier (Portneuf).—Quels sont les noms des officiers civils et des employés qui sont au service du département des chemins de fer ?

Quels sont leurs traitements respectifs ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—

E. Moreau, traitement.....	\$ 2,000 00
L.-A. Vallée, "	1,500 00
M.-J. Murphy, "	800 00
C. Dénéchaud, "	800 00
J.-B. Gosselin "	600 00

Par M. Gladu.—1. Le Dr Louis Crépeau, de New-Richmond, a-t-il été garde-forestier en service, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1895 ?

Dans l'affirmative, pendant combien de temps ?

2. Est-ce à ce monsieur qu'a été payée la somme de \$250.00 pour services comme garde-forestier, pendant les douze mois expirés le 30 juin 1895, page 14, rapport du Commissaire des Terres de la couronne, 1895 ?

Pour quelle raison ce monsieur n'est-il pas entré dans la liste des gardes-forestiers, pages 31, 32 et 33 du rapport du Commissaire des Terres de la couronne, 1895 ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Non. 2. La somme de \$250.00 a été payée au Dr Louis Crépeau, de New-Richmond, ex-surintendant des gardes-forestiers, en règlement d'un compte pour dépenses de voyages en cette qualité, du 7 octobre 1891 au 8 février 1892.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 novembre 1895, pour un état des paiements faits à M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en vertu du contrat passé entre lui et L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics, le 6 juin 1894,—depuis la dite date,—pour la fourniture des palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

Aussi, des paiements des pupitres des juges et autres meubles dont le prix n'est pas spécifié dans les listes annexées au dit contrat. (*Document de la session No 67.*)

Aussi,—la réponse à une adresse, du 6 novembre 1895, demandant production de tous les comptes produits par M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en

rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 juin 1894, date de son contrat passé avec l'honorable L. O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics. (*Document de la session No 68.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 novembre 1895, pour un état faisant connaître, pour les exercices 1892-93, 1893-94, 1894-95 et 1895-96, qui a reçu les commandes pour le bois et le charbon et en quelle quantité, et qui a fourni ce combustible à la prison de Montréal, au palais de justice de Montréal, et à d'autres édifices publics dans Montréal. (*Document de la session No 69.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 novembre 1895, pour un état démontrant : 1. Les noms des municipalités de comté payant la taxe du gouvernement pour la construction du palais de justice de Québec.

2. Le montant payé par chacune d'elles jusqu'au 1er octobre 1895.

3. Le montant dû par chaque municipalité jusqu'au 1er octobre 1895.

4. Le montant dû depuis le 1er octobre 1895, mentionnant le nom des municipalités qui ont payé, depuis cette date. (*Document de la session No 70.*)

Sur motion de M. Dechêne, secondé par l'honorable M. Marchand,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de l'ordre en conseil No 580, du 30 novembre 1893 ;

2. Copie de toutes les réclamations, comptes ou autres documents sur lesquels le gouvernement s'est appuyé pour payer à Murray-Smith, ou à la Banque de Montréal, ou à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, les sommes de \$11,500.00 et de \$11,025.32, mentionnées à la page 47, version anglaise, du rapport du Commissaire des Travaux publics, pour 1894 ;

3. Copie des réclamations privilégiées au montant de \$13,120.48, le tout tel que mentionné à la dite page du dit rapport, et un état détaillé, faisant voir lesquelles de ces réclamations privilégiées ont été payées jusqu'à cette date, et à qui elles ont été payées ;

4. Un état détaillé des réclamations, au montant de \$12,000.00, mentionnées à la même page du dit rapport et pour le paiement desquelles la Compagnie, en septembre et en octobre 1895, a mis à part une somme de \$12,000.00 à même la balance du subside de \$63,500.00 ;

5. Copie de la réclamation, des comptes et autres documents sur lesquels le gouvernement a payé à M. Murray-Smith, en juin 1893, la somme de \$15,000.00, mentionnée à la dite page 43 du dit rapport, et copie de l'ordre en conseil passé à cet effet.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Magnan, secondé par M. Tétreau,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous mémoires transmis au gouvernement, depuis la dernière session, suggérant des mesures propres à assurer la diffusion de la science agricole.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Villeneuve,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des divers items du compte composant la somme de \$5,354.44, entrée comme dépenses générales du bureau général, sous le titre d'arpentages, à la page 26 du rapport du Commissaire des Terres de la couronne de 1895.

Sur motion de M. Parent, secondé par M. Morin,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute la correspondance échangée entre le Conseil national des femmes, section de Montréal, et le gouvernement, au sujet de la nomination d'un ou de plusieurs inspecteurs féminins des établissements industriels.

Aussi, copie de toutes requêtes, demandes, etc., à cette fin.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant le Code de procédure civile de la province de Québec ;

M. Augé propose, secondé par M. Villeneuve, et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux ;

M. Augé propose, secondé par M. Villeneuve, et la question étant mise aux voix,—Qu'il soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi concernant l'assurance sur la vie prise par les maris et parents,

M. Cooke propose, secondé par M. Desjardins, et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill abolissant le Conseil législatif, étant lu ;

M. Dechêne propose, secondé par M. Caron,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,
Dechène,
Desjardins,
England,

Gillies,
Girard (Rouville),
Girouard,
Gladu,
Gosselin,
Guerin,
Hall,

King,
Laliberté,
Lémieux,
Marchand,
Morin,
Pinault,
Savaria,

Shehyn,
Spencer,
Tessier (Portneuf),
Turgeon.—25.

CONTRE :

Messieurs

Allard,
Baker,
Beaubien,
Beauchamp,
Carbray,
Cartier,
Châteaufort,
Cholette,
Chicoyne,

Descarries,
Doyon,
Duplessis,
Flynn,
Girard (Lac St-Jean),
Greig,
Grenier,
Lacouture,
McDonald,

McClary,
Magnan,
Marion,
Martineau,
Nantel,
Normand,
Parizeau,
Pelletier,
Petit,

Peirier
Rioux,
Simpson,
Stephens,
Taillon,
Tétreau,
Villeneuve.—34.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Desjardins,

Ordonné,—Que le Bill ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la *Dominion of Canada Trusts Company* par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec ; le bill modifiant la charte de la Compagnie dite *Montreal Safe Deposit Company*,—et le bill modifiant la charte de la *Royal Trust and Fidelity Company* soient envoyés de nouveau au comité spécial permanent des divers Bills privés avec le second rapport du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, mardi le 26 courant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.)

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend le débat ajourné.

Et le débat se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession *ab intestat* de feu Duncan Finlayson ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil,

et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, mardi, le 26 courant,— Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.)

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales " ;

Et Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux registres des baptêmes, mariages et sépultures ".

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 29 novembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Doyon,—la pétition de C.-A.-Joseph Duranceau et autres, marchands de Laprairie et de St Constant, comté de Laprairie.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De William Galt-Hill et autres propriétaires de la rue St-Antoine, Montréal, demandant que cette rue ne soit pas élargie ;

Et des hôteliers de Montréal, demandant des amendements à la loi des licences.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancourt ;

Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste Cunégonde, de Montréal ;

Bill modifiant la charte de la *Royal Trust and Fidelity Company* ;

Bill ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la *Dominion of Canada Trusts Company* par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec ;

Et Bill modifiant la charte de la *Montreal Safe Deposit Company*.

M. Allard, du comité spécial nommé pour étudier le Bill détachant du comté de Bellechasse, et annexant au comté de Montmagny, la partie non organisée du canton d'Armagh, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi V. Allard, écuyer, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les exemptions de taxes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général afin de considérer certaines résolutions relatives à l'Hôpital protestant pour les aliénés ;

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'en vertu des pouvoirs conférés par la loi 55-56 Victoria, chapitre 39, le gouvernement a garanti le remboursement du capital et de l'intérêt de cent cinquante mille piastres d'obligations à vingt ans, émises par la corporation de l'Hôpital protestant pour les aliénés ;

Attendu que, pour assurer le paiement de ce qui pourrait être déboursé par suite de cette garantie, la dite corporation a consenti une hypothèque de cent cinquante mille piastres sur tous les immeubles à elle appartenant et qu'elle a

transporté des polices d'assurance, dont elle paie les primes, sur tous ses édifices jusqu'à concurrence de cent mille piastres ;

Attendu que, depuis que cette garantie a été donnée et depuis que ces obligations ont été émises, la dite corporation a fidèlement rempli toutes les clauses du contrat intervenu à ce sujet entre elle et le gouvernement ;

Attendu que l'asile de Verdun n'est plus assez spacieux pour y recevoir et pour y traiter d'une manière convenable tous les malades protestants qui pourraient y être internés ;

Attendu que la dite corporation désirait, en conséquence, agrandir le dit asile, mais qu'elle n'avait pas les moyens de le faire sans le secours du gouvernement ;

Attendu que le gouvernement a cru qu'il était dans l'intérêt public de venir en aide à la dite corporation pour cet objet, et que, dans le mois de juin dernier, il s'est engagé à soumettre à la Législature un projet de loi basé sur l'entente intervenue à cette époque,—il soit, en conséquence :

1. *Résolu*,—Qu'à même le fonds consolidé du revenu, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra payer, pour trois années à compter du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, l'intérêt à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par année sur les cent cinquante mille piastres d'obligations émises par la corporation de l'Hôpital protestant pour les aliénés, dont le gouvernement s'est engagé à garantir le remboursement du capital et de l'intérêt, ainsi qu'autorisé par la loi 55-56 Victoria, chapitre 39.

2. *Résolu*,—Qu'à même le fonds consolidé du revenu, il sera en outre loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil : (a) de payer, pour trois années à courir du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, l'intérêt, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent, sur trente-cinq mille piastres d'obligations additionnelles que pourra émettre la dite corporation ; (b) de garantir le remboursement par cette corporation du capital de ces nouvelles obligations à l'expiration de vingt années, au plus, de leur émission, ainsi que le paiement de l'intérêt, pour, au plus, dix-sept années à partir du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

3. *Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé, à raison de la garantie visée par les présentes résolutions et pour assurer le paiement au gouvernement de toutes sommes qu'il pourrait déboursier par suite d'icelle, à exiger que la dite corporation consente une hypothèque en faveur du gouvernement pour cent quatre-vingt-cinq mille piastres sur tous les immeubles à elle appartenant, et qu'elle effectue et lui transporte une ou des assurances, dont elle paiera les primes, sur l'aile en construction, pour le montant qui sera convenu.

4. *Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à passer un contrat basé sur les présentes résolutions, et à insérer dans le dit contrat toute clause qui sera nécessaire pour leur donner effet.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Marion fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu'en vertu des pouvoirs conférés par la loi 55-56 Victoria, chapitre 39, la gouvernement a garanti le remboursement du capital et de l'intérêt de cent cinquante mille piastres sur tous les immeubles à elle appartenant et qu'elle a transporté des polices d'assurance, dont elle paie les primes, sur tous ses édifices jusqu'à concurrence de cent mille piastres ;

Attendu que, pour assurer le paiement de ce qui pourrait être déboursé par suite de cette garantie, la dite corporation a consenti une hypothèque de cent cinquante mille piastres sur tous les immeubles à elle appartenant et qu'elle a transporté des polices d'assurance, dont elle paie les primes, sur tous ses édifices jusqu'à concurrence de cent mille piastres ;

Attendu que, depuis que cette garantie a été donnée et depuis que ces obligations ont été émises, la dite corporation a fidèlement rempli toutes les clauses du contrat intervenu à ce sujet entre elle et le gouvernement ;

Attendu que l'asile de Verdun n'est plus assez spacieux pour y recevoir et pour y traiter d'une manière convenable tous les malades protestants qui pourraient y être internés ;

Attendu que la dite corporation désirait en conséquence agrandir le dit asile, mais qu'elle n'avait pas les moyens de le faire sans le secours du gouvernement ;

Attendu que le gouvernement a cru qu'il était dans l'intérêt public de venir en aide à la dite corporation pour cet objet, et que dans le mois de juin dernier il s'est engagé à soumettre à la législature un projet de loi basé sur l'entente intervenue à cette époque,—il soit en conséquence :

1. *Résolu*,—Qu'à même le fonds consolidé du revenu, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra payer, pour trois années à compter du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, l'intérêt à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par année sur les cent cinquante mille piastres d'obligations émises par la corporation de l'Hôpital protestant pour les aliénés, dont le gouvernement s'est engagé à garantir le remboursement du capital et de l'intérêt, ainsi qu'autorisé par la loi 55-56 Victoria, chapitre 39.

2. *Résolu*,—Qu'à même le fonds consolidé du revenu, il sera en outre loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil : (a) de payer, pour trois années à courir du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, l'intérêt à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent, sur trente-cinq mille piastres d'obligations additionnelles que pourra émettre la dite corporation : (b) de garantir le remboursement par cette corporation du capital de ces nouvelles obligations à l'expiration de vingt années, au plus, de leur émission, ainsi que le paiement de l'intérêt, pour, au plus, dix-sept années à partir du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

3. *Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé, à raison de la garantie visée par les présentes résolutions et pour assurer le paiement au gouvernement de toutes sommes qu'il pourrait déboursé par suite d'icelle, à exiger

que la dite corporation consente une hypothèque en faveur du gouvernement pour cent quatre-vingt-cinq mille piastres sur tous les immeubles à elle appartenant, et qu'elle effectue et lui transporte une ou des assurances, dont elle paiera les primes, sur l'aile en construction, pour le montant qui sera convenu.

4. *Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à passer un contrat basé sur les présentes résolutions, et à insérer dans le dit contrat toute clause qui sera nécessaire pour leur donner effet.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill relatif à l'hôpital protestant pour les aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour détacher du comté d'Arthabaska, et l'annexer au comté de Nicolet, une partie des 4ème et 5ème rangs du canton de Bulstrode, pour toutes fins, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant le Code du notariat, étant lu :

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, à cette session, une loi séparant les Îles de la Madeleine du comté de Gaspé, pour les fins électorales ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—L'honorable M. Flynn, commissaire des Terres, doit présenter un projet de loi dans ce sens.

Par M. Girard (Rouville).—M. Treflé Chainé, hôtelier, de la paroisse de Gentilly, dans le comté de Nicolet, a-t-il été poursuivi pour amende, dans les derniers jours de septembre, ou au commencement d'octobre 1895 ?

Dans l'affirmative, a-t-il payé telle amende ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui, le 23 septembre 1895.

2. Il a confessé jugement le 30 septembre et payé immédiatement les frais, la part d'amende du percepteur et celle du dénonciateur. Le percepteur lui a accordé un peu de délai pour payer la part du gouvernement. Ensuite, le défendeur a, par requête datée du 5 octobre dernier et transmise au département un peu plus tard, demandé qu'elle lui soit remise.

Suivant l'usage, cette requête a été communiquée au percepteur pour avoir de lui un rapport sur le cas. Le rapport du percepteur est parvenu au département le 27 novembre courant. Les travaux de la session ne permettront pas au Trésorier de décider ce cas et, comme un grand nombre d'autres, il est à l'étude.

Par M. Turgeon.—1. Le gouvernement a-t-il fait quelques avances à la Commission des chemins à barrières de la rive Nord, en vertu de la loi 32 Victoria, chapitre 48 ?

2. Dans l'affirmative, quel en est le montant et à quelle date ont-elles été faites ?

3. Les intérêts ont-ils été payés ?

4. Le gouvernement a-t-il institué des procédures pour le recouvrement du capital et des intérêts ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui : voir l'état déposé, devant cette Chambre, le 31 octobre 1895.

2. \$15,000.00 le 10 octobre 1870, sur lesquelles la somme de \$1,125.00 a été remboursée.

3. Pas depuis le 9 mars 1873. 4. Non.

Par M. Turgeon.—Le gouvernement a-t-il poursuivi la Commission des chemins à barrières de la rive Sud, pour avances faites, pour l'empierrement des chemins sous le contrôle de la dite commission ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Oui. Jugement a été rendu en appel, en faveur du gouvernement, le 12 novembre 1895, pour la somme de \$4,314.00, intérêt et dépens.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de l'item " Menues dépenses de bureaux, \$623,00 " par le département des Travaux publics, tel que mentionné à la page 97 des comptes publics de 1895.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Girard (Rouville),

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du jugement rendu le ou vers le 3 mars 1894, dans une cause, à la cour de circuit de Montmagny, numéro 3826, où Edouard Murdock-McKenzie était demandeur et Michel Ouellet défendeur.

M. Gladu propose, secondé par M. Tessier (Portneuf),—Qu'il soit mis devant cette Chambre : 1. Un état donnant les noms de tous les employés des départements, temporaires ou permanents, pendant les années 1892, 93, 94 et 95, leur traitement et la date de leur nomination.

2. Les noms de ceux qui ont été destitués pendant cette période de temps, ou qui ont abandonné le service, ou qui ont été mis à la retraite ou à la pension.

3. Les gratifications payées à chacun ou aucun d'eux pour ouvrage extra ou autrement.

4. Le montant total des pensions payées dans chacune des années susdites.

Cet état devant comprendre les employés de l'Assemblée législative, du Conseil législatif et de la Bibliothèque.

L'honorable M. Taillon propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que les mots : " pendant les années 1892-93, 94 et 95 ", dans la troisième ligne du premier alinéa, soient retranchés et remplacés par les suivants : " depuis le 27 janvier 1887 jusqu'à date ".

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état donnant les noms de tous les employés des départements, temporaires ou permanents, depuis le 27 janvier 1887 jusqu'à date, leur traitement et la date de leur nomination.

2. Les noms de ceux qui ont été destitués pendant cette période de temps, ou qui ont abandonné le service, ou qui ont été mis à la retraite ou à leur pension, et les raisons de ces destitutions, mises à la retraite ou à la pension.

3. Les gratifications payées à chacun ou aucun d'eux pour ouvrage extra ou autrement.

4. Le montant total des pensions payées dans chacune des années susdites.

Cet état devant comprendre les employés de l'Assemblée législative, du Conseil législatif et de la Bibliothèque.

Sur motion de M. Gosselin, secondé par M. Dechène,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte du Dr M. Fiset pour analyse chimique des viscères de Joseph Robitaille, de Sainte-Catherine, comté de Portneuf.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, instructions et comptes en détail, relativement à l'item, sous la rubrique "Travaux et édifices publics", à la page 158 des comptes publics de 1895, intitulé : "Ed. Lapointe, tuf et pierre cassée re nivellement du terrain, \$690.41".

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Girard (Rouville),

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte d'Eusèbe Senécal et fils, se montant à \$250.00, pour l'impression d'un discours Commissaire de l'agriculture—(Comptes publics de 1894-95, page

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill abolissant la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas et amendant à cet effet les articles 1323 à 1337 du Code civil, inclusivement ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements

Ordonné.—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe et que son titre soit : "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient."

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné.—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation "l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal", et abrogeant les lois qui constituent en corporations "l'Ecole vétérinaire de Montréal" et "l'Ecole vétérinaire française de Montréal"; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent en vertu de la loi 37 Victoria, chapitre 23, article 17.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de

l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'achat de livres à être donnés en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français, sur l'Instruction publique, aux conditions et en la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville, pour la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891, 5e et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 1er paiement sur 7 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, lundi prochain.

M. Carbray informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement " ;

Et Bill intitulé : " Loi modifiant la loi concernant les jurés et les jurys ".

Aussi,—le Conseil législatif, a passé le Bill intitulé : " Loi constituant en corporation " Les Sœurs du Précieux Sang de Sherbrooke ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Pauneton, secondé par M. Cartier,

Ordonné,—Que le Bill du Conseil législatif intitulé : “ Loi constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang de Sherbrooke ”, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois ; et la seconde lecture en est ordonné pour la prochaine séance de la Chambre, lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 2 décembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Beaubien,—la pétition de Joseph Vincent, maire de Ste Perpétue, et autres.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé le bill intitulé : “ Loi validant un acte de vente par Sa Grandeur Mgr Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et Messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.”

Et aussi,—le Conseil législatif a passé le bill intitulé : “ Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques des cités de Montréal et de Québec ”, sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi validant un acte de vente par Sa Grandeur Mgr Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et Messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault ”, lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Union St Pierre de Montréal et de l'Union St Joseph de Montréal, pour l'année 1895. (*Documents de la session No 26*)

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étaient découverts, et il est comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de votre adresse en réponse au discours d'ouverture de la session, et je compte sur votre dévouement et votre sagesse pour promouvoir les intérêts de cette Province.

Hôtel du gouvernement,

Québec, le 30 novembre 1895.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De P. Letendre et autres, demandant des amendements à la loi des licences au sujet des colporteurs ;

De J.-U. Émard et autres, demandant qu'ils soient libérés complètement de la taxe pour expropriation de la rue Ste Catherine ;

Et de C.-A.-Jos. Duranceau et autres, marchands de Laprairie et de St Constant, comté de Laprairie, demandant certains amendements à l'article 870 des Statuts refondus de la province de Québec.

Ordonné, — Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill autorisant les syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations et à émettre dans ce but une nouvelle série d'obligations.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, — Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill constituant en division électorale les Iles de la Madeleine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, — Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 832 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et envoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, — Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les loteries et les bazars.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, — Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 33 et 638 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et envoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 novembre 1895, pour un état détaillé du paiement de la somme de \$317.90 à J.-P. Nantel, pour dépenses de voyages et pour conférences agricoles, mentionné dans le document numéro 41 de la présente session. (*Document de la session No 74.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 novembre 1895, pour un état détaillé des sommes payées par John-A. Nadeau, de New-Richmond, comté de Bonaventure, au département des Terres de la couronne, depuis le 11 décembre dernier à venir au 1er novembre courant.

Aussi,—un état des sommes dues par John-A. Nadeau, de New-Richmond, comté de Bonaventure, au département des Terres de la couronne. (*Document de la session No 72.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 novembre 1895, pour une copie des correspondances et documents se rapportant à la demande de \$2,500 portée au budget supplémentaire du 30 juin 1896. (*Document de la session No 73.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 novembre 1895, pour un état détaillé du paiement de la somme de \$100.00 au Dr J.-E. Tremblay, pour frais de voyages et conférences agricoles, mentionné dans le document numéro 41 de la présente session. (*Document de la session No 71.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 novembre 1895, pour un état indiquant, année par année, ce que le Conseil d'agriculture a coûté à la Province, depuis cinq ans. (*Document de la session No 75.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation *The North Nation Valley Colonization Railway Company* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste Cunégonde, à Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.
Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la *Dominion of Canada Trusts Company* par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé : “ Loi constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang, de Sherbrooke ”, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Dechêne.—1. M. Michel Ouellet, de Ste-Louise, dans le comté de l'Islet, a-t-il été poursuivi pour vente de boisson en contravention à l'acte des licences de Québec, dans une cause, à la cour de circuit de Montmagny, sous le numéro 3823 ?

2. Dans l'affirmative, jugement est-il intervenu ?

3. Le défendeur a-t-il été condamné à la pénalité imposée par la loi ?

4. Dans l'affirmative, a-t-il payé, et quand ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui. 2. et 3. Le défendeur a été, le 11 mai 1894, condamné à une amende de \$150.00 et aux frais de la cause ;

4. Cette pénalité a été payée le 15 septembre 1895.

La cause dont il s'agit ici n'est pas celle qui porte le numéro 3823, mais le numéro 3826. L'action numéro 3823 a été renvoyée. Il y a eu erreur de numéro à ce sujet dans la réponse donnée à l'interpellation de l'honorable député de l'Islet le 26 novembre dernier. Cette erreur se trouvait dans le rapport du percepteur du revenu qui l'a reconnue depuis et en a averti le département.

Sur motion de M. Girard (Lac St-Jean), secondé par M. Petit,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes plaintes, lettres et tous autres documents ayant rapport à la résignation de M. Onésime Fortin, de St Urbain, de Charlevoix, comme juge de paix de sa paroisse.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des dépenses faites dans les causes suivantes, jusqu'au 1er novembre 1895, savoir :

Frais de l'affaire Demers.

Frais de l'affaire Shortis.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état du revenu de chacun des bureaux d'enregistrements de Montréal, Est et Ouest, d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, pour l'année 1894-95.

Ainsi que l'ensemble des frais de chaque bureau, pour l'année 1894-95.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, des rapports et négociations concernant la vente et l'affermage de cette partie des biers des Jésuites appelée : les anes de Sillery.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi des dentistes, étant lu ;

M. Allard, propose secondé par M. Martineau,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu,—Que, demain cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant les honoraires pour permis de chasse et la location, pour les fins de chasse, de certains terrains impropres à la colonisation ;

Résolu,—Que demain cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant la colonisation dans certaines parties de cette Province.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que, vu le budget supplémentaire soumis à cette Chambre pour l'exercice financier 1895-96, et l'urgence du paiement de certains travaux supplémentaires actuellement terminés, à même la somme de \$35,000 votée pour chemins de colonisation (item 4 du dit budget), une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant d'émettre son mandat en faveur du trésorier de cette Province pour la somme de \$20,000, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte ;—et la question étant mise aux voix, elle est adoptée.

Ordonné,—Que cette adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par les membres de cette Chambre faisant partie du Conseil exécutif de cette Province.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Bernatchez propose comme amendement, secondé par M. Stephens,—Que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ cette Chambre est d'opinion que, pour remédier aux maux dont souffre l'agriculture dans cette Province, il est urgent qu'elle s'enquière des moyens les plus sûrs et les plus expéditifs d'ouvrir des débouchés nouveaux et rémunérateurs à nos produits agricoles ”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—18.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lemieux,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve.—31.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et pour l'encouragement de l'agriculture, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et pour l'inspection des syndicats de beurre et de fromage, S. R. Q., Art. 1753a et 1753e, 54 Victoria, chapitre 20, en vertu de l'ordre en conseil No. 75, du 24 janvier 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, l'achat de machines et d'améliorations pour l'école d'industrie laitière de St Hyacinthe, prime à l'exportation de beurre frais et concours de produits laitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec : subvention pour la construction de l'école d'industrie laitière, St Hyacinthe, en vertu d'un contrat ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau provincial d'analyse des industries agricoles et autres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, — Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe, aussi, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, — Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et pour l'encouragement de l'agriculture, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et pour l'inspection des syndicats de beurre et de fromage, S. R. Q., Art. 1753a et 1753e, 54 Victoria, chapitre 20, en vertu de l'ordre en conseil No. 75, du 24 janvier 1891; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, l'achat de machines et d'améliorations pour l'école d'industrie laitière de St Hyacinthe, prime à l'exportation de beurre frais et concours de produits laitiers; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec: subvention pour la construction de l'école d'industrie laitière, St Hyacinthe, en vertu d'un contrat; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau provincial d'analyse des industries agricoles et autres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds", avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé: "Loi constituant en corporation "La Compagnie du chemin de fer central de Leeds", lesquels sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 3 décembre 1895.

M. Marion, du comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés comme devant être faits au Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu Joseph Marion, écr., pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Casgrain, du comité conjoint des deux Chambres chargé d'étudier les rapports faits par la Commission de la refonte du Code de procédure civile présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande qu'un ou des sténographes soient employés pour noter les observations importantes qui pourraient être faites dans la discussion.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada, et y a fait divers amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a, de plus, examiné le Bill ratifiant les actes de vente et d'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis, et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Louis-Félix Robereau-Duplessis, et y a fait un amendement. Votre comité désire attirer l'attention de votre honorable Chambre sur le principe et les dispositions de ce projet de loi, et laisse à la Chambre de les apprécier et de prononcer sur la légalité de cette législation.

Quant au Bill amendant la charte de la cité de Montréal, votre comité a l'honneur de faire rapport que le préambule du bill n'est pas encore prouvé, vu que les raisons données à l'appui de la mesure n'ont pas été jugées suffisantes par la majorité de votre comité.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bourbonnais. —Quelles ont été les dépenses occasionnées par le procès de Napoléon Demers, y compris le coût de l'enquête du coroner, de l'enquête préliminaire, du procès lui-même ; les salaires des employés permanents et autres, le coût de l'assignation des jurés qui n'ont pas servi pendant ce temps, le montant de leur indemnité et les frais de sténographie ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—La réponse à cette interpellation se trouve dans les documents dont la Chambre a ordonné la production le 2 décembre courant.

Par M. Bourbonnais.—Combien a-t-il été payé au Dr Draper, le médecin américain appelé comme expert de la Couronne dans le procès Napoléon Demers ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Même réponse qu'à l'interpellation précédente.

Par M. Bourbonnais.—Quel a été le surplus des dépenses occasionnées par la formation d'un jury mixte en l'affaire Napoléon Demers ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Le gouvernement n'a aucun moyen de constater la différence exacte entre le coût d'un procès où une langue seule est employée et le coût de celui où le jury est mixte.

Par M. Bourbonnais.—Le Procureur général a-t-il donné des instructions à ses substituts au sujet d'un nouveau procès à l'accusé Napoléon Demers ?

Dans l'affirmative, quelles sont ces instructions ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Il serait contraire à l'intérêt public de répondre maintenant à cette question.

Par M. Bourbonnais.—Pourquoi n'a-t-il pas été accordé un jury parlant la langue de la défense, dans l'affaire Napoléon Demers ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Parce que la loi permet seulement à l'accusé de demander à subir son procès devant un jury composé, pour moitié, de personnes versées dans la langue de la défense.

Par M. Bourbonnais.—Le Procureur général a-t-il, en août et septembre derniers, été consulté par ses substituts, à Montréal, au sujet de la formation du jury à être assermenté dans le procès de Napoléon Demers accusé de meurtre ?

Dans l'affirmative, quelle a été sa ou ses réponses ?

Les substituts du Procureur général, ou l'un d'eux, sont-ils ou est-il venu à Québec à ce sujet ?

Dans l'affirmative, quand et lequel des deux ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Il serait contraire à l'intérêt public de répondre maintenant à cette question.

Par M. Bourbonnais.—Le docteur Georges Villeneuve a-t-il occupé la position de médecin expert de la Couronne dans le procès de celle-ci contre le meurtrier Shortis ?

Dans l'affirmative, quel montant a-t-il reçu ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—La réponse à cette interpellation se trouve dans les documents dont la Chambre a ordonné la production le 2 décembre courant.

Par M. Bourbonnais.—Le docteur Georges Villeneuve est-il requis d'être, tous les jours, à l'asile de la Longue-Pointe ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le docteur Villeneuve est requis de faire son devoir et il le fait à la satisfaction du gouvernement.

Par M. Bourbonnais.—Le docteur Georges Villeneuve demeure-t-il à la Longue-Pointe, comme les surintendants qui l'ont précédé ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Toute correspondance adressée au docteur Villeneuve est envoyée à la Longue-Pointe.

Le gouvernement et les intéressés étant, du reste, satisfaits du service du docteur Villeneuve, il n'y a pas lieu de rechercher si son domicile est loin ou près de l'asile.

Par M. Bourbonnais.—Le docteur Georges Villeneuve est-il assistant-médecin surintendant de l'asile Saint-Jean de Dieu ?

Dans l'affirmative, quel salaire reçoit-il ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le docteur Villeneuve est assistant-surintendant, mais en vertu de la loi, il remplit les devoirs de surintendant médical de l'asile de la Longue-Pointe.

Son salaire, tel que fixé par ordre en conseil, est de \$1200.00.

Par M. Bourbonnais.—Le docteur Georges Villeneuve est-il surintendant médical de l'asile Saint-Jean de Dieu, de la Longue-Pointe ?

Dans l'affirmative, quel salaire reçoit-il ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Même réponse qu'à l'interpellation précédente.

Par M. Bourbonnais.—1. Le docteur Georges Villeneuve occupe-t-il la position d'assistant-médecin autopsiste du gouvernement de cette Province ?

2. Dans l'affirmative, quel salaire reçoit-il ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Le docteur Villeneuve est appelé assez souvent par le coroner de Montréal comme médecin autopsiste. 2. Il n'a aucun salaire fixe, mais est payé, pour chaque cas, d'après la loi.

Par M. Bourbonnais.—1. Le gouvernement actuel a-t-il payé au docteur Georges Villeneuve une somme quelconque pour lui permettre l'aller en Europe étudier les maladies mentales ou la médecine légale ?

2. Dans l'affirmative, combien ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Oui. 2. \$250.00.

Par M. Girard (Rouville).—Le gouvernement a-t-il, depuis le 1er janvier 1892, acheté quelques-uns des ouvrages écrits par le R. P. Lacasse ?

Dans l'affirmative, lesquels ?

Quelle somme a été dépensée à cette fin ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement a acheté les ouvrages suivants :

" Le prêtre vengé "	\$ 14.00
" Autour du Drapeau "	16.00
	<hr/>
	\$ 30.00

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 6 novembre 1895, demandant copie de la correspondance et des ordres en conseil relatifs aux destitutions de William Clapperton et Jérémie Pitre, comme agents des terres de la Couronne, dans le comté de Bonaventure, et aussi de celle de J. Gilker, comme gardien de la prison de New-Carlisle. (*Document de la session No 76*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 novembre 1895, pour une copie de la correspondance échangée entre la Société bienveillante des ouvriers de bord, la Chambre de commerce de Québec et le gouvernement, au sujet des règlements de la dite société. (*Document de la session No 77.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Casgrain propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. Tellier propose, secondé par M. Parizeau, — Qu'en ce qui concerne le Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côme-Louis-Adolphe Morisset comme notaire, après examen, la règle 57e de cette Chambre soit suspendue, et que la Chambre se forme en comité général sur le dit

bill ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>England,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Turgeon.—43.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—18.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>King,</i>	<i>Pelletier,</i>	
<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, —Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, —Que le bill passe.

Ordonné, —Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancourt ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, —Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste Cunégonde, à Montréal, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la charte de la *Royal Trust and Fidelity Company*; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la *Dominion of Canada Trusts Company* par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite Compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la charte de la Compagnie dite *Montreal Safe Deposit Company*; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer cential de Leeds, " lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui,—Que le Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à demain pour être examiné en comité général.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi des élections contestées de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à demain pour être examiné en comité général.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 4 décembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Spencer,—la pétition de *The Ladies Committee and the Committee of Management of the Women's Hospital*, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De Joseph Vincent, maire de Ste Perpétue, et autres, demandant des amendements à la loi des licences, concernant les colporteurs.

M. Carbray, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille ;

Bill amendant la loi concernant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis ;

Et Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Ste Emilie de l'Energie.

M. Marion, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport à votre honorable Chambre sans y avoir inséré d'amendement, savoir :

Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi constituant en corporation " Les Sœurs du Précieux Sang, de Sherbrooke ".

Et Bill modifiant la charte du village de Senneville.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook," avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook, lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné,—Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi constituant en corporation la Société de bienfaisance des journaliers de navires, de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Pinault.—Y a-t-il des municipalités de comté qui doivent au gouvernement des arrérages pour la taxe de la construction du palais de justice de Québec ?

2. Quelles sont ces municipalités ?

3. Quel est le montant dû par chacune d'elles ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—La réponse à cette interpellation se trouve dans un document qui a été mis devant cette Chambre, jeudi, le 28 novembre dernier. (Voir Procès-verbaux, page 173.)

Par M. Pinault.—1. Le gouvernement a-t-il été informé, ou, a-t-il appris que, dans le cours de l'été dernier, au delà de trois cents familles se sont établies dans la vallée de la Métapédia ?

2. A-t-il reçu des demandes d'argent pour aider à l'ouverture de chemins de colonisation dans cette région ?

3. Dans le cas affirmatif, est-ce l'intention du gouvernement d'accéder aux demandes qui lui ont été faites ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Il est à la connaissance du gouvernement qu'un grand nombre de colons se sont établis dans la vallée de la Métapédia, surtout depuis la construction de deux ponts faits, l'été dernier, à Causapscal et à St Alexis de Métapédia.

2. Oui. 3. Le gouvernement a déjà fait cette année, dans cette région, des travaux de colonisation pour plusieurs milliers de piastres, et c'est son intention de consacrer à l'avenir à l'ouverture des voies de communication dans cette vallée une part des deniers de colonisation en proportion de ses ressources et des besoins de cette partie de la Province.

Par M. Stephens.—Est-ce l'intention du gouvernement de procéder, par action judiciaire, au recouvrement de la somme rapportée par la Commission royale, comme ayant été dépensée illégalement *in re* le chemin de fer de Sorel ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Le gouvernement s'occupera de cette affaire dès que les procès qu'il a déjà devant les tribunaux auront été jugés.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste des compagnies de chemins de fer sujettes à la taxe sur les subventions aux chemins de fer, en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 88, articles 11, 12, 13 et 14, indiquant :

1. Le montant de la taxe que chaque compagnie est tenue de payer annuellement ;
2. Les compagnies qui ont payé jusqu'au 30 juin 1895 ;
3. Les compagnies arriérées au 30 juin 1895 et le montant de ces arrérages.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les documents se rapportant à l'internement de Duncan Kinsella, en octobre 1889, à l'asile St Jean de Dieu.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre le Procureur général et ses substituts, à Montréal, au sujet de la formation d'un jury mixte, dans l'affaire de Napoléon Demers, accusé de meurtre, et au sujet d'un nouveau procès.

Ces documents, *re* Napoléon Demers, ne devant être produits qu'après procès.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné,—Que l'honorable M. Hall soit ajouté aux membres du comité spécial permanent des divers Bills privés.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les exemptions de taxes ;

M. Bisson propose, secondé par M. Ste Marie,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et inscrit pour être examiné en comité général de la Chambre, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions, concernant la colonisation dans certaines parties de cette Province, étant lu ;

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que la compagnie dite *The Canada Iron Furnace Company*, corporation constituée par lettres patentes du gouvernement de la Puissance du Canada, ayant son bureau principal dans la ville de Montréal et ses usines à Radnor, dans le district des Trois Rivières, sera reconnue comme société de colonisation dans le sens de la section dixième du chapitre septième du titre quatrième des Statuts refondus (Articles 1725 et suivants).

2. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Commissaire des Terres de la couronne, avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur demande de terres faite au nom de la dite compagnie pour les colons qu'elle désire établir de temps à autre, d'assigner à la dite compagnie, conformément à l'article 1734 des Statuts refondus, un canton ou une partie de canton pour ses opérations.

3. *Résolu*,—Que, dans aucun cas, un canton ou une partie de canton ne pourra être ainsi réservé pour plus de dix ans.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Normand fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que la compagnie dite *The Canada Iron Furnace Company*, corporation constituée par lettres patentes du gouvernement de la Puissance du Canada, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal et ses usines à Radnor, dans le district des Trois-Rivières, sera reconnue comme société de colonisation dans le sens de la section dixième du chapitre septième du titre quatrième des Statuts refondus (Articles 1725 et suivants).

2. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Commissaire des Terres de la couronne, avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur demande de terres

faite au nom de la dite compagnie pour les colons qu'elle désire établir de temps à autre, d'assigner à la dite compagnie, conformément à l'article 1734 des Statuts refondus, un canton ou une partie de canton pour ses opérations.

3. *Résolu*,—Que, dans aucun cas, un canton ou une partie de canton ne pourra être ainsi réservé pour plus de dix ans.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant la colonisation dans certaines parties de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill autorisant les syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations et à émettre dans ce but une nouvelle série d'obligations ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 5 décembre 1895.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Poirier,—la pétition du Conseil municipal de la paroisse de St Vital de Lambton, comté de Beauce.

Par M. Beauchamp,—la pétition du Conseil municipal de la paroisse de St Benoît, comté des Deux-Montagnes,—la pétition du Conseil municipal du village incorporé de Ste Rose, comté de Laval,—et la pétition du Conseil municipal de la paroisse de Ste Monique, comté des Deux-Montagnes.

Par M. Descarries,—la pétition de George Barrington et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Tétreau,—la pétition de la Corporation de la cité de Hull et autres, de la dite cité, et de la municipalité de la paroisse de Ste Angélique, comté d'Ottawa.

M. Allard, du comité spécial chargé d'examiner le Bill détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Marion, du comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés comme devant être faits au Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a décidé que les bills soumis à ce comité soient référés au Secrétariat provincial, pour qu'un bill d'ensemble soit rédigé avec soin et révisé par le Greffier en loi pour être soumis régulièrement à la Législature.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Gosselin ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les assurances mutuelles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : “ Loi constituant en corporation *The Samaritan Hospital for Women* ” ;

Bill intitulé : “ Loi modifiant la charte de la *Royal Paper Mills Company* ” ;

Bill intitulé : “ Loi validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres ”.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : “ Loi constituant en corporation *The Samaritan Hospital for Women* ”, et les dits amendements, étant lus la première et la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : “ Loi modifiant la charte de la *Royal Paper Mills Company* ”, et les dits amendements, étant lus la première et la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, - Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : “ Loi validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres ”, et les dits amendements, étant lus la première et la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Baker.—M. le major R.-G. Bourget, de St Joseph de Lévis, a-t-il été employé à la Chambre, cette session-ci, comme copiste ou dans quelques-uns des départements ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier —Non, M. Bourget n'est pas employé.

Sur motion de M. Morin, secondé par M. Parent,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute requête et correspondance se rapportant à l'annulation de la commission de Joseph Gariépy, registrateur de la seconde division d'enregistrement du comté de Charlevoix.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés, concernant un appel à la décision de Roch Simard, sur le mérite respectif des propriétés de MM. Adolphe Ouimet et Hormidas Hotte.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Tellier,

Ordonné,—Que le Bill amendant la charte de la cité de Montréal soit inscrit sur le feuillet des ordres du jour pour comité général.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 4 décembre 1895, pour une copie de tous les documents se rapportant à l'internement de Duncan Kinsella, en octobre 1889, à l'asile St Jean de Dieu. (*Document de la session No 78.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 29 novembre 1895, pour un état détaillé de l'item " Menues dépenses de bureaux, \$623.00 ", par le département des Travaux publics, tel que mentionné à la page 97 des comptes publics de 1895. (*Document de la session No 79.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 29 novembre 1895, pour une copie du jugement rendu le ou vers le 3 mars 1894, dans une cause, à la cour de circuit de Montmagny, numéro 3826, où Etouard Murdock-McKenzie était demandeur et Michel Ouellet défendeur. (*Document de la session No 80.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 2 décembre 1895, pour un état du revenu de chacun des bureaux d'enregistrements de Montréal, Est et Ouest, d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, pour l'année 1894-95.

Ainsi que l'ensemble des frais de chaque bureau, pour l'année 1894-95. (*Document de la session No 81.*)

Et aussi,—le rapport de M. Saint-Cyr, conservateur du museum de l'Instruction publique pour l'année 1894-1895. (*Document de la session No 82.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la *Ramsay Paint Company* " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant la Ferme Modèle de Compton " ;

Bill intitulé : " Loi divisant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités distinctes " ;

Bill intitulé : " Loi déclarant Louis-Georges Lecomte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec " ;

Bill intitulé : " Loi amendant le Code du notariat " ;

Et Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The James Shearer Company* ".

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que le titre soit : " Acte constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance de la province de Québec ".

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill ratifiant les actes de vente et d'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Louis-Félix Robereau-Duplessis ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang de Sherbrooke " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le dit bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la charte du village de Senneville ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Baker fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendements.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme, de nouveau, en comité général pour examiner le Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 6 décembre 1895.

M. Stephens, du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill amendant la charte de la cité de Montréal ;

Bill constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières ;

Et Bill amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 2024 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 824 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois et est renvoyé au comité spécial chargé de prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Pinault.—1. M. Augustin Laperrière, ci-devant maire du Lac Témiscamingue, a-t-il reçu, au printemps de 1889, une certaine somme d'argent pour achat de grain de semence ?

2. Dans le cas affirmatif, quel montant a-t-il reçu ?

3. Cette somme a-t-elle été toute employée à acheter du grain de semence ?

4. M. Laperrière a-t-il remboursé toute ou partie de cette somme ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. et 2. Le 28 février 1889, M. Augustin Laperrière a reçu de l'Assistant-commissaire du département de l'agriculture et de la colonisation, le révérend A. Lablanc, une lettre de crédit au montant de \$110 00, pour achat de grain de semence amélioré, laquelle lettre de crédit aurait été escomptée à la banque d'Hochelaga et aurait réalisé environ \$106.00.

3. Cette somme a été employée à acheter du grain de semence qui n'a pu être distribué qu'en partie, la fonte des neiges survenue à bonne heure ayant empêché de rendre ce grain à destination.

4. M. Laperrière n'a pas encore rendu compte de la somme représentant la quantité de grain non distribué, s'élevant à \$85.00.

Par M. Lemieux.—1. Quelques compagnies de chemins de fer ont-elles été exemptées, par le gouvernement, du paiement de la taxe décrétée par la section 11, chapitre 89, de la 54 Victoria ?

2. Remise de cette taxe a-t-elle été faite à quelques compagnies ?

3. Quelles sont ces compagnies ?

4. Quelles sont les compagnies qui n'ont pas payé cette taxe ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Non. 2. et 3. Non. 4. La réponse à cette question sera donnée dans la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 décembre 1895, relatif au pourcentage sur les subsides aux compagnies de chemins de fer.

Par M. Lussier.—Quels sont les noms de ceux qui ont payé des amendes pour infraction à la loi des licences, dans le district de Richelieu, depuis janvier 1890 ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—La réponse à cette interpellation serait trop longue. Les renseignements demandés sont prêts et ils seront donnés en réponse à un ordre de la Chambre.

Par M. Bernatchez.—1. Le bureau de colonisation de Montréal dont parle l'agent de colonisation, L.-E. Carufel, dans son rapport publié dans celui du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, pour 1894-95, aux pages 299, 300 et 301, est-il le bureau de la société générale de colonisation de la province de Québec, à Montréal ?

2. Dans le cas affirmatif, M. Carufel reçoit-il un traitement de cette société, en outre de celui de \$1,000.00 qu'il reçoit du gouvernement, comme agent de colonisation ?

3. Cette société concourt-elle en quelque manière dans les dépenses de bureau, de voyages, etc., de M. Carufel ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. M. Carufel qui tient l'agence du département de la colonisation à Montréal, est en même temps secrétaire de la société de colonisation de Montréal et en cette dernière qualité il a son bureau au même endroit. 2. Non. 3. Le département paie les dépenses de bureau de M. Carufel et ses frais de voyages encourus comme agent de colonisation. Le départe-

ment n'a pas payé de loyer pour le bureau, à venir jusqu'à mai dernier, ni pour le chauffage, à venir jusqu'à cette année; il n'a pas, non plus, fourni l'ameublement. Il paie maintenant \$10.00 par mois de loyer.

Par M. Bernatchez.—1. Quelles sont les fonctions de M. Henri Trudel dont le nom apparaît aux pages 290 et 295 du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, pour 1894-95, comme ayant retiré un salaire de \$83.33 par mois, jusqu'au 30 juin dernier, à même la balance du montant voté pour les sociétés de colonisation?

2. Sur les fonds de souscription de quelle société de colonisation ont été appliquées les différentes sommes ainsi payées à M. Trudel, pour salaire?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. M. Henri Trudel était un employé du département, comme commis, au bureau de M. Carufel. Il n'est plus à l'emploi du gouvernement.

2. Son salaire n'a été appliqué sur les fonds de souscription d'aucune société.

Par M. Bernatchez.—1. Le Rév. M. Jos. Marquis, agent de colonisation à Québec, remplit-il les mêmes fonctions vis-à-vis la société de colonisation de Québec et vis-à-vis le gouvernement, que M. L.-E. Carufel vis-à-vis la société de colonisation de Montréal et vis-à-vis le gouvernement?

2. Les dépenses de voyages, de bureau, etc., sont-elles payées à M. Marquis par le gouvernement, en sus de son salaire?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. M. l'abbé Marquis a été nommé agent de colonisation pour le département, à Québec. Nous sommes informés que ce monsieur est également agent de la société de colonisation de Québec.

M. Carufel a succédé à M. Didace Tassé, comme agent de colonisation à Montréal. Il est secrétaire de la société de colonisation de Montréal.

2. Non. Il a été entendu avec M. l'abbé Marquis qu'il se chargerait lui-même de ses dépenses, vu que son bureau n'a pas autant d'importance que celui de Montréal, à cause de la présence à Québec des officiers et des bureaux de colonisation du département.

Par M. Bernatchez.—M. Ferd. Audet remplit-il les mêmes fonctions dans le bureau de colonisation de Québec que M. Henri Trudel dans le bureau de la société de colonisation à Montréal?

Quel salaire M. Audet reçoit-il du gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. M. Ferdinand Audet remplit les fonctions de commis; il a, surtout, charge du bureau durant les longues absences de M. Marquis.

2. Il est payé sur le pied de \$400.00 par année. Il est aussi l'employé du syndicat des cultivateurs de la province de Québec, à Québec.

Sur motion de M. Lussier, secondé par M. Dechêne,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. Le coût des procès criminels, dans le district de Richelieu, depuis le dernier terme de

la Cour du Banc de la Reine, instruits devant le magistrat M. Charles Dorion, de Sorel.

2. Les honoraires payés aux avocats représentant le Procureur général.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. Les honoraires payés à M. le magistrat Désilets, des Trois-Rivières, pour ses services dans des causes du district de Richelieu, depuis sa nomination.

2. Le nombre de causes jugées par lui dans le district de Richelieu.

3. Le montant d'argent pour ses dépenses de voyages à Sorel, pour y siéger comme magistrat.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme, de nouveau, en comité général pour examiner le Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bil intitulé : " L'i amendant la loi relative à la succession de François-Xavier Beaudry ;

Bill intitulé : " Loi autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault " ;

Bill intitulé : " Loi concernant la succession de feu George Childs " ;

Et Bill intitulé : " Loi autorisant l'aliénation des terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu".

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 novembre 1895, pour une copie de la correspondance échangée avec les inspecteurs des établissements industriels et copie des instructions données à ces inspecteurs relativement à l'inspection des dits établissements, depuis janvier 1894 jusqu'au 20 novembre 1895. (*Document de la session No 83.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1895, pour une copie de la correspondance, des instructions et des comptes en détail, relativement à l'item, sous la rubrique " Travaux et édifices publics ", à la page 158 des comptes publics de 1895, intitulé : " Ed. Lapointe, tuf et pierre cassée re nivellement du terrain, \$690.11 ". (*Document de la session No 84*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 novembre 1895, pour une copie des états et des comptes rendus de l'opération des cercles agricoles de St Joseph de Soulanges, St Ignace de Coteau du Lac, St Zotique, St Téléphore, St Polycarpe et St Clet, dans le comté de Soulanges, pour l'année 1894. (*Document de la session No 85.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 9 décembre 1895.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Cholette,—la pétition du conseil municipal du village de Vaudreuil ;

Par M. Stephens,—la pétition de la Chambre de commerce de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du conseil municipal de la paroisse de St Vital de Lambton, comté de Beauce, et autres,—de la municipalité de la paroisse de St Benoît, comté des Deux-Montagnes, et autres,—de la corporation du village de Ste Rose, et autres,—de la municipalité de la paroisse de Ste Monique et de la paroisse de Ste Angélique, et autres, demandant, respectivement, que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder devant les tribunaux dans les affaires non contentieuses ;

Et de George Barrington et autres, de Montréal, demandant que la cité de Montréal soit autorisée à procéder à l'élargissement de la rue St Antoine, entre les rues Craig et Mountain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Ste Emilie de l'Energie ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendements

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Bernatchez.—1. Quelle est la commission demandée par M. W. Sicotte, avocat, de Montréal, sur les diverses réclamations ou poursuites qui lui ont été confiées par le gouvernement ?

2. Quelle commission a été convenue ou promise ?

3. Quelle commission doit-il recevoir sur les réclamations, les poursuites prises contre les cités de Montréal, de Sainte-Cunégonde et de Saint-Henri ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Aucune. 2. Aucune. 3. Aucune.

Par M. Bernatchez.—MM. Turcotte, Dumais, Duval et Martineau ont-ils été employés à la classification des dossiers dans la branche-Est des ventes département des Terres de la couronne, dans le courant du printemps dernier ?

Dans l'affirmative, quel montant ont-ils reçu chacun pour cet ouvrage ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui. 2. M. J.-M. Turcotte, \$277.20 ; M. A. Dumais, \$228.00 ; M. B. Duval, 336.00 ; M. J.-O. Martineau, \$255.00.

Ce travail de classification a été ordonné sur la recommandation expresse de l'ancien surintendant de la branche des ventes, s. e., M. L. Rivard, alléguant, entre autres raisons, dans son rapport, qu'il serait matériellement impossible d'entreprendre cette besogne dans les heures ordinaires de bureau.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Stephens,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, certificats, rapports et documents quelconques relatifs à la réclamation de M. Alphonse Dumais, employé permanent du département des Terres de la couronne, pour confection du *land roll* ou terrier, en double, et du livre des ventes avec index, du territoire compris dans l'agence de la division centrale du Lac St Jean.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Duplessis,

Ordonné,—Que le paragraphe 5 de la 57^e règle des règles, ordres et formes de procédure de l'Assemblée législative de Québec, soit abrogé.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 2024 des Statuts refondus de la province de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à demain pour être examiné en comité général.

M. Simpson propose, secondé par M. Normand,—Qu'il lui soit permis de présenter un Bill abrogeant la loi concernant les loteries et bazars,—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill constituant en division électorale les Iles de la Madeleine.

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations, étant lu :

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à demain pour être examiné en comité général.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi de l'Instruction publique, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à demain pour être considéré en comité de toute la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif à l'Hôpital protestant pour les aliénés, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à demain pour être considéré en comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé le Bill intitulé : " Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine ", sans amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 10 décembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

M. Simpson, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill modifiant la loi relative à la cité de St Henri, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill pour détacher du comté d'Arthabaska et l'annexer au comté de Nicolet une partie des 4ème et 5ème rangs du canton de Bulstrode, pour toutes fins; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill relatif à l'Hôpital protestant pour les aliénés; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé, le bill intitulé : " Loi autorisant les syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations, et à émettre, dans ce but, une nouvelle série d'obligations ", sans amendement.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les honoraires pour permis de chasse, et la location pour les fins de chasse de certains terrains impropres à la colonisation, étant lu,

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'à même les terres publiques éloignées des établissements de colons il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur la recommandation du Commissaire des Terres de la couronne, d'ériger des territoires de chasse dont aucun ne devra excéder quatre cents milles carrés, pourvu que ces terres ne soient pas encore subdivisées en lots ou soient impropres à la culture.

2. *Résolu*,—Que le Commissaire des Terres de la couronne pourra louer, soit à l'encan, soit de gré à gré, tout tel territoire de chasse à une ou à plusieurs personnes, pour une période n'excédant pas dix années, au prix annuel de pas moins d'une piastre par mille carré, payable d'avance, sous peine de forfaiture du bail.

3. *Résolu*,—Que le Commissaire des Terres de la couronne pourra insérer dans tout tel bail les clauses et stipulations jugées nécessaires dans l'intérêt public.

4. *Résolu*,—Que nul, qui n'est pas domicilié dans la province de Québec, ne pourra y chasser, s'il n'est porteur d'un des permis suivants, savoir :

1. Permis général, autorisant la chasse de tous les oiseaux et animaux dont la chasse est réglementée par les dispositions de la " Loi de la chasse de Québec ", moins ceux énumérés dans l'article 1401 des Statuts refondus ;

2. Permis relatif aux animaux à fourrures et aux animaux à poil, autorisant la chasse des animaux dont la chasse est réglementée par les articles 1396 et 1399 des Statuts refondus ;

3. Permis relatif aux oiseaux sauvages, autorisant la chasse des oiseaux dont la chasse est réglementée par les articles 1400 et 1401 des Statuts refondus ;

4. Permis relatif aux mêmes oiseaux sauvages autorisant la chasse dans et sur les îles, baies, dunes ou battures du Golfe St Laurent.

5. *Résolu*,—Que tout permis sera accordé par le Commissaire des Terres de la couronne, sur paiement d'honoraires, conformément au tarif suivant :

(a) Permis de première classe.....	\$ 30 00
(b) Permis de seconde classe.....	25 00
(c) Permis de troisième classe.....	20 00
(d) Permis de quatrième classe.....	10 00

6. *Résolu*,—Que l'honoraire sera toutefois réduit de moitié si le permis est accordé à un membre d'un club de chasse et de pêche qui est constitué en corporation en vertu des lois de la Province.

7. *Résolu*,—Que, dans des cas exceptionnels, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur la recommandation du Commissaire des Terres de la couronne, de réduire le coût des permis ou d'accorder des permis gratuits.

8. *Résolu*,—Que mention doit être faite, dans tout permis de chasse, de la région pour laquelle il est accordé.

9. *Résolu*,—Que tout permis de chasse sera personnel ; devra, pour valoir, être endossé de la signature de celui auquel il a été accordé ; sera valable durant la saison de chasse pour laquelle il est émis et conférera au porteur le droit de chasser les animaux et oiseaux auxquels il se rapporte en la manière permise par la Loi de la chasse de Québec.

10. *Résolu*,—Que le porteur d'un permis devra l'exhiber, sur demande, en temps raisonnable, à un garde-chasse ou à une personne ayant *ex officio* cette qualité, sous peine de forfaiture du permis et sans préjudice des autres pénalités édictées par l'article 1410 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi à être basée sur les présentes résolutions.

11. *Résolu*,—Que les personnes non domiciliées dans la province de Québec devront payer, pour les permis les autorisant à prendre des œufs, des oiseaux ou des animaux dont la chasse est réglementée par les dispositions de la loi de la chasse de Québec, pour des fins scientifiques ou de reproduction, durant le temps de prohibition, un honoraire, qui ne sera pas moindre que cinq piastres ni plus élevé que vingt-cinq piastres, fixé par le commissaire suivant le nombre et l'importance des objets pour lesquels ces personnes demandent ces permis.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Beauchamp fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Beauchamp fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'à même les terres publiques éloignées des établissements de colons, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur la recommandation du Commissaire des Terres de la couronne, d'ériger des territoires de chasse dont aucun ne devra excéder quatre cents milles carrés, pourvu que ces terres ne soient pas encore subdivisées en lots ou soient impropres à la culture.

2. *Résolu*,—Que le Commissaire des Terres de la couronne pourra louer, soit à l'encan, soit de gré en gré, tout tel territoire de chasse à une ou à plusieurs personnes, pour une période n'excédant pas dix années, au prix annuel de pas moins d'une piastre par mille carré, payable d'avance, sous peine de forfaiture du bail.

3. *Résolu*,—Que le Commissaire des Terres de la couronne pourra insérer dans tout tel bail les clauses et stipulations jugées nécessaires dans l'intérêt public.

4. *Résolu*,—Que nul, qui n'est pas domicilié dans la province de Québec, ne pourra y chasser, s'il n'est porteur d'un des permis suivants, savoir :

1. Permis général, autorisant la chasse de tous les oiseaux et animaux dont la chasse est réglementée par les dispositions de la " Loi de la chasse de Québec ", moins ceux énumérés dans l'article 1401 des Statuts refondus ;

2. Permis relatif aux animaux à fourrures et aux animaux à poil, autorisant la chasse des animaux dont la chasse est réglementée par les articles 1396 et 1399 des Statuts refondus ;

3. Permis relatif aux oiseaux sauvages, autorisant la chasse des oiseaux dont la chasse est réglementée par les articles 1400 et 1401 des Statuts refondus ;

4. Permis relatif aux mêmes oiseaux sauvages, autorisant la chasse dans et sur les îles, baies, dunes ou battures du Golfe St Laurent.

5. *Résolu*,—Que tout permis sera accordé par le Commissaire des Terres de la couronne, sur paiement d'honoraires, conformément au tarif suivant :

(a) Permis de première classe.....	\$ 30 00
(b) Permis de seconde classe.....	25 00
(c) Permis de troisième classe.....	20 00
(d) Permis de quatrième classe.....	10 00

6. *Résolu*,—Que l'honoraire sera toutefois réduit de moitié si le permis est accordé à un membre d'un club de chasse et de pêche qui est constitué en corporation en vertu des lois de la Province.

7. *Résolu*,—Que, dans des cas exceptionnels, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur la recommandation du Commissaire des Terres de la couronne, de réduire le coût des permis ou d'accorder des permis gratuits.

8. *Résolu*,—Que mention doit être faite, dans tout permis de chasse de la région pour laquelle il est accordé.

9. *Résolu*,—Que tout permis de chasse sera personnel ; devra, pour valoir, être endossé de la signature de celui auquel il a été accordé ; sera valable durant la saison de chasse pour laquelle il est émis et confèrera au porteur le droit de chasser les animaux et oiseaux auxquels il se rapporte en la manière permise par la Loi de la chasse de Québec.

10. *Résolu*,—Que le porteur d'un permis devra l'exhiber, sur demande, en temps raisonnable, à un garde-chasse ou à une personne ayant, *ex officio*, cette qualité, sous peine de foraire du permis et sans préjudice des autres pénalités édictées par l'article 1410 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi à être basée sur les présentes résolutions.

11. *Résolu*,—Que les personnes non domiciliées dans la province de Québec devront payer, pour les permis les autorisant à prendre des œufs, des oiseaux ou des animaux dont la chasse est réglementée par les dispositions de la loi de la chasse de Québec, pour des fins scientifiques ou de reproduction, durant le temps de prohibition, un honoraire, qui ne sera pas moindre que cinq piastres ni plus élevé que vingt-cinq piastres, fixé par le Commissaire, suivant le nombre et l'importance des objets pour lesquels ces personnes demandent des permis.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill amendant la loi de la chasse de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations; et, après avoir ainsi siégé jusqu'à six heures, le comité suspend ses délibérations.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 novembre 1895, pour un état démontrant les montants dus en capital et intérêt au gouvernement, sur le prix des ventes et locations par lui faites depuis la Confédération, de coupes de bois et de limites à bois, avec la date de ces ventes et locations, les noms des débiteurs et la description abrégée des terrains et coupes de bois en question. (*Document de la session No 86.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 novembre 1895, pour une copie du compte du Dr M. Fiset pour analyse chimique des viscères de Joseph Robitaille, de Sainte-Catherine, comté de Portneuf. (*Document de la session No 87.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1895, pour une copie du jugement rendu le ou vers le 3 mars 1894, dans une cause, à la cour de circuit de Montmagny, numéro 3826, où Edouard Murdock-McKenzie était demandeur et Michel Onellet défendeur. (*Document de la session No 80.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre se forme, de nouveau, en comité pour continuer l'examen du Bill concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Caron propose comme amendement, secondé par M. Pinault,—Que tous les mots après “ maintenant ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ envoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à l'article 3372*b*, paragraphe A, les mots : “ s'il est impossible soit par assainissement, drainage ou autrement, de rendre le dit cimetière acceptable ”.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>		—10.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>	<i>Villeneuve.—33.</i>
<i>Duplessis,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale, étant mise aux voix ; elle est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou Herd-Book canadien, dépenses des bureaux nommés dans ce but, impressions de bulletins, etc., traitement des vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association pour l'aviculture, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Women's Protective Immigration Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Women's Protective Immigration Society*, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Duplessis informe, aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou Herd-Book canadien, dépenses des bureaux nommés dans ce but, impressions de bulletins, etc., traitement des vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association pour l'aviculture, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Women's Protective Immigration Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Women's Protective Immigration Society*, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois ;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bernatchez.—Quels sont les services supplémentaires pour lesquels M. J.-F. Savary a reçu un salaire additionnel sur le pied de \$100.00 par année, depuis le 15 mars dernier, date de la suspension des services de M. H.-A. Turgeon, ainsi qu'il appert aux pages 290 et 293 du dernier rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation ?

M. Savary a-t-il continué à toucher ce salaire additionnel depuis le 30 juin dernier ?

Dans la négative, pourquoi ?

Quand le touchera-t-il ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Après la suspension de M. Turgeon, M. Savary a rempli les fonctions de premier commis à la branche de la colonisation, et il a reçu pour cela un salaire additionnel, proportionné au surcroît de travail et de responsabilité que ces fonctions lui ont imposé.

2. 3. et 4. Non. La question de rémunération de M. Savary est actuellement à l'étude.

Par M. Bernatchez.—Quelles sont les fonctions que remplit M. Georges Barrette dont le nom est mentionné aux pages 288, 290 et 296 du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation comme ayant reçu \$101.79 pour voyages et \$102.00 pour deux mois de salaire ?

Ce monsieur a-t-il reçu d'autres sommes d'argent à même l'item "chemins de colonisation", celui de "visites et explorations" ou autres, depuis le 30 juin dernier, pour salaire ou dépenses de voyages ?

Dans l'affirmative, quelles sont ces sommes et pourquoi lui ont-elles été payées, dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. M. Georges Barrette est employé comme contre-maitre dans la construction des ponts.

2. M. Barrette a reçu depuis le 30 juin dernier, pour salaire du 1er juillet au 31 octobre, à \$2.00 par jour de travail, les sommes suivantes :

Pont de St Félicien.....	\$ 18 00
Pont sur la rivière Causapscal.....	56 00
Pont de Saint Alexis, Matapédia.....	138 00
	\$212 00
Frais de voyages de Saint-Raymond à Québec et à Causapscal et de Causapscal à Cedar Hull, Meal Stream, etc., et retour en rapport avec les travaux du pont Causapscal et retour.	15 40
Frais de voyages de Saint-Raymond et Québec à Causapscal et Matapédia, Campbelltown, Amqui, Meal Stream et Saint-Alexis, en rapport avec la construction du pont de Saint-Alexis et retour.....	19 78
15 novembre.—Avance sur frais de voyage, transport de matériaux, etc., pour travaux de minage près du pont de la Grande-Décharge, et travaux d'extension d'un des piliers du dit pont. Compte à rendre.....	50 00
M. Barrette est employé par le département depuis plusieurs années.	

Par M. Bernatchez.—1. M. J.-A. Camirand, dont le nom est mentionné à la page 296 du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, est-il un employé permanent dans le département ?

2. Dans la négative, en quelle qualité a-t-il été employé durant les voyages pour lesquels une somme de \$63.45 lui a été payée ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Non. 2. M. Camirand est allé visiter certains chemins de colonisation afin de voir s'il serait possible de s'y servir avantageusement d'une machine, pour travailler dans les chemins, en usage dans certains endroits des cantons de l'Est. M. Camirand possède une de ces machines, et en connaît le fonctionnement.

Par M. Bourbonnais.—Le Procureur général a-t-il reçu des plaintes de la part de certain membre de jury relativement à des remarques faites par l'honorable juge Würtele, à Montréal, lors du procès de O. Cartier ?

Quelle était la nature de ces plaintes ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Oui. M. Albert Blanchard a, le 2 décembre 1895, adressé une lettre au Procureur général à ce sujet.

2. Dans cette lettre, il allègue qu'après l'enregistrement de leur verdict d'acquiescement dans ce procès, l'honorable juge président le tribunal leur aurait dit qu'après un verdict comme celui-là, ils pouvaient s'en aller chez eux.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke " ;

Bill intitulé : " Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, Montréal " ;

Et Bill intitulé : " Loi amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, Montréal ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 11 décembre 1895.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Tétreau,—la pétition du conseil municipal de la paroisse de St André-Avellin,—et la pétition du conseil de ville de la ville de Buckingham.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du conseil municipal du village de Vaudreuil, demandant que les notaires soient maintenus dans tous les droits qui leur sont acquis, de procéder devant les tribunaux dans les affaires non contentieuses ;

Et de la Chambre de commerce de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant la ville de Saint-Louis en corporation, et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Beauchamp, du comité spécial permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après l'étude qu'il a faite de la question de la culture du lin, est d'opinion que cette culture, d'après le système belge, pour le rouissage et le teillage de la fibre, devrait être introduit parmi les cultivateurs de la Province.

Votre comité est aussi d'opinion de laisser au gouvernement l'initiative de tout encouragement qu'il jugera possible d'accorder.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement, savoir :

Bill modifiant le Code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique ;

Et Bill validant certaines ventes judiciaires.

Votre comité a aussi examiné le Bill modifiant la loi concernant les corporations de ville, et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a, de plus examiné le Bill amendant le Code de procédure civile de la province de Québec, et le renvoie à votre honorable Chambre, à la demande du promoteur, sans exprimer d'opinion.

Votre comité a aussi examiné le Bill modifiant, de nouveau, le Code de procédure civile, au sujet de certaines causes non appelables, et après discussion, votre comité a rejeté ce bill.

Ordonné,—Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

— — —

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bernatchez.—M. Tourigny, l'ancien député de Nicolet ; M. Alfred Gauvreau, de Québec ; MM. Eugène Guernon ou Grenon, Jos. Waluess, Antoine Alain, tous trois de St Raymond ; M. Dumais, de la Baie des Pères, ont-ils été employés par le département de l'agriculture et de la colonisation avant ou après le 30 juin dernier, et depuis que MM. Turgeon et Bureau ont été suspendus de leurs fonctions, dans ce même département ?

Dans l'affirmative, à quels titres ou en quelles qualités ont-ils été employés ?

Quelles sommes d'argent ont-ils reçues pour salaires et pour dépenses, chacun, et dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—M. Tourigny —Exploration et localisation d'un chemin projeté entre le 9ème rang de la paroisse de Ste Sophie de Lévrard et un endroit appelé "Moose Park", dans le canton Blandford. Exploration, continuation du chemin entre les cantons Maddington et Blandford, comté de Nicolet, avec rapports et plans. Salaire et frais de voyage..... \$146 50

Inspection des chemins dits " du gouvernement ", " Magnan " et " Rowan ", et le chemin Beauregard, ce dernier sur les lots Nos 22 et 23 du 6ème rang de Chertsey, comté de Montcalm, avec rapports et plans, \$81.15. Payé à compte.....	50 00
M. A. Gauvreau.—Exploration du chemin projeté dans la seigneurie Mont-Murray, depuis le Grand-Fonds, jusqu'au lac Plongeon, 2 août 1895, comté de Charlevoix, avec rapport et plan, Salaire, frais de voyage et aide.....	100 43
Comme contre-maitre ou conducteur des travaux du pont sur la rivière Chaudière, à Saint-Ludger de Risborough. Salaire du 6 août au 14 novembre à \$2.00 par jour, et frais de voyage pour lui, Walness et deux autres charpentiers.....	267 57
Eugène Grenon.—Comme conducteur des travaux de construction du pont sur la rivière Keepewa. Salaire du 10 juin au 2 décembre courant à \$1.50 par jour de travail.....	225 00
Frais de voyage pour revenir.....	14 75
[Frais d'aller payés par Barrette]	
Walness.—Du 25 mars au 1er mai comme conducteur des travaux pour la préparation du bois pour le pont de Saint-Ludger de Risborough, à \$1.50 par jour.....	49 50
Frais de voyage, transport de matériaux.....	44 85
M. Walness a été employé, comme charpentier, sous M. Gauvreau, à la construction du pont susdit, à partir du 6 août au 11 novembre, à \$1.50 par jour de travail.....	124 50
Frais de voyage à Saint-Ludger payés par le conducteur. Le département emploie M. Walness depuis plusieurs années.	
Antoine Alain.—Comme conducteur des travaux du pont sur la rivière Macaza du 25 mars au 15 avril, à \$1.50 par jour de travail.....	30 75
Frais de voyage de Saint-Raymond et retour, transport d'effets.....	36 68
M. Alain a aussi été employé comme charpentier sous Georges Barrette au pont de Causapscal du 4 juillet au 13 août à \$1.50 par jour de travail.....	51 00
Et au pont de Saint-Alexis de Matapédia du 13 août au 1er novembre, au même prix.....	100 51
Frais de voyage à Causapscal et à Saint-Alexis payés par le conducteur.	
M. Alain est, lui aussi, à l'emploi du gouvernement depuis un certain nombre d'années.	
Paul T.-C. Dumais.—Du 13 juin au 15 juillet, tracé du chemin du Long-Sault, depuis la rivière Keepewa jusqu'au ruisseau Lafricain avec plan et rapport ; salaire \$4.00 par jour	96 00
Frais de voyages et de pension pour lui et ses aides.....	157 35
Du 27 juillet, 28 jours pour préparer des spécifications, demander des soumissions, engager des hommes, à Hull, acheter des provisions et installer les conducteurs ; salaire \$4.00 par jour.....	112 00
Dépenses de voyages.....	56 45

Par M. Bernatchez.—M. Joseph Martineau a-t-il été employé à la confection d'un livre de ventes pour Témiscouata ?

Dans l'affirmative, quel montant a-t-il reçu pour cet ouvrage ?

Son compte a-t-il été approuvé avant paiement, et dans l'affirmative, par qui ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui. 2. Il a reçu \$539.45. 3. L'estimation du prix a été faite par M. A. Dumais, officier de la branche des ventes, section Est.

Par M. Dechène.—1. M. Dydime Simard, percepteur du revenu pour le district du Saguenay, comté de Charlevoix, a-t-il, depuis le 1er janvier 1892, pris une action pour contravention à l'acte des licences de Québec, contre un nommé Odilon Dechène ?

2. Jugement est-il intervenu, et, dans l'affirmative, en faveur de qui ?

3. Le jugement contient-il une recommandation à l'exécutif de payer les frais du défendeur ?

4. Dans l'affirmative, ces frais ont-ils été payés ou doivent-ils l'être ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. et 2. Trois actions ont été intentées contre J.-U.-O. Dechène, de la Baie St-Paul, depuis le 1er janvier 1892 : dans la première, le demandeur a été débouté de son action ; dans la deuxième, jugement a été rendu contre le défendeur ; dans la troisième, le demandeur a été débouté de l'action.

3. Le jugement dans cette troisième cause contient la recommandation du paiement, par la Couronne, des frais de la défense. 4. Non.

Par M. Dechène.—1. Certaines actions ont-elles été prises, depuis le 1er janvier 1892, par le percepteur du revenu du district de Kamouraska (Fraserville), contre un nommé Ouellet et deux autres personnes, en recouvrement d'une somme de \$2.00 avancée, pour frais de voyage, dans une cause du revenu ?

2. Dans l'affirmative, combien d'actions ont été prises ?

3. Quels sont les noms des défendeurs ?

4. Quel était le procureur du demandeur ?

5. Quel a été le jugement dans chacune des causes ?

6. Le percepteur du revenu a-t-il été condamné aux frais ?

7. Quel est le montant total de frais encourus, tant pour la demande que pour la défense ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. 2. et 3. Oui ; une action a été prise contre chacune des personnes suivantes : Mlle Virginie Ouellet, Joseph Soucy, Théophile Dionne et Alphonse Bélanger. 4. S.-C. Rioux, avocat du revenu. 5. Le demandeur a été débouté de ses actions. 6. Non. 7. Les frais de la poursuite se sont élevés à \$41.40 et ceux de la défense à \$36.10.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, — Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Une copie ou un extrait des règlements révisés du département des Terres de la couronne, mentionnant le plus petit diamètre des arbres qui peuvent être abattus sur les Terres de la couronne pour en faire de la pulpe.

2. Une copie de toute correspondance, plainte ou lettre qui pourrait démontrer que du bois à pulpe de dimension moindre que celle permise aurait été coupé à la connaissance du département.

3. Copie de toutes plaintes ou rapports adressés au département, à quelqu'un de ses employés, ou autres personnes, alléguant que le règlement relatif à la dimension des arbres coupés pour la pulpe n'aurait pas été rigoureusement observé.

4. Un état des droits actuellement perçus par la couronne pour chaque corde de 128 pieds cubes de bois à pulpe, indiquant la différence dans le montant des droits perçus pour le bois réduit en pulpe, au Canada, et pour le bois exporté à son état naturel qui doit être transformé en pulpe, à l'étranger.

L'honorable M. Hall propose, secondé par M. Cartier,

Que les comptes publics, les rapports des départements, les livres bleus, ainsi que les autres documents ou papiers publiés pour chaque année fiscale ou civile, devraient être, à l'avenir, publiés et distribués aussitôt que possible après leur préparation et sans attendre la réunion de la Législature, et qu'aucun délai inutile ne devrait être apporté à leur publication.

Que le Trésorier devrait faire publier dans la *Gazette Officielle de Québec*, le ou avant le premier septembre, un état sommaire et classifié des dépenses et du revenu de la Province pour l'année fiscale alors expirée, l'état de ces dépenses pour les différents services ou département du service public telles que réparties ordinairement dans les compses publics, l'état du revenu devant faire connaître entre autres : les recettes provenant du Dominion, des terres de la couronne, de l'administration de la justice, de la loi des licence de Québec, de la taxe sur les successions, de la taxe sur les transports, et de toute autre somme considérable, séparément.

Aussi, un état de la dette publique, ainsi que des emprunts temporaires et dépôts, à la même date,—et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. Savaria, secondé par M. Cholette,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Lussier,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant :

1. Les montants perçus par Edouard Murdock-McKenzie, percepteur du revenu provincial, dans le district de Montmagny, pour licences pour vente de liqueurs enivrantes depuis le 1er janvier 1892, avec la date de la perception de chaque montant et la date de la licence pour laquelle ils ont été payés.

2. Les montants perçus, depuis la même date, par M. McKenzie pour amendes et pénalités pour contravention à la loi des licences de Québec, avec la date du jugement dans chaque cause, celle de la perception de chaque montant, et l'indication de la cause du retard de cette perception.

3. Les sommes provenant des deux sources ci-dessus remises au gouvernement, depuis le 1er janvier 1892, et la date de chacune de telles remises au trésor de la Province.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Magnan,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill constituant en corporation "l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal", et abrogeant les lois qui constituent en corporation "l'Ecole vétérinaire de Montréal" et "l'Ecole vétérinaire française de Montréal", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que, depuis l'origine de la Confédération Canadienne, jusqu'au 30 juin 1874, les comptes publics de cette Province se sont soldés par des surplus annuels, pour la plupart, très considérables, et qu'à cette dernière date cette Province était, non seulement sans dette, mais qu'au moyen de ces surplus successifs, elle avait accumulé une épargne d'un million cinquante-un mille piastres ;

Qu'à cette dernière époque, le gouvernement de cette Province inaugura une nouvelle ère financière par l'encouragement, au moyen des subsides, de la construction de nombreux réseaux de chemins de fer et par l'entreprise de divers autres travaux publics considérables et dispendieux ;

Que cette politique, jugée nécessaire pour le développement des ressources de cette Province, a été continuée, depuis, par les différents gouvernements qui se sont succédé ;

Que, pendant cette période, la Législature, dans le but d'encourager des améliorations et des entreprises locales de tous genres, a voté avec largesse des octrois nombreux ;

Que la même largesse a présidé à l'administration du service public dans toutes ses branches ;

Qu'il a résulté de cette politique des déficits annuels et l'accumulation d'une dette publique dont le service des intérêts absorbe déjà la plus forte partie des revenus ordinaires de cette Province et empêche le rétablissement de notre condition financière sur des bases solides ;

Que, sans vouloir critiquer les motifs qui ont inspiré nos hommes publics dans la poursuite de cette politique, cette Chambre constate que le moment est venu d'en interrompre le cours, dans l'intérêt de notre autonomie provinciale et du maintien de nos institutions locales ;

Que, pour cet objet, il est urgent de mettre une fin immédiate à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui ne sont pas absolument essentielles à notre progrès ; d'adopter, sans plus de retard, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de rigoureuse économie, et d'examiner si les rouages compliqués et dispendieux de notre organisation provinciale ne peuvent utilement se modifier de manière à en simplifier le fonctionnement et à en diminuer la dépense, sans porter atteinte à la position de notre Province dans la Confédération canadienne ;

Qu'une réforme de cette importance ne peut s'opérer efficacement sans le concours des deux partis politiques qui se partagent l'opinion dans cette Législature ;

Qu'à cette fin, un comité de onze membres de cette Chambre soit nommé avec instruction d'étudier avec calme et patriotisme la situation du pays et rechercher, sans esprit de parti, les remèdes à apporter à la situation actuelle et les réformes à opérer, de manière à assurer la permanence de notre équilibre financier, sans recourir aux impôts ;

Que ce comité ait le pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, et qu'il reçoive instructions de faire rapport à cette Chambre de temps à autre.

M. Chicoyne propose, comme amendement, secondé par M. Cartier,—Que tous les mots après le mot " Que ", au commencement du troisième paragraphe de la motion, soient rayés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" après les dépenses occasionnées par cette politique de progrès, l'administration Ross avait réussi à équilibrer le budget de la Province et avait mis fin à l'ère des déficits.

En 1887, l'administration Mercier s'écarta de la ligne de conduite tracée par ses prédécesseurs, fit des dépenses très considérables et hors de proportion avec les revenus de la Province, et, en augmentant les dépenses dans toutes les branches du service public, réussit bientôt à détruire l'équilibre dans le budget.

Que, dans le mois de décembre 1891, il se trouva que la dette fondée avait été augmentée depuis 1886 de plus de sept millions de piastres, que la dette flottante s'élevait à plus de huit millions de piastres, et que le déficit annuel excédait \$1,700,000.00.

Que, dans le mois de décembre 1891, l'administration de Boucherville adopta comme programme celui de mettre fin à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui n'étaient pas essentielles au progrès de la Province, et inaugura, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de vigoureuse économie.

Que la Chambre constate avec plaisir que l'administration actuelle a été fidèle à ce programme, qu'elle a notablement réduit la dette publique, et les engagements contractés par l'administration Mercier, qu'elle a économisé pour au delà de \$700,000.00 par année dans les différentes branches du service public, qu'elle a élevé le revenu et qu'elle a ramené pratiquement l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

La Chambre a confiance que l'administration poursuivra sa politique de restauration, et elle promet de l'aider loyalement dans l'accomplissement de cette tâche patriotique."

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec ", et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, Montréal ", et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession *ab intestat* de feu Duncan Finlayson " ;

Bill intitulé : " Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côme-Louis-Adolphe Morisset comme notaire, après examen " ;

Et Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la *Royal Trust and Fidelity Company*.

Et aussi,—le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste Cunégonde de Montréal " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The North Nation Valley Colonization Railway Company* ;

Et Bill intitulé : " Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste Cunégonde de Montréal ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The North Nation Valley Colonization Railway Company* ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la cité de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, durant le cours de la séance, aujourd'hui.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question,—Que, depuis l'origine de la Confédération Canadienne, jusqu'au 30 juin 1874, les comptes publics de cette Province se sont soldés par des surplus annuels, pour la plupart très considérables, et qu'à cette dernière date cette Province était, non seulement sans dette, mais qu'au moyen de ces surplus successifs, elle avait accumulé une épargne d'un million cinquante-un mille piastres ;

Qu'à cette dernière époque, le gouvernement de cette Province inaugura une nouvelle ère financière par l'encouragement, au moyens des subsides, de la construction de nombreux réseaux de chemins de fer et par l'entreprise de divers autres travaux publics considérables et dispendieux ;

Que cette politique, jugée nécessaire pour le développement des ressources de cette Province, a été continuée, depuis, par les différents gouvernements qui se sont succédé ;

Que, pendant cette période, la Législature, dans le but d'encourager des améliorations et des entreprises locales de tous genres, a voté avec largesse des octrois nombreux ;

Que la même largesse a présidé à l'administration du service public dans toutes ses branches ;

Qu'il a résulté de cette politique des déficits annuels et l'accumulation d'une dette publique dont le service des intérêts absorbe déjà la plus forte partie des revenus ordinaires de cette Province et empêche le rétablissement de notre condition financière sur des bases solides ;

Que, sans vouloir critiquer les motifs qui ont inspiré nos hommes publics dans la poursuite de cette politique, cette Chambre constate que le moment est

venu d'en interrompre le cours dans l'intérêt de notre autonomie provinciale et du maintien de nos institutions locales ;

Que, pour cet objet, il est urgent de mettre une fin immédiate à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui ne sont pas absolument essentielles à notre progrès ; d'adopter, sans plus de retard, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de rigoureuse économie, et d'examiner si les rouages compliqués et dispendieux de notre organisation provinciale ne peuvent utilement se modifier de manière à en simplifier le fonctionnement et à en diminuer la dépense, sans porter atteinte à la position de notre Province dans la Confédération Canadienne ;

Qu'une réforme de cette importance ne peut s'opérer efficacement sans le concours des deux partis politiques qui se partagent l'opinion dans cette Législature ;

Qu'à cette fin, un comité de onze membres de cette Chambre soit nommé avec instruction d'étudier avec calme et patriotisme la situation du pays et rechercher, sans esprit de parti, les remèdes à apporter à la situation actuelle et les réformes à opérer, de manière à assurer la permanence de notre équilibre financier, sans recourir aux impôts ;

Que ce comité ait le pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, et qu'il reçoive instruction de faire rapport à cette Chambre de temps à autre.

Et lequel amendement comporte que tous les mots après le mot " Que ", au commencement du troisième paragraphe de la motion, soient rayés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" après les dépenses occasionnées par cette politique de progrès, l'administration Ross avait réussi à équilibrer le budget de la Province et avait mis fin à l'ère des déficits.

En 1887, l'administration Mercier s'écarta de la ligne de conduite tracée par ses prédécesseurs, fit des dépenses très considérables et hors de proportion avec les revenus de la Province, et, en augmentant les dépenses dans toutes les branches du service public, réussit bientôt à détruire l'équilibre dans le budget.

Que, dans le mois de décembre 1891, il se trouva que la dette fondée avait été augmentée depuis 1886 de plus de sept millions de piastres, que la dette flottante s'élevait à plus de huit millions de piastres, et que le déficit annuel excédait \$1,700,000.00.

Que, dans le mois de décembre 1891, l'administration de Boucherville adopta comme programme celui de mettre fin à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui n'étaient pas essentielles au progrès de la Province, et inaugura, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de vigoureuse économie.

Que la Chambre constate avec plaisir que l'administration actuelle a été fidèle à ce programme, qu'elle a notablement réduit la dette publique, et les engagements contractés par l'administration Mercier, qu'elle a économisé pour au delà de \$700,000.00 par année dans les différentes branches du service public, qu'elle a élevé le revenu et qu'elle a ramené pratiquement l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

La Chambre a confiance que l'administration poursuivra sa politique de restauration, et elle promet de l'aider loyalement dans l'accomplissement de cette tâche patriotique."

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. Carbray, secondé par M. Maion,

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

La Chambre se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh ;

M. Turgeon propose, secondé par M. Caron,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Bernatchez propose comme amendement à la motion, secondé par M. Stephens,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois, à dater d'aujourd'hui " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Morin,</i>	<i>Villeneuve.—11.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Eaebien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Turgeon.—28.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour demain.

L'ordre du jour pour que la seconde lecture du Bill amendant l'article 671 du Code de procédure civile, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les rapports faits par la commission chargée de la refonte du Code de procédure civile.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill abrogeant la loi constituant en corporation la Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec ;

Le bill est en conséquence lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill abrogeant la loi concernant les loteries et les bazars ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les assurances mutuelles, étant lu ;

M. Gosselin propose, secondé par M. Girard (Rouville),—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi relative à la cité de St Henri ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Panneton propose, secondé par M. McDonald,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la loi concernant la Ferme modèle de Compton soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que cette Ferme modèle est une école d'instruction publique ;—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 12 décembre 1895.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Cholette,—la pétition du Conseil municipal de la paroisse de Vaudreuil.

Par l'honorable M. Morris,—la pétition de Mark Sing et autres, chinois résidents de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, demandant l'abrogation de la loi retranchant certains subsides aux chemins de fer.

M. Chicoyne, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill modifiant la charte de la ville de Westmount, et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative au service civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur l'amendement proposé hier à la question,—Que, depuis l'origine de la Confédération Canadienne, jusqu'au 30 juin 1874, les comptes publics de cette Province se sont soldés par des surplus annuels, pour la plupart très considérables, et qu'à cette dernière date cette Province était, non seulement sans dette, mais qu'au moyen de ces surplus successifs, elle avait accumulé une épargne d'un million cinquante-un mille piastres ;

Qu'à cette dernière époque, le gouvernement de cette Province inaugura une nouvelle ère financière par l'encouragement, au moyens des subsides, de la construction de nombreux réseaux de chemins de fer et par l'entreprise de divers autres travaux publics considérables et dispendieux ;

Que cette politique, jugée nécessaire pour le développement des ressources de cette Province, a été continuée, depuis, par les différents gouvernements qui se sont succédé ;

Que, pendant cette période, la Législature, dans le but d'encourager des améliorations et des entreprises locales de tous genres, a voté avec largesse des octrois nombreux ;

Que la même largesse a présidé à l'administration du service public dans toutes ses branches ;

Qu'il a résulté de cette politique des déficits annuels et l'accumulation d'une dette publique dont le service des intérêts absorbe déjà la plus forte partie des revenus ordinaires de cette Province et empêche le rétablissement de notre condition financière sur des bases solides ;

Que, sans vouloir critiquer les motifs qui ont inspiré nos hommes publics dans la poursuite de cette politique, cette Chambre constate que le moment est venu d'en interrompre le cours dans l'intérêt de notre autonomie provinciale et du maintien de nos institutions locales ;

Que, pour cet objet, il est urgent de mettre une fin immédiate à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui ne sont pas absolument essentielles à notre progrès ; d'adopter, sans plus de retard, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de rigoureuse économie, et d'examiner si les rouages compliqués et dispendieux de notre organisation provinciale ne peuvent utilement se modifier de manière à en simplifier le fonctionnement et à en diminuer la dépense, sans porter atteinte à la position de notre Province dans la Confédération Canadienne ;

Qu'une réforme de cette importance ne peut s'opérer efficacement sans le concours des deux partis politiques qui se partagent l'opinion dans cette Législature ;

Qu'à cette fin, un comité de onze membres de cette Chambre soit nommé avec instruction d'étudier avec calme et patriotisme la situation du pays et rechercher,

sans esprit de parti, les remèdes à apporter à la situation actuelle et les réformes à opérer, de manière à assurer la permanence de notre équilibre financier, sans recourir aux impôts ;

Que ce comité ait le pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, et qu'il reçoive instruction de faire rapport à cette Chambre de temps à autre.

Et lequel amendement comporte que tous les mots après le mot " Que ", au commencement du troisième paragraphe de la motion, soient rayés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" après les dépenses occasionnées par cette politique de progrès, l'administration Ross avait réussi à équilibrer le budget de la Province et avait mis fin à l'ère des déficits.

En 1887, l'administration Mercier s'écarta de la ligne de conduite tracée par ses prédécesseurs, fit des dépenses très considérables et hors de proportion avec les revenus de la Province, et, en augmentant les dépenses dans toutes les branches du service public, réussit bientôt à détruire l'équilibre dans le budget.

Que, dans le mois de décembre 1891, il se trouva que la dette fondée avait été augmentée depuis 1886 de plus de sept millions de piastres, que la dette flottante s'élevait à plus de huit millions de piastres, et que le déficit annuel excédait \$1,700,000.00.

Que, dans le mois de décembre 1891, l'administration de Boucherville adopta comme programme celui de mettre fin à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui n'étaient pas essentielles au progrès de la Province, et inaugura, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de vigoureuse économie.

Que la Chambre constate avec plaisir que l'administration actuelle a été fidèle à ce programme, qu'elle a notablement réduit la dette publique, et les engagements contractés par l'administration Mercier, qu'elle a économisé pour au delà de \$700,000.00 par année dans les différentes branches du service public, qu'elle a élevé le revenu et qu'elle a ramené pratiquement l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

La Chambre a confiance que l'administration poursuivra sa politique de restauration, et elle promet de l'aider loyalement dans l'accomplissement de cette tâche patriotique."

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend le dit débat ajourné ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The North Nation Valley Colonisation Railway Company*", et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant la ville de St Louis en corporation ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Girouard propose, secondé par M. Morin,—Que le paragraphe 3 de la 58e règle de cette Chambre, soit suspendu en autant qu'il pourrait s'appliquer au Bill constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville, vu que les pétitionnaires, demandant ce bill, se sont décidés à demander cette législation trop tard pour pouvoir remettre la copie de leur bill entre les mains du Greffier de cette Chambre, 8 jours avant la session ; et la question étant mise aux voix ;—elle est résolue affirmativement.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, hier à la question, —Que, depuis l'origine de la Confédération Canadienne, jusqu'au 30 juin 1874, les comptes publics de cette Province se sont soldés par des surplus annuels, pour la plupart, très considérables, et qu'à cette dernière date cette Province était, non seulement sans dette, mais qu'au moyen de ces surplus successifs, elle avait accumulé une épargne d'un million cinquante-un mille piastres ;

Qu'à cette dernière époque, le gouvernement de cette Province inaugura une nouvelle ère financière par l'encouragement, au moyen des subsides, de la construction de nombreux réseaux de chemins de fer et par l'entreprise de divers autres travaux publics considérables et dispendieux ;

Que cette politique, jugée nécessaire pour le développement des ressources de cette Province, a été continuée, depuis, par les différents gouvernements qui se sont succédé ;

Que, pendant cette période, la Législature, dans le but d'encourager des améliorations et des entreprises locales de tous genres, a voté avec largesse des octrois nombreux ;

Que la même largesse a présidé à l'administration du service public dans toutes ses branches ;

Qu'il a résulté de cette politique des déficits annuels et l'accumulation d'une dette publique dont le service des intérêts absorbe déjà la plus forte partie des

revenus ordinaires de cette Province et empêche le rétablissement de notre condition financière sur des bases solides ;

Que, sans vouloir critiquer les motifs qui ont inspiré nos hommes publics dans la poursuite de cette politique, cette Chambre constate que le moment est venu d'en interrompre le cours, dans l'intérêt de notre autonomie provinciale et du maintien de nos institutions locales ;

Que, pour cet objet, il est urgent de mettre une fin immédiate à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui ne sont pas absolument essentielles à notre progrès ; d'adopter, sans plus de retard, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de rigoureuse économie, et d'examiner si les rouages compliqués et dispendieux de notre organisation provinciale ne peuvent utilement se modifier de manière à en simplifier le fonctionnement et à en diminuer la dépense, sans porter atteinte à la position de notre Province dans la Confédération canadienne ;

Qu'une réforme de cette importance ne peut s'opérer efficacement sans le concours des deux partis politiques qui se partagent l'opinion dans cette Législature ;

Qu'à cette fin, un comité de onze membres de cette Chambre soit nommé avec instruction d'étudier avec calme et patriotisme la situation du pays et rechercher, sans esprit de parti, les remèdes à apporter à la situation actuelle et les réformes à opérer, de manière à assurer la permanence de notre équilibre financier, sans recourir aux impôts ;

Que ce comité ait le pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, et qu'il reçoive instructions de faire rapport à cette Chambre de temps à autre.

Et lequel amendement comporte,—Que tous les mots après le mot " Que ", au commencement du troisième paragraphe de la motion, soient rayés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" après les dépenses occasionnées par cette politique de progrès, l'administration Ross avait réussi à équilibrer le budget de la Province et avait mis fin à l'ère des déficits.

En 1887, l'administration Mercier s'écarta de la ligne de conduite tracée par ses prédécesseurs, fit des dépenses très considérables et hors de proportion avec les revenus de la Province, et, en augmentant les dépenses dans toutes les branches du service public, réussit bientôt à détruire l'équilibre dans le budget.

Que, dans le mois de décembre 1891, il se trouva que la dette fondée avait été augmentée depuis 1886 de plus de sept millions de piastres, que la dette flottante s'élevait à plus de huit millions de piastres, et que le déficit annuel excédait \$1,700,000.00.

Que, dans le mois de décembre 1891, l'administration de Boucherville a adopté comme programme celui de mettre fin à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui n'étaient pas essentielles au progrès de la Province, et inaugura, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de vigoureuse économie.

Que la Chambre constate avec plaisir que l'administration actuelle a été fidèle à ce programme, qu'elle a notablement réduit la dette publique, et les engagements contractés par l'administration Mercier, qu'elle a économisé pour au delà

de \$700,000.00 par année dans les différentes branches du service public, qu'elle a élevé le revenu et qu'elle a ramené pratiquement l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

La Chambre a confiance que l'administration poursuivra sa politique de restauration, et elle promet de l'aider loyalement dans l'accomplissement de cette tâche patriotique."

Et le débat se continuant :

M. Pinault propose, secondé par M. Lussier,—Que la Chambre s'ajourne maintenant ;

Et un débat s'en suivant ;

Cette motion est retirée du consentement de la Chambre.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 12 décembre 1895.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>King,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Dyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Villeneuve.—40.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tétreau.—21.</i>
<i>Gillies,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix :

Que, depuis l'origine de la Confédération Canadienne, jusqu'au 30 juin 1874, les comptes publics de cette Province se sont soldés par des surplus annuels, pour la plupart très considérables, et qu'à cette dernière date cette Province était, non seulement, sans dette, mais qu'au moyen de ces surplus successifs, elle avait accumulé une épargne d'un million cinquante-un mille piastres ;

Qu'à cette dernière époque, le gouvernement de cette Province inaugura une nouvelle ère financière par l'encouragement, au moyen des subsides, de la construction de nombreux réseaux de chemins de fer et par l'entreprise de divers autres travaux publics considérables et dispendieux ;

Que, après les dépenses occasionnées par cette politique de progrès, l'administration Ross avait réussi à équilibrer le budget de la Province et avait mis fin à l'ère des déficits.

En 1887, l'administration Mercier s'écarta de la ligne de conduite tracée par ses prédécesseurs, fit des dépenses très considérables et hors de proportion avec les revenus de la Province, et, en augmentant les dépenses dans toutes les branches du service public, réussit bientôt à détruire l'équilibre dans le budget.

Que, dans le mois de décembre 1891, il se trouva que la dette fondée avait été augmentée depuis 1886 de plus de sept millions de piastres, que la dette flottante s'élevait à plus de huit millions de piastres, et que le déficit annuel excédait \$1,700,000.00

Que, dans le mois de décembre 1891, l'administration de Boucherville adopta comme programme celui de mettre fin à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui n'étaient pas essentielles au progrès de la Province, et inaugura, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de vigoureuse économie.

Que la Chambre constate avec plaisir que l'administration actuelle a été fidèle à ce programme, qu'elle a notablement réduit la dette publique, et les engagements contractés par l'administration Mercier, qu'elle a économisé pour au delà de \$700,000.00 par année dans les différentes branches du service public, qu'elle a élevé le revenu et qu'elle a ramené pratiquement l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

La Chambre a confié que l'administration poursuivra sa politique de restauration, et elle promet de l'aider loyalement dans l'accomplissement de cette tâche patriotique ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente.

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui.

Vendredi, 13 décembre 1895.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre l'état des affaires de la Société Saint Jean Baptiste de bienfaisance d'Aylmer, pour l'année 1895. (*Document de la session No 26.*)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du conseil de ville de la ville de Buckingham,—et du conseil municipal de St-André Avellin, demandant, respectivement, que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder devant les tribunaux dans les affaires non contentieuses ;

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville, et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, vendredi, elle s'ajourne à samedi, le 14 du courant, à 11 heures du matin, et qu'il y ait deux séances distinctes ce jour-là, l'une de 11 heures A. M., à 1 heure P. M., et l'autre de 3 heures à 6 heures P. M.

— — —

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bernatchez.—M. L.-A. Vallée, dont le nom est mentionné à la page 288 du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation comme ayant retiré de ce département la somme de \$139.99, est-il le même M. Vallée qui est employé au département des Travaux publics ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Oui.

Par M. Bernatchez.—Combien de colons intéressés ont signé la requête demandant l'ouverture du chemin faisant le tour du lac " Petit Nominingue ", et l'ouverture du chemin de front du 6^e rang de Kiamika, sur le côté ouest de la rivière Kiamika, depuis le chemin Chapleau jusqu'au lac aux Ecorces, lesquels chemins sont mentionnés à la page 266 du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation ?

Qui a fait les explorations et les tracés de ces chemins ?

Quel a été le coût de ces explorations ?

Quels sont les tracés que doivent suivre ces chemins, en les indiquant par les numéros des rangs et des lots sur ou près desquels ces chemins doivent être faits ou continués ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. M. Joseph d'Haleuyn au nom des colons du Sud du Petit-Nomingue, chemin de front, 6e rang Kiamika, 51 colons.

2. Il n'y a pas eu d'explorations particulières pour le tracé de ces chemins,

3. D'après un plan fourni par M. d'Haleuyn, le chemin au sud du Petit-Nomingue suit le cordon des deuxième et troisième rangs du canton Loranger depuis le lot No 27 en descendant jusqu'au No 16, puis traverse le troisième rang sur les lots 16 et 17 et les lots Nos 13 et 14 du 4e rang.

Le chemin du 6e rang du canton Kiamika longe la rivière aussi près que possible en ligne droite, à partir du No 18 jusqu'à la limite du canton (52 lots). Ce chemin est actuellement ouvert entre les lots Nos 13 et 46.

Par M. Bernatchez.—Combien de colons M. Carufel, ou autres agents de colonisation, ont-ils fait rapport avoir envoyés au Lac St-Jean, dans les cantons Dufferin, Normandin, Albanel, Pelletier, Dolbeau, Taillon, De l'Isle et Taché, et se sont établis dans ces cantons ?

Combien de lots ont été concédés dans ces mêmes cantons, d'après les rapports du département des Terres et de ses agents, depuis le 1er janvier 1894, jusqu'à cette date ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Le rapport de M. Carufel, publié aux pages 299 et 300 du rapport du département, indique le nombre de colons dirigés sur la région du Lac St-Jean à venir jusqu'au 30 juin dernier. Depuis ce mois, les chiffres de M. Carufel sont comme suit : juillet, 37 colons, août, 25, septembre, 14, octobre, 10 et novembre, 18. M. l'abbé Marquis mentionne spécialement une vingtaine de colons qu'il a dirigés au Lac St-Jean.

Tous deux indiquent la région sans mentionner le canton.

Par M. Morin.—1. Le dépôt requis par la loi a-t-il été fait dans les trois actions prises par le percepteur du revenu de la Province, pour le district de Saguenay (comté de Charlevoix), et mentionnés dans les Procès-verbaux de cette Chambre, du 11 décembre courant ?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement d'appliquer au paiement des frais du défendeur ce dépôt dans les causes où il a réussi ?

3. Quel est le montant des frais de la demande dans les deux causes qui ont été renvoyées ?

4. Ces frais ont-ils été payés, et à qui ?

5. Quel est le nom du déposant dans les dites causes ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. La loi ne requiert pas ce dépôt, mais permet au percepteur de l'exiger dans les circonstances spécifiées à l'article 1028 des Statuts refondus. Aucun dépôt n'a été fait dans les causes des 25 mai 1892 et 8 mars 1893. Dans la troisième cause, celle du 10 juillet 1894, numéro 1030, il a été fait un dépôt de \$50.00.

2. Ce dépôt a été appliqué au paiement, pour autant, des frais de la couronne, tel que l'entend le statut.

3. \$36.04 dans la première poursuite et \$153.59 dans la seconde.
4. Ces frais ont été payés à qui de droit, c'est-à-dire aux officiers de justice, aux témoins et au procureur de la couronne, en conformité des dispositions de la loi.
5. Il n'est pas d'usage et il serait contre l'intérêt public de donner le nom du déposant.

Par M. Lussier.—Le gouvernement est-il informé que certains établissements agricoles, subventionnés par la Province, font concurrence aux cultivateurs, dans les concours agricoles, aux expositions et ailleurs ?

Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il d'introduire une loi protégeant les cultivateurs contre cette concurrence ruineuse ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Il n'y a aucune correspondance officielle à ce sujet dans le département de l'agriculture et de la colonisation.

Par M. Dechène.—Une poursuite a-t-elle été intentée, depuis le 1er janvier 1892, par le percepteur du revenu du district de Kamouraska—Fraserville—contre un nommé O. Morency pour contraventions à la loi des licences ?

Dans l'affirmative, quand ?

Jugement est-il intervenu sur cette poursuite ou bien a-t-elle été suspendue ? Et si elle a été suspendue ou rég'ée, à la demande de qui cela a-t-il été fait ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—D'après le rapport du percepteur du revenu pour le district de Témiscouata, une poursuite a été intentée par lui contre le nommé O. Morency en septembre dernier. Sur l'avis de l'avocat du revenu, le percepteur a retiré cette poursuite après avoir appris que ce n'était pas Morency lui-même, mais sa femme qui était propriétaire de la maison, le mari ne possédant rien. Sur le retrait de la poursuite, Madame Morency s'est munie d'une licence d'hôtel.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant les sommes payées, depuis le 30 juin dernier, pour réparations et embellissements de Spencer-Wood jusqu'à date.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Turgeon,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance et des instructions se rapportant aux argents de colonisation dépensés dans le comté de Champlain, depuis 1890.

Aussi, un état indiquant les chemins et routes qui y ont été ouverts, le montant dépensé dans chaque chemin, le nom des conducteurs de travaux et les rôles de paie.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des instructions, documents, rapports et rôles de paie à propos des travaux faits au pont de Narcisse-Pierre Massicotte, de Ste Geneviève, comté de Champlain.

Aussi, un état constatant le montant dépensé sur ce pont, depuis 1890 à ce jour, année par année.

Et aussi, le rapport de l'inspecteur chargé d'examiner les dits travaux.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par M. Greig,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les documents, correspondance, plans et résolutions présentés par la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, depuis le 1er juillet 1892, ainsi que toute la correspondance et les documents, etc., échangés, depuis la même date, entre cette compagnie de chemin de fer, ou qui que ce soit, en son nom, et le gouvernement ou ses membres, au sujet de la subvention pour 23 milles de chemin, entre Carmel et Arthabaska, ou au sujet de la caducité ou du maintien de cette subvention.

Sur motion de M. Petit, secondé par M. Girard (Lac St-Jean),

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport du Dr J.-E. Tremblay sur les conférences qu'il a données sur la Côte Nord, depuis Tadoussac à la Pointe-aux-Esquimaux, en compagnie de M. J.-P. Nantel.

Sur motion de M. Baker, secondé par M. Simpson,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes et de toute la correspondance, au sujet de l'aide ou du subside demandé par la *Canada Iron Company*.

Sur motion de M. Martineau, secondé par M. Rioux,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que le titre soit : " Loi détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisé du canton d'Armagh ".

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill rendant valides certains avis et annonces publiés dans le *Daily Record*, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les exemptions de taxes ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre—la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 14 novembre 1895, pour un état de toutes les subventions aux chemins de fer devenues caduques depuis le 30 juin 1892 jusqu'au premier novembre 1895, contenant :

Le nom du chemin de fer, la date à laquelle la subvention est devenue caduque, le montant de la subvention en argent devenue caduque ;

Le montant de la subvention en terres ou terres commuées ;

Faisant connaître le montant total épargné à la Province par le fait de la caducité de ces subventions, ainsi que toutes les subventions en argent ou subventions en terres, converties en subventions monétaires, payées depuis le 1er mai 1892, avec, en sus, toutes les subventions en argent ou toutes subventions en terres converties en argent restant dues et payables à cette date. (*Document de la session No 62.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 novembre 1895, demandant copie des ordres en conseil et de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette Province et toutes personnes en rapport avec la prime accordée pour l'exportation du beurre, de cette Province, sur le marché d'Angleterre. (*Document de la session No 88*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 28 novembre 1895, pour copie de toute la correspondance échangée entre le Conseil national des femmes, section de Montréal, et le gouvernement, au sujet de la nomination d'un ou de plusieurs inspecteurs féminins des établissements industriels.

Aussi, une copie de toutes requêtes, demandes, etc., à cette fin. (*Document de la session No 90.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 novembre 1895, pour copie des états et comptes rendus des opérations de tous les cercles agricoles, dans le comté de Vaudreuil, depuis leur formation. (*Document de la session No 91.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 2 décembre 1895, pour un état des dépenses faites dans les causes suivantes, jusqu'au 1^{er} novembre 1895, savoir :

Frais de l'affaire Demers.

Frais de l'affaire Shortis. (*Document de la session No 92.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance de la province de Québec ;

Bill intitulé : " Loi ratifiant les actes de vente et d'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis, et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Louis-Félix Robereau-Duplessis " ;

Bill intitulé : " Loi modifiant la charte du village de Senneville " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation " l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal ", et abrogeant les lois constituant en corporation " l'Ecole vétérinaire de Montréal " et " l'Ecole vétérinaire française de Montréal " ;

Bill intitulé : " Loi ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "*Dominion of Canada Trusts Company*", par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite Compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec " ;

Et Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la Compagnie dite "*Montreal Safe Deposit Company*".

Et aussi le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour " ;

Et Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de Fraserville ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la loi 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour " ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de Fraserville " ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que la Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " L*i* modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient ", et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Parizeau propose, secondé par M. Tétreau,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, il serait d'utilité publique d'étudier la question de la réforme des prisons dans le but de rechercher les moyens les plus propres à produire les résultats suivants :

1. La réforme morale des détenus ;
2. Le travail des détenus le plus rémunérateur pour la Province ;
3. Les ateliers des prisons les moins nuisibles aux industries du pays.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Poirier,

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la colonisation dans certaines parties de cette Province et pour promouvoir l'industrie minière ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme, immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Magnan fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure ;

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi des élections contestées de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite); pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des pauvres, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Charles, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat Catholique et de l'Asile Nazareth, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les orphelines, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Bigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, autrefois l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centimes soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu St Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

76. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

77. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St Jean, St Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

78. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, St Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Normand informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu.—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trecent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Réolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste Marguerite) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St Joseph du Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Ste Marguerite, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Charles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat Catholique et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, autrefois l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-St-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-An'oine pour les orphelins et les malades, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jean, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Panneton rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent trente-deux piastres et quatre-vingt-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face

aux frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille neuf cent douze piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres destinés à la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, etc., pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du greffier de la Couronne en chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des juges des sessions de la paix, Qu'bec ; magistrats de police, Montréal, savoir : leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et un mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole et d'industrie, "Notre-Dame de Montfort"; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

M. Duplessis rapporte du comité des subsides une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de l'administration de la justice; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

La résolution étant lue une seconde fois;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

M. Carbray rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et d'aveugles, dans la Province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, article 17.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'École de médecine et de chirurgie, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'achat de livres à être donnés en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français, sur l'Instruction publique, aux conditions et en la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

17. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville, pour la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891, 5^e et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

18. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 1^{er} paiement sur 7 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

19. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

20. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

21. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois ;

Ordonné, — Que la considération ultérieure de ces résolutions soit renvoyée à la prochaine séance de cette Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 14 décembre 1895.

Onze heures A. M.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du conseil municipal de la paroisse de Vaudreuil, demandant que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder, devant les tribunaux, dans les affaires non contentieuses.

Et de Mark Sing et autres chinois, résidant dans la cité de Montréal, demandant des amendements à la loi des licences.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la loi des élections contestées de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, — Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, étant lu ;

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus une première et une seconde fois, sont adoptés ;

Et la question étant proposée, —Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Simpson propose comme amendement, secondé par M. Spencer, —Que tous les mots après " bill " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et remplacés par les suivants : " soit de nouveau envoyé à un comité général de la Chambre avec instructions d'amender la section 9, en ajoutant après le mot " masculin ", à la fin de la première ligne, les mots : " à l'exception de celles mentionnées dans le paragraphe 11 de cette section ".

Et en ajoutant le paragraphe suivant, après le paragraphe 10 de la dite section 9 :

11. Nonobstant toute disposition contraire, contenue dans cette loi, les filles majeures et les veuves âgées de vingt et un ans, sujettes de Sa Majesté, de naissance ou par naturalisation et non déqualifiées, auront, si elles possèdent les qualifications mentionnées dans les paragraphes 1 et 2 de cette section, le droit d'être inscrites sur la liste des électeurs.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, —Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Pinault propose comme amendement à la motion, secondé par M. Tessier (Portneuf), —Que tous les mots après " bill " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et remplacés par les mots suivants : " renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instructions de l'amender de la manière suivante : en retranchant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe numéro 1 de la section 9, les mots : " ou de vingt piastres en valeur annuelle ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue négativement.

Alors, la question principale étant proposée ;

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi de la chasse en cette Province, —et la question étant proposée, —que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, lors de la prochaine séance de cette Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier ;

Et la proposition étant faite,—Que ce bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Ordonné,—Que M. McDonald ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de cette Chambre.

Ordonné,—Que M. McDonald ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix-sept mille huit cent soixante et quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, des assurances, des réparations, etc., des édifices publics en général, y compris \$7,594.00 pour taxe d'eau sur les édifices de la Législature et des départements pour 1896-97 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection, etc., des travaux et édifices publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'améliorations des terrains environnant les nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux en fer au-dessus de la salle du Conseil législatif dans les nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la nouvelle prison de Montréal— pour payer la balance du prix d'achat de la ferme McLaren, au Sault-au-Récollet \$2,200 avec 4½ années d'intérêts au 13 juillet 1896,—\$528.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Résolu,—Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Normand informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix-sept mille huit cent soixante et quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, des assurances, des réparations, etc., des édifices publics en général, y compris \$7,594.00 pour taxes d'eau sur les édifices de la Législature et des départements pour 1896-97 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, etc., des travaux et édifices publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'améliorations des terrains environnant les nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux en fer au-dessus de la salle du Conseil législatif, dans les nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent vingt huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la nouvelle prison de Montréal—pour payer la balance du prix d'achat de la ferme McLaren, au Sault-au-Récollet, \$2,200 avec 4½ années d'intérêts au 13 juillet 1896,—\$528.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois ;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Baubien,

Résolu,—Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 16 décembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Tétreau,—la pétition de la municipalité de la paroisse de St-François de Salles, de la Pointe Gatineau.

Ordonné,—Que M. Girard (Lac St-Jean) ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les expositions agricoles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant l'acte constituant en corporation la ville de Westmount ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendements

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bernatchez.—En quelle qualité M. S. Dufault a-t-il, le 9 septembre dernier, signé, comme employé dans la branche de la colonisation, le rapport des opérations de cette branche, ainsi que nous le voyons aux pages 209, 286 et 287 du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, de 1894-95 ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—En qualité de premier commis à la branche de la colonisation.

Par M. Bernatchez.—Quelles sont les fonctions de M. J.-N. Castonguay, dont le nom est mentionné aux pages 289 et 290 du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, comme ayant reçu \$99.17 pour inspections et explorations, et \$75 00 pour salaire du 13 au 30 juin 1895 ?

Ce monsieur a-t-il reçu d'autres montants depuis le 30 juin 1895 ?

Dans l'affirmative, à quel titre et pourquoi, et quels sont ces montants ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Cette interpellation devra faire l'objet d'une adresse pour production de documents.

Par M. Bernatchez.—1. En quelle qualité et pourquoi M. Cyprien Angers a-t-il reçu \$50.00 pour dépenses de voyage avec ses hommes, dans le comté de Bonaventure, ainsi qu'il appert à la page 289 du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation de 1894-95 ?

2. M. Angers a-t-il reçu d'autres sommes d'argent, pour salaire ou dépenses, depuis le 30 juin dernier ?

3. Dans l'affirmative, quels sont les différents montants ainsi reçus, et à quels titres lui ont-ils été payés ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. M. Cyprien Angers était conducteur pour la préparation du bois des ponts Causapscal et St-Alexis. Cette somme lui a été avancée en avril pour payer ses dépenses et celles de 5 hommes pour revenir de St-Alexis à St-Raymond. Il a remboursé \$208.00.

2. Oui.

3. Du 11 juin au 14 octobre M. Angers a reçu, pour dépenses diverses et frais de voyage, pour lui et trois de ses hommes, de St-Raymond à Causapscal et St-Alexis, et retour \$72.75 [\$42.92 avant le 30 juin] ; et pour salaire comme conducteur et pour rôles de paie du pont Causapscal, \$40.50 ; rôles de paie, pont St-Alexis, \$38.25 ; rôles de paie, chemin St-Alexis, \$79.50.

Par M. Bernatchez.—En quelle qualité M. Octave Ouellet a-t-il été chargé d'une inspection au Lac St Jean, ainsi qu'il appert à la page 289 du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation ?

Quelles étaient ses instructions ?

Ce monsieur a-t-il fourni des explications sur les divers items de son compte, pour cette inspection, et ces explications ont-elles été approuvées ?

Ce même M. Ouellet a-t-il fait d'autres voyages ou d'autres inspections, depuis le 30 juin 1895 ?

Dans l'affirmative, quelles étaient ses instructions, et quels montants a-t-il reçus pour tels voyages ou inspections ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Cette interpellation devra faire l'objet d'une adresse pour production de documents.

Par M. Bernatchez.—1. M. Amédée Gagnon, marchand de la Rivière-Ouelle, dans le district de Kamouraska, a-t-il été poursuivi pour contravention à la loi des licences de Québec, depuis le 1er janvier 1892 ?

2. Dans l'affirmative, quand ?

3. Jugement est-il intervenu sur la ou les dites poursuites ?

4. Quel a été le jugement ?

5. Le défendeur a-t-il payé le montant entier de la ou des condamnations, si telles condamnations ont été portées, et quand ?

6. Dans la négative, quel montant a-t-il payé ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. 2. 3. et 4. Oui ; il y a eu trois poursuites : dans la première, jugement a été rendu le 11 août 1894, renvoyant l'action ; dans chacune des deux autres, jugement a été rendu les 4 septembre et 5 octobre 1894 respectivement, condamnant le défendeur.

5 et 6. Un bref de saisie a été émis contre le défendeur pour le montant des pénalités, mais l'huissier a fait un rapport de *nulla bona*. Un mandat d'arrestation a alors été émis, mais l'huissier n'a pas pu trouver le défendeur. Celui-ci a disparu pendant quatre mois ; au bout de ce temps, la réclusion à laquelle il s'était condamné avait tellement affecté sa santé qu'il a dû sortir de sa retraite. D'après le certificat de deux médecins, transmis à cette époque au département, Gagnon était tellement malade que l'exécution des jugements par l'incarcération aurait mis sa vie en danger. Le défendeur a alors offert au gouvernement une somme de \$50.00. Cette offre a été faite par l'intermédiaire du révérend M. Michaud, curé de la Rivière-Ouelle, qui a déclaré que c'était là absolument tout ce que le défendeur pouvait donner, et qui a aussi dit que la longue réclusion de Gagnon avait compromis sa santé. Le gouvernement croit devoir, dans les circonstances, accepter l'offre ainsi faite.

Par M. Dechène.—Quelles sont les personnes entrées dans le service civil depuis le 2 avril 1890 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Toutes les nominations dans le service civil ont été communiquées à la Chambre dans les premiers quinze jours de chaque session, en vertu de l'article 675 des S. R. P. Q.

Aucune telle nomination n'a été faite pendant le cours de la présente session.

Par M. Lussier.—1. Le gouvernement a-t-il commencé la distribution, dans les écoles, du roman " Pour la Patrie ", de J.-P. Tardivel ?

2 Dans la négative, quand se propose-t-il de le faire ?

Et dans l'affirmative, combien d'exemplaires a-t-il distribués, à venir au 1er décembre courant ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Non. 2 A l'étude.

Par M. Bourbonnais.—Combien M J.-B. Dupuis, de Montréal, a-t-il reçu d'argent, du gouvernement, depuis le 15 juin 1895 ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—\$177.42.

Par M. Bourbonnais.—M. J.-A. Descaries, député à l'Assemblée législative de Québec, pour le comté de Jacques-Cartier, s'est-il démis de son mandat de député ?

Dans l'affirmative, quand a-t-il envoyé cette démission ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Aucune telle démission n'a été reçue, jusqu'à présent.

Par M. Dechène.—1. Le gouvernement a-t-il, depuis janvier 1893, reçu des plaintes contre Pierre Rouleau, conducteur de travaux de colonisation, dans la paroisse de St. Onésime, comté de Kamouraska ?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il fait une enquête sur ces plaintes, et quand ?

Et s'il n'a pas fait telle enquête, se propose-t-il de la faire, et quand ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Le département a reçu une lettre qui ne porte le nom d'aucune personne responsable. Cette lettre a été communiquée à M. Rouleau qui repousse les accusations.

2. Le gouvernement n'a pas fait d'enquête et ne se propose pas d'en faire.

M. Gladu propose, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Qu'attendu que le contrat passé, le 1er juillet 1875, entre le gouvernement et les Sœurs de l'Asile de la Providence, pour la garde et l'entretien des aliénés, a pris fin le 30 juin dernier ;

Qu'attendu qu'il appert, par la correspondance produite, qu'aucun arrangement définitif n'a encore été conclu, pour la garde et l'entretien des aliénés internés à cet asile ;

Résolu,—Qu'il est urgent que des mesures soient prises immédiatement pour faire de nouveaux arrangements, aux conditions les plus avantageuses possibles ;

Que cette Chambre espère que le gouvernement la consultera, pendant la présente session, lui soumettra ses projets et les arrangements qu'il a l'intention de conclure au nom de la Province et se fera autoriser, par cette Chambre, à faire les dits arrangements, avant de les conclure définitivement.

Et un débat s'en suivant ;

La dite motion est, du consentement unanime de la Chambre, retirée.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de la somme de \$9,185.00 payée pour livres de prix, d'après l'état financier du Surintendant de l'Instruction publique, 1895.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Bisson,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de M. le Dr Aylen, spécialement, et de tous autres rapports et correspondance relatifs à la conduite de M. Cléroux, garde à la prison de Montréal.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute la correspondance échangée entre l'association dite : *The Protestant Ministerial Association*, de Québec, et le gouvernement, au sujet du local nécessaire pour les services religieux donnés aux internés protestants à Beauport.

Aussi, copie de toute pétition adressée par la dite association au Lieutenant-Gouverneur ou au gouvernement.

Aussi, copie de toute réponse à telle requête et de tout accusé de réception.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les enquêtes dans les affaires publiques, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi concernant les corporations de ville ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 202 $\frac{1}{2}$ des Statuts refondus de la province de Québec, étant lu ;

M. Simpson propose, secondé par M. Doyon,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes " ;

Et la question étant posée,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province de Québec;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46, étant lu;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

Ordonné,—Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un Bill amendant la loi de la chasse en cette Province est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant le service civil, étant lu ;

Et la question étant posée,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met sur le bureau de la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 6 novembre 1895, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, le Commissaire des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant "Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur", et aussi la ou les copies de tout contrat intervenu entre le gouvernement et la dite compagnie, et copies de tous ordres en conseil relatifs au dit chemin. (*Document de la session No 89.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 novembre 1895, pour copie du dossier numéro 1061 de 1895, du département de l'agriculture et de la colonisation. (*Document de la session No. 92.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 décembre 1895, pour une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés, concernant un appel de la décision de Roch Simard, sur le mérite respectif des propriétés de MM. Adolphe Ouimet et Hormidas Hotte. (*Document de la session No 94.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, lundi, le 2 décembre courant, du comité des subsides ; et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mardi, le 10 décembre courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou Herd-Book canadien, dépenses des bureaux nommés dans ce but, impression de bulletins, etc., traitement des vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association pour l'aviculture, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Women's Protective Immigration Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Women's Protective Immigration Society*, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, vendredi, le 13 décembre courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent trente-deux piastres et quatre-vingt-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille neuf cent douze piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres destinés à la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, etc., pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du greffier de la Couronne en chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des juges des sessions de la paix, Québec ; magistrats de police, Montréal, savoir : leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante et un mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole et d'industrie, " Notre-Dame de Montfort " ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Et les dites résolutions sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 17 décembre 1895.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de Législation et lois expirantes, met devant la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement, à votre honorable Chambre, savoir :

Bill relatif au paiement des employés des compagnies de chemins de fer ;

Bill amendant le Code civil et les Statuts refondus, relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu ;

Et Bill amendant la loi concernant les assurances mutuelles.

L'honorable M. Casgrain, du comité collectif des deux Chambres chargé d'étudier les rapports faits par la Commission de refonte du Code de procédure civile, met devant la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a tenu plusieurs séances, pendant lesquelles il a examiné une partie du projet du code.

Votre comité a tout d'abord pris en considération deux questions importantes qui se présentaient dès le début de la discussion :

1. La question de savoir si le code devait être adapté au projet de loi sur la réorganisation des tribunaux, présenté par le Procureur général à la session de 1893.

2. Si l'article 23 du Code de procédure actuel devait être changé de manière à enlever aux notaires le droit de représenter les parties dans les procédures non-contentieuses.

Sur le premier point, l'honorable Procureur général a déclaré qu'il avait eu une entente avec le Très honorable sir John Thompson, pendant que celui-ci était premier ministre, en vertu de laquelle les nouveaux juges des cours de district devaient être nommés immédiatement, mais qu'il n'avait pas eu l'occasion de faire avec sir Charles Hibbert-Tupper, le nouveau ministre de la justice, le même arrangement.

En conséquence, il fut proposé et résolu que le projet de réorganisation des tribunaux resterait en suspens pour le moment, et que, par conséquent, le code devait être fait suivant les règles de la judicature, telles qu'elles existent aujourd'hui.

Votre comité a eu l'honneur de recevoir une députation très influente de la part de la profession des notaires et, après discussion, en est venu à la conclusion de ne rien changer à l'article 23, tel que contenu dans le Code de procédure civile.

Après avoir disposé de ces deux questions, votre comité a procédé à l'examen en détail du projet de code.

Il en a adopté l'ordre des matières tel que contenu dans le troisième rapport des commissaires. Il a ensuite procédé à examiner les divers articles du projet et en a étudié 128 qu'il a adoptés avec quelques changements suggérés aux commissaires.

Les commissaires, avec l'un des secrétaires, ont aussi assisté aux réunions du comité, lui fournissant les explications nécessaires pour l'étude de leur projet.

Le comité a aussi employé un sténographe qui a pris note de toutes les suggestions faites, soit par les membres du comité, soit par d'autres personnes qui ont assisté aux séances.

Plusieurs des membres du comité, après avoir étudié tout le projet tel que soumis aux Chambres, ont exprimé l'opinion qu'ils l'approuvaient d'une manière générale.

Votre comité recommande que le projet reste en étude devant le public d'ici à la prochaine session, et il demande à tous ceux qui y sont intéressés, de l'examiner avec soin et d'envoyer au Procureur général, d'ici au premier septembre, toutes les suggestions ou recommandations qu'ils croiront devoir faire.

Votre comité recommande, de plus, que, dès l'ouverture de la prochaine session, un comité soit formé pour reprendre l'étude du projet, lequel sera alors considéré dans son ensemble, la discussion se faisant seulement sur les articles contestés.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'ordre du jour étant lu pour la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste-Cunégonde, Montréal ; "

Sur motion de M. Villeneuve, secondé par M. Cholette,

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne peut concourir dans les amendements faits par Leurs Honneurs au Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste-Cunégonde, parce qu'en retranchant les clauses 5 et 7 la Législature priverait la corporation de la cité de Ste-Cunégonde du pouvoir de prélever un revenu dont elle a un besoin absolu et du droit d'appel des jugements de la cour supérieure.

Ordonné,—Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les licerces.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les enquêtes dans les affaires publiques ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant le Code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill validant certaines ventes judiciaires ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les expositions agricoles, étant lu ;

M. Girard (Lac St-Jean) propose, secondé par M. Petit,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Dechêne propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Gosselin,—Que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots : “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui ” soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. Girard (Lac St-Jean), secondé par M. Petit,

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

Sur motion de M. Petit, secondé par M. Girard (Lac St-Jean),

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—une copie de tous mémoires transmis au gouvernement, depuis le mois de juin 1892, concernant la construction du chemin de fer projeté entre Chicoutimi et Saint-Alphonse.

Aussi, copie de tous ordres en conseil, passés depuis 1892, à ce sujet.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la seconde partie du chapitre septième des S. R. P. Q. (Titre IV—Section 1594 à 1602) se rapportant au Conseil d'agriculture, étant lu ;

M. Bernatchez propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses occasionnelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des services divers en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement et du loyer de bureau, etc., d'un agent en France ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des fonds des municipalités, Statuts refondus, province de Québec, article 2744 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, Statuts refondus, province de Québec, titre 7, chapitre 3, section 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le vaccin (y compris \$500 pour inspection) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour tapis, palais de justice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

— — —

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses occasionnelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des services divers en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement et du loyer de bureau, etc., d'un agent en France ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des fonds des municipalités, Statuts refondus, province de Québec, article 2744 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, Statuts refondus, province de Québec, titre 7, chapitre 3, section 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le vaccin (y compris \$500 pour inspection) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour tapis, palais de justice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 18 décembre 1895.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Petit,—la pétition de O. Côté et autres.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

Du conseil municipal de la paroisse de Saint-François de Sales de la Pointe-Gatineau, demandant que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder devant les tribunaux dans les affaires non contentieuses.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hôpital général de Sorel, pour l'année 1895. (*Documents de la session No 26.*)

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, met devant la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant la loi relative à la cour du recorder de la cité de Québec, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, savoir :

Bill amendant le Code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux ;

Et Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46, et a l'honneur d'en faire rapport pour étude par la Chambre.

Ordonné.—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant les dispositions du Code de procédure civile, relativement aux procédures en revision.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill amendant la loi 53 Victoria, chapitre 45.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la cour de magistrat de district.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Stephens.—Quand la Chambre peut-elle s'attendre à recevoir la version anglaise du rapport du Commissaire des Travaux publics ?

Qui en est l'imprimeur ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—Cinquante exemplaires de la version anglaise ont été reçus, ce matin ; le reste est attendu incessamment.

L'imprimeur est M. White, de Montréal.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Dechène,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la plainte, de l'enquête et de la décision du magistrat de district, St-Julien, dans une poursuite pour assaut et batterie, portée devant lui, en mai dernier, par Joseph Palisser, avocat, de Lachute, P. Q., contre W.-J. Simpson, J. McBoyd, Peter Cruise, Arch. McFaul, Edward Cooke et John Tournay ; ainsi que copie de tous documents, rapports et correspondances quelconques s'y rapportant qui ont été ajoutés au dossier depuis la dernière session ou qui n'ont pas encore été produits devant la Chambre.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant :
1. Les sommes dépensées dans le comté d'Ottawa, pour les fins de colonisation, depuis le 1er juillet 1895.

2. Les noms des cantons dans lesquels telles sommes ont été dépensées, avec le montant dépensé dans chacun.

3. Les montants payés à compte sur les travaux faits et ceux restant dus.

4. Les noms des conducteurs des différents travaux et le montant que chacun était autorisé à dépenser.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Caron,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, avis, documents, etc., etc., relatifs au paiement de la balance due, en 1892, sur le subside accordé à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant la Compagnie Atlantique et Lac Supérieur, par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, et aussi, copie de la correspondance et documents relatifs aux arrérages de gages des ouvriers et employés de cette Compagnie.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations " ;

Bill intitulé : " Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle " ;

Bill intitulé : " Loi relative à l'Hôpital protestant pour les aliénés " ;

Et Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central ".

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Ste-Émélie de l'Energie " ;

Bill intitulé : " Loi relative aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi des élections contestées de Québec " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les exemptions de taxes " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en district électoral les Iles de la Madeleine " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Coulange and Crow River Boom Company* ;

Bill intitulé : " Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval " ;

Bill intitulé : " Loi abrogeant la loi constituant en corporation la Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis " ;

Et Bill intitulé : " Loi détachant certains lots du canton de Bulstrode, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant à la paroisse Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi relative à l'Hôpital protestant pour les aliénés ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, vendredi, le 13 courant,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, il serait d'utilité publique d'étudier la question de la réforme des prisons dans le but de rechercher les moyens les plus propres à produire les résultats suivants :

1. La réforme morale des détenus ;
2. Le travail des détenus le plus rémunérateur pour la Province ;
3. Les ateliers des prisons les moins nuisibles aux industries du pays.

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend le dit débat ajourné ;

Et la question étant posée,—elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur l'amendement proposé, mardi le 17 courant, à la motion,—Que le bill amendant la loi concernant les expositions agricoles soit maintenant lu la seconde fois, et lequel amendement comportant que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois, à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la question ;

La dite motion et l'amendement sont retirés avec le consentement de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu,—Qu'à compter du mercredi, le 18 décembre courant, inclusivement, cette Chambre ait deux séances par jour : la première, de trois heures à six heures P. M., et la seconde, de huit heures P. M. jusqu'à l'ajournement.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 novembre 1895, pour une copie des instructions données par le département des Terres de la couronne aux arpenteurs pour arpentages mentionnés à l'item 7 du budget supplémentaire. (*Document de la session No 95.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 novembre 1895, pour une copie de la correspondance entre A.-P. Cartier, député de Saint-Hyacinthe, et l'honorable Premier ministre, au sujet de la demande d'un projet de loi pour protéger les sociétés de secours mutuels ; ainsi que les documents, rapports et résolutions passés lors des conventions des dites sociétés tenues, la première à Saint-Hyacinthe, le 24 et le 25 décembre derniers, et la deuxième à Valleyfield, le 30 juin et le premier juillet derniers. (*Document de la session No 96.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1895, pour une copie du compte d'Eusèbe Sénécal et fils, se montant à \$250.00, pour l'impression d'un discours de l'honorable Commissaire de l'agriculture.—(*Comptes publics de 1894-95, page 137.*) (*Document de la session No 97.*)

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi conférant l'existence corporative à la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke ", et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant les dispositions du Code de procédure civile, relativement aux procédures en revision ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Savaria fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la cour de magistrat de district.

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les assurances mutuelles ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46 ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, durant cette séance.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité pour examiner le Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46, étant lu ;

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé de nouveau au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le Bill amendement le Code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux, étant lu ;

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé de nouveau au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendement la loi relative à la Cour du recorder de la cité de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant des subventions aux chemins de fer.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif au paiement des employés des compagnies de chemin de fer, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il persiste dans son premier amendement fait au bill intitulé : " Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste-Cunégonde, de Montréal ", mais qu'il ne persiste pas dans une certaine partie du second amendement.

Ordonné,—Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en tel comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, à la prochaine séance de cette Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences;

L'honorable M. Taillon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme, alors, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'en outre des droits de licence, préalablement à l'octroi d'une licence d'hôtel, d'auberge, d'hôtel de tempérance, de restaurant, de magasin en gros ou en détail, il sera payé au percepteur du revenu de la Province par la personne qui la requiert, un honoraire de cinq piastres, et préalablement à l'octroi de toute autre licence, un honoraire d'une piastre ;

2. *Résolu*,—Qu'il sera payé, en outre des honoraires mentionnés dans la résolution précédente, les droits suivants :

Pour chaque licence pour la vente des liqueurs éniivrantes dans un club :

- (a) Dans la cité de Montréal, six cents piastres ;
- (b) Dans la cité de Québec, quatre cents piastres ;
- (c) Dans tout autre endroit de la Province, cent piastres.

3. *Résolu*,—Que chaque fois qu'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes sera prise après le quinze juin d'une année quelconque, le coût de cette licence, tel qu'établi par l'article 878 des Statuts refondus, sera augmenté de vingt-cinq piastres, à moins qu'il ne soit constaté, pour les cités de Québec et de Montréal, par un certificat des commissaires des licences, et, pour toute autre partie de la Province, par un certificat du conseil de la municipalité pour laquelle la licence est demandée, que le requérant de telle licence n'a pas vendu de liqueurs enivrantes, ni tenu aucun établissement ouvert dans ce but, depuis le premier mai de l'année des licences alors en cours ; et que si le requérant est nouvellement arrivé dans la municipalité pour laquelle la licence est demandée, il produira un certificat des autorités de la municipalité dans laquelle il résidait depuis le dit premier mai, attestant que, dans la dite municipalité, il n'a pas vendu de liqueurs enivrantes, ni tenu aucun établissement ouvert dans ce but, depuis le dit premier mai.

Que les dispositions précédentes ne s'appliqueront pas aux licences de buffet de chemin de fer, de wagon-restaurant, ni de buvette de bateau à vapeur.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'en outre des droits de licence, préalablement à l'octroi d'une licence d'hôtel, d'auberge, d'hôtel de tempérance, de restaurant, de magasin en gros ou en détail, il sera payé au percepteur du revenu de la Province par la personne qui la requiert, un honoraire de cinq piastres, et préalablement à l'octroi de toute autre licence, un honoraire d'une piastre ;

2. *Résolu*,—Qu'il sera payé, en outre des honoraires mentionnés dans la résolution précédente, les droits suivants :

Pour chaque licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans un club :

- (a) Dans la cité de Montréal, six cents piastres ;
- (b) Dans la cité de Québec, quatre cents piastres ;
- (c) Dans tout autre endroit de la Province, cent piastres.

3. *Résolu*,—Que chaque fois qu'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes sera prise après le quinze juin d'une année quelconque, le coût de cette licence, tel qu'établi par l'article 878 des Statuts refondus, sera augmenté de vingt-cinq piastres, à moins qu'il ne soit constaté, pour les cités de Québec et de Montréal par un certificat des commissaires des licences, et, pour toute autre partie de la province, par un certificat du conseil de la municipalité pour laquelle la licence est demandée, que le requérant de telle licence n'a pas vendu de liqueurs enivrantes, ni tenu aucun établissement ouvert dans ce but, depuis le premier mai de l'année des licences alors en cours ; et que si le requérant est nouvellement arrivé dans la municipalité pour laquelle la licence est demandée, il produira un certificat des autorités de la municipalité dans laquelle il résidait depuis le dit premier mai, attestant que, dans la dite municipalité, il n'a pas vendu de liqueurs enivrantes, ni tenu aucun établissement ouvert dans ce but depuis le dit premier mai.

Que les dispositions précédentes ne s'appliqueront pas aux licences de buffet de chemin de fer, de wagon-restaurant, ni de buvette de bateau à vapeur.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau l'acte des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de cette Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 19 décembre 1895.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De O. Côté et autres, demandant des amendements à la loi des licences, concernant les colporteurs.

L'honorable M. Casgrain, du comité permanent de Législation et des lois expirantes, met devant la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants, savoir :

Bill amendant le Code civil relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux ;

Et Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46, et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité, tout en rapportant ces deux bills, a l'honneur de les soumettre refondus en un seul, et sous un même préambule, de manière qu'il soient pris en considération par votre honorable Chambre, comme un seul et même bill, sous le titre : " Loi amendant le Code civil relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux ". ,

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met sur le bureau de la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 22 novembre 1895, demandant copie de tous rapports de M. Michaud, agent des terres de la couronne, à Fraserville, concernant les demandes de billets de location et de patentes faites par diverses personnes, des lots numéros 43, 44, 45, 46 et 47 des rangs 5 et 6 du township Cabano.

Aussi, copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la vente ou à la cancellation de vente ou de permis d'occupation des dits lots. (*Document de la session No 98.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1895, pour un état détaillé des divers items de compte composant la somme de \$5,354.44, entrée comme dépenses générales du bureau général, sous le titre d'arpentages, à la page 26 du rapport du Commissaire des Terres de la couronne de 1895. (*Document de la session No 99.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 2 décembre 1895, pour une copie de la correspondance, des rapports et négociations concernant la vente et l'affermage de cette partie des Biens des Jésuites appelée : les anses de Sillery. (*Document de la session No 100.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 décembre 1895, pour un état indiquant : 1. Le coût des procès criminels, dans le district de Richelieu, depuis le dernier terme de la Cour du Banc de la Reine, instruits devant le magistrat M. Charles Dorion, de Sorel.

2. Les honoraires payés aux avocats représentant le Procureur général. (*Document de la session No 101.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1895, pour : 1. Une copie ou un extrait des règlements révisés du département des Terres de la couronne, mentionnant le plus petit diamètre des arbres qui peuvent être abattus sur les terres de la couronne pour en faire de la pulpe.

2. Une copie de toute correspondance, plainte ou lettre qui pourrait démontrer que du bois à pulpe de dimension moindre que celle permise, aurait été coupé à la connaissance du département.

3. Copie de toutes plaintes ou rapports adressés au département, à quelqu'un de ses employés, ou autres personnes, alléguant que le règlement relatif à la dimension des arbres coupés pour la pulpe n'aurait pas été rigoureusement observé.

4. Un état des droits actuellement perçus par la Couronne pour chaque corde de 128 pieds cubes de bois à pulpe, indiquant la différence dans le montant des

droits perçus pour le bois réduit en pulpe, au Canada, et pour le bois exporté, à son état naturel, qui doit être transformé en pulpe, à l'étranger. (*Document de la session No 102.*)

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par M. King,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste des personnes qui ont été invitées à soumissionner pour la fourniture des tapis, rideaux ou autres articles d'aménagement pour le palais de justice de Montréal, ainsi que copie des lettres les y invitant et un rapport faisant voir qui a reçu les commandes relatives à ces fournitures.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Marion,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill modifiant la charte du village de Senneville soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, parce que ce bill a été présenté pour corriger une erreur d'impression faite dans le Statut de l'an dernier.

Sur motion de l'honorable M. Morris, secondé par l'honorable M. Hackett,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill constituant en corporation *The Samaritan Hospital for Women*, soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. King, secondé par l'honorable M. Hall,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes, correspondances et ordres en conseil concernant la demande faite par la Compagnie de défrichement du Lac LaBelle d'une subvention de terres publiques pour des fins de colonisation.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la requête du Rév. F.-A. Bergeron, curé; Elie Frenette, maire, et autres citoyens de St-Raymond, demandant la réinstallation de Joseph Bureau; et aussi, copie de la correspondance intervenue entre M. Jules Tessier, M. P. P., et le gouvernement, à ce sujet.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Parizau,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill constituant en corporation *The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company* soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill a été retiré par le promoteur.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour examiner le Bill amendant le Code de procédure civile de la province de Québec, étant lu ;

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé

Ordonné,—Que le bill soit retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill relatif au paiement des employés de compagnies de chemin de fer ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill relatif à la Cour du Recorder de la cité de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant le Code civil relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville " ;

Bill intitulé : " Loi détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny une partie du canton d'Armagh " ;

Et Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative au service civil ".

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi 53 Victoria, chapitre 45 ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, étant lu ;

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit retiré.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Tellier,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la charte de la cité de Montréal soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste-Cunégonde, de Montréal ", et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Nantel, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, met devant la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Nantel, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lussier.—1. M. Chs.-S. Riverin, de Québec, a-t-il été condamné pour vente de boissons à un mineur, en 1892 ?

2. A-t-il payé la pénalité ?

3. Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui. 2. Non. 3. Il lui a été accordé du délai.

Par M. Lussier.—1. M. Pierre Allaire, de Québec, a-t-il été condamné, en 1892, pour vente de boissons à un mineur ?

2. A-t-il payé la pénalité ?

3. Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui. 2. Non. 3. Il lui a été accordé du délai.

Par M. Lussier.—1. Madame Albert Barry, de Québec, a-t-elle été condamnée, pour vente de boissons sans licence, en 1892 ?

2. Dans l'affirmative, a-t-elle payé la pénalité ?

2. Une remise, ou un délai lui a-t-il été accordé ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui. 2. Non. 3. Il lui a été accordé du délai.

Par M. Lussier.—1. M. David Roy, garde à la prison de Québec, a-t-il été poursuivi pour vente de boissons sans licence, en 1892 ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, a-t-il payé la pénalité en tout ou en partie ?

4. A-t-il obtenu une remise ou du délai ?

5. Dans l'affirmative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui. 2. Oui.

3. Il a payé les frais et les parts d'amende afférentes au percepteur du revenu et au dénonciateur.

4 et 5. M. Roy ayant abandonné le commerce des liqueurs et se trouvant sans moyens, il lui a été accordé du délai pour la part afférente au gouvernement.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les statistiques relatives au mouvement de la population.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport

que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée législative de Québec ", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée législative de Québec ".

Les dits amendements, étant lus la première et la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Un Bill relatif au paiement des employés des Compagnies de chemins de fer est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Caron propose comme amendement, secondé par M. Gillies,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " par acte authentique passé à Québec, en le bureau du Premier ministre devant maître J.-A. Charlebois, notaire, le sixième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze, il fut convenu entre l'honorable L.-O. Taillon et Ernest Gagnon, secrétaire du département des Travaux publics, et Philippe Vallières, meublier de Québec, ce qui suit :

1. Sa Majesté, représentée comme susdit, s'oblige à prendre à l'établissement du dit Philippe Vallières, et ce dernier s'oblige à fabriquer et livrer au fur et à mesure qu'il en recevra l'ordre, tous les meubles qui seront requis et dont le gouvernement aura besoin pour meubler les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

2. La valeur de ces meubles devra être établie par des arbitres nommés en la manière ordinaire indiquée au Code de procédure civile, à l'exception, toutefois, des meubles dont le prix est déjà déterminé sur les listes qui ont été fournies par le département des Travaux publics et dont une copie est annexée après avoir été

signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné, tel que le tout appert à la page 21 du rapport du Commissaire des Travaux publics pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1894 ;

Qu'en vertu de ce contrat le dit P. Vallières a été requis de fournir des meubles au gouvernement et qu'il en a fourni pour une somme totale de \$74,087.10 ;

Que les meubles dont la valeur a été fixée, à dire d'arbitres, en vertu de la section deuxième du dit contrat, ont été évalués et payés les prix suivants :

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.

1894.

Juin 10.—	1 banc pour la cour pratique, le greffier, dép. greffier,		
	conseil de la reine et boîtes des témoins.....	\$	2,809 00
	1 banc cour de circuit, do do.....		2,809 00
Juil. 9.—	1 pupitre pour député greffier.....		80 00
	20 tables pour la cour d'enquête, à \$25.00.....		500 00
	1 pupitre pour greffier, cour criminelle.....		125 00
	1 canapé pour le juge.....		45 00
Juil. 15.—	12 chaises à \$7.50.....		90 00
	1 garde-robe pour le juge Bossé.....		90 00
Juil. 25.—	2 pupitres à \$40.00.....		80 00
	3 do 40.00.....		120 00
	9 do 20.00.....		180 00
	14 do 20.00.....		280 00
	68 do 7.50.....		510 00
Août 28.—	2 bergères pour chambres du juge à \$45.00.....		90 00
	2 do do do do.....		90 00
	4 chaises pour la chambre du juge à \$30 00.....		120 00
	1 canapé pour le juge Bossé.....		45 00
Sept. 5.—	Réparer les grands bancs, les bourrer, les garnir en cuir		
	et les vernir à \$35.00.....		350 00
	Réparer 11 bergères, les couvrir et vernir à \$20.00.....		220 00
	12 fauteuils en noyer noir, couverts en cuir pour la		
	chambre des délibérations des juges à \$60.00.....		720 00
	2 fauteuils pour les juges à \$50.00.....		100 00
	1 fauteuil pour le shérif.....		45 00
	1 do do.....		30 00
	16 chaises pour les petits jurés à \$5.50.....		88 00
	1 table à dîner.....		50 00
	1 <i>Sideboard</i> et table à dîner.....		85 00
	1 bibliothèque pour le député shérif.....		80 00
	5 do tournantes à \$25.00.....		125 00
	1 canapé pour le juge Loranger.....		45 00

Sept. 2.—	2 tables pour la Cour d'appel à \$75.00	150 00
	2 tables pour la chambre des délibérations C. S.....	200 00
	12 coussins pour les bergères des juges à \$7.00.....	84 00
	Réparer 15 bergères, chambres des juges.....	150 00
	2 fauteuils, chambres des juges.....	100 00
	1 garde-robe pour chambre du juge Lacoste.....	90 00
	3 garde-robes pour juges.....	120 00
	6 lave-mains pour chambres des juges.....	180 00
	1 pupitre pour le juge Bossé.....	100 00
	1 pupitre pour le juge Blanchet.....	100 00
	1 bergère pour chambre de délibérations C. S.....	45 00
	6 coussins pour bergères, Cour d'appel.....	72 00
	24 chaises pour les grands jurés à \$7.50.....	180 00
Sept. 2.—	12 chaises, chambre de délibérations C. S.....	180 00
	1 bergère pour chambre du juge.....	50 00
	1 bibliothèque pour la chambre du juge Lacoste.....	225 00
	1 do pour le juge Wurtele.....	80 00
	6 tables pour les chambres des juges à \$35.00.....	210 00
	1 bibliothèque pour les juges de la C. S.....	250 00
	2 canapés, chambre des juges à \$50.00.....	100 00
	1 bibliothèque, chambre des juges C. S.....	825 00
	3 lave-mains pour les juges à \$30.00.....	90 00
	1 bibliothèque pour les juges Bossé et Blanchet.....	80 00
	4 tables en noyer noir pour juges.....	160 00
	1 bibliothèque pour chambre de délibérations C. d'Ap... ..	550 00
	1 table do do do do	130 00
	1 canapé pour juge Wurtele.....	45 00
	1 canapé pour juge Lacoste.....	50 00
	18 boîtes pour enveloppes, papier.....	135 00
	1 bibliothèque pour le juge Sicotte.....	325 00
	1 do do do Archibald.....	150 00
	1 do do do Doherty.....	150 00
		<hr/>
		\$15,357 00

1895.

COUR DE HULL.

Juil. 9.—	1 pupitre pour la salle d'enquête.....	\$ 50 00
	1 pupitre en chêne.....	120 00
	6 bancs à \$15.00.....	90 00
	30 bergères en fer et en bois à \$9.....	270 00
	1 bibliothèque pour le juge.....	225 00
	1 bibliothèque pour le shérif.....	200 00
	1 banc pour le juge, cour des magistrats.....	175 00

Juil. 9.—1 table, salle d'enquêtes.....	50 00
1 table pour le juge de paix.....	50 00
1 table pour chambre du gardien.....	35 00
1 table pour le shérif.....	35 00
1 table pour le protonotaire.....	40 00
1 table pour la chambre des témoins.....	65 00
1 table pour la bibliothèque.....	95 00
3 tables pour l'infirmerie.....	90 00
1 table à dîner pour les petits jurés.....	50 00
1 bibliothèque, chambre du protonotaire.....	80 00
2 bibliothèques, pour chambres des avocats.....	300 00
12 garde-robes pour avocats.....	215 00
8 garde-robes pour avocats.....	140 00
	<hr/>
	\$ 2,375 00

COUR DE BRYSON.

Juil. 9.—1 pupitre pour le shérif.....	\$ 100 00
1 bibliothèque pour le greffier.....	80 00
6 chaises d'office.....	72 00
1 canapé pour le shérif.....	45 00
1 table à dîner pour les jurés et <i>sideboard</i>	70 00
1 bibliothèque pour chambre des avocats.....	100 00
1 garde-robe pour petits jurés.....	200 00
12 do pour les avocats.....	200 00
1 armoire pour la literie.....	200 00
	<hr/>
	\$ 1,067 00

Que les frais de livraison des dits meubles ont été payés par le gouvernement et sont de :

\$1,684.75	pour ceux livrés à Montréal
819.26	do do à Hull
605.65	do do à Bryson

Que pour mettre ces meubles en magasin pendant quatre ans et pour leur transport dans trois différentes maisons, huit cents piastres ont été payées par le gouvernement, bien que le contrat n'ait été passé que le six juin 1894.

En conséquence, cette Chambre est d'avis que la quantité des meubles requise par le gouvernement et les prix payés sont exorbitants et hors de proportion avec les revenus de la Province, et elle croit devoir enregistrer un protêt énergique

contre ces dépenses extravagantes qui constituent un gaspillage injustifiable et une violation flagrante des promesses du gouvernement."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Gillies,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Angé,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Baker,</i>	<i>England,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Locouture,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétréau,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Villeneuve.—38.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>McClary,</i>		

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, par le département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages, par le département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse, par le département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Normand informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, par le département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages, par le département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse, par le département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Tessier (Rimouski) propose comme amendement, secondé par M. Turgeon, — Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette de constater que les deniers votés pour la colonisation sous l'administration actuelle, ont été distribués, en différents endroits, dans l'intérêt du parti au pouvoir et contrairement à celui des colons de cette Province ;

Que cette Chambre croit devoir attirer l'attention du gouvernement sur le fait qu'il est urgent de pourvoir aux chemins et routes dits de colonisation dans les comtés qui n'ont pas eu, depuis 1892, la part à laquelle ils avaient droit des montants votés pour les chemins de colonisation ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu.</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Girouard,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau.—37.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant proposée ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants du département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Normand informe, aussi, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordé à Sa Majesté, pour payer les comptes courants du département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois ;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Gladu propose comme amendement, secondé par M. Tessier (Portneuf,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " tel qu'il appert par les comptes publics, cette Chambre constate que le gouvernement actuel, au lieu de diminuer les dépenses ordinaires d'administration des affaires de la Province, comme il s'y était engagé, lors de son entrée au pouvoir, a augmenté ces dépenses sans nécessité ni profit pour la Province ;

Que pour les quatre années 1887-88, 1888-89, 1889-90 et 1890-91,	
sous le gouvernement Mercier, les dépenses, de ce chef, se	
sont élevées en tout à la somme de.....	\$14,898,584 40
Et que pour les quatre années 1892-93, 1893-94, 1894-95 et	
1895-96 (d'après les estimés soumis à cette Chambre quant	
à cette dernière année) le gouvernement actuel a dépensé,	
pour le même objet, la somme de.....	15,892,167 34
Faisant une augmentation de la dépense ordinaire, sous le gouver-	
nement actuel, de.....	993,582 94

Que cette augmentation dans les dépenses de l'administration révèle, chez le gouvernement actuel, un oubli regrettable de l'engagement qu'il a pris envers le peuple de la Province, de diminuer ces dépenses et de pratiquer l'économie ;

Et que, pour ce, le gouvernement mérite le b'âme de cette Chambre.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,
Bisson,
Caron,
Dechène,
Girouard,*

*Gladu,
Gosselin,
Guerin,
Laliberté,
Lemieux,*

*Lussier,
Marchand,
Morin,
Parent,
Pinault,*

*Stephens,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—19.*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,
Augé,
Baker,
Beaubien,
Beauchamp,
Cartier,
Casgrain,
Châteaufort,
Cholette,*

*Chicoyne,
Desjardins,
Doyon,
England,
Flynn,
Girard (Lac St-Jean),
Grenier,
Hackett,
Lacouture,*

*McDonald,
McClary,
Magnan,
Marion,
Martineau,
Morris,
Nantel,
Normand,
Pelletier,*

*Petit,
Poirier,
Rioux,
Savaria,
Simpson,
Spencer,
Taillon,
Tellier,
Tétreau.—36.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un couvent à St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, sous la direction des Sœurs de Sainte-Anne, 6ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Normand informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que, durant cette séance cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un couvent à St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, sous la direction des Sœurs de Sainte-Anne, 6ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Tessier (Portneuf) propose comme amendement, secondé par M. Gladu,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " d'après les déclarations ministérielles et les documents officiels produits devant cette Chambre, le dernier emprunt de cette Province, pour \$5,332,976.00, n'a produit qu'un montant de 77 pour cent sur la valeur nominale des obligations, formant un escompte total sur cette opération de \$1,226,645.00 ;

Que le gouvernement de la Colombie Britannique, d'après des renseignements de provenance authentique, a effectué, en mai dernier, un emprunt similaire produisant, déduction faite de l'escompte, un montant de 95 pour cent ;

Que la différence entre le produit de ces deux emprunts, calculé sur le montant de celui de la province de Québec, s'élève à la somme de \$960,000.00 que le gouvernement de cette Province aurait pu épargner s'il eut déployé une habileté égale à celle du gouvernement de la Colombie Britannique ; et qu'il a, en conséquence, occasionné à cette Province une perte considérable.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,
Bisson,
Caron,
Dechêne,
Girouard,*

*Gladu,
Gosselin,
Guerin,
Laliberté,
Lemieux,*

*Lussier,
Marchand,
Morin,
Parent,
Pinault,*

*Stephens,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—19.*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,
Augé,
Baker,
Beaubien,
Beauchamp,
Cartier,
Casgrain,
Châteauevert,
Cholette,
Chicoyne,*

*Desjardins,
Doyon,
England,
Flynn,
Girard (Lac St Jean),
Grenier,
Hackett,
Lacouture,
McDonald,
McClary,*

*Magnan,
Marion,
Martineau,
Morris,
Nantel,
Normand,
Parizeau,
Pelletier,
Petit,
Poirier,*

*Rioux,
Savaria,
Simpson,
Spencer,
Taillon,
Tellier,
Tétreau.—37.*

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné.—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Normand informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Qu'à cette séance cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand rapporte du comité des subsides deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois ;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin

Vendredi, 20 décembre 1895.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. Turgeon propose comme amendement, secondé par M. Dechêne,

—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il appert par les comptes et documents publics que la dépense pour le traitement des ministres et les salaires des employés dans les divers départements du gouvernement civil de cette Province s'est élevée, durant les quatre années 1892-93, 1893-94, 1894-95 et 1895-96, sous le gouvernement actuel, à la somme de.....

\$822,717 54

Et que la dépense pour le même objet n'a été, durant les quatre années 1887-88, 1888-89, 1889-90, 1890-91, sous le gouvernement Mercier, que de la somme de.....

\$719,729 41

Que le gouvernement actuel a ainsi dépensé, durant les quatre années dont il est entièrement responsable, pour les dits traitements et salaires du service civil, de plus que n'a dépensé pour le même objet, le gouvernement Mercier, durant les quatre années dont il était entièrement responsable, la somme de.....

\$102,988 13

Ce qui fait une augmentation de cette dépense, sous le gouvernement actuel, \$25,747.03 par année.

Que cette augmentation de dépense n'est justifiée par aucune raison valable, mérite d'autant plus le blâme de cette Chambre, que le gouvernement actuel

s'est engagé envers les électeurs de cette Province à diminuer les dépenses du service civil, et a, conséquemment, violé ses promesses et ses engagements."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—18</i>
<i>Girouard,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>	
<i>Gladu,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau.—36.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide en faveur de la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'application de la loi des manufactures de Québec, S. R. P. Q., titre 7, chapitre 2, section 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et aux dépenses contingentes des registraires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Normand informe aussi la Chambre qu'il lui a été eujoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide en faveur de la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'application de la loi des manufactures de Québec, S. R. P. Q., titre 7, chapitre 2, section 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes des registraires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois ;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure de la résolution rapportée du comité des subsides, mardi, le 10 décembre courant, et qui a été alors ajournée ; et elle est lue de nouveau comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

M. Bernatchez propose comme amendement, secondé par M. Stephens,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu que l'augmentation des dépenses de \$3,000.00 sur le budget de l'année dernière, autorisée par cette résolution, est surtout causée par le fait que le gouvernement se propose d'affecter \$5,000.00 à la construction d'édifices sur la ferme modèle de Compton qui n'appartient pas à la Province ;

Que les écoles d'agriculture n'ont pas jusqu'ici produit des résultats proportionnels aux sommes énormes qu'elles nous ont coûtées ;

Que, sous les circonstances, il est plus à propos de réformer nos écoles d'agriculture existantes et de les mettre sur un pied d'efficacité réelle que de dépenser des sommes considérables pour la création de nouveaux établissements de ce genre ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Dechène,
Gladu,
Gosselin,

Guerin,
LaLiberté,
Lemieux,
Lussier,

Marchand,
Morin,
Parent,
Pinault,

Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—15.

CONTRE :

Messieurs

Allard,
Baker,
Beaubien,
Beauchamp.
Cartier,
Casgrain,
Châteauvert,
Cholette,
Desjardins,

Doyon,
England,
Flynn,
Girard (Lac St Jean),
Grenier,
Hackett,
Lacouture,
McDonald,
McClary,

Magnan,
Marion,
Martineau,
Nantel.
Normand,
Parizeau,
Pelletier,
Petit,
Poirier,

Rioux,
Savaria,
Simpson,
Spencer,
Taillon,
Tellier,
Tétreau.—34.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

La Chambre en conformance de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, vendredi, le 13 décembre courant, du comité des subsides, qui avaient alors été ajournées, et les dites résolutions sont lues de nouveau comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles, dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et

\$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, article 17.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'achat de livres à être donnés en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français, sur l'instruction publique, aux conditions et en la manière déterminées par le Secrétaire de la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville, pour la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891, 5^e et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 1^{er} paiement sur 7 paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école de navigation, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées. samedi, le 14 décembre courant du comité des subsides, et qui ont été alors ajournées, et elles sont lues de nouveau, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix-sept mille huit cent soixante et quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, des assurances, des réparations, etc., des édifices publics en général, y compris \$7,594.00 pour taxes d'eau sur les édifices de la Législature et des départements pour 1896-97; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, etc., des travaux et édifices publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'améliorations des terrains environnant les nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux en fer au-dessus de la salle du Conseil législatif, dans les nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la nouvelle prison de Montréal—pour payer la balance du prix d'achat de la ferme McLaren, au Sault-au-Récollet, \$2,200 avec $4\frac{1}{2}$ années d'intérêts au 13 juillet 1896,—\$528.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions,—elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant de nouveau la loi des licences de Québec ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour la prochaine séance, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu,—Qu'à partir d'aujourd'hui cette Chambre ait trois séances par jour : la première, de 11 heures A. M., jusqu'à 1 heure P. M. ; la deuxième, de 3 heures à six heures P. M., et la troisième, de huit heures P. M., jusqu'à l'ajournement.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant un subside de chemin de fer, étant lu ;

L'honorable M. Nantel informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme, alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le délai dans lequel le pont, à Sorel, sur la rivière Richelieu, devait être commencé en vertu des dispositions de la loi 58 Victoria, chapitre 2,

section 5, pour que la subvention dont il est question dans cette section pût être payée à la Compagnie du chemin de fer du Sud, sera étendu de six à douze mois, à compter de l'entrée en vigueur de la loi susdite.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. McDonald fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Que le délai dans lequel le pont, à Sorel, sur la rivière Richelieu, devait être commencé en vertu des dispositions de la loi 58 Victoria, chapitre 2, section 5, pour que la subvention dont il est question dans cette section pût être payée à la Compagnie du chemin de fer du Sud, sera étendu de six à douze mois, à compter de l'entrée en vigueur de la loi susdite.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant certain subside de chemin de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 11 heures A. M., aujourd'hui.

Vendredi, 20 décembre 1895.

Onze heures, A. M.

Sur motion de l'honorable M. Hackett, secondé par l'honorable M. Morris,

Ordonné,—Que la somme de huit cents piastres, égale au chiffre de son indemnité sessionnelle, soit payée à Joseph Bédard, écuyer, député de cette Chambre, qui, pour cause de maladie, n'a pu assister à cette session.

Sur motion de M. Dohène, secondé par M. Marion,

Ordonné,—*Nemine contradicente*, que la déduction de \$5.00 par jour, mentionnée à l'article 149, S. R. P. Q., ne sera pas faite pour cinq jours, dans le cas de députés de l'Assemblée législative, qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours ; et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

M. Beauchamp, du comité spécial permanent d'Agriculture, immigration et colonisation, met devant la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir entendu une conférence donnée par le professeur Robertson, de la ferme expérimentale d'Ottawa, au sujet des avantages qu'il y aurait pour le pays à exporter ses viandes en Angleterre, recommande que, vu son importance, cette conférence soit imprimée pour distribution.

M. Beauchamp propose, secondé par M. Magnan,

Que la conférence donnée par le professeur Robertson, de la ferme expérimentale d'Ottawa, au sujet des avantages qu'il y aurait pour le pays à exporter ses viandes en Angleterre, soit imprimée.

Ordonné,—Que la dite motion soit renvoyée au comité conjoint des deux Chambres nommé pour s'occuper des impressions de la Législature, conformément à la 94^{ème} règle de cette Chambre.

Ordonné,—Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux droits sur les successions.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Pelletier.—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général, pour considérer certaine résolution concernant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2.

L'honorable M. Taillon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que, par les dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 2, le Lieutenant-Gouverneur en conseil a été autorisé à se procurer, par voie d'emprunt sur le crédit de la Province, de temps en temps, suivant que les besoins publics le requerraient, une somme n'excédant pas un total de dix millions de piastres, aux termes et conditions stipulés dans la dite loi ;

Attendu qu'en vertu de cette loi, il a été emprunté, pour deux ans, la somme de vingt millions de francs, équivalant, au pair de change, à trois millions huit cent soixante mille piastres, pour laquelle il a été émis des obligations de la Province portant un intérêt annuel de quatre pour cent, datées du quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-onz, et payables le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-treize :

Attendu que, par la loi 56 Victoria, chapitre 2, il a été déclaré qu'il était à propos d'emprunter de nouveau la dite somme de vingt millions de francs, équivalant à trois millions huit cent soixante mille piastres, et qu'en vertu des dispositions de la dite loi cette somme a été empruntée, de nouveau, pour deux ans, par l'émission et la vente d'obligations de la Province pour vingt et un millions deux cent soixante-dix-sept mille francs, équivalant, au pair du change, à quatre millions cent six mille quatre cent soixante et une piastres, portant un intérêt annuel de quatre pour cent, datées du quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-treize et payables le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, ou à une date plus rapprochée, en en donnant avis et en en effectuant le paiement ;

Attendu qu'en vertu de la section 9 de la loi 57 Victoria, chapitre 2, et de l'ordre en conseil du treize octobre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, les obligations en dernier lieu mentionnées, datées du quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-treize, ont été rachetées avec le consentement des porteurs de ces obligations, le vingt janvier mil huit cent quatre-vingt-quinz, et qu'à des obligations pour vingt sept millions six cent trente-deux mille francs, équivalant, au pair du change, à cinq millions trois cent trente-deux mille neuf cent soixante-seize piastres, portant un intérêt annuel de trois pour cent, datées du trente décembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et payables le vingt janvier mil neuf cent cinquante-cinq, leur ont été substituées ;

Attendu qu'en vertu de la loi en premier lieu citée, 54 Victoria, chapitre 2, il a été emprunté une autre somme de six cent mille livres sterling, équivalant, au pair du change, à deux millions neuf cent vingt mille piastres, pour laquelle il a été émis des obligations de la Province, portant un intérêt annuel de quatre pour cent, datées du premier mars mil huit cent quatre-vingt-quatorze et payables le premier mars mil neuf cent trente quatre ;

Et attendu qu'il s'est élevé des doutes au sujet du montant qui peut encore être emprunté sur les dix millions de piastres dont l'emprunt est autorisé par la dite loi 54 Victoria, chapitre 2,—qu'il soit en conséquence

1. *Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2, se procurer par voie d'emprunt, de temps en temps, suivant que les besoins de la Province pourront le requérir, aux termes et conditions stipulés dans la dite loi, la somme de trois millions deux cent vingt mille piastres ou son équivalent en livres sterling ou en francs, étant la balance des dix

millions de piastres dont l'emprunt est autorisé par la loi susdite, après déduction de la somme de trois millions huit cent soixante mille piastres, empruntée le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-onze, et de la somme de deux millions neuf cent vingt mille piastres, empruntée le premier mars mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné.—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Martineau fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que, par les dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 2, le Lieutenant-Gouverneur en conseil a été autorisé à se procurer par voie d'emprunt sur le crédit de la Province, de temps en temps, suivant que les besoins publics le requerraient, une somme n'excédant pas un total de dix millions de piastres, aux termes et conditions stipulés dans la dite loi ;

Attendu qu'en vertu de cette loi, il a été emprunté, pour deux ans, la somme de vingt millions de francs, équivalant, au pair du change, à trois millions huit cent soixante mille piastres, pour laquelle il a été émis des obligations de la Province, portant un intérêt annuel de quatre pour cent, datées du quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-onze, et payables le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-treize ;

Attendu que par la loi 56 Victoria, chapitre 2, il a été déclaré qu'il était à propos d'emprunter de nouveau la dite somme de vingt millions de francs, équivalant à trois millions huit cent soixante mille piastres, et qu'en vertu des dispositions de la dite loi cette somme a été empruntée, de nouveau, pour deux ans, par l'émission et la vente d'obligations de la Province pour vingt et un millions deux cent soixante dix-sept mille francs, équivalant, au pair du change, à quatre millions cent six mille quatre cent soixante et une piastres, portant un intérêt annuel de quatre pour cent, datées du quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-treize, et payables le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, ou à une date plus rapprochée en en donnant avis et en en effectuant le paiement ;

Attendu qu'en vertu de la section 9 de la loi 57 Victoria, chapitre 2, et de l'ordre en conseil du treize octobre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, les obligations en dernier lieu mentionnées, datées du quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-treize, ont été rachetées avec le consentement des porteurs de ces obligations, le vingt janvier mil huit cent quatre-vingt-quinze, et que des obligations pour vingt-sept millions six cent trente-deux mille francs, équivalant, au pair du change, à cinq millions trois cent trente-deux mille neuf cent soixante-seize piastres, portant un intérêt annuel de trois pour cent, datées du trente décembre

mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et payables le vingt janvier mil neuf cent cinquante-cinq, leur ont été substituées ;

Attendu qu'en vertu de la loi en premier lieu citée, 54 Victoria, chapitre 2, il a été emprunté une autre somme de six cent mille livres sterling, équivalant, au pair du change, à deux millions neuf cent vingt mille piastres, pour laquelle il a été émis des obligations de la Province, portant un intérêt annuel de quatre pour cent, datées du premier mars mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et payables le premier mars mil neuf cent trente-quatre ;

Et attendu qu'il s'est élevé des doutes au sujet du montant qui peut encore être emprunté sur les dix millions de piastres dont l'emprunt est autorisé par la dite loi 54 Victoria, chapitre 2,—qu'il soit en conséquence

1. *Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2, se procurer par voie d'emprunt, de temps en temps, suivant que les besoins de la Province pourront le requérir, aux termes et conditions stipulés dans la dite loi, la somme de trois millions deux cent vingt mille piastres ou son équivalent en livres sterling ou en francs, étant la balance des dix millions de piastres dont l'emprunt est autorisé par la loi susdite, après déduction de la somme de trois millions huit cent soixante mille piastres, empruntée le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-onze, et de la somme de deux millions neuf cent vingt mille piastres, empruntée le premier mars mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Et la question étant proposée,—Que la dite résolution soit maintenant lue une deuxième fois ;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Fitzpatrick,—Que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ il soit résolu que les hommes qui composent le ministère actuel n'ont obtenu le pouvoir qu'en s'engageant formellement à équilibrer les finances de la Province, sans recourir à de nouveaux emprunts ;

Que cet engagement est officiellement consigné dans le discours budgétaire prononcé devant cette Chambre par le Trésorier de cette Province, le 20 mai 1892, où il fit, au nom de ses collègues, la déclaration suivante : (Page 39)

“ Mon prédécesseur surmontait toutes les difficultés en faisant des emprunts et en se servant des fonds en fidéjussimis ; mais il faut s'arrêter, pour la seule raison que la Province ne peut plus recourir à d'autres emprunts. Fions-nous à nos propres ressources et faisons face aux difficultés avec nos propres moyens et notre énergie.”

Qu'en imposant de nouvelles taxes sur le peuple, le gouvernement s'était fait fort, au moyen du surcroît de revenu qu'elles produiraient, et d'une stricte économie, de rétablir notre situation financière, sans engager davantage le crédit de la Province ; qu'en violation de ces promesses formelles, le gouvernement, depuis qu'il est au pouvoir, a augmenté la dette consolidée de plus de quatre millions de piastres ;

Que, par cette conduite, il s'est rendu indigne de la confiance de cette Chambre qui considère qu'elle ne peut prudemment lui confier davantage le pouvoir d'engager ce crédit".

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—15.</i>
<i>Gladu,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Villeneuve.—33.</i>
<i>Doyon,</i>			

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

La dite résolution est lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill déclarant et déterminant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Normand propose, secondé par M. England,—Que l'honoraire additionnel de \$100.00, chargé en vertu de la 58ème règle de cette Chambre pour le Bill constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières, soit remis, vu que l'Association agricole du district des Trois-Rivières a demandé d'être constituée en corporation, afin de contribuer plus efficacement au progrès de l'agriculture dans cette Province ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve. — 27.</i>
<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Petit,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon. — 14.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>	
<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Taillon,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

M. Villeneuve propose, secondé par M. Martineau, — Que l'honoraire additionnel de \$300.00, chargé en vertu de la 58ème règle de cette Chambre pour le Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste-Cunégonde près Montréal, soit remis, vu que la copie de ce bill n'a été remise à M. le greffier qu'une journée seulement après l'expiration du délai accordé par la dite règle ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Savaria,</i>	<i>Villeneuve. — 10.</i>
<i>Doyon,</i>	<i>Nantel.</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>	<i>Turgeon. — 29.</i>
<i>Gladu,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

M. Villeneuve propose, secondé par M. Martineau,—Que l'honoraire additionnel de \$300.00, chargé en vertu de la 58ème règle de cette Chambre pour le Bill modifiant la loi relative à la cité de Saint-Henri, soit remis, vu que la copie de ce bill n'a été remise à M. le greffier qu'une journée seulement après l'expiration du délai accordé par la dite règle; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Savaria,</i>	<i>Villeneuve. — 10.</i>
<i>Doyon,</i>	<i>Nantel,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>	<i>Turgeon. — 29.</i>
<i>Gladu,</i>			

Ainsi, la question est résolue négativement.

M. Simpson propose, secondé par M. Doyon,—Que l'honoraire additionnel chargé en vertu de la 58ème règle de cette Chambre pour le Bill ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la *Dominion of Canada Trusts Company* par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 81, et autorisant la dite Compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec, soit remis; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

M. Rioux propose, secondé par M. Martineau,—Que l'honoraire additionnel de \$100.00, chargé en vertu de la 58ème règle de cette Chambre pour le Bill amendant la charte de la ville de Fraserville, soit remis, vu que la corporation de la ville de Fraserville, s'étant décidée trop tard à soumettre ce projet de loi à la Législature, n'a pas pu remettre la copie à M. le greffier, avant l'expiration du délai fixé par la susdite règle 58; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

L'honorable M. Flynn, du comité spécial nommé pour recueillir des renseignements sur la valeur, l'étendue et la mise en exploitation de nos terres publiques et de nos forêts, ainsi que sur le fonctionnement des lois et règlements qui les

régissent, etc., met devant la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a pris connaissance des questions adressées, pendant la vacance, à différentes personnes, dans la Province, qui s'occupent spécialement de nos forêts et de la colonisation de nos terres publiques, ainsi que des nombreuses et importantes réponses données à ces questions. Ces réponses se trouvent dans le volume imprimé, déjà soumis à cette Chambre, à la suite des dépositions produites à la dernière session.

Votre comité n'a pas jugé qu'il fût nécessaire de continuer l'enquête, et il soumet le résultat de son travail à l'étude et à la considération de cette Chambre.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill déclarant et déterminant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2, étant lu ;

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative aux droits sur les successions, étant lu ;

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que le bill soit lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour considérer certaines résolutions concernant le paiement d'une certaine somme formant partie du subside accordée par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77.

L'honorable M. Taillon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en tel comité.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en tel comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Que l'arrêté en conseil No 152, du onze mai mil huit cent quatre-vingt-quinze, contenu dans l'annexe de ces résolutions, soit approuvé.

2. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer à John-L. Reay (pour la Banque de Montréal), la somme de deux mille piastres, avec, en plus, une somme de sept cent quarante et une piastres et soixante-treize centins, pour frais ; à dame Caroline Têtu, veuve de Henri-Jules Jinchereau-Duchesnay, la somme de quatre mille piastres ; à Cléophas Beausoleil, avocat, et membre de la Chambre des Communes du Canada, la somme de deux mille cinq cents piastres ;—le tout avec intérêt du onze mai mil huit cent quatre-vingt-quinze.

3. *Résolu*,—Que les sommes susdites seront prises sur le fonds consolidé des chemins de fer, savoir : sur les soixante-treize mille trois cents piastres et soixante-quinze centins de subside déclaré périmé par la loi 57 Victoria, chapitre 5, section 4, et la cédule " A " de cette loi.

4. *Résolu*,—Que le gouvernement aura un recours contre Charles-N Armstrong, mentionné dans l'arrêté en conseil ci-après, et contre la Compagnie du chemin de fer Grand Oriental, pour les sommes payées en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, et pour les intérêts sur icelles, depuis la date à laquelle elles seront payées.

ANNEXE A

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, du 18 avril 1895, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 11 mai 1895.

No 152

Concernant certaines réclamations en rapport avec la construction d'un chemin de fer du village d'Yamaska à Doucet's Landing.

L'honorable Trésorier de la Province, dans un rapport du dix-huit avril courant (1895), expose : Que, par l'article 5 de l'acte de la Législature de cette Province, 49-50 Victoria, chapitre 77, il a été accordé un subside de \$4,000.00 par mille, pour la construction d'un chemin de fer du village d'Yamaska à Doucet's Landing (31 milles) ;

Que le premier juin 1889, par acte passé devant M^{re} Reddy, notaire, la Compagnie du chemin de fer Grand Oriental a cédé à la Banque de Montréal une somme de \$26,666.00 à prendre sur ce subside, savoir : sur la partie d'icelui affectée à la section du dit chemin comprise entre Doucet's Landing et Nicolet, (6 $\frac{2}{3}$ milles) ;

Que ce transport de créance a été dûment signifié au gouvernement de cette Province ; et que le trois du même mois, (juin 1889), M. H.-T. Machin, sous-trésorier, adressa à la Banque de Montréal la lettre qui suit :

"J'ai l'honneur d'accuser réception du transport, du 1^{er} juin 1889, fait par la Compagnie du chemin de fer Grand Oriental, à la Banque de Montréal, de la subvention accordée sur 6 $\frac{2}{3}$ milles du dit chemin de fer, entre Doucet's Landing et Nicolet, à raison de \$1,000.00 par mille, et s'élevant à \$26,666.00 en vertu de la loi 49-50 Victoria, chapitre 77, section 5.

"J'ai l'honneur de vous informer qu'il n'existe, dans ce département, aucune mention d'autre transport de cette subvention."

Que la Banque de Montréal, sur la foi de ce transport et sur la garantie additionnelle qui lui fut donnée au moyen de billets promissoires signés par la dite compagnie et endossés par M. Cirice Têtu et M. Cléophas Beausoleil, pour une somme égale à celle mentionnée dans le dit acte de transport (26,666.00), avança à cette compagnie vingt-six mille six cent soixante et six piastres (\$26,666.00).

Qu'il est établi que MM. Têtu et Beausoleil n'ont consenti à donner leur endossement comme susdit que parce qu'ils comptaient sur le dit transport, et qu'ils n'ont livré les billets qui les engageaient envers la banque qu'après signification de ce transport et réception de la lettre du sous-trésorier citée plus haut ;

Qu'il est aussi établi que cette avance a été demandée et accordée pour la construction de la dite section du chemin de fer Grand Oriental, et qu'elle a réellement été appliquée à cette fin ;

Que, par un arrêté du Conseil exécutif, du 11 mars 1890, le gouvernement reconnut que la dite compagnie, (ou ses représentants légaux), avait droit à une somme de \$25,000.00 pour ses travaux sur la dite section de chemin de fer, et qu'il décida de payer cette somme, 1^o moins la somme de \$9,921.32 qui devait rester "déposée dans le Trésor pour garantie non seulement de l'achèvement de "travaux restés incomplets sur cette même section, mais aussi du paiement de "certaines réclamations qui ont été produites dans le département des Travaux "publics pour ouvrages faits et matériaux fournis, etc., par un certain nombre de "personnes employées dans la construction de cette partie du chemin de fer, par "la dite compagnie ou ses entrepreneurs ou sous-entrepreneurs, laquelle somme "de \$9,921.32 ne devait être payée à la dite compagnie, ou à ses ayants-droit, "que lorsque les dits travaux inachevés auraient été complétés à la satisfaction "de l'ingénieur du gouvernement, et que les dites réclamations en souffrance "auraient été réglées à la satisfaction de l'honorable Commissaire", et 2^o moins la somme de \$78.00 réclamée par l'ingénieur Vallée pour ses honoraires et déboursés.

De sorte que, en vertu de cet arrêté du Conseil, le gouvernement n'a payé que \$15,000.00 et \$78.68 ;

Que ce paiement de \$15,000.00 a été fait directement à la Banque de Montréal comme cessionnaire de la dite compagnie ;

Que la compagnie a ensuite terminé ses travaux sur la section qui avait droit à la dite somme de \$26,666.00, à l'exception du dernier tiers de mille où il reste encore quelque chose à faire ;

Que le gouvernement refusant, à cause des dettes dues pour la construction du dit chemin de fer, de payer à la dite banque les \$11,666.00 qui restaient dues sur la somme à elle transportée, elle exerça son recours contre les autres parties qui s'étaient obligées envers elle ;

M. Têtu était décédé le 3 janvier 1890, laissant pour seule héritière sa fille Dame Caroline Têtu, veuve Duchesnay, qu'il avait instituée son exécutrice testamentaire. Elle fut poursuivie en cette qualité ;

L'action a été intentée le ou vers le 31 août 1891, sous le nom de John-L. Reay (prête-nom pour la Banque de Montréal), contre ces trois défendeurs dans l'ordre susindiqué, sous le numéro 2173 des registres de la Cour Supérieure, Montréal ; et, le 8 octobre 1891, la cour a condamné les défendeurs, conjointement et solidairement, à payer au demandeur \$12,980.96, avec l'intérêt du jour de l'assignation (1er septembre 1891), et les frais ;

En exécution de ce jugement la banque a fait saisir entre les mains de M. Reemer certaines créances dues à Madame Duchesnay, et elle a ainsi prélevé environ \$3,200.00.

La banque a aussi fait saisir des immeubles que Madame Duchesnay évaluée à une dizaine de mille piastres, et qui, lors de la vente par autorité de justice, ont été adjugés pour \$270.00.

Que, par un état produit par M^{res} Robertson, Fleet & Falconer, avocats pour la Banque de Montréal, il appert qu'elle a reçu à compte du dit jugement :

De Madame Duchesnay, par exécution.....	\$3,292 34
De M. C. Beausoleil.....	2,000 00
Et de M. Armstrong, qui avait entrepris par contrat la construction du dit chemin de fer, et qui s'était rendu responsable envers les endosseurs MM. Têtu et Beausoleil.....	4,885 00
	<hr/>
	\$10,177.34
	<hr/>

et que les frais dus aux dits avocats en cette cause sont : \$741 93

Que Madame Duchesnay a, dans le mois de février 1893, adressé au Lieutenant-Gouverneur en conseil une requête exposant en substance les faits ci-dessus relatés et, en outre, contenant, entre autres allégations, les suivantes :

“ Que le contracteur de la compagnie à cette époque, M. Charles-N. Armstrong, de la cité de Montréal, à la demande des directeurs de la compagnie,

s'adressa à feu Charles Têtu, ci-devant de la cité de Montréal, marchand, et à Cléophas Beausoleil, du même lieu, avocat et membre de la Chambre des Communes du Canada, pour obtenir, par leur intermédiaire, des avances d'argent nécessaires au parachèvement de la section du chemin de fer sus désigné ;

“ Que ces messieurs, sur la promesse formelle du dit Charles-N. Armstrong, et des directeurs de la compagnie du chemin de fer Grand Oriental, que la responsabilité qu'ils étaient disposés à prendre pour servir les intérêts de la compagnie, serait couverte et protégée par la cession et transport que ferait la compagnie à toute institution financière qui voudrait avancer l'argent de nandé, du ou des subsides accordés à la compagnie par le gouvernement du Canada et celui de la province de Québec, consentirent à travailler de concert à obtenir les avances demandées ;

“ Que, de fait, après plusieurs démarches, ils obtinrent de la Banque de Montréal, sur leur endossement de certains billets de la compagnie susdite, signés par son président, James Cooper, une somme de \$26,666.66 ;

“ Que les endosseurs des billets susdits, et spécialement le dit feu Cirice Têtu, ne consentirent à s'obliger vis-à-vis de la dite Banque de Montréal, qu'à la condition expresse que le dit transport ainsi fait, puis accepté par le gouvernement de la province de Québec, et que s'ils eussent cru que le dit transport, tel que noté et accepté par le gouvernement, ne produirait aucun lien entre ce dernier et la banque cessionnaire du dit transport, ils n'eussent jamais consenti à engager leur responsabilité pour une somme aussi considérable ;

“ Qu'en sa qualité de seule héritière et d'exécutrice testamentaire, votre requérante, après la mort du dit Cirice Têtu, s'est efforcée, de concert avec les dits Cléophas Beausoleil et Charles-N. Armstrong susmentionnés, d'obtenir du gouvernement le paiement à la Banque de Montréal de la balance restée à découvert par le règlement des réclamations susmentionnées à même la somme de \$9,921.00 retenus au Trésor ;

“ Que le dit Charles-N. Armstrong écrivit à cet effet plusieurs lettres aux divers officiers des départements, à Québec, et spécialement à E. Moreau, écuyer, directeur des chemins de fer de la province de Québec, se plaignant de la mauvaise foi du gouvernement et s'étonnant de ce que ce dernier eût retenu et payé aux ouvriers et autres le montant de leur réclamation à même les argents d'un subside transporté en garantie, au lieu de le faire avec le montant du subside non encore transporté et affecté à cette section de chemin de fer, s'étendant de St-Thomas de Pierville à la Baie du Febvre ; copie de cette correspondance se trouve au département des Travaux publics.....

“ Que votre requérante est veuve, mère d'une nombreuse famille, dont la plupart des membres sont encore très jeunes, et dans l'impossibilité de subvenir à leur propre subsistance, et qu'elle-même est absolument dépourvue de moyens de subsistance par la privation des argents et autres biens lui appartenant ainsi confisqués, tel que susdit, en vertu de la loi ;

“ Que, d'ailleurs, le produit des saisies pratiquées contre elle ne saurait suffire pour payer les réclamations de la Banque de Montréal et que, partant, votre

requérante est exposée à se voir enlever tous autres biens, meubles ou immeubles, qu'elle pourrait avoir ou acquérir.....

“ Que, pour toutes ces raisons, votre requérante demande respectueusement et avec confiance à Votre Honneur en conseil, de vouloir bien prendre en considération les diverses circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi le transport par le gouvernement de la province de Québec du subside de \$26,666,66 en garantie des avances faites par la Banque de Montréal à MM. Têtu et Beausoleil, et a le ferme espoir que Votre Honneur en conseil viendra à la conclusion qu'une grave injustice a alors été commise envers la Banque de Montréal et les endosseurs de bonne foi des billets de la Compagnie du chemin de fer Grand Oriental, et spécialement envers votre requérante, qui est maintenant aux droits et obligations de l'un d'eux, le dit Cirice Têtu, et qu'il appartient en équité à Votre Honneur en conseil de remédier à l'injustice ainsi commise envers votre requérante ;

“ 1. En l'indemnisant des sommes payées par elle à la Banque de Montréal en remboursement de sa créance, ou touchées par la dite banque créancière, sur le produit réalisé par la vente des propriétés immobilières appartenant à votre requérante es-qualité ;

“ 2. En payant directement à la Banque de Montréal la balance qui peut ou pourra lui rester due sur sa créance, en capital, intérêts et frais.

“ Ou de toute autre manière qu'il plaira à Votre Honneur en conseil. ”

Que les allégations de cette requête sont vraies en substance ; notamment il est vrai que MM. Beausoleil et Armstrong ont protesté contre l'action du gouvernement qui, sans égard aux droits des cessionnaires, avait décidé, par un simple arrêté du Conseil, de retenir une partie du subside cédé à la Banque de Montréal pour l'employer au paiement de réclamations dues pour la construction de la section susdite de ce chemin de fer ;

Qu'il est à remarquer que la somme de \$26,666.66 avancée par la banque a été toute employée à payer travaux, matériaux et autres dépenses pour la construction de la section susdite de ce chemin, ainsi que l'honorable M. Garneau, alors commissaire des travaux publics, le reconnaît dans une lettre qu'il a adressée à la Banque de Montréal le 14 novembre 1890, de laquelle lettre l'honorable trésorier extrait les passages suivants :

“ Il appert par le certificat de M. C.-N. Armstrong, de Montréal, gérant général du chemin de fer Grand Oriental, produit à ce département le vingt-neuf octobre dernier, que MM. C. Beausoleil, M. P. et avocat, et C. Têtu, marchand, tous deux de Montréal, lui ont payé et avancé, en sa qualité d'entrepreneur de la construction du dit chemin de fer, entre le 1er juin et le 15 septembre 1889, la somme de \$26-666.66, représentant le montant du subside du gouvernement de Québec devenant dû à la compagnie sur son chemin de fer, à raison de \$4,000.00 par mille, et que cette somme a été entièrement dépensée pour la construction de ce chemin de fer, et forme partie des dépenses totales de \$41,200.00 faites jusqu'au quatorze septembre 1889, tel qu'il appert au certificat de M. W.-C.-E. Philips, ingénieur chargé de la construction ; M. Armstrong certifie de plus que la subvention susdite de

\$26,666 66 a été transportée à votre banque comme sûreté collatérale du remboursement de l'argent ainsi avancé. Considérant qu'à la mort de M. C. Têtu, M. Beausoleil est devenu responsable, ainsi que M. Armstrong, envers votre banque des \$11,666.66, balance actuellement due à cette dernière sur le montant du dit transport ; et considérant que l'avance ainsi faite par votre banque à MM. Beausoleil et Têtu constitue une dette privilégiée sur le dit chemin de fer, comme ayant été employée à la construction de cette ligne, pour le paiement des gages des ouvriers, etc., dès le 1er juin 1889, etc. ;

Que, par la loi 57 Victoria, chapitre 5, article 4, il est décrété que les subventions accordées aux compagnies de chemins de fer mentionnées dans la cédula "A" annexée à la dite loi sont annulées, parce que ces compagnies ne se sont pas conformées aux exigences de certaines lois ; et la compagnie du Grand Oriental se trouve inscrite dans cette cédula ; mais il y est dit "sauf les droits qui peuvent être accordés à Madame Duchesnay", le gouvernement, tout en étant d'avis que *primâ facie* la réclamation de Madame Duchesnay ne devrait pas être rejetée, n'avait pas encore sur cette affaire des renseignements suffisants pour lui permettre de prendre une décision ;

Que, dans le budget supplémentaire pour l'exercice finissant le 30 juin 1895, qui a été soumis à la Législature dans la dernière session, il est fait mention de cette affaire dans les termes suivants :

"Compagnie du chemin de fer Grand Oriental : paiement à la Banque de Montréal, d'une réclamation provenant d'un transport fait à la dite banque, du 1er juin 1889, d'une partie de subvention de la dite compagnie, signifié au gouvernement et reconnu par lui, en foi duquel feu Cirice Têtu et autres ont 'prêté à la dite compagnie la somme de \$26,666.66.....\$11,000.00."

Cette somme n'était pas inscrite parmi celles qui devaient être votées, mais parmi celles "*déjà votées*", et mention n'en a été ainsi faite qu'à titre d'information ;

Que, depuis ce temps, par la correspondance qu'il a échangée avec Madame Duchesnay, M. Beausoleil, M. Armstrong et les avocats de la Banque de Montréal, le gouvernement a complété les renseignements dont il avait besoin, et il a constaté que la dite somme de \$11,000.00 serait insuffisante, ainsi qu'il est dit ci-après.

L'honorable Trésorier est d'avis qu'il ne serait que juste de mettre sur un même pied les parties susnommées : la Banque de Montréal pour ce qui lui reste dû en vertu du jugement qu'elle a obtenu comme susdit, et les autres pour ce qu'ils ont payé respectivement ;

Que, si l'on calcule tout ce qui est dû en vertu de ce jugement, capital, intérêt et frais, on arrivera à une somme excédant les \$11,666.00 qui resteraient dues par le gouvernement sur le subside transporté ;

Que, par un écrit sous-seing privé, du trente mars dernier et maintenant déposé au bureau du Trésor, il a été convenu entre MM. John-I. Reay, demandeur, (pour la Banque de Montréal) dans la dite cause No 2173 C. S. M., C. Beausoleil,

C.-N. Armstrong agissant par son procureur A.-C. Wurtele, et Madame Duchesnay, représentée par M. Gustave Hamel, que la dite somme de \$11,666.00 serait divisée entre eux comme suit :

à M. John-L. Reay.....	\$ 2,000 00
à Madame Duchesnay.....	4,000 00
à M. Cléophas Beausoleil.....	2,500 00
à M. Charles-N. Armstrong.....	3,166 00
et que cet arrangement sera règlement final entre toutes les parties.	

En dehors de cet écrit sous-seing privé, il a été convenu que M. Armstrong paierait aux avocats du demandeur leurs frais : \$741.73, ainsi que constaté par une lettre de M^{re} Morgan, représentant M. Armstrong.

CONCLUSION

Indépendamment de la question de savoir si, par la simple signification d'une vente de créance, la couronne peut être liée envers les cessionnaires, et jugeant le cas actuel sur son propre mérite,

L'honorable Trésorier, considérant le transport, la signification d'icelui, la lettre du sous-trésorier, le paiement fait directement à la Banque de Montréal, cessionnaire, les circonstances dans lesquelles M. Têtu et M. Beausoleil se sont rendus responsables envers cette banque, l'emploi de la somme avancée par elle ;

Considérant, d'abondant, que les réclamations pour le paiement desquelles le gouvernement a retenu une partie du subside transporté n'étaient pas plus favorables que celles qui avaient été payées au moyen des \$26,666.00 obtenues de la banque ;

Considérant les dommages que Madame Duchesnay a soufferts par suite des procédures judiciaires qui ont été prises contre elle ;

Considérant que si, dans certaines circonstances, le gouvernement pouvait retenir un subside accordé à une entreprise de chemin de fer pour payer les dettes dues par la compagnie ou par les entrepreneurs pour la construction du chemin, et cela sans injustice envers la compagnie, il ne pouvait pas, dans le cas actuel, méconnaître les droits des tiers ;

Considérant que, pour permettre au gouvernement de protéger ainsi les réclamations dues pour la construction d'un chemin de fer, la Législature de cette Province a cru qu'il fallait une loi spéciale, et, qu'à cette fin, elle a adopté la loi 56 Victoria, chapitre 36 ;

Vu que la compagnie a fait, sur la dite ligne de chemin de fer, au delà des six milles et deux tiers susmentionnés, certains travaux de construction, pour lesquels elle n'a rien reçu et qui valent plus que ceux qui restaient à faire sur le dernier tiers de mille comme susdit, vu aussi que l'intérêt sur \$9,921.32 depuis l'an 1890 excède la valeur des travaux restant à faire sur ce dernier tiers de mille ;

Propose—Que, sur le fonds consolidé des chemins de fer et à même les \$73,300.75 de subside déclaré périmé, (sauf les droits de Madame Duchesnay), par l'acte 57 Victoria, chapitre 5, section 4 et la cédule " A " faisant partie du dit acte, il soit payé à John-L. Reay, (pour la Banque de Montréal), une somme de deux mille piastres, à Madame Caroline Têtu, veuve de feu Henri-Jules Juchereau-Duchesnay, comme héritière et exécutrice testamentaire de feu Cirice Têtu, son père, la somme de quatre mille piastres, et à Cléophas Beausoleil la somme de deux mille cinq cents piastres.

Quant à M. Armstrong, à qui reviendrait la somme de \$3,166.00, l'honorable Trésorier ne croit pas devoir faire de recommandation avant d'avoir des renseignements complets sur la nature de ses rapports avec l'entreprise du chemin de fer Grand Oriental, afin que l'on puisse juger jusqu'à quel point il pouvait être responsable envers les créanciers dont le gouvernement a acquitté les réclamations, en vertu du dit arrêté en conseil, et, en attendant, l'honorable Trésorier propose que la somme de \$741.73, à prendre sur la part assignée à M. Armstrong, soit payée à qui de droit pour les frais des avocats du demandeur dans la dite cause No 2173, cour Supérieure, Montréal.

L'honorable Trésorier propose, en conséquence, qu'une loi soit soumise à la Législature, à sa prochaine session, pour autoriser le paiement des dites sommes de \$2,000.00 à M. Reay, (pour la Banque de Montréal), \$1,000.00 à Madame Duchesnay, \$2,500.00 à M. Beausoleil et \$741.73 pour les frais des avocats du demandeur dans le dit procès, avec intérêt, de ce jour, jusqu'au paiement.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Normand rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que l'arrêté en conseil No 152, du onze mai mil huit cent quatre-vingt-quinze, contenu dans l'annexe de ces résolutions, soit approuvé.

2. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer à John-L. Reay (pour la Banque de Montréal), la somme de deux mille piastres, avec, en plus, une somme de sept cent quarante et une piastres et soixante-treize centins, pour frais ; à dame Caroline Têtu, veuve de Henri-Jules Juchereau-

Duchesnay, la somme de quatre mille piastres ; à Cléophas Beausoleil, avocat, et membre de la Chambre des Communes du Canada, la somme de deux mille cinq cents piastres ; —le tout avec intérêt du onze mai mil huit cent quatre-vingt-quinze.

3. *Résolu*, — Que les sommes susdites seront prises sur le fonds consolidé des chemins de fer, savoir : sur les soixante-treize mille trois cents piastres et soixante-quinze centins de subside déclaré périmé par la loi 57 Victoria, chapitre 5, section 4, et la cédule " A " de cette loi.

4. *Résolu*, — Que le gouvernement aura un recours contre Charles-N Armstrong, mentionné dans l'arrêté en conseil ci-après, et contre la Compagnie du chemin de fer Grand Oriental, pour les sommes payées en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, et pour les intérêts sur icelles, depuis la date à laquelle elles seront payées.

ANNEXE A

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, du 18 avril 1895
approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 11 mai 1895.

No 152

Concernant certaines réclamations en rapport avec la construction d'un chemin de fer du village d'Yamaska à Doucet's Landing.

L'honorable Trésorier de la Province, dans un rapport du dix-huit avril courant (1895), expose : Que, par l'article 5 de l'acte de la Législature de cette Province, 49-50 Victoria, chapitre 77, il a été accordé un subside de \$4,000.00 par mille, pour la construction d'un chemin de fer du village d'Yamaska à Doucet's Landing (31 milles) ;

Que le premier juin 1889, par acte passé devant M^{re} Reddy, notaire, la Compagnie du chemin de fer Grand Oriental a cédé à la Banque de Montréal une somme de \$26,666.00 à prendre sur ce subside, savoir : sur la partie d'icelui affectée à la section du dit chemin comprise entre Doucet's Landing et Nicolet, (6 $\frac{3}{4}$ milles) ;

Que ce transport de créance a été dûment signifié au gouvernement de cette Province ; et que le trois du même mois, (juin 1889), M. H.-T. Machin, sous-trésorier, adressa à la Banque de Montréal la lettre qui suit :

" J'ai l'honneur d'accuser réception du transport, du 1er juin 1889, fait par la Compagnie du chemin de fer Grand Oriental, à la Banque de Montréal, de la subvention accordée sur 6 $\frac{3}{4}$ milles du dit chemin de fer, entre Doucet's Landing et Nicolet, à raison de \$4,000.00 par mille, et s'élevant à \$26,666.00 en vertu de la loi 49-50 Victoria, chapitre 77, section 5.

" J'ai l'honneur de vous informer qu'il n'existe, dans ce département, aucune mention d'autre transport de cette subvention."

Que la Banque de Montréal, sur la foi de ce transport et sur la garantie additionnelle qui lui fut donnée au moyen de billets promissaires signés par la dite compagnie et endossés par M. Cirice Têtu et M. Cléophas Beausoleil, pour une

somme égale à celle mentionnée dans le dit acte de transport (26,666.00), avança à cette compagnie vingt-six mille six cent soixante et six piastres (\$26,666.00).

Qu'il est établi que MM. Têtu et Beausoleil n'ont consenti à donner leur endossement comme susdit que parce qu'ils comptaient sur le dit transport, et qu'ils n'ont livré les billets qui les engageaient envers la banque qu'après signification de ce transport et réception de la lettre du sous-trésorier citée plus haut ;

Qu'il est aussi établi que cette avance a été demandée et accordée pour la construction de la dite section du chemin de fer Grand Oriental, et qu'elle a réellement été appliquée à cette fin ;

Que, par un arrêté du Conseil exécutif, du 11 mars 1890, le gouvernement reconnut que la dite compagnie, (ou ses représentants légaux), avait droit à une somme de \$25,000.00 pour ses travaux sur la dite section de chemin de fer, et qu'il décida de payer cette somme, 1^o moins la somme de \$9,921.32 qui devait rester " déposée dans le Trésor pour garantie non seulement de l'achèvement de " travaux restés incomplets sur cette même section, mais aussi du paiement de " certaines réclamations qui ont été produites dans le département des Travaux " publics pour ouvrages faits et matériaux fournis, etc., par un certain nombre de " personnes employés dans la construction de cette partie du chemin de fer, par " la dite compagnie ou ses entrepreneurs ou sous-entrepreneurs, laquelle somme " de \$9,921.32 ne devait être payée à la dite compagnie, ou à ses ayants-droit, " que lorsque les dits travaux inachevés auraient été complétés à la satisfaction " de l'ingénieur du gouvernement, et que les dites réclamations en souffrance " avaient été réglées à la satisfaction de l'honorable Commissaire ", et 2^o moins la somme de \$78.68 réclamée par l'ingénieur Vallée pour ses honoraires et déboursés.

De sorte que, en vertu de cet arrêté du Conseil, le gouvernement n'a payé que \$15,000.00 et \$78.68 ;

Que ce paiement de \$15,000.00 a été fait directement à la Banque de Montréal comme cessionnaire de la dite compagnie ;

Que la compagnie a ensuite terminé ses travaux sur la section qui avait droit à la dite somme de \$26,666.00, à l'exception du dernier tiers de mille où il reste encore quelque chose à faire ;

Que le gouvernement refusant, à cause des dettes dues pour la construction du dit chemin de fer, de payer à la dite banque les \$11,666.00 qui restaient dues sur la somme à elle transportée, elle exerça son recours contre les autres parties qui s'étaient obligées envers elle ;

M. Têtu était décédé le 3 janvier 1890, laissant pour seule héritière sa fille Dame Caroline Têtu, veuve Duchesnay, qu'il avait instituée son exécutrice testamentaire. Elle fut poursuivie en cette qualité ;

L'action a été intentée le ou vers le 31 août 1891, sous le nom de John-L. Reay (prête-nom pour la Banque de Montréal), contre ces trois défendeurs dans l'ordre susindiqué, sous le numéro 2173 des registres de la Cour Supérieure, Montréal ; et, le 8 octobre 1891, la cour a condamné les défendeurs, conjointement

et solidairement, à payer au demandeur \$12,980.96, avec l'intérêt du jour de l'assignation (1er septembre 1891), et les frais ;

En exécution de ce jugement la banque a fait saisir entre les mains de M. Beemer certaines créances dues à Madame Duchesnay, et elle a ainsi prélevé environ \$3,200.00.

La banque a aussi fait saisir des immeubles que Madame Duchesnay évaluée à une dizaine de mille piastres, et qui, lors de la vente par autorité de justice, ont été adjugés pour \$270.00.

Que, par un état produit par M^{tres} Robertson, Fleet & Falconer, avocats pour la Banque de Montréal, il appert qu'elle a reçu, à compte du dit jugement :

De Madame Duchesnay, par exécution.....	\$3,292 34
De M. C. Beausoleil.....	2,000 00
Et de M. Armstrong, qui avait entrepris par contrat la construction du dit chemin de fer, et qui s'était rendu responsable envers les endosseurs MM. Têtu et Beausoleil.....	4,885 00
	<hr/>
	\$10,177 34

et que les frais dus aux dits avocats en cette cause sont :

\$741 93

Que Madame Duchesnay a, dans le mois de février 1893, adressé au Lieutenant-Gouverneur en conseil une requête exposant en substance les faits ci-dessus relatés et, en outre, contenant, entre autres allégations, les suivantes :

“ Que le contracteur de la compagnie, à cette époque, M. Charles-N. Armstrong, de la cité de Montréal, à la demande des directeurs de la compagnie, s'adressa à feu Cirice Têtu, ci-devant de la cité de Montréal, marchand, et à Cléophas Beausoleil, du même lieu, avocat et membre de la Chambre des Communes du Canada, pour obtenir, par leur intermédiaire, des avances d'argent nécessaires au parachèvement de la section du chemin de fer sus désigné ;

“ Que ces messieurs, sur la promesse formelle du dit Charles-N. Armstrong, et des directeurs de la compagnie du chemin de fer Grand Oriental, que la responsabilité qu'ils étaient disposés à prendre pour servir les intérêts de la compagnie, serait couverte et protégée par la cession et le transport que ferait la compagnie à toute institution financière qui voudrait avancer l'argent demandé, du ou des subsides accordés à la compagnie par le gouvernement du Canada et celui de la province de Québec, consentirent à travailler de concert à obtenir les avances demandées ;

“ Que, de fait, après plusieurs démarches, ils obtinrent de la Banque de Montréal, sur leur endossement de certains billets de la compagnie sus-dite, signés par son président, James Cooper, une somme de \$26,666.66 ;

“ Que les endosseurs des billets susdits, et spécialement le dit feu Cirice Têtu, ne consentirent à s'obliger vis-à-vis de la dite Banque de Montréal, qu'à la condition expresse que le dit transport ainsi fait, puis accepté par le gouvernement

de la province Québec, et que s'ils eussent cru que le dit transport, tel que noté et accepté par le gouvernement, ne produirait aucun lien entre ce dernier et la banque cessionnaire du dit transport, ils n'eussent jamais consenti à engager leur responsabilité pour une somme aussi considérable ;

“ Qu'en sa qualité de seule héritière et d'exécutrice testamentaire, votre requérante, après la mort du dit Cirice Têtu, s'est efforcée, de concert avec les dits Cléophas Beausoleil et Charles-N. Armstrong susmentionnés, d'obtenir du gouvernement le paiement à la Banque de Montréal de la balance restée à découvert par le règlement des réclamations susmentionnées à même la somme de \$9,921.00 retenue au Trésor ;

“ Que le dit Charles-N. Armstrong écrivit à cet effet plusieurs lettres aux divers officiers des départements, à Québec, et spécialement à E. Moreau, écuyer, directeur des chemins de fer de la province de Québec, se plaignant de la mauvaise foi du gouvernement et s'étonnant de ce que ce dernier eût retenu et payé aux ouvriers et autres le montant de leur réclamation à même les argents d'un subside transporté en garantie, au lieu de le faire avec le montant du subside non encore transporté et affecté à cette section de chemin de fer, s'étendant de St-Thomas de Pierreville à la Baie-du-Febvre ; copie de cette correspondance se trouve au département des Travaux publics.....

“ Que votre requérante est veuve, mère d'une nombreuse famille, dont la plupart des membres sont encore très jeunes, et dans l'impossibilité de subvenir à leur propre subsistance, et qu'elle-même est absolument dépourvue de moyens de subsistance par la privation des argents et autres biens lui appartenant ainsi confisqués, tel que suslit, en vertu de la loi ;

“ Que, d'ailleurs, le produit des saisies pratiquées contre elle ne saurait suffire pour payer les réclamations de la Banque de Montréal et que, partant, votre requérante est exposée à se voir enlever tous autres biens, meubles ou immeubles, qu'elle pourrait avoir ou acquérir.....

“ Que, pour toutes ces raisons, votre requérante demande respectueusement et avec confiance à Votre Honneur en conseil, de vouloir bien prendre en considération les diverses circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi le transport par le gouvernement de la province de Québec du subside de \$26,666 66 en garantie des avances faites par la Banque de Montréal à MM. Têtu et Beausoleil, et a le ferme espoir que Votre Honneur en conseil viendra à la conclusion qu'une grave injustice a alors été commise envers la Banque de Montréal et les endosseurs de bonne foi des billets de la Compagnie du chemin de fer Grand Oriental, et spécialement envers votre requérante, qui est maintenant aux droits et obligations de l'un d'eux, le dit Cirice Têtu, et qu'il appartient en équité à Votre Honneur en conseil de remédier à l'injustice ainsi commise envers votre requérante ;

“ 1. En l'indemnisant des sommes payées par elle à la Banque de Montréal en remboursement de sa créance, ou touchées par la dite banque créancière, sur le produit réalisé par la vente des propriétés immobilières appartenant à votre requérante es-qualité ;

“ 2. En payant directement à la Banque de Montréal la balance qui peut ou pourra lui rester due sur sa créance, en capital, intérêts et frais.

“ Ou de toute autre manière qu'il plaira à Votre Honneur en conseil. ”

Que les allégations de cette requête sont vraies en substance ; notamment il est vrai que MM. Beausoleil et Armstrong ont protesté contre l'action du gouvernement qui, sans égard aux droits des cessionnaires, avait décidé, par un simple arrêté du Conseil, de retenir une partie du subside cédé à la Banque de Montréal pour l'employer au paiement de réclamations dues pour la construction de la section susdite de ce chemin de fer ;

Qu'il est à remarquer que la somme de \$26,666.66 avancée par la banque a été toute employée à payer travaux, matériaux et autres dépenses pour la construction de la section susdite de ce chemin, ainsi que l'honorable M. Garneau, alors commissaire des travaux publics, le reconnaît dans une lettre qu'il a adressée à la Banque de Montréal le 14 novembre 1890, de laquelle lettre l'honorable trésorier extrait les passages suivants :

“ Il appert par le certificat de M. C.-N. Armstrong, de Montréal, gérant général du chemin de fer Grand Oriental, produit à ce département le vingt-neuf octobre dernier, que MM. C. Beausoleil, M. P. et avocat, et C. Têtu, marchand, tous deux de Montréal, lui ont payé et avancé, en sa qualité d'entrepreneur de la construction du dit chemin de fer, entre le 1er juin et le 15 septembre 1889, la somme de \$26-666.66, représentant le montant du subside du gouvernement de Québec devenant dû à la compagnie sur son chemin de fer, à raison de \$4,000.00 par mille, et que cette somme a été entièrement dépensée pour la construction de ce chemin de fer, et forme partie des dépenses totales de \$44,200.00 faites jusqu'au quinze septembre 1889, tel qu'il appert au certificat de M. W.-C.-E. Philips, ingénieur chargé de la construction ; M. Armstrong certifie de plus que la subvention susdite de \$26,666.66 a été transportée à votre banque comme sûreté collatérale du remboursement de l'argent ainsi avancé. Considérant qu'à la mort de M. C. Têtu, M. Beausoleil est devenu responsable, ainsi que M. Armstrong, envers votre banque des \$11,666.66, balance actuellement due à cette dernière sur le montant du dit transport ; et considérant que l'avance ainsi faite par votre banque à MM. Beausoleil et Têtu constitue une dette privilégiée sur le dit chemin de fer, comme ayant été employée à la construction de cette ligne, pour le paiement des gages des ouvriers, etc., dès le 1er juin 1889, etc. ;

Que, par la loi 57 Victoria, chapitre 5, section 4, il est décrété que les subventions accordées aux compagnies de chemins de fer mentionnées dans la cédule “ A ” annexée à la dite loi sont annulées, parce que ces compagnies ne se sont pas conformées aux exigences de certaines lois ; et la compagnie du Grand Oriental se trouve inscrite dans cette cédule ; mais il y est dit “ sauf les droits qui peuvent être accordés à Madame Duchesnay ”, le gouvernement, tout en étant d'avis que, *primâ facie*, la réclamation de Madame Duchesnay ne devrait pas être rejetée, n'avait pas encore sur cette affaire des renseignements suffisants pour lui permettre de prendre une décision ;

Que, dans le budget supplémentaire pour l'exercice finissant le 30 juin 1895, qui a été soumis à la Législature dans la dernière session, il est fait mention de cette affaire dans les termes suivants :

" Compagnie du chemin de fer Grand Oriental : paiement à la Banque de Montréal, d'une réclamation provenant d'un transport fait à la dite banque, du 1er juin 1889, d'une partie de subvention de la dite compagnie, signifié au gouvernement et reconnu par lui, en foi duquel feu Cirice Têtu et autres ont prêté à la dite compagnie la somme de \$26,666.66.....\$11,000.00."

Cette somme n'était pas inscrite parmi celles qui devaient être votées, mais parmi celles "*déjà votées*", et mention n'en a été ainsi faite qu'à titre d'information ;

Que, depuis ce temps, par la correspondance qu'il a échangée avec Madame Duchesnay, M. Beausoleil, M. Armstrong et les avocats de la Banque de Montréal, le gouvernement a complété les renseignements dont il avait besoin, et il a constaté que la dite somme de \$11,000.00 serait insuffisante, ainsi qu'il est dit ci-après.

L'honorable Trésorier est d'avis qu'il ne serait que juste de mettre sur un même pied les parties susnommées : la Banque de Montréal pour ce qui lui reste dû en vertu du jugement qu'elle a obtenu comme susdit, et les autres pour ce qu'ils ont payé respectivement ;

Que, si l'on calcule tout ce qui est dû en vertu de ce jugement, capital, intérêt et frais, on arrivera à une somme excédant les \$11,666.00 qui resteraient dues par le gouvernement sur le subside transporté ;

Que, par un écrit sous-seing privé, du trente mars dernier et maintenant déposé au bureau du Trésor, il a été convenu entre MM. John-L. Reay, demandeur, (pour la Banque de Montréal) dans la dite cause No 2173 C. S. M., C. Beausoleil, C.-N. Armstrong agissant par son procureur A.-C. Wurtele, et Madame Duchesnay représentée par M. Gustave Hamel que la dite somme de \$11,666.00 serait divisée entre eux comme suit :

à M. John-L. Reay.....	\$ 2,000 00
à Madame Duchesnay.....	4,000 00
à M. Cléophas Beausoleil.....	2,500 00
à M. Charles N. Armstrong.....	3,166 00
et que cet arrangement sera règlement final entre toutes les parties.	

En dehors de cet écrit sous-seing privé, il a été convenu que M. Armstrong paierait aux avocats du demandeur leurs frais : \$741.73, ainsi que constaté par une lettre de Mtre Morgan, représentant M. Armstrong.

CONCLUSION

Indépendamment de la question de savoir si, par la simple signification d'une vente de créance la couronne peut être liée envers les cessionnaires, et jugeant le cas actuel par son propre mérite.

L'honorable Trésorier, considérant le transport, la signification d'icelui, la lettre du sous-trésorier, le paiement fait directement à la Banque de Montréal, cessionnaire, les circonstances dans lesquelles M. Têtu et M. Beausoleil se sont rendus responsables envers cette banque, l'emploi de la somme avancée par elle ;

Considérant, d'abord, que les réclamations pour le paiement desquelles le gouvernement a retenu une partie du subside transporté n'étaient pas plus favorables que celles qui avaient été payées au moyen des \$26,666.00 obtenues de la banque ;

Considérant les dommages que Madame Duchesnay a soufferts par suite des procédures judiciaires qui ont été prises contre elle ;

Considérant que si, dans certaines circonstances, le gouvernement pouvait retenir un subside accordé à une entreprise de chemin de fer pour payer les dettes dues par la compagnie ou par les entrepreneurs pour la construction du chemin, et cela sans injustice envers la compagnie, il ne pouvait pas, dans le cas actuel, méconnaître les droits des tiers ;

Considérant que, pour permettre au gouvernement de protéger ainsi les réclamations dues pour la construction d'un chemin de fer, la Législature de cette Province a cru qu'il fallait une loi spéciale, et, qu'à cette fin, elle a adopté la loi 56 Victoria, chapitre 36 ;

Vu que la compagnie a fait, sur la dite ligne de chemin de fer, au delà des six milles et deux tiers susmentionnés, certains travaux de construction, pour lesquels elle n'a rien reçu et qui valent plus que ceux qui restaient à faire sur le dernier tiers de mille comme susdit ; vu aussi que l'intérêt sur \$9,921.32 depuis l'an 1890 excède la valeur des travaux restant à faire sur ce dernier tiers de mille ;

Propose—Que, sur le fonds consolidé des chemins de fer et à même les \$73,300.75 de subside déclaré périmé, (sauf les droits de Madame Duchesnay), par l'acte 57 Victoria, chapitre 5, article 4 et la cédule " A " faisant partie du dit acte, il soit payé à John-L. Reay, (pour la Banque de Montréal), une somme de deux mille piastres, à Madame Caroline Têtu, veuve de feu Henri-Jules Juchereau-Duchesnay, comme héritière et exécutrice testamentaire de feu Cirice Têtu, son père, la somme de quatre mille piastres, et à Cléophas Beausoleil la somme de deux mille cinq cents piastres.

Quant à M. Armstrong, à qui reviendrait la somme de \$3,166.00, l'honorable Trésorier ne croit pas devoir faire de recommandation avant d'avoir des renseignements complets sur la nature de ses rapports avec l'entreprise du chemin de fer Grand Oriental, afin que l'on puisse juger jusqu'à quel point il pouvait être responsable envers les créanciers dont le gouvernement a acquitté les réclamations, en vertu du dit arrêté en conseil, et, en attendant, l'honorable Trésorier propose que la somme de \$741.73, à prendre sur la part assignée à M. Armstrong, soit payée à qui de droit pour les frais des avocats du demandeur dans la dite cause No 2173, cour Supérieure, Montréal.

L'honorable trésorier propose, en conséquence, qu'une loi soit soumise à la Législature, à sa prochaine session, pour autoriser le paiement des dites sommes

de \$2,000.00 à M. Reay, (pour la Banque de Montréal), \$4,000.00 à Madame Duchesnay, \$2,500.00 à M. Beausoleil et \$741,73 pour les frais des avocats du demandeur dans le dit procès, avec intérêt, de ce jour, jusqu'au paiement.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill concernant le paiement d'une certaine somme formant partie du subside accordé par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi de l'instruction publique, étant lu ;

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi des licences de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Augé propose comme amendement, secondé par M. Rioux,—Que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " renvoyé à un comité de toute la Chambre pour plus ample considération. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations " ;

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi relative à la cité de St-Henri " ;

Et bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la cité de Montréal ", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la charte de la cité de Montréal ", lesquels sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lors de la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Cholette,—la pétition du conseil municipal de Ste-Marthe.

Sur motion de M. Simpson, secondé par M. Normand,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres documents, etc., dans le département des Travaux publics, ayant rapport à un octroi pour un pont en fer sur la rivière Rouge, dans le canton de Greenville, comté d'Argenteuil.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents, lettres et correspondances relatifs à une réclamation de John McLennan contre le chemin de fer de Hereford.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents, lettres et correspondance relatifs à la demande, par la Compagnie du chemin de colonisation de Montfort, d'un subside pour les derniers douze milles de ce chemin.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation " La Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation " l'Association agricole du district des Trois-Rivières " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de Westmount " ;

Bill intitulé : " Loi constituant la ville de Saint-Louis en corporation " ;

Et Bill intitulé : " Loi concernant la colonisation et le développement à donner à l'industrie minière dans certaines parties de cette Province ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation " La compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville ", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation " l'Association agricole du district des Trois-Rivières ", lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de Westmount ", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant la ville de Saint-Louis en corporation ", lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la colonisation et le dévelop-

pement à donner à l'industrie minière dans certaines parties de la Province ", lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier repòrte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par M. Bernatchez,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Le 19 juin 1894, la Compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien informa le gouvernement de cette Province qu'à l'expiration de six mois, à compter de la date de cet avis, elle lui paierait la somme de \$7,000,000.00, représentant le reliquat encore dû et payable, sur le prix d'acquisition des deux sections du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ;

Qu'à cette époque le gouvernement de cette Province était en négociation avec la société du " Crédit Lyonnais " et " La Banque de Paris et des Pays-Bas " pour le renouvellement d'un emprunt au montant de \$4,106,461.00, négocié avec ces institutions l'année précédente et dont l'échéance devait arriver le 15 juillet 1895 ;

Que, contrairement aux plus saines notions d'économie politique, le gouvernement, au lieu de profiter de cette circonstance pour s'acquitter de cette dette et diminuer d'autant son passif, préféra renouveler le dit emprunt, en ajoutant au passif de la Province, par un escompte exagéré accordé à ces institutions financières, une somme de \$1,226,645.00 ;

Que la dite Compagnie du Pacifique Canadien, après avoir, du consentement du gouvernement, révoqué, le 28 septembre 1894, son dit avis de remboursement, lui notifia de nouveau, le 4 février dernier, son intention de lui rembourser la dite somme de \$7,000,000.00, le six août suivant ;

Que le gouvernement n'ayant plus d'emploi immédiat pour cette somme considérable, proposa à la dite Compagnie d'en ajourner le remboursement moyennant une réduction dans le taux des intérêts, et qu'il fut définitivement réglé par un arrangement conclu entre eux, le 7 février dernier, que ce remboursement aurait lieu aux deux échéances suivantes :—\$3,500,000.00 le 1er mars 1904 et \$3,500,000.00 le 1er mars 1906, et que le taux des intérêts serait réduit à compter du 6 août dernier, de son taux originaire de cinq pour cent, à celui de $4\frac{1}{20}$ pour cent par année ;

Que, par cette réduction d'intérêt, le gouvernement a occasionné à la Province, une perte annuelle de \$66,500 00 pour le temps qui reste à courir jusqu'à la première de ces échéances, et de \$33,250.00 par année, depuis cette échéance jusqu'à l'échéance finale, soit une perte totale \$600,000.00 ;

Qu'à l'époque de son premier refus, le gouvernement, au lieu de renouveler son emprunt de \$1,106,461.00, en l'augmentant par le surcroît d'escompte, à \$5,332,976.00, et au lieu d'engager le crédit de la Province en contractant de nouveaux emprunts comme il l'a fait, aurait dû, au moyen du remboursement que lui offrait la dite Compagnie du Pacifique, s'acquitter de cette dette ainsi renouvelée et des autres engagements qui ont nécessité les emprunts subséquents."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Gillies,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Augé,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Peirier,</i>	<i>Villeneuve.—26.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Martineau,</i>		

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association provinciale de tir, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'érection du monument Champlain, à Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Normand informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand rapporte, du comité des subsides, deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association provinciale de tir, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'érection du monument Champlain, à Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Dechêne propose comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " attendu que le gouvernement, le 5 avril 1895, a admis l'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique, à prendre sa retraite, avec une pension annuelle de \$2,300.00 ;

Que le montant total payé par le dit honorable Gédéon Ouimet, au fonds de pension des membres permanents du service civil, ne s'élève qu'à la somme totale de \$2,400.00 ;

Que la demande de l'honorable Gédéon Ouimet d'être admis à prendre sa retraite est basée sur le fait " que le travail lui pèse quelque peu " (Lettre de l'honorable Gédéon Ouimet au Secrétaire provincial, du 26 mars 1895) ;

Que le gouvernement a nommé conseiller législatif l'honorable Gédéon Ouimet, devenu incapable de remplir les devoirs de sa charge ;

Qu'il a nommé l'honorable Boucher de La Bruère, surintendant de l'Instruction publique, en remplacement de l'honorable Gédéon Ouimet, afin de permettre à un ministre sans portefeuille et sans salaire d'occuper la charge de président du Conseil législatif avec un salaire annuel de trois mille piastres en sus de son indemnité sessionnelle de huit cents piastres ;

Que ces échanges de positions publiques, que le gouvernement a cru devoir sanctionner et autoriser, causent une augmentation de dépenses annuelles de \$1,300.00, en sus de la somme de \$2,000.00 payée à l'honorable Gédéon Ouimet, par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique ;

Que la Chambre n'a consenti à la passation de la loi 58 Victoria, chapitre 15, intitulée : " Acte concernant l'Orateur du Conseil législatif, que sur la promesse formelle que sa mise en opération n'augmenterait en aucune manière les dépenses publiques ;

En conséquence, cette Chambre est d'avis que l'augmentation des dépenses causée par la mise à la retraite de l'honorable Gédéon Ouimet, son remplacement à la charge de Surintendant de l'Instruction publique, et la nomination d'un ministre sans portefeuille et jusque-là sans salaire, à la position de Président du Conseil législatif, continuent une violation flagrante des promesses faites à la Chambre et au pays ; que cette dépense n'est pas encourue dans l'intérêt public, mais qu'elle l'est dans le but de récompenser des services politiques au détriment des intérêts bien entendus de la Province."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Gillies,</i>	<i>Lablberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Villeneuve.—27.</i>
<i>Doyon,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Poirier,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la réimpression et les droits d'auteur du traité " Municipalités et Paroisses " par Deschamps ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la part de la province de Québec pour

l'entretien de l'Institut impérial de Londres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Normand informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Qu'à cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la réimpression et les droits d'auteur du traité "Municipalités et Paroisses". par Deschamps ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la part de la province de Québec pour l'entretien de l'Institut impérial de Londres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, jeudi le 19 décembre courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, par le département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages, par le département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse, par le département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants du département des Terres de la couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la protection des forêts, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un couvent à St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, sous la direction des Sœurs de Sainte-Anne, 6ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide en faveur de la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'application de la loi des manufactures de Québec, S. R. P. Q., titre 7, chapitre 2, section 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et aux dépenses contingentes des registraires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions sont adoptées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la cité de Montréal ", étant lu ;

Et la question étant proposée, — Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ;

M. Parizeau propose comme amendement, secondé par M. Maguan, — Que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article 133a de la charte de la cité de Montréal tel qu'édicte par la section 17, à la quatrième page des dits amendements :

" La présente section n'affectera pas l'obligation imposée à la cité par la loi 57 Victoria, chapitre 55, section 9, d'élargir et de prolonger la rue St-Lambert depuis la rue St-Jacques à la rue des Commissaires, dans la dite cité. "

M. Guerin propose comme sous-amendement, secondé par M. Pinault, — Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : " et d'élargir la rue St-Antoine, dans tout son parcours, à partir de la rue Craig jusqu'aux limites Ouest de la cité, suivant la loi 55-56 Victoria, chapitre 49. "

Et le sous-amendement étant mis aux voix, — la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Dechène,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—5.</i>
<i>Guerin,</i>	<i>Morin,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Mario,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantz,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tailon,</i>
<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Villeneuve.—32.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, — la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Dechène,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Doyon,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Pinault</i>	<i>Turgeon.—9.</i>
<i>Morin,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>England,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Flynn,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Villeneuve.—30.</i>
<i>Gillies,</i>	<i>Magnan,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale, étant mise aux voix ;

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant les subsides aux chemins de fer.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Cartier propose comme amendement à la motion, secondé par M. Chicoyne, —Que, tout en consentant à la troisième lecture de ce bill, cette Chambre espère que le gouvernement prendra les moyens de protéger, par une extension de délai, les compagnies sérieuses qui ont donné des preuves de leur bonne volonté en dépensant des sommes considérables pour la continuation de leurs chemins de fer et qui sont certainement en état de compléter leurs entreprises dans un délai raisonnable.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$77,033.23, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-seize, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,046,424.17, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simpson fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Simpson rapporte, en conséquence, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$77,033.23, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-seize, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,046,424.17, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1896 et le 30 juin 1897 et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu une première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 21 décembre 1895.

Onze heures, A. M.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

Du conseil municipal de la paroisse de Ste-Marthe, demandant que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder devant les tribunaux, dans les affaires non contentieuses.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné.—Que l'indemnité entière soit payée à M. Laliberté, sans tenir compte de ses absences des séances de la Chambre, parce qu'il a été retenu chez lui par la maladie et le décès de son épouse.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi déclarant et déterminant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2 " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les droits sur les successions " ;

Bill intitulé : " Loi abrogeant la loi concernant les loteries et bazars " ;

Bill intitulé : " Loi amendant les dispositions du Code de procédure civile, relativement aux séances en révision " ;

Bill intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile, relativement à la Cour de magistrats de districts " ;

Bill intitulé : " Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les statistiques relatives au mouvement de la population " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative à la Cour du Recorder de la cité de Québec " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les assurances mutuelles " ;

Bill intitulé : " Loi relative au paiement des employés des Compagnies de chemin de fer ;

Bill intitulé : Loi amendant la loi concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province de Québec " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les enquêtes sur les affaires publiques " ;

Et Bill intitulé : " Loi concernant le paiement d'une certaine somme formant partie du subside accordé par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77 ".

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : Loi amendant le Code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux " ;

Bill intitulé : " Loi amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi de la chasse de Québec " ;

Et Bill intitulé : " Loi modifiant le Code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique ".

Et aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant la saisissabilité du traitement des officiers publics ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant le Code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux " ; lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics ", lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la loi de la chasse de Québec ", lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant le Code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique ", lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte ce bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Nantel, du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, met devant la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné tous les documents mis devant cette Chambre, et recommande l'impression des suivants, savoir :

No. 37. Réponse à une adresse,—Production de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents relatifs aux arrangements pris par le gouvernement avec la Cie du Pacifique Canadien à l'égard du changement dans le taux de l'intérêt sur le montant de 7,000,000 de piastres dues par la dite compagnie au gouvernement.

No. 51. Réponse à un ordre,—Etat indiquant les renseignements suivants qui n'ont pas encore été produits devant la Chambre : 1. L'époque de l'année où a eu lieu la dernière vente publique des limites à bois dans cette Province et l'espace de temps qui s'est écoulé entre la date de la première annonce de cette vente et le jour de la vente ;

2. Les conditions de vente et la forme sous laquelle les avis publics ont été donnés ;

3. Les conditions sous lesquelles chaque vente de limites a été réellement faite, etc., etc.

No. 67. Réponse à un ordre,—Etat des paiements faits à M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics, le 6 juin 1894,—depuis la dite date,—pour la fourniture des Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

Aussi, des paiements des pupitres des juges et autres meubles dont le prix n'est pas spécifié dans les listes annexées au dit contrat.

No. 68. Réponse à une adresse,—Production de tous les comptes produits par M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 juin 1894 ; date de son contrat passé avec l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics.

(Ces deux documents, 67 et 68, ne devant être imprimés qu'en un seul document.)

No. 76. Réponse à une adresse,—Copie de la correspondance et des ordres en conseil relatifs aux destitutions de William Clapperton et Jérémie Pitre, comme agents des Terres de la couronne, dans le comté de Bonaventure, et aussi copie de celle de J. Gilker, comme gardien de la prison de New-Carlisle.

No. 77. Réponse à un ordre,—Copie de la correspondance échangée entre la Société bienveillante des ouvriers de bord, la Chambre de commerce de Québec et le gouvernement au sujet des règlements de la dite Société.

No. 89. Réponse à une adresse,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, le Commissaire des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant " Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur ", et aussi la ou les copies de tout contrat intervenu entre le gouvernement et la dite compagnie et copie de tous ordres en conseil relatifs au dit chemin.

No. 103. Conférence du professeur Robertson, devant le comité d'agriculture, au sujet de l'exportation des viandes en Angleterre.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

— — —
Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly ".

Bill intitulé : " Loi modifiant de nouveau la loi des licences de Québec " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant les subsides de chemins de fer " ;

Et Bill intitulé : " Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1896 et le 30 juin 1897, et pour d'autres fins du service public.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski, pour l'année 1895. (*Document de la session No 26.*)

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 décembre 1895, pour une copie de toutes correspondances, certificats, rapports et documents quelconques relatifs à la réclamation de M. Alphonse Dumais, employé permanent du département des Terres de la couronne, pour confection du *land roll* ou terrier, en double, et du livre des ventes avec index, du territoire compris dans l'agence de la division centrale du Lac St-Jean. (*Document de la session No 104.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 décembre 1895, pour une copie du rapport du Dr J.-E. Tremblay sur les conférences qu'il a données sur la Côte Nord, depuis Tadoussac à la Pointe aux Esquimaux, en compagnie de M. J.-P. Nantel. (*Document de la session No 105.*)

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Samuel-Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier de la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux Bills publics et privés qui suivent :

Loi constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang de Sherbrooke.

Loi modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes.

Loi amendant la loi relative à l'entretien des prisonniers.

Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Loi abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines taxes et licences.

Loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.

Loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée législative de Québec.

Loi amendant la loi relative aux registres des baptêmes, mariages et sépultures.

Loi modifiant la loi concernant les jurés et les jurys.

Loi concernant la clôture des inventaires en justice.

Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine.

Loi amendant la loi concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations.

Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle.

Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques des cités de Montréal et de Québec.

Loi amendant de nouveau le Code de procédure civile, relativement à la preuve prise par sténographie.

Loi amendant la loi des élections contestées de Québec.

Loi détachant certains lots du canton de Bulstrode, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet.

Loi relative à l'Hôpital protestant pour les aliénés.

Loi autorisant les syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations, et à émettre, dans ce but, une nouvelle série d'obligations.

Loi constituant en district électoral les Iles de la Madeleine.

Loi concernant la colonisation et le développement à donner à l'industrie minière dans certaines parties de cette Province.

Loi amendant le Code du notariat.

Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure.

Loi amendant la loi de la chasse de Québec.

Loi amendant la loi concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province de Québec.

Loi amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics.

Loi amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier.

Loi amendant la loi relative au service civil.

Loi amendant le Code de procédure civile, relativement aux procédures en revision.

Loi amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles.

Loi constituant en corporation la *Ramsay Paint Company*.

Loi constituant en corporation le *Dominion College of Music*, de Montréal.

Loi autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault.

Loi amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Loi amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Loi concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession *ab intestat* de feu Duncan Finlayson.

Loi modifiant la charte de la *Royal Paper Mills Company*.

Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côte-Louis-Adolphe Morisset comme notaire, après examen.

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds.

Loi validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres.

Loi constituant en corporation la *James Shearer Company*.

Loi modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook.

Loi divisant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités distinctes.

Loi modifiant la charte de la *Royal Trust and Fidelity Company*.

Loi constituant en corporation le *Samaritan Hospital for Women*.

Loi autorisant l'aliénation de terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu.

Loi validant un acte de vente par Sa Grandeur Monseigneur Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et Messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault.

Loi modifiant la charte de la ville de Westmount.

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval.

Loi constituant en corporation " l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal ", et abrogeant les lois qui constituent en corporations " l'Ecole vétérinaire de Montréal " et " l'Ecole vétérinaire française de Montréal ".

Loi amendant la loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Loi constituant en corporation la *North Nation Valley Colonization Railway Company*.

Loi constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulouge et Corneille.

Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly.

Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient.

Loi ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la *Dominion of Canada Trusts Company* par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec.

Loi ratifiant les actes de vente et d'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse, Marie-Catherine Cardinal, et Louis-Félix Robereau-Duplessis.

Loi modifiant la loi 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour.

Loi amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis.

Loi déclarant Louis-Georges Lecomte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Loi relative aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour fins de charité.

Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Loi concernant la succession de feu George Childs.

Loi modifiant la loi relative à la cité de Saint-Henri.

Loi constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville.

Loi modifiant la charte de la compagnie dite *Montreal Safe Deposit Company*.

Loi modifiant la charte du village de Senneville.

Loi amendant la loi concernant la ferme modèle de Compton.

Loi amendant la charte de la ville de Fraserville.

Loi amendant la charte de la cité de Montréal.

Loi constituant la ville de Saint-Louis en corporation.

Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal.

Loi constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada.

Loi amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations.

Loi constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières.

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Ste-Emilie de l'Energie.

Loi détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh.

Loi relative au paiement des employés des compagnies de chemins de fer.

Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville.

Loi modifiant la loi relative à la Cour du Recorder de la cité de Québec.

Loi amendant le Code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Loi modifiant le Code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique.

Loi amendant la loi concernant les enquêtes sur les affaires publiques.

Loi amendant la loi concernant les exemptions de taxes.

Loi abrogeant la loi constituant en corporation la Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec.

Loi amendant la loi concernant les assurances mutuelles.

Loi abrogeant la loi concernant les loteries et bazars.

Loi modifiant de nouveau la loi des licences de Québec.

Loi amendant le Code de procédure civile, relativement à la Cour de magistrats de districts.

Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant les subsides aux chemins de fer.

Loi déclarant et déterminant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2.

Loi concernant le paiement d'une certaine somme formant partie du subside accordé par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77.

Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.

Loi amendant la loi concernant les droits sur les successions.

Loi amendant la loi concernant les statistiques relatives au mouvement de la population.

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

“ Qu'il plaise à Votre Honneur,

“ Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un un Bill intitulé : “ Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1896 et le 30 juin 1897, et pour d'autres fins du service public ”, lequel je pris humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner. ”

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

“ Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En venant clore les travaux de cette session, je tiens à vous remercier de votre diligence dans l'accomplissement de vos travaux ; le soin tout particulier que vous avez apporté à la législation publique et privée produira les plus heureux résultats.

Votre législation concernant les élections, basée sur les lois actuellement en vigueur dans le Royaume-Uni, aura l'effet d'assurer aux électeurs plus d'indépendance dans le vote, et aux tribunaux une action plus efficace pour la répression de la corruption électorale.

Les progrès agricoles que votre encouragement a déjà si largement développés, ont occupé de nouveau votre sollicitude ; j'espère qu'ils continueront à attirer l'attention des Chambres et resteront l'objet le plus en vue de la politique de mon gouvernement, la prospérité agricole étant le meilleur gage du bien-être général de la population.

Je regrette que les ressources actuelles de la Province n'aient pu permettre à mon gouvernement d'accéder aux demandes de subsides de chemins de fer qui lui ont été soumises. J'espère que, du moins, il saura trouver les moyens de protéger les entreprises dont l'abandon serait une perte réelle pour la Province.

Grâce à sa politique d'économie, mon gouvernement a pu faire disparaître certaines taxes, et je ne doute pas que cette politique, prudemment suivie, n'apporte avant longtemps le dégrèvement d'autres impôts.

La situation financière de la Province s'améliore sensiblement, et je suis certain qu'en redoublant de vigilance, mon gouvernement réussira à maintenir le crédit de la Province.

Les travaux de la Commission chargée de la refonte des lois de la procédure civile vous ont été soumis, et j'ai confiance que cette refonte tant désirée pourra se compléter durant la prochaine session.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous lui avez généreusement votés pour les différents services publics.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,**Messieurs de l'Assemblée législative,*

A cet instant où vous devez vous séparer pour rentrer dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur, et je prie Dieu d'étendre sa protection sur vos familles et sur tous les habitants de notre fidèle et loyale Province.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif s'exprime ainsi :

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,**Messieurs de l'Assemblée législative,*

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à vendredi, le trente-unième jour de janvier prochain, pour y être ici tenue ; et cette Législature est, en conséquence, prorogée à vendredi, le trente-unième jour de janvier prochain.

INDEX

DU

TRENTIÈME VOLUME

59 VICTORIA, 1895.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL—loi amendée :—Voir *Registres des baptêmes, etc.*
Aussi *Bill No 7.*

ACTES DE TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Bill de M. Taillon validant certains—
sujets au droit imposé par l'article 1191*a* des S. R. et ses amendements,
251. Voir *Bill No 132.*

ACTE ÉLECTORAL :—

1. Bill de M. Casgrain relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, 25. Voir *Bill No 6.*
2. Bill de M. Casgrain amendant la loi des élections contestées de Québec, 103. Voir *Bill No 16.*
3. Bill de M. Tellier, modifiant la loi électorale de Québec, 62. Voir *Bill No 93.*
4. Bill de M. Bourbonnais amendant l'acte électoral de Québec, 90. Voir *Bill No 100.*

Adresses :—

1. Motion de M. Girard (Lac St-Jean) proposant de présenter une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en réponse au discours du Trône, 11 ; son adoption et sa présentation, 12.
2. Message du Lieutenant-Gouverneur concernant l'adresse en réponse au discours du Trône, 143.

ADRESSES :—*Suite.*

3. Motion de M. Taillon pour une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant d'émettre son mandat en faveur du Trésorier de cette Province pour la somme de \$20,000, pour payer certains travaux sur chemins de colonisation ; adoptée, 147.

AGENCE OUEST DU LAC ST-JEAN :—Interpellation, 15.**AGRICULTURE :—**

1. Motion de M. Magnan demandant copie de tous mémoires transmis au gouvernement, depuis la dernière session, suggérant des mesures propres à assurer la diffusion de la science agricole, 129.
2. Bill de M. McDonald amendant la loi concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province de Québec, 228. Voir *Bill No 25*.
3. Amendement de M. Bernatchez—à la motion pour comité des subsides—remèdes à apporter aux maux dont souffre l'agriculture, 148. Voir *Votes pris en Chambre*, 1.

AGRICULTURE ET COLONISATION :—

1. M. Beaubien met devant la Chambre le rapport du Commissaire de l'— de la province de Québec pour 1895, 43. (*Imprimé.*) (*Document No 3*). Voir *Documents*, *item 2*.
2. Bill de M. Beaubien amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation relativement aux cercles agricoles, 236. Voir *Bill No 30*.
3. Motion de M. Bernatchez demandant copie du dossier numéro 1061 de 1895 du département d'—, 115 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 237. (*Document No 93*). Voir *Documents*, *item 3*.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—

1. Comité permanent nommé, 6, 8, 11 ; Premier rapport—nommant M. Beauchamp, président et demandant que le quorum soit réduit à neuf membres,—adopté, 20.
2. Second rapport—question des concours agricoles, 89.
3. Troisième rapport—encouragement de la culture du lin, 185.
4. Quatrième rapport—conférence du Professeur Robertson sur l'exportation des viandes en Angleterre, 279.

AGRICULTURE, Manuel d'—par E.-A. Barnard :— Voir *Barnard, E.-A.* ; aussi *Documents*, *item 13*.

AGRICULTURE *re* Journal d'— : —Voir *Journal d'Agriculture* ; aussi *Documents*, *item* 85.

ALAIN, ANTOINE—, de Saint-Raymond :—Interpellation, 186.

ALIÉNÉS :—

1. Motion de M. Gladu au sujet du renouvellement du contrat avec les Sœurs de l'Asile de la Providence pour la garde et l'entretien des aliénés ; motion retirée, 234.
2. Entretien des aliénés par le comté de Joliette :—Interpellation, 46.
3. Garde et entretien par le comté de Gaspé :—Interpellation, 28.
4. Nouveau contrat, Asile St-Jean de Dieu :—Interpellation, 14.

ALIÉNÉS PROTESTANTS :—Motion de M. Gladu pour copie de la correspondance échangée entre l'Association dite “ *The Protestant Ministerial Association* ”, de Québec et le gouvernement au sujet du local nécessaire pour les services religieux donnés aux internés protestants, à Beauport, 234.

ALLAIRE, PIERRE—de Québec :—Au sujet de la vente des boissons :—Interpellations, 259.

AMÉLIORATION DES CHEMINS :—Société pour l'— :—Voir *Chemins* ; aussi *Bill No* 25.

AMENDES :—Remises d'— :—Voir *Remises d'amendes* ; aussi *Documents*, *item* 129.

ANGERS, CYPRIEN :—Interpellation, 232.

ANNONCES POUR VENTE DE LIMITES A BOIS :—Interpellation, 35.

ANSES DE SILLERY :—Voir *Sillery* ; aussi *Documents*, *item* 141.

ARCHAMBAULT, JOSEPH :—Voir *Lacroix, Joseph* ; aussi *Bill No* 33.

ARMAGH :

1. Bill de M. Turgeon pour annexer au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'—, 21. Voir *Bill No* 85.
2. Comité spécial nommé pour étudier le Bill détachant du comté de Bellechasse, et annexant au comté de Montmagny, la partie non organisée du canton d'Armagh, 71 ; premier rapport, 133 ; second rapport ; bill modifié, 162. Voir *Bill No* 85.

ARMSTRONG, JAMES :—Pétition demandant un acte validant la vente de partie du lot numéro 139 de la paroisse de Montréal, 17, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No* 41.

ARPENTEURS :—

1. Motion de M. Tessier pour copie des instructions données par le département des Terres de la couronne aux—pour arpentages mentionnés à l'item 7 du budget supplémentaire de 1896, 48 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 249 (*Document No 95*). Voir *Documents*, item 6.
2. Motion de M. Gladu demandant un état détaillé de la somme de \$5,354 44 entrée comme dépenses générales pour arpentages à la page 26 du rapport des Terres de la couronne pour 1895, 129 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 255. (*Document No 99*). Voir *Documents*, item 5.

ARRÉRAGES DE TAXES POUR CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC :—
Interpellations, 158.**ASCENSEUR AU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC :—**Interpellation, 118.**ASILE DE BEAUPORT :—**

1. Au sujet des aliénés protestants :—Voir *Aliénés protestants* ; aussi *Documents*, item 4.
2. Au sujet de l'arbitrage de M. Peters :—Interpellation, 109.
3. Mortant payé à M. Berlinguet :—Interpellation, 109.

ASILE DE LA PROVIDENCE :—Motion de M. Gladu, au sujet du nouveau contrat avec les Sœurs de l'Asile de la Providence pour la garde et l'entretien des aliénés ; motion retirée, 234.**ASILE ST-JEAN DE DIEU :—**

1. Motion de M. Tessier (Portneuf) pour la production de documents touchant le contrat pour l'entretien des aliénés à l'—, 15 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 53. (*Document No 36*). Voir *Documents*, item 7.
2. Interpellation au sujet du nouveau contrat, 14.

ASILE DE ST-JEAN DE DIEU re DUNCAN KINSELLA :—Voir *Kinsella, Duncan*.**ASILE DE VERDUN :—**Voir *Hôpital protestant pour les aliénés*.**Assemblée Législative :—**

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; pour la sanction des bills, à la clôture de la session, 318.

Réunions et ajournements de la Chambre :

2. Continue à siéger après minuit, 31, 202, 271.
3. Devant avoir deux séances le même jour, 249. Trois séances, 277.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.*

4. Devant siéger le samedi, 204. Siègle le samedi, 226, 314.

5. Ajourne au lendemain, samedi, à 11 h. a. m., 204.

6. Motion d'ajournement, retirée, 202.

ASSOCIATION AGRICOLE DU DISTRICT DES TROIS-RIVIÈRES :—Voir *Trois-Rivières* ; aussi *Bill No 79*.

ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE :—Bill de M. Pelletier concernant les —t de secours mutuels et les Compagnies d'assurance mutuelle, 167. Voir *Bill No 12*.

ASSOCIATION DES DENTISTES :—Voir *Dentistes*, aussi *Bill No 109*.

ASSOCIATION DE SECOURS MUTUELS :—Bill de M. Pelletier concernant les—, 167. Voir *Bill No 12*.

ASSOCIATION POUR L'AMÉLIORATION DES CHEMINS :—Voir *Chemins* ; aussi *Bill No 25*.

ASSOCIATION PROTECTRICE DE BIENFAISANCE DU CANADA :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 61, 73 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 88. Voir *Bill No 77*.

ASSURANCES MUTUELLES :—Bill de M. Gosselin amendant la loi concernant les—, 162. Voir *Bill No 118*.

ASSURANCES MUTUELLES CONTRE LE FEU :—

1. M. Taillon met devant la Chambre le douzième rapport de l'inspecteur des Compagnies d'assurances mutuelles contre le feu pour la province de Québec, pour l'année 1894, 62. (*Document No 39*). Voir *Documents, item 8*.

2. Bill de M. Bourbonnais amendant le Code civil et les Statuts révisés de la province de Québec, quant à ce qui regarde les privilèges accordés aux Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, 90. Voir *Bill No 101*.

ASSURANCE SUR LA VIE :—Bill de M. Cooke concernant l'—prise par les maris et parents, 90. Voir *Bill No 97*.

ATLANTIQUE ET LAC SUPÉRIEUR :—

1. Motion de M. Lemieux pour la production des documents relatifs à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant Compagnie du chemin de fer—, 23 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 237. (*Documents No 89*). Voir *Documents, item 9*.

ATLANTIQUE ET LAC SUPÉRIEUR :—*Suite.*

2. Motion de M. Lemieux pour la production des documents relatifs au paiement de la balance due, en 1892, à la Cie—; aussi relatifs aux arrérages des gages des ouvriers et employés de cette Compagnie, 247.
3. Interpellations ayant rapport à la Compagnie Atlantique et Lac Supérieur —18, 123, 124, 126.

AUDET, FERD., de Québec :—Interpellation, 169.

AYLEN, DR :—Motion de M. Bourbonnais pour copie du rapport du Dr Aylen et de tous autres rapports et correspondance relatifs à la conduite de M. Cléroux, garde, à la prison de Montréal, 234.

AYLMER :—Société Saint Jean-Baptiste :—Etat d'affaires, 204. Voir *Documents*, item 82.

AYOT, LOUIS :—Voir *Mallette et Ayot*; aussi *Documents*, item 97.

AYOT ET MALLETTE :—Motion de M. Hall pour la production de documents relatifs à la remise des droits de succession en faveur de—, 47.

BACON, PIERRE :—Motion de M. Bernatchez demandant un état détaillé de toutes les sommes payées à M.—et aux avocats dans la cause *Bacon vs le gouvernement*, 106.

BACON, PONT :—Motion de M. Bernatchez pour la production de documents en rapport avec l'affaire du Pont Bacon, de St-Pierre, Rivière du Sud, 106.

BAIE DES CHALEURS :

1. Motion de M. Lemieux pour la production des documents relatifs à la Compagnie du chemin de fer de la—maintenant "Atlantique et Lac Supérieur", 23; réponse à l'ordre de la Chambre, 237. (*Document No 89*). Voir *Documents*, item 9.
2. Motion de M. Lemieux pour la production des documents relatifs au paiement de la balance due, en 1892, à la Cie—, aussi relatifs aux arrérages des gages des ouvriers et employés de cette Compagnie, 247.
3. Cie du chemin de fer de la—re paiements faits à M. Smith. Voir *Smith, Murray*; aussi *Documents*, item 143.
4. Au sujet des employés de la— :—Interpellations, 123, 126.
5. Au sujet des subsides à cette Compagnie :—Interpellation, 124.

BANQUE DE MONTRÉAL :—Au sujet des paiements faits à M. Murray Smith. Voir *Smith, Murray*; aussi *Documents*, item 143.

BANQUE DES MARCHANDS DU CANADA :—Pétition de la—, demandant une loi validant certains avertissements et avis publiés dans le *Daily Record*, 66, 79 ; rapport du comité des ordres permanents que les avis n'ont pas été donnés, 98. Voir *Bill No 112*.

BAPTÊMES :—Registres des—loi amendée :—Voir *Registres des, etc.* ; aussi *Bill No 7*.

BARBEAU, J.-E. :—Au sujet de l'emprunt de 1895 :—Interpellation, 43.

BARNARD, E.-A. :—Motion de M. Dechêne pour la production de documents relatifs à la publication et à l'impression d'un traité d'agriculture par—pour les cercles agricoles, 36.

BARREAU DE QUÉBEC :—Au sujet d'un ascenseur au palais de justice de Québec :—

BARRETTE, GEORGE :—Au sujet de son emploi :—Interpellation, 183.

BARRY, MADAME ALBERT, DE QUÉBEC :—Au sujet de la vente de boissons :—Interpellation, 259.

BARTHE, G.-L. :—

1. Réponse à une adresse du 21 décembre 1894 pour documents quelconques relatifs à la démission de—, 9. (*Documents No 15*.) Voir *Documents, item 15*.
2. Réponse à un ordre du 3 janvier 1895 pour copie des jugements rendus par—, 10. (*Document No 22*). Voir *Documents, item 14*.

BAZARS ET LOTERIES :—

1. Bill de M. Allard amendant la loi concernant les loteries et les bazars, 144. Voir *Bill No 115*.
2. Bill de M. Simpson abrogeant la loi concernant les—, 173. Voir *Bill No 121*.

BEAUBIEN, L'HON. M. :—Au sujet du comté de Nicolet :—Interpellation, 108.

BEAUDRY, F.-X. :—Pétition du Rév. Léon-Alfred Sentenne et autres, demandant une loi relative aux biens de feu F.-X. Beaudry, légués pour des fins de charité, 19, 34 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 88. Voir *Bill No 65* ; voir aussi *Bill No 54*.

BEAUDRY, RODOLPHE et autres :—Pétition demandant des amendements à l'acte 56 Victoria, chapitre 93, concernant la succession de feu F.-X. Beaudry, 17, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 73. Voir *Bill No 54*.

- BEAUHARNOIS :—Réponse à un ordre de la Chambre, du 17 décembre 1894, pour correspondance ayant rapport à l'administration de la justice dans le district de Beauharnois, 100. (*Document No 49*). Voir *Documents*, item 16.
- BEAUJEU, RAOUL DE— :—Pétition demandant l'autorisation de vendre des propriétés substituées dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 20. Voir *Bill No 48*.
- BEAUREGARD, EMERIL :—Motion de M. Tellier pour production des documents relatifs à un octroi de \$50.00 fait à—de Saint-Théodore d'Chertsey, 16.
- BEDARD, JOSEPH :—Son indemnité sessionnelle devant lui être payée, n'ayant pu assister à cette session pour cause de maladie, 278.
- BEDARD, RÉVD. ADOLPHE :—Voir *Tétreault, Philibert*.
- BELANGER, M. ALPHONSE *re* inspecteur du revenu de Montmagny —Interpellation, 188.
- BELLEAU, I.-N. :—Motion de M. Lussier demandant un état des sommes payées à—, avocat, C. R., par le gouvernement depuis le 15 décembre 1891 au 15 octobre 1895, 110.
- BELLECHASSE :—Pétition de la municipalité du comté de—demandant d'annexer au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh, 19, 34. Voir *Bill No 85*.
- BERGERON, RÉV. F.-A. *re* BUREAU :—Voir *Bureau, Joseph* ; aussi *Documents*, item 27.
- BERLINGUET, F.-X. :—Montant à lui payé pour arbitrage *re* Asile de Beauport :—Interpellation, 109.
- BERTHIER, USINE POUR FABRICATION DU SUCRE DE BETTERAVE :—Voir *Betteraves* ; voir aussi *Documents*, item 19.
- BETTERAVES :—Motion de M. Gladu demandant copie du rapport fait le 21 février 1894 de la quantité de tonnes de—livrées à l'usine de fabrication de sucre de Berthier, 106.
- BETTERAVES :—Quelle quantité livrée l'an dernier :—Interpellation, 43.
- BEURRE :—Prime pour exportation :—Interpellation, 45.
- BEURRE :—
1. Motion de M. Bernatchez pour un état faisant connaître les noms des personnes qui ont exporté du beurre sur le marché anglais, ayant droit à la prime accordée par le gouvernement ; la quantité expédiée par chacune d'elles ; le prix obtenu par livre, 63 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119. (*Document No 61*). Voir *Documents*, item 20.

BEURRE :—*Suite.*

2. Motion de M. Bernatchez pour la production d'un état faisant connaître les noms des personnes ayant droit à la prime du gouvernement pour avoir exporté du beurre sur le marché anglais, 63 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 203. (*Document No 88*). *Documents, item 21.*

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—

1. Comité conjoint de la—, Membres nommés par le Conseil, 61. Membres nommés par l'Assemblée, 68.
2. Rapport du conservateur de la—, 7. (*Imprimé, 7*). Voir *Documents, item 22.*

Bills :—

B. Bill (du Conseil législatif) constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang de Sherbrooke, 142 ; sur motion de M. Panneton, lu la 1^{ère} fois, 143 ; lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 146 ; rapporté, 158 ; considéré en comité général ; rapporté, passé, 166 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 84).

C. Bill (du Conseil législatif) modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes ; sur motion de M. Cartier, lu la 1^{ère} fois, 210 ; lu la 2^{ème} fois, renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 235. Sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 30).

D. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant la saisissabilité du traitement des officiers publics, 315.

1. Bill relatif à la prestation des serments d'office (l'hon. M. Taillon)—1^{ère} lecture, 3.

2. Bill modifiant la loi relative à l'entretien des prisonniers (l'hon. M. Casgrain)—1^{ère} lecture, 35 ; 2^{ème} lecture, sur division et renvoyé à un comité général, 49 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 56 ; passé par le Conseil législatif, 89 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 19).

3. Bill modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement (l'hon. M. Casgrain)—1^{ère} lecture 36 ; 2^{ème} lecture et renvoyé à un comité général, 49 ; considéré, amendé, rapporté ; amendements adoptés, 75 ; bill lu la 3^{ème} fois et passé, 80 ; passé par le Conseil législatif, 142 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 36).

4. Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relativement à certaines taxes et licences (l'hon. M. Taillon)—1^{ère} lecture, 21 ; 2^{ème} lecture et renvoyé à un comité général, 30 ; considéré, 35, deux motions pour renvoyer de nouveau ce bill à un comité général, négativées, 54 ; lu la 3^{ème} fois et passé, 55 ; passé par le Conseil législatif, 113 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 16).

BILLS :—*Suite.*

5. Bill concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales (l'hon. M. Taillon)—1^{re} lecture, 25 ; 2^{ème} lecture et renvoyé à un comité général, 30 ; considéré et rapport de progrès, 35. Considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements adoptés, 71 ; motion pour 3^{ème} lecture, amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté ; bill renvoyé de nouveau à un comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3^{ème} fois et passé, 96 ; passé par le Conseil législatif, 132 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 15).

6. Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de Québec (l'hon. M. Casgrain)—1^{ère} lecture, 25 ; motion pour 2^{ème} lecture ; débats, 154 ; motion adoptée ; lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 157 ; considéré, rapporté progrès, 161, 166, 170, 174 ; amendé, rapporté, amendements lus les deux fois et adoptés, 175 ; ordre pour 3^{ème} lecture rescindé, bill renvoyé de nouveau à un comité général, 227 ; amendé, rapporté, amendements adoptés ; motion pour 3^{ème} lecture, amendements de M. Simpson et de M. Picault pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général négatifs ; motion pour 3^{ème} lecture adoptée ; bill passé, 227 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 260 ; amendements lus deux fois et adoptés, 260 ; bill sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 9).

7. Bill amendant la loi relative aux registres des baptêmes, mariages et sépultures (l'hon. M. Pelletier)—1^{ère} lecture, 42 ; 2^{ème} lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 70 ; passé par le Conseil législatif, 132 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 39).

8. Bill modifiant la loi concernant les jurés et les jurys (l'hon. M. Casgrain)—1^{ère} lecture, 35 ; 2^{ème} lecture et renvoyé à un comité général, 75 ; considéré, rapporté, passé, 81 ; passé par le Conseil législatif, 142 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 25).

9. Bill concernant la clôture des inventaires en justice (l'hon. M. Casgrain)—1^{ère} lecture, 35 ; 2^e lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté passé, 56 ; passé par le Conseil législatif, 89 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 46).

10. Bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine (l'hon. M. Flynn)—1^{ère} lecture, 27 ; 2^{ème} lecture, et renvoyé à un comité général, 115 ; considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés ; bill lu la 3^{ème} fois et passé, 121 ; passé par le Conseil législatif, 174 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 38).

11. Bill amendant la loi concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations (l'hon. M. Pelletier)—1^{ère} lecture, 42 ; 2^{ème} lecture et renvoyé à un comité général, 174 ; considéré ; à 6 heures le comité suspend ses délibérations, 179 ; le comité continue à considérer ce bill et le rapporte sans amendement, 180 ; motion Pelletier pour 3^{ème} lecture ; amendement Caron pour le renvoyer de nouveau à un comité général négatif, motion principale adoptée, 180 ; bill lu la 3^{ème} fois et passé, 180 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 247 ; amendements lus les deux fois et adoptés, 243 ; bill sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 28).

BILLS :—*Suite.*

12. Loi concernant les Associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 167 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 173 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 247 ; considérés et adoptés, 248 ; bill sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 34).

13. Bill amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques des cités de Montréal et de Québec (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 42 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 71 ; passé par le Conseil législatif, 143 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 37).

14. Bill amendant de nouveau le Code de procédure civile, relativement à la preuve prise par la sténographie (l'hon. M. Casgrain)—1ère lecture, 62 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 75 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 121 ; amendements lus les deux fois et adoptés, 121 ; bill sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 43).

15. Bill amendant la loi de l'instruction publique (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 42 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, 174 ; bill retiré, 302.

16. Bill amendant la loi des élections contestées de Québec (l'hon. M. Casgrain)—1ère lecture, 103 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, 157 ; considéré, 211 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 226 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 318. (59 Vict., ch. 10).

17. Bill détachant certains lots du canton de Bulstrode, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant à la paroisse de Sainte-Emilie, dans le comté de Nicolet (l'hon. M. Beaubien)—1ère lecture, 62 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, 136 ; considéré, rapporté, passé, 175 ; passé par le Conseil législatif, 248 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 8).

18. Bill relatif à l'Hôpital protestant pour les aliénés (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 136 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, 174 ; considéré, rapporté, passé, 175 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 247 ; considérés et adoptés, 248 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 5).

19. Bill autorisant les Syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations et à émettre dans ce but une nouvelle série d'obligations (l'hon. M. Taillon)—1ère lecture, 144 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 161 ; passé par le Conseil législatif, 175 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 65).

20. Bill constituant en district électoral les Iles de la Madeleine (l'hon. M. Flynn)—1ère lecture, 144 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 173 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 6).

BILLS :—*Suite.*

21. Bill concernant la colonisation et le développement à donner à l'industrie minière dans certaines parties de cette Province (l'hon. M. Flynn)—1ère lecture, 161 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 210 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 304 ; considérés et adoptés, 304 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 23).

22. Bill amendant le Code du notariat (l'hon. M. Casgrain)—1ère lecture, 90 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 136 ; passé par le Conseil législatif, 165 ; sanctionné, 319. (59 Vic., ch. 20).

23. Bill amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure (l'hon. M. Casgrain)—1ère lecture, 171 ; 2ème lecture renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 211 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 24).

24. Bill amendant la loi de la chasse de Québec (l'hon. M. Flynn)—1ère lecture, 179 ; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité général, considéré, amendé, rapporté, amendement adopté, 228 ; bill lu la 3e fois et passé, 237 ; passé par le Conseil législatif avec amendements ; considérés et adoptés, 315 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 20).

25. Bill amendant la loi concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province de Québec (M. McDonald)—1ère lecture, 228 ; 2e lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 236 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 22).

26. Bill amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 167 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, amendé, rapporté ; amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 252 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 315 ; considérés et adoptés, 315 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 13).

27. Bill amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier (l'hon. M. Flynn)—1ère lecture, 186 ; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 228 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 35).

28. Bill amendant la loi relative au service civil (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 198 ; 2e lecture sur division et renvoyé à un comité général, considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 237 ; passé par le Conseil législatif, 257 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 12).

29. Bill amendant le Code de procédure civile relativement aux procédures en revision (l'hon. M. Casgrain)—1ère lecture, 245 ; 2e lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 250 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 44).

30. Bill amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles (l'hon. M. Beaubien)—1ère lecture ; 2ème lecture et

BILLS :—*Suite.*

renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 236 ; passé par le Conseil législatif, 303 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 21).

31. Bill constituant en corporation la *Ramsay Paint Company* (l'hon. M. Hall)—1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 65 ; rapporté, 83 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 103 ; passé par le Conseil législatif, 164 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 69).

32. Bill constituant en corporation le *Dominion College of Music*, de Montréal (l'hon. M. Morris)—1ère lecture, 21 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 31 ; rapporté amendé, 52 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 64 ; passé par le Conseil législatif, 116 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 77).

33. Bill autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault (l'hon. M. Taillon)—1ère lecture, 20 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 30 ; rapporté, 116 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 131 ; passé par le Conseil législatif, 170 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 96).

34. Bill amendant la charte de la ville de Montréal (M. Parizeau)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; rapport que le préambule du bill n'est pas prouvé, 154 ; ordre que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 164 ; bill retiré, 253 ; honoraire remis, 253.

35. Bill amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec (M. Tessier (Portneuf)—1ère lecture, 67 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté amendé, 122 ; considéré en comité général, amendé, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 139 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 184 ; considérés, 185 ; adoptés, 191 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 47).

36. Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central (M. Panneton)—1ère lecture, 27 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 37 ; rapporté, 67 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 79 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 247 ; considérés et adoptés, 248 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 59).

37. Bill concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession *ab intestat* de feu Duncan Finlayson (l'hon. M. Hall)—1ère lecture, 98 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 106 ; rapporté amendé, 117 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendement adopté, bill lu la 3ème fois et passé, 131 ; passé par le Conseil législatif, 192 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 89).

38. Bill modifiant la charte de la *Royal Paper Mills Company* (M. Panneton)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 65 ; rapporté, 83 ; considéré en comité général, rapporté, 91 ; lu la 3ème fois

BILLS :—*Suite.*

et passé, 103 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 163 ; considérés et adoptés, 163 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 68).

39. Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côme-Louis-Adolphe Morisset comme notaire, après examen (M. Tellier)—1ère lecture, 42 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 56 ; rapporté, 84 ; motion Tellier pour suspension de la 57ème règle, adoptée sur division, 154 ; bill considéré en comité général, lu la 3ème fois sur division et passé, 155 ; passé par le Conseil législatif, 192 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 93).

40. Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds (M. King)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 65 ; rapporté amendé, 83 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 92 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 150 ; amendements lus la 1ère fois, 150 ; lus la 2ème fois et adoptés, 157 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 63).

41. Bill validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres (M. Descarries)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 65 ; rapporté amendé, 98 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 107 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 163 ; considérés et adoptés, 163 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 92).

42. Bill constituant en corporation la *James Shearer Company* (l'hon. M. Hall)—1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 65 ; rapporté, 83 ; considéré en comité général, rapporté, 92 ; lu la 3ème fois et passé, 103 ; passé par le Conseil législatif, 165 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 71).

43. Bill modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook (l'hon. M. Hackett)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; rapporté amendé, 83 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 101 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 158 ; considérés et adoptés, 158 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 55).

44. Bill divisant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités distinctes (M. McClary)—1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 72 ; rapporté amendé, 84 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 92 ; passé par le Conseil législatif, 164 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 58).

45. Bill constituant en corporation *The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company* (M. Tellier)—1ère lecture, 89 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 102 ; rapport du comité que le promoteur désire ne pas procéder sur ce bill ; bill retiré, 122 ; honoraire remis, 156.

46. Bill modifiant la charte de la *Royal Trust and Fidelity Company* (l'hon. M. Morris)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; rapporté et renvoyé au comité de législation, 117 ; rapport du comité, 123 ; Motion Pelletier pour que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills

BILLS :—*Suite.*

privés avec rapport du comité de législation, motion adoptée, 130 ; rapporté avec amendements, 133 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 256 ; passé par le Conseil législatif, 192 ; sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 67).

47. Bill constituant en corporation *The Samaritan Hospital for Women* (l'hon. M. Morris)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; rapporté, 84 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 92 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 163 ; considérés et adoptés, 163 ; honoraire remis, 256 ; bill sanctionné, 319. (59 Vict., ch. 83).

48. Bill autorisant l'aliénation de terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu (M. Parizeau)—1ère lecture, 20 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 31 ; rapporté, 52 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 64 ; passé par le Conseil législatif, 170 ; sanctionné, 320. (59 Vic., ch. 88).

49. Bill validant un acte de vente par Sa Grandeur Mgr Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et Messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault (M. Marion)—1ère lecture, 27 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 37 ; rapporté amendé, 52 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 64 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté ; amendements lus les deux fois et adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 65 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 143 ; considérés et adoptés, 143 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 90).

50. Bill pour modification de la charte de la ville de Westmount (M. Ville-neuve)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 65 ; rapporté amendé, 197 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 231 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 304 ; considérés et adoptés, 304 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 54).

51. Bill conférant l'existence corporative à la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke (M. Pannetou)—1ère lecture, 20 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de chemins de fer, 30 ; rapporté amendé, 67 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 79 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, considérés, 184 ; adoptés, 249 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 64).

52. Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval (M. Descarries)—1ère lecture, 99 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 106 ; rapporté amendé, 117 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 131 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 94).

53. Bill constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal et abrogeant les lois qui constituent en corporations l'Ecole vétérinaire de Montréal et l'Ecole vétérinaire française de Montréal (M. Parizeau)—1ère lecture, 89 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 102 ; rapporté amendé, 122 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 140 ; passé par le Conseil législatif, 209 ; sanctionné, 320 ; honoraire remis, 190. (59 Vict., ch. 79).

BILLS :—*Suite*

54. Bill amendant la loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry (M. Marion)—1ère lecture, 73 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 80 ; rapporté amendé, 113 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 120 ; passé par le Conseil législatif, 170 ; sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 85).

55. Bill constituant en corporation *The North Nation Valley Colonization Railway Company* (M. Tétreau)—1ère lecture, 79 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 84 ; rapporté amendé, 122 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 145 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 192 ; considérés, 193 ; adoptés, 199 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 62).

56. Bill constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille (M. Tétreau)—1ère lecture, 89 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 102 ; rapporté avec amendements, 157 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 165 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 74).

57. Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly (M. Parizeau)—1ère lecture, 67 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 78 ; rapporté, 117 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 192 ; considéré de nouveau, amendé, 252 ; rapporté, passé, 258 ; passé par le Conseil législatif, 317 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 97).

58. Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient (l'hon. M. Morris)—1ère lecture, 84 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 93 ; rapporté amendé, 122 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 139 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 192 ; considérés 193 ; adoptés, 210 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 66).

59. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales finissant le 30 juin 1896 et le 30 juin 1897 et pour d'autres fins du service public (l'hon. M. Taillon)—lu les trois fois et passé, 313 ; passé par le Conseil législatif, 317 ; sanctionné, 322. (59 Vict., ch. 1).

60. Bill ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la *Dominion Trusts Company* par la loi du Parlement du Canada 53-59 Victoria, chapitre 84 et autorisant la dite Compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec (M. Parizeau)—1ère lecture, 84 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 93 ; bill rapporté à la Chambre et de là renvoyé au comité de législation, 117 ; rapporté, 123 ; motion de M. Pelletier pour que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés, avec le rapport du comité de législation, adoptée, 130 ; rapporté, 133 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 146 ; considéré de nouveau, rapporté, passé, 156 ; passé par le Conseil législatif, 209 ; motion pour remise de l'honoraire rejetée, 285 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 72).

BILLS. — *Suite.*

61. Bill ratifiant les actes de vente et d'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et son épouse, Marie-Catherine Cardinal, et Louis-Félix Robereau-Duplessis (M. Villeneuve)—1ère lecture, 107 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116 ; rapport du comité qu'il laisse à la Chambre de se prononcer sur la légalité de cette législation, 151 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 165 ; passé par le Conseil législatif, 209 ; sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 91).

62. Bill autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour (M. Duplessis)—1ère lecture, 99 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 106 ; rapporté amendé, 133 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 155 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 209 ; considérés et adoptés, 209 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 76).

63. Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis (M. Cartier)—1ère lecture, 73 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 80 ; rapporté amendé, 157 ; bill considéré en comité général, rapporté, passé, 166 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 60).

64. Bill déclarant Louis-Georges LeComte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec (M. Cartier)—1ère lecture, 27 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 37 ; rapporté amendé, 61 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 71 ; passé par le Conseil législatif, 165 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 95).

65. Bill relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité (M. Descarries)—1ère lecture, 89 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 102 ; rapporté amendé, 162 ; considéré en comité général ; rapporté, passé, 171 ; passé par le Conseil législatif ; honoraire remis, 190 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 86).

66. Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde, près Montréal (M. Villeneuve)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 65 ; rapporté amendé, 133 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, 145 ; bill lu la 3ème fois et passé, 156 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 192 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois, 192 ; sur motion de M. Villeneuve un message est envoyé au Conseil législatif l'informant que la Chambre ne peut concourir dans les amendements, 241 ; le Conseil législatif informe la Chambre qu'il persiste dans le 1er amendement, mais non dans le second, 251 ; les amendements du Conseil sont alors adoptés, 258 ; motion pour remise de l'honoraire rejetée, 284 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 51).

67. Bill concernant la succession de feu George Childs (l'hon M. Hall)—1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 65 ; rapporté

BILLS :—*Suite.*

amendé, 98 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 107 ; passé par le Conseil législatif, 170 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 88).

68. Bill modifiant la loi relative à la cité de Saint-Henri (M. Villeneuve)—1ère lecture, 113 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 121 ; rapporté amendé, 174 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 197 ; passé par le Conseil législatif, 303 ; motion pour remise de l'honoraire rejetée, 285 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 52).

69. Bill constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville (M. Girouard)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 65 ; suspension de la 58ème règle, 200 ; rapporté amendé, 204 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 231 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 304 ; considérés et adoptés, 304 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 73).

70. Bill modifiant la charte de la Compagnie dite *Montreal Safe Deposit Company* (M. Villeneuve)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; bill renvoyé à la Chambre et de là renvoyé au comité de législation, 117 ; rapporté, 123 ; motion de M. Pelletier que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés avec le rapport du comité de législation ; motion adoptée, 130 ; rapporté amendé, 133 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 156 ; passé par le Conseil législatif, 209 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 70).

71. Bill modifiant la charte du village de Senneville (M. Descarries)—1ère lecture, 89 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 102 ; rapporté, 158 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 166 ; passé par le Conseil législatif, 209 ; honoraire remis, 256 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 57).

72. Bill amendant la loi concernant la ferme modèle de Compton (M. Panneton)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; rapporté, 88 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 102 ; passé par le Conseil législatif, 164 ; honoraires remis, 197 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 78).

73. Bill amendant la charte de la ville de Fraserville (M. Rioux)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 80 ; rapporté amendé, 105 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 115 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 209 ; considérés et adoptés, 210 ; motion pour remise de l'honoraire rejetée, 285 ; bill sanctionné, 320. (59 Vict., ch. 53).

74. Bill amendant la charte de la cité de Montréal (M. Villeneuve)—1ère lecture, 99 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 106 ; rapporté amendé, 167 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 193 ; considéré de nouveau, rapporté, passé, 195 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 303 ; amendements lus la 1ère fois, 303 ; à la motion pour 2ème lecture, amendement de M. Parizeau et sous-amendement de M. Guerin, tous deux rejetés,

BILLS :—*Suite.*

amendements lus la 2ème fois et adoptés, 311 ; bill sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 49).

✓ 75. Bill constituant la ville de Saint-Louis en corporation (M. Villeneuve)—1ère lecture, 107 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116 ; rapporté amendé, 185 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, passé, 200 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 304 ; considérés et adoptés, 304 ; bill sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 55).

76. Bill concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal (M. Martineau)—1ère lecture, 99 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 106 ; rapporté, 117 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 131 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 184 ; considérés, 184 ; adoptés, 192 ; honoraire remis, 207 ; bill sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 76).

77. Bill constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada (M. Savaria)—1ère lecture, 89 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 102 ; rapporté amendé, 151 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, passé, 165 ; passé par le Conseil législatif, 209 ; honoraires remis, 189 ; bill sanctionné, 321. (59 Vic., ch. 82.)

78. Bill amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations (M. Martineau)—1ère lecture, 99 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 106 ; rapporté amendé, 167 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 179 ; passé par le Conseil législatif, 303 ; bill sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 50).

79. Bill constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières (M. Normand)—1ère lecture, 99 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, rapporté, passé, 172 ; honoraire remis, 283 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 304 ; considérés et adoptés, 304 ; bill sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 80).

80. Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Ste-Emilie de l'Energie (M. Allard)—1ère lecture, 99 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 106 ; rapporté amendé, 157 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 171 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 51).

81. Bill modifiant l'article 236 du Code municipal (M. Tellier)—1ère lecture, 14 ; ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité spécial du Code municipal, 17. Voir *Code municipal*. Bill référé au Secrétariat provincial, 162.

82. Bill modifiant l'article 5931 des Statuts refondus de Québec (M. Stephens)—1ère lecture, 21 ; ordre pour 2ème lecture rescindé, bill renvoyé au comité spécial concernant le Code de procédure civile, 93.

83. Bill à l'effet de diminuer les frais de litige dans les districts ruraux (M. Stephens)—1ère lecture, 21 ; 2ème lecture renvoyée à six mois, 93.

BILLS :—Suite.

84. Bill modifiant la loi relative à l'emprisonnement en matières civiles (M. Tellier)—1ère lecture, 21 ; ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 48.

85. Bill détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh (M. Turgeon)—1ère lecture, 21 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité spécial, 71 ; 1er rapport, 133 ; 2ème rapport,—rapporté amendé, 162 ; motion pour 2ème lecture ; amendement de M. Bernatchez, 195 ; amendement négatif, motion principale adoptée, bill lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 196 ; considéré, rapporté, passé, 207 ; passé par le Conseil législatif, 257 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 7).

Pétition contre ce bill, 79.

86. Bill relatif au paiement des employés des compagnies de chemins de fer (M. Lemieux)—1ère lecture, 27 ; ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 94 ; rapporté, 240 ; bill lu la 2ème fois et renvoyé au comité général, 251 ; considéré, rapporté, 257 ; passé, 260 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 41).

87. Bill modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la province de Québec concernant l'indemnité parlementaire (M. Desjardins)—1ère lecture, 27 ; 2ème lecture renvoyée à 6 mois, 86.

88. Bill modifiant la loi concernant les corporations de ville (M. Spencer)—1ère lecture 34 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 88 ; rapporté amendé, 186 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, passé, 235 ; passé par le Conseil législatif, 257 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 31).

89. Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs (M. Cooke)—1ère lecture, 34 ; 2ème lecture renvoyée à 6 mois, 94.

90. Bill amendant la loi relative à la Cour du Recorder de la cité de Québec (M. Lemieux)—1ère lecture, 43 ; ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 95 ; rapporté amendé, 245 ; bill lu la 2ème fois et renvoyé au comité général, 251 ; considéré, rapporté, passé, 257 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Victoria, ch. 48).

91. Bill modifiant de nouveau le Code de procédure civile, au sujet de certaines causes non appelables (M. Cooke)—1ère lecture, 61 ; ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 95 ; bill rejeté par le comité de législation, 186.

92. Bill amendant de nouveau l'article 1080 du Code municipal (M. Cooke)—1ère lecture, 62.

93. Bill modifiant la loi électorale de Québec (M. Tellier)—1ère lecture, 62.

94. Bill amendant le Code de procédure civile de la province de Québec (M. Augé)—1ère lecture, 63 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de

BILLS :—*Suite.*

législation, 129 ; renvoyé à la Chambre à la demande du promoteur sans que le comité de législation se soit prononcé, 186 ; bill retiré, 257.

95. Bill amendant le Code civil relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux (M. Augé)—1ère lecture, 68 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 129 ; rapporté, 245 ; ordre pour comité général rescindé et bill renvoyé de nouveau au comité de législation, 251 ; rapporté sans amendement, mais refondu avec le bill No 123 pour ne former qu'un seul bill sous le numéro 95, 255 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 257 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 315 ; considérés et adoptés, 315 ; bill sanctionné, 321. (59 Vict, ch. 42).

96. Bill amendant la loi concernant le Conseil exécutif, relativement au Président de ce conseil (M. Tessier, (Portneuf)—1ère lecture, 68 ; 2ème lecture renvoyée à 6 mois, 86.

97. Bill modifiant la loi concernant l'assurance sur la vie prise par les mariés et parents (M. Cooke)—1ère lecture, 90 ; 2ème lecture sur division et bill renvoyé au comité de législation, 129.

98. Bill pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant à cet effet les articles 1323 à 1327 du Code civil inclusivement (l'hon. M. Marchand)—1ère lecture, 73 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 81 ; rapporté, 122 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 139.

99. Bill pour amender de nouveau le Code municipal (M. Bourbonnais)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 90 ; bill référé au Secrétariat provincial, 162.

100. Bill amendant de nouveau l'acte électoral de Québec (M. Bourbonnais)—1ère lecture, 90.

101. Bill amendant le Code civil et les Statuts révisés de la province de Québec, quant à ce qui regarde les privilèges accordés aux Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu (M. Bourbonnais)—1ère lecture, 90 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 120 ; rapporté, 240.

102. Bill modifiant le Code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique (M. Augé)—1ère lecture, 84 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 101 ; rapporté, 186 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 242 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 315 ; amendements considérés et adoptés, 315 ; bill sanctionné, 321. (59 Vict, ch. 40).

103. Bill modifiant les articles 678, 680 et 696 du Code de procédure civile (M. Panneton)—1ère lecture, 79 ; 2ème lecture et renvoyé au comité du Code de procédure civile, 102.

BILLS :—Suite

104. Bill amendant l'article 671 du Code de procédure civile (M. Panneton)—1ère lecture, 100 ; 2ème lecture et renvoyé au comité spécial du Code de procédure civile, 196.

105. Bill validant certaines ventes judiciaires (M. Panneton)—1ère lecture, 100 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 111 ; rapporté, 186 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 242.

106. Bill abolissant le Conseil législatif (M. Cooke)—1ère lecture, 90 ; motion pour seconde lecture rejetée par 34 voix contre 24, 129.

107. Bill amendant la loi concernant les enquêtes sur les affaires publiques (M. Stephens)—1ère lecture, 90 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, 235 ; considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 242 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 11).

108. Bill amendant de nouveau le Code municipal (M. Bisson)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 99 ; renvoyé au Secrétariat provincial, 162.

109. Bill amendant la loi des dentistes (M. Allard)—1ère lecture, 103 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 147.

110. Bill amendant la seconde partie du chapitre septième des S. R. P. Q. (Titre IV, section 1594 à 1602) se rapportant au Conseil d'agriculture (M. Bernatchez)—1ère lecture, 107 ; motion pour 2ème lecture rejetée sur division, 243.

111. Bill amendant la loi concernant la preuve (M. Fitzpatrick)—1ère lecture et renvoyé au comité du Code de procédure civile, 117.

112. Bill pour rendre valides certains avis et annonces publiés dans le *Daily Record* (M. Augé)—1ère lecture, 123 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 207.

113. Bill amendant la loi concernant les exemptions de taxes (M. Bisson)—1ère lecture, 133 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité général, 159 ; considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 208 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 32).

114. Bill amendant l'article 832 du Code municipal (M. Desjardins)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 144 ; renvoyé au Secrétariat provincial, 162.

115. Bill amendant la loi concernant les loteries et les bazars (M. Allard)—1ère lecture, 144.

116. Bill amendant les articles 33 et 638 du Code municipal (M. Fitzpatrick)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 144 ; renvoyé au Secrétariat provincial, 162.

BILLS :—*Suite.*

117. Bill abrogeant la loi constituant en corporation la Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec (M. Pinault)—1ère lecture, 158 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, considéré, rapporté, passé, 196 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 81).

118. Bill amendant la loi concernant les assurances mutuelles (M. Gosselin) — 1ère lecture, 162 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 196 ; rapporté, 240 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 250 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 33).

119. Bill amendant l'article 2024 des Statuts refondus de la province de Québec (M. Simpson)—1ère lecture, 167 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, 173 ; considéré, rapporté, passé, 235.

120. Bill amendant l'article 824 du Code municipal (M. Simpson)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 167.

121. Bill abrogeant la loi concernant les loteries et les bazars (M. Simpson)—1ère lecture, 173 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 196 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 26).

123. Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46 *re* privilèges des constructeurs, journaliers, etc. (M. McDonald)—1ère lecture, 229 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 236 ; rapporté, 245 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 251 ; ordre rescindé, bill renvoyé de nouveau au comité de législation, 251 ; rapport que ce bill est refondu avec le bill No 95 et ne forme qu'un seul bill sous le No 95, 255.

124. Bill amendant la loi concernant les expositions agricoles (M. Girard, Lac St-Jean)—1ère lecture, 231 ; motion pour 2ème lecture ; amendement de M. Dechêne pour renvoyer la 2ème lecture à six mois, débats ajournés, 243 ; débats repris, motion pour 2ème lecture retirée, 249.

126. Bill modifiant de nouveau la loi des licences de Québec (l'hon. M. Taillon)—1ère lecture, 254 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité général, 277 ; considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, motion pour 3ème lecture ; amendement de M. Augé, amendement rejeté, bill lu la 3ème fois et passé, 302 ; passé par le Conseil législatif, 317 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 14).

127. Bill pour amender la loi 53 Victoria, chapitre 45 *re* titres de Bacheliers conférés par Universités (l'hon. M. Flynn)—1ère lecture, 246 ; 2ème lecture sur division, 257.

128. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la Cour de magistrat de district (l'hon. M. Casgrain)—1ère lecture, 246 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 250 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 45).

 BILLS :—*Suite.*

129. Bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant les subsides aux chemins de fer (l'hon. M. Nantel)—1ère lecture, 278 ; 2ème lecture ; amendement de M. Cartier adopté, 312 ; lu la 3ème fois sur division et passé, 312 ; passé par le Conseil législatif, 317 ; bill sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 3).

130. Bill déclarant et déterminant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, ch. 2 (l'hon. M. Taillon)—1ère lecture, 233 ; 2ème lecture sur division, 3ème lecture et passé, 286 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 2).

131. Bill concernant le paiement d'une somme formant partie du subside accordé par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77 (l'hon. M. Taillon), présenté, lu les 3 fois et passé, 302 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 4).

132. Bill validant certains actes de transport d'immeubles sujet, au droit imposé par l'article 1191*a* des Statuts refondus et ses amendements (l'hon. M. Taillon)—1ère lecture ; 2ème lecture, renvoyé au comité général, considéré, rapporté, passé, 251 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 18).

133. Bill amendant la loi concernant les droits sur les successions (l'hon. M. Taillon)—1ère lecture, 279 ; 2ème lecture sur division ; 3ème lecture et passé, 286 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 17).

134. Bill amendant la loi concernant les statistiques relatives au mouvement de la population (l'hon. M. Pelletier)—présenté, lu la 2ème fois et renvoyé au comité général, considéré, rapporté, passé, 259 ; passé par le Conseil législatif, 314 ; sanctionné, 321. (59 Vict., ch. 27).

Bills Privés :

1. Paragraphe 5 de la 57e règle de la Chambre au sujet des bills privés et des documents accompagnant ces bills, etc., abrogé, 173.

2. Comité permanent des divers bills privés, nommé, 6, 8, 10. Premier rapport, nommant M. Duplessis, président, et recommandant une réduction du *quorum* ; *quorum* devant être de sept, 18. Membres ajoutés à ce comité, 159.

3. Rapports de ce comité sur divers bills, 51, 61, 84, 88, 98, 105, 113, 116, 122, 151, 158, 162, 167, 174, 185, 197.

4. Bills renvoyés à ce comité, 30, 37, 56, 64, 78, 80, 93, 102, 106, 116.

5. Bills rapportés du comité des bills privés renvoyés au comité de législation, 117 ; rapport sur ces bills, 123 ; bills et rapport renvoyés de nouveau au comité des bills privés, 130 ; rapport, 133.

6. Honoraires sur bills remboursés, 189, 190, 197, 256, 258.

7. Motion pour remise des honoraires, négative, 284, 285.

Bills (DIVERSES PROCÉDURES SUR—) :—

1. Rapport que le préambule d'un bill n'est pas prouvé, 151.
 2. Bills présentés, lus les 3 fois et passés, 236, 251, 259, 302.
 3. Motion pour seconde lecture d'un bill, négative, 129, 243.
 4. Bill lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 136, 161, 173, 196, 211, 236, 250.
 5. Bill lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général, considéré, amendé, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 208, 250.
 6. Bill lu la 2ème fois sur division, renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 210, 228, 235.
 7. Bill lu la 2ème fois sur division, renvoyé à un comité général, considéré, amendé ; amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 237.
 8. Motion pour renvoyer la seconde lecture d'un bill à six mois, adoptée, 86, 87, 93, 95 ; négative, 195.
 9. Bill renvoyé à un comité spécial, 71.
 10. Bill amendé avant la 3ème lecture sans être renvoyé à un comité général, 55. Amendement proposé et adopté à la 3ème lecture d'un bill, 312.
 11. Considéré en comité général, rapporté progrès, 161, 166, 170, 174, 211, 251.
 12. Motion pour renvoyer de nouveau un bill à un comité général, négative, 180, 227, 302 ; adoptée, 227.
 13. Bill renvoyé de nouveau à un comité général, considéré, amendé, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 97.
 14. Considéré en comité général, amendé, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 165, 231, 235, 252.
 15. Considéré en comité général ; M. l'Orateur reprend le fauteuil à 6 heures, 179.
 16. Deux bills refondus en un seul par le comité de législation, 255.
 17. Bills retirés, 152, 257, 258, 302.
 18. Bills soumis au comité du Code municipal référés au Secrétariat provincial pour qu'un bill d'ensemble soit rédigé, 162.
- BLANCHARD, ALBERT :—Plaintes de—au sujet des remarques de l'hon. juge Wurtele re procès O. Cartier :—Interpellation, 184.
- BLOUIN, CLÉOPHAS :—Sommes à lui payées :—Interpellation, 76.

- BOIS ET CHARBON** :—Motion de M. Hall pour la production de documents relatifs à la fourniture du bois et du charbon pour le chauffage des édifices publics, Montréal, 47 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 128. (*Document No 69*). Voir *Documents*, item 35.
- BOIS ET LIMITES À BOIS** :—Motion de M. Gladu pour un état démontrant les montants dus en capital et intérêt au gouvernement, sur le prix des ventes et locations par lui faites, depuis la Confédération, de coupes de bois et de limites à bois, avec la date de ces ventes et locations, les noms des débiteurs, etc., 58 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 179. (*Document No 86*). Voir *Documents*, item 23.
- BOISSONS** :—Motion de M. Lemieux pour un état indiquant le nombre de poursuites intentées dans les districts de Montréal et de Québec en rapport avec les infractions aux lois des licences et la vente des boissons sans licences, 22, 119.
- BORD, SOCIÉTÉ DES OUVRIERS DE—** :—Voir à : *Société des débardeurs*.
- BOUCHER DE LA BRUÈRE** :—Motion de M. Dechène pour la production des documents se rapportant à la résignation de l'honorable—de son siège au Conseil législatif et de sa charge de Président du Conseil législatif, ainsi qu'à sa nomination à la charge de Surintendant de l'Instruction publique, 37 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 75. (*Document No 47*). Voir *Documents*, item 87.
- BOURGET, R.-G., DE ST-JOSEPH DE LÉVIS** :—Interpellation, 163.
- BOUTIN-BOURASSA** :—Motion de M. Baker pour la production de documents en rapport avec l'enquête faite au sujet de—pour les écoles de St-Romuald, comté de Lévis, 105.
- BOYD-SOMERVILLE** :—Motion de M. Stephens pour la production d'un état détaillé des frais encourus par la Couronne dans l'affaire—, 37 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119. (*Document No 58*). Voir *Documents*, item 26.
- BRANDON ET SAINTE-EMILIE DE L'ENERGIE** :—Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de—, 61, 77 ; rapport du comité des Ordres permanents sur l'avis, 98. Voir *Bill No 80*.
- BRYSON, JOHN ET AUTRES** :—Pétition de—demandant l'incorporation de "*The Coulonge and Crow River Boom Co.* ; lue et reçue, 61 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, recommandant la suspension de la 51^e règle, 88. Voir *Bill No 56*.
- BUIES, ARTHUR** :—Brochure sur la vallée de la Métapédia :—Interpellation, 77.
- BULSTRODE** :—Bill de M. Beaubien pour détacher du comté d'Arthabaska et l'annexer au comté de Nicolet une partie des 4^eme et 5^eme rangs du canton de—, 62. Voir *Bill No 17*.

BUREAU DE COLONISATION DE MONTRÉAL :—Interpellation, 168.

BUREAU, JOSEPH :—Motion de M. Tessier (Portneuf) pour copie de la requête du Rév. F.-A. Bergeron et autres, demandant la réinstallation de Joseph Bureau, 256.

BUREAUX D'ENREGISTREMENT :—

1. Motion de M. Stephens pour un état du revenu de chacun des—de Montréal Est et Ouest, d'Hochelaga et Jacques-Cartier pour 1894-95, 147 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164. (*Document No 81*). Voir *Documents*, item 28 ; voir aussi *Régistrateurs*.
2. Bill de M. Casgrain modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, 35. Voir *Bill No 3*.

CABANO :—

1. Motion de M. Dechène pour la production du rapport de M. Michaud, agent des terres, à Fraserville, concernant les demandes de billets de location et de patentes de certains lots du canton Cabano, 105 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 255. (*Document No 98*). Voir *Documents*, item 29.
2. Lot numéro 45 du 10^e rang du canton— : —Interpellation, 104.
3. Lot numéro 47 du 6^e rang du canton— : —Interpellation, 184.

CAMIRAND, J.-A. :—Est-il à l'emploi du gouvernement? :—Interpellation, 184.

CANADA ATLANTIQUE :—Motion de M. Bisson pour la production de documents concernant les réclamations contre la Compagnie du chemin de fer—relativement au pont érigé sur le fleuve St-Laurent entre Valleyfield et Coteau, 58 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 101. (*Document No 55*). Voir *Documents*, item 158.

CANADA IRON COMPANY :—Motion de M. Baker pour copie de la correspondance au sujet de l'aide ou du subside demandé par la—, 207.

CANADA IRON FURNACE CO :—Résolutions de M. Flynn concernant la— ; adoptées, 160 ; bill basé sur ces résolutions, 161. Voir *Bill No 21*.

CARDINAL, MARIE-CATHERINE :—Voir *Robereau-Duplessis* ; aussi *Bill No 61*.

CARTIER, PROCÈS O. :—Remarques de l'hon. juge Wurtele :—Interpellation, 184.

CARUFEL, L.-E. :—Interpellations, 108, 168.

CARUFEL, M. :—Nombre des colons envoyés par lui au Lac St-Jean :—Interpellation, 205.

CASS, C.-N. ET AUTRES :—Pétition demandant un acte divisant le canton de Clifton en deux municipalités séparées, 17, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 34. *Bill No 44.*

CASTONGUAY, J.-N. :—Interpellation, 232.

CAUSES EN DÉLIBÉRÉ :—Motion de M. Stephens pour une liste de toutes les causes venues devant les tribunaux et qui étaient en délibéré le 1er novembre 1895 ; motion rejetée par 32 contre 18, 57.

CAUSES NON APPELABLES :—Bill de M. Cocke modifiant de nouveau le Code de procédure civile au sujet des causes non appelables, 61. Voir *Bill No 91.*

CAUTIONNEMENTS :—M. Taillon met devant la Chambre un état des—donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec depuis le 21 novembre 1894 jusqu'au 6 novembre 1895, 43. (*Document No 34*). Voir *Documents, item 31.*

CAZA, ALEXIS *re* Arrestation :—Voir *Hughes, G.-A.* ; aussi *Documents, item 74.*

CERCLES AGRICOLES :—

1. Motion de M. Bourbonnais pour production des états et comptes rendus des opérations des—dans le comté de Soulanges, pour l'année 1894, 110 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 170. (*Document No 85*). Voir *Documents, item 32.*

2. Motion de M. Bourbonnais pour production des états et comptes rendus des opérations des cercles agricoles dans le comté de Vaudreuil, depuis leur formation, 111 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 209. (*Document No 91*). Voir *Documents, item 33.*

3. Bill de M. Beaubien concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles, 236. Voir *Bill No 30.*

CHAINÉ, TRÉFLÉ, DE GENTILLY :—Interpellations, 137.

CHAMPLAIN :—Motion de M. Tessier (Portneuf) pour la production de documents se rapportant aux argents de colonisation dépensés dans le comté de Champlain depuis 1890, 206.

CHAMBLY, COMPAGNIE MANUFACTURIÈRE DE :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 67. *Bill No 57.*

CHANGEMENTS MINISTÉRIELS :—Amendement de M. Marchand—à la motion pour comité des subsides—au sujet de la reconstruction du cabinet ; rejeté par 38 voix contre 21, 31. Voir *Votes pris en Chambre, 5.*

CHAPMAN, WILLIAM :—Vente de son ouvrage " Le Lauréat " :—Interpellation, 110.

CHARBON :—Voir *Chauffage des édifices publics, Montréal* ; aussi *Documents*, item 35.

CHARLEBOIS, J.-A., notaire, de Québec :—Sommes à lui payées depuis 1892 :—Interpellation, 109.

CHASSE :—

1. Résolutions de M. Flynn concernant les honoraires pour permis de chasse et la location pour les fins de chasse, de certains terrains impropres à la colonisation, 147, 175 ; signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur, 175 ; la Chambre en comité, 176 ; résolutions rapportées, 177 ; adoptées et bill basé sur ces résolutions, 179. Voir *Bill No 24*.

2. Bill de M. Flynn amendant la loi de la chasse de Québec, 179. Voir *Bill No 24*.

CHAUFFAGE DES ÉDIFICES PUBLICS, MONTRÉAL :—Motion de M. Hall pour la production de documents relatifs à la fourniture de bois et de charbon pour le—depuis 1892, 47 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 128. (*Document No 69*). Voir *Documents*, item 35.

CHAUVEAU, ALEXANDRE :—Réponse à une adresse du 29 décembre 1894, demandant copie du compte d'Alexandre Chauveau, juge des Sessions de la paix de Québec, pour service extra au montant de \$800.00 que lui a payé le gouvernement, 169. (*Document No 44*). Voir *Documents*, item 36.

CHEMINS :—Bill de M. McDonald amendant la loi concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des—, 228. Voir *Bill No 25*.

CHEMINS A BARRIÈRES DE MONTRÉAL :—Bill de M. Taillon autorisant les syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations et à émettre, dans ce but, une nouvelle série d'obligations, 144. Voir *Bill No 19*.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD :—Réponse à un ordre du 3 janvier 1895 pour copie du rapport de M. Vincelette touchant les chemins sous le contrôle de la Commission des—, 10. (*Document No 21*). Voir *Documents*, item 161.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD :—Interpellation, 137.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE SUD :—Interpellation, 137.

CHEMINS A BARRIÈRES DE TERREBONNE :—Etat des recettes et des dépenses de la Compagnie des—, pour l'année 1895, 61. (*Document No 27*). Voir *Documents*, item 150.

CHEMINS DE COLONISATION :—

1. Motion de M. Taillon pour une adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant d'émettre son mandat en faveur du Trésorier de cette Province pour la somme de \$20,000 pour payer certains travaux sur chemins de colonisation ; adoptée, 147.
2. Amendement de M. Tessier (Rimouski)—à la motion pour comité des subsides—relatif à la distribution des argents votés pour chemins de colonisation, 265 ; rejeté par 37 voix contre 19, 266. Voir *Votes pris en Chambre*, 6.

CHEMINS DE FER :—

1. Motion de M. Stephens pour un état de toutes les subventions aux—devenues caduques depuis le 30 juin 1892 jusqu'au 1er novembre 1895, 68 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119, 208. (*Document No 62*). Voir *Documents*, item 37.
2. Motion de M. Stephens pour la liste des Compagnies de chemins de fer sujettes à la taxe sur les subventions aux chemins de fer, etc., 159. Voir *Documents*, item 43 ; aussi *Subventions aux Compagnies de chemins de fer*.
3. Réponse à un ordre du 9 janvier 1894 pour copie de toutes demandes de subventions en argent et en terres faites au gouvernement par toutes Compagnies de—depuis le 15 septembre 1891, 21. (*Document No 28*). Voir *Documents*, item 44.
4. Résolution de M. Nantel concernant des subventions aux chemins de fer, 251, 277 ; résolution rapportée et adoptée et bill basé sur cette résolution, 278. Voir *Bill No 129*.
5. Bill de M. Nantel amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant certain subside de chemin de fer, 278. Voir *Bill No 129*.
6. Pétition demandant l'abrogation de la loi retranchant certains subsides aux chemins de fer, 197.
7. Comité permanent des—nommé, 6, 8, 11. Premier rapport annonçant la nomination de M. Carbray comme président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à sept, 18. Autres rapports, 67, 83, 117, 122, 157, 204. Bills renvoyés à ce comité, 30, 37, 64, 78, 80, 102, 106. Membres ajoutés à ce comité, 72.

CHICOUTIMI ET ST-ALPHONSE :—Motion de M. Petit pour copie de tous mémoires transmis au gouvernement depuis le mois de juin 1892, concernant la construction d'un chemin de fer projeté entre—, 243.

CHILDS, GEORGE-ALLEN ET AUTRES :—Pétition demandant un acte concernant le testament de feu George Childs, 17, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 34. Voir *Bill No 67*.

CIMETIÈRES :—Bill de M. Pelletier concernant les—, les inhumations et les exhumations, 42. Voir *Bill No 11*.

CLAPPERTON, WILLIAM :—Motion de M. Lemieux pour la production de documents relatifs aux destitutions de—, Jérémie Pitre et J. Gilker, 22 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 154. (*Document No 76*). Voir *Documents, item 39*.

CLÉROUX, M. :—Motion de M. Bourbonnais pour copie du rapport de M. le docteur Aylen et de tous autres rapports et correspondance relatifs à la conduite de M. Cléroux, garde à la prison de Montréal, 234.

CLIFTON :—Bill de M. McClary demandant un acte pour diviser la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton en deux municipalités séparées, 61. Voir *Bill No 44*.

CLÔTURE DES INVENTAIRES EN JUSTICE :—Voir *Bill No 9*.

CLUBS POUR LA PROTECTION DU POISSON ET DU GIBIER :—Bill de M. Flynn amendant la loi concernant les—, 186. Voir *Bill No 27*.

COATICOOK :—Pétition de la corporation de la ville de—demandant des amendements à son acte d'incorporation, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents, sur l'avis, 51. Voir *Bill No 43*.

CODE CIVIL :—

1. Bill de M. Bourbonnais amendant le Code civil et les Statuts révisés de la province de Québec, quant à ce qui regarde les privilèges accordés aux Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, 90. Voir *Bill No 101*.
2. Bill de M. Augé modifiant le Code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique, 84. Voir *Bill No 102*.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Bill de M. Casgrain amendant de nouveau le Code de procédure civile, relativement à la preuve prise par sténographie, 62. Voir *Bill No 14*.
2. Bill de M. Cooke modifiant de nouveau le Code de procédure civile, au sujet des causes non appelables, 61. Voir *Bill No 91*.
3. Bill de M. Augé amendant le Code de procédure civile de la province de Québec, 68. Voir *Bill No 94*.
4. Bill de M. Panneton modifiant les articles 678, 680 et 696 du Code de procédure civile, 79. Voir *Bill No 103*.
5. Bill de M. Panneton amendant l'article 671 du Code de procédure civile, 100. Voir *Bill No 104*.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Suite*

6. Bill de M. Casgrain amendant le Code de procédure civile, relativement à la Cour de magistrat de district, 246. Voir *Bill No 128*.
7. Bill de M. Casgrain amendant les dispositions du Code de procédure civile, relativement aux procédures en revision, 245. Voir *Bill No 29*.
8. Réponse à un ordre du 29 décembre 1894 pour documents depuis le 15 novembre 1893 concernant notre système de judicature et la revision et la modification de notre Code de procédure civile, 30. (*Document No 29*). Voir *Documents, item 42*.
9. M. Casgrain présente le troisième rapport de la Commission chargée de reviser et de modifier le—43. (*Document No 32*). Voir *Documents, item 41*.
10. Comité—Motion de M. Casgrain pour la formation d'un comité conjoint des deux Chambres chargé d'étudier les rapports faits par la Commission de la refonte du Code de procédure civile, adopté ; membres nommés ; message envoyé au Conseil législatif, 87 ; membres nommés par le Conseil, 103 ; premier rapport nommant M. Casgrain président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres ; adopté, 97 ; second rapport recommandant que des sténographes soient employés, 151. Troisième rapport, 240. Bills renvoyés à ce comité, 93, 102, 117, 196.

CODE DU NOTARIAT :—Bill de M. Casgrain amendant le—, 90. Voir *Bill No 22*.

CODE MUNICIPAL :—

2. Bill de M. Tellier amendant l'article 236 du Code municipal, 14. Voir *Bill No 81*.
2. Bill de M. Cooke amendant de nouveau l'article 1080 du Code municipal, 62. Voir *Bill No 92*.
3. Bill de M. Bourbonnais amendant de nouveau le Code municipal ; présenté et renvoyé au comité spécial sur le Code municipal, 90. Voir *Bill No 99*.
4. Bill de M. Bisson amendant de nouveau le Code municipal ; présenté et renvoyé au comité spécial sur le Code municipal, 99. Voir *Bill No 108*.
5. Bill de M. Desjardins modifiant l'article 832 du Code municipal, 144. Voir *Bill No 114*.
6. Bill de M. Fitzpatrick amendant les articles 33 et 638 du Code municipal, 144. Voir *Bill No 116*.
7. Bill de M. Simpson amendant l'article 824 du Code municipal, 167. Voir *Bill No 120*.

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

8. Comité spécial pour examiner les amendements proposés au Code municipal, 16.—Premier rapport, nommant M. Marion président et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres ; adopté, 151. Second rapport, demandant que tous les bills soumis à ce comité soient envoyés au département du Secrétaire de la Province, adopté, 162. Bills renvoyés à ce comité, 17, 62, 90, 99, 144, 167.

COLPORTEURS :—Pétitions demandant une loi à l'effet de protéger les pétitionnaires contre les colporteurs, 144, 157, 254.

COLONISATION :—Résolutions de M. Flynn concernant la colonisation dans certaines parties de cette Province, 147, 160 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 160 ; résolutions rapportées et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 161. Voir *Bill No 21*.

COLONISATION (comité d'agriculture, immigration et—). Voir *Agriculture, etc.*

Comités :—

1. Résolution pour la nomination de divers comités permanents pour la présente session, 6. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 8. Rapport, 10. Voir *Agriculture, Bills privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation, Ordres permanents ; Privilèges et Elections*, pour comités, etc., se rapportant à ces matières.

2. Comités conjoints :—Voir *Bibliothèque*, 61, 68 ; *Code de procédure civile*, 87, 103 ; *Impressions*, 67, et *Errata*.

3. Comités spéciaux :—Voir *Armagh*, 71 ; *Code municipal*, 16 ; *Terres publiques et forêts*, 96.

4. Membres ajoutés à des comités, 72.

5. Motions pour comités généraux, 23, 49, 62, 147, 242, 251.

6. Comités généraux, 74, 134, 160, 175, 277, 279, 286, Voir *infra*, 29.

7. Un comité rapporte progrès et demande la permission de siéger de nouveau, 161, 166, 170, 174, 211, 251.

8. Un comité suggère que certains bills envoyés au comité des bills privés soient transmis au comité de législation, 117.

9. Un comité suggère que certains bills soient envoyés au département du Secrétaire de la Province, 162.

10. Un comité délibère jusqu'à 6 heures, 179.

11. Un comité rapporte qu'il a refondu deux bills en un seul, 255.

COMITÉS :—*Suite.*

12. Motion de M. Marchand pour la formation d'un comité pour étudier la situation financière du pays, 190 ; amendement de M. Chicoyne, 191 ; débats, 191 ; débats repris, 193, 198, 202 ; amendement adopté et motion ainsi amendée, adoptée, 203. Voir *Votes*, item 8.

COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, RAPPORTS DES DIVERS—SAVOIR :

13. *Agriculture, Immigration et Colonisation* ;—Premier rapport, 20. Second, 89. Troisième, 185. Quatrième, 279.

14. *Armagh* :—Comité spécial nommé, 71. Premier rapport, 133.

15. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la— : Membres nommés par le Conseil législatif, 61. Membres nommés par l'Assemblée législative, 68.

16. *Bills privés* :—Premier rapport, 18. Adopté, 18. Second, 51. Troisième, 61. Quatrième, 84. Cinquième, 88. Sixième, 98. Septième, 105. Huitième, 113. Neuvième, 116. Dixième, 122. Onzième, 132. Douzième, 151. Treizième, 158. Quatorzième, 162. Quinzième, 167. Seizième, 174. Dix-septième, 185. Dix-huitième, 197.

17. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 18. Second, 67. Troisième, 83. Quatrième, 117. Cinquième, 122. Sixième, 157. Septième, 204.

18. *Code de procédure civile* :—Comité conjoint nommé, 87. Premier rapport, 97 ; membres nommés par le Conseil, 103 ; second rapport, 151. Troisième, 240.

19. *Code municipal* :—Comité spécial nommé, 16. Premier rapport, 151. Second, 162.

20. *Comptes publics* :—Premier rapport, 18.

21. *Discours du Trône* :—Rapport du projet d'une adresse, 12.

22. *Impressions* :—Comité conjoint des— ; membres nommés par l'Assemblée, 67 ; membres nommés par le Conseil législatif, voir *Errata*. Premier rapport, 258. Second, 316.

23. *Industries* :—Premier rapport, 26.

24. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 20. Second, 123. Troisième, 186. Quatrième, 240. Cinquième, 245. Sixième, 254.

25. *Listes des députés devant faire partie des comités permanents* :—Rapports, 10, 11.

COMITÉS :—*Suite.*

26. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 27. Second, 20. Troisième, 26. Quatrième, 34. Cinquième, 51. Sixième, 66. Septième, 73. Huitième, 83. Neuvième, 88. Dixième, 97. Onzième, 113.

27. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 26.

28. *Terres publiques et forêts* :—Comité spécial nommé, 96. Premier rapport, 114. Second, 285.

29. COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉOLUTIONS RELATIVES A—

(*Pour détails, voir les entrées suivantes dans le corps de cet index :*)

1. Chasse et permis de chasse, 147, 175.
2. Colonisation dans certaines parties de la Province, 147, 160.
3. Emprunt en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2, 279.
4. Hôpital protestant pour les aliénés, 49, 134.
5. Licences, 242, 252.
6. Régistrateurs et bureaux d'enregistrement, 74.
7. Subside accordé par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77, 236.
8. Subventions aux chemins de fer, 251, 277.
9. Taxes sur corporations et compagnies commerciales, 23.

COMMISSAIRE D'AGRICULTURE :—Motion de M. Dechêne pour copie du compte d'Eusèbe Sénécal et fils pour l'impression d'un discours de l'honorable—, 139; réponse à l'ordre de la Chambre, 249. (*Document No 97*). Voir *Documents, item 138*.

COMMISSIONS ROYALES :—Bill de M. Stephens concernant les—, 90. Voir *Bill No 107*.

COMMUNAUTÉ :—Bill de M. Marchand pour abolir la continuation de—, créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant à cet effet les articles 1323 à 1337 du Code civil, 73. Voir *Bill No 98*.

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE :—Bill de M. Pelletier concernant les Associations de bienfaisance et de secours mutuels et les—, 167. Voir *Bill No 72*.

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU :—Voir *Assurance mutuelle contre le feu* ; aussi *Bill No 101*.

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER —

1. Dépôts de garanties des— :—Interpellation, 46.
2. Exemptées de la taxe du gouvernement :—Interpellation, 168.
3. Voir *Chemins de fer* ; aussi *Documents*, item 44, et aussi *Subsides aux chemins de fer*.

COMPAGNIE CANADIENNE D'ASSURANCE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents que les promoteurs ne désirent pas présenter leur projet de loi, 113.

COMPAGNIE DE NAVIGATION RICHELIEU ET ONTARIO :—Interpellation, 104.

COMPAGNIE DES CHEMINS A BARRIÈRES DE TERREBONNE :—Voir *Terrebonne*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE BRANDON ET STE-EMILIE DE L'ENERGIE :—Voir *Brandon* ; aussi *Bill No 80*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU COMTÉ DE DRUMMOND :—Voir *Drummond* ; aussi *Documents*, item 59.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER GRAND ORIENTAL :—Voir *Subside accordé par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77* ; aussi *Bill No 131*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CENTRAL DE LEEDS :—Voir *Leeds* ; aussi *Bill No 40*.

COMPAGNIE DU PACIFIQUE CANADIEN :—Voir *Pacifique Canadien* ; aussi *Documents*, item 116.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE MONTFORT :—Voir *Montfort* ; aussi *Documents*, item 105.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX :—Voir *Québec, Montmorency et Charlevoix* ; aussi *Documents*, item 126.

COMPAGNIE DES ESTACADES DES RIVIÈRES COULONGE ET CORNEILLE :—Voir *Coulonge* ; aussi *Bill No 56*.

COMPAGNIE DU GAZ :—Voir *Montreal, Compagnie du Gaz*. Aussi *Bill No 58*.

COMPAGNIE HYDRAULIQUE ET MANUFACTURIÈRE DE LA RIVIÈRE RICHELIEU :—Voir *Richelieu*.

COMPAGNIE MANUFACTURIÈRE DE CHAMBLY :—Voir *Chambly*.

COMPTES PUBLICS :—

1. M. Taillon met devant la Chambre l'état des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1895, 43. (*Imprimé*). (*Document No 2*). Voir *Documents*, item 45.
2. Motion de M. Hall—qu'à l'avenir les comptes publics, les livres bleus, etc., devront être publiés et distribués sans attendre la réunion de la Législature, adoptée, 189.
3. Comité permanent nommé, 6, 8, 11. Premier rapport, nommant M. Hackett président, et demandant que le *quorum* soit réduit à sept ; adopté, 18.

COMPTON, FERME MODÈLE DE :—

1. Pétition des syndics de la—, demandant des amendements à la loi qui les concerne, 19, 34 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 72*.
2. Motion de M. Dechêne pour documents se rapportant à l'établissement et aux subventions accordées à la Ferme modèle et école d'agriculture de Compton, 48.
3. Pétition de la Ferme modèle de Compton demandant des amendements à sa charte, 33, 42. Voir *Bill No 72*.

COMTÉS-UNIS :—Pétition de la Compagnie du chemin de fer des—demandant des amendements à sa charte, 17, 25 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 73. Voir *Bill No 63*.

CONCOURS AGRICOLES :—Second rapport du comité d'agriculture au sujet des—, 89.

CONFÉRENCES AGRICOLES :—Motion de M. Dechêne pour un état détaillé des noms des conférenciers agricoles qui ont donné des conférences depuis le 1^{er} juillet dernier jusqu'au 1^{er} novembre courant, sommes à eux payées, etc., 37 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 69. (*Document No 41*). Voir *Documents*, item 47.

CONFÉRENCIERS AGRICOLES :—Interpellation, 85.

CONFÉRENCE DU PROFESSEUR ROBERTSON :—Quatrième rapport du comité d'agriculture recommandant que la—au sujet de l'exportation des viandes en Angleterre soit imprimée, 279.

CONSEIL D'AGRICULTURE :—

1. Motion de M. Beauchamp pour la production de copie du procès-verbal des délibérations de la dernière réunion du—de la province de Québec, 105 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 120. (*Document No 66*). Voir *Documents*, item 48.

CONSEIL D'AGRICULTURE :—*Suite.*

2. Motion de M. Gosselin demandant un état indiquant, année par année, ce que le Conseil d'agriculture a coûté à la Province depuis cinq ans, 105 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 145. (*Document No 75*). Voir *Documents*, item 49.
3. Bill de M. Bernatchez amendant la seconde partie du chapitre septième des S. R. P. Q. (Titre IV—Sections 1594 à 1602) se rapportant au Conseil d'agriculture, 107. Voir *Bill No 110*.

CONSEIL EXÉCUTIF :—Voir *Président du*— ; aussi *Bill No 96*.

Conseil législatif :—

Messages envoyés au Conseil :

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du comité collectif au sujet des impressions, 67 ; au sujet de la Bibliothèque, 68 ; au sujet du Code de procédure civile, 87.

2. Informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne peut concourir dans leurs amendements à certain bill, 242.

Messages du Conseil :

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 61.

5. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint des Impressions ; voir *Errata*.

6. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint du Code de procédure civile, 103.

7. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre, 142, 210, 315.

8. Adoptant les bills de la Chambre sans amendements, 113, 116, 132, 164, 192, 209, 247, 314.

9. Avec amendements, 121, 150, 158, 163, 170, 173, 175, 184, 192, 209, 247, 260, 303, 304, 315, 317.

10. Amendements du Conseil considérés de suite, 121, 153, 163, 209, 248, 260, 303, 304, 315.

11. Seconde lecture remise à plus tard, 150, 184, 192, 303.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.*

12. Amendements lus la seconde fois et adoptés, 157, 191, 192, 199, 210, 249, 258, 311.

13. Informant la Chambre qu'il persiste dans ses amendements, etc., 251.

14. Bill de M. Cooke abolissant le Conseil législatif, 90. Voir *Bill No 106.*

15. Résolution de M. Cooke pour que la Chambre exprime l'opinion que la nécessité d'une Chambre haute n'existe plus et que cette institution devrait être supprimée ; motion rejetée par 35 voix contre 20, 63. Voir *Votes pris en Chambre*, 10 et 11.

CONSTRUCTEURS, PRIVILÈGES DES :—Voir *Bill No 95.*

COOKE, JOHN-J. :—Pétition demandant un acte validant la vente de partie du lot numéro 139 de la paroisse de Montréal, 17, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 41.*

CORNEILLE, RIVIÈRE :—Voir *Coulonge* ; aussi *Bill No 56.*

CORPORATIONS DE VILLE :—Bill de M. Spencer amendant la loi concernant les,—
34. Voir *Bill No 88.*

CORPORATIONS ET COMPAGNIES COMMERCIALES :—Bill de M. Taillon modifiant la loi concernant les,—, 25. Voir *Bill No 5.*

CÔTÉ JULES :—Motion de M. Pinault pour la production de documents dans la cause No 642, Cour de circuit du district de Québec, de Alfred Robitaille vs Jules Côté, jugée le 21 mars 1895, 80 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 120. (*Document No 64*). Voir *Documents*, item 134.

CÔTE-NORD re rapports de Tremblay et Nantel :—Voir *Tremblay et Nantel.*

COULONGE :—Pétition de John Bryson et autres demandant l'incorporation de la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille, lue et reçue, 61 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, recommandant la suspension de la 51^e règle, 88. Voir *Bill No 56.*

COUR DE MAGISTRAT DE DISTRICT :—Bill de M. Casgrain amendant le Code de procédure civile, relativement à la—, 246. Voir *Bill No 128.*

COUR DU RECORDER DE LA CITÉ DE QUÉBEC :—Voir *Victoria 24, chapitre 26, et Bill No 90.*

COUR SUPÉRIEURE :—Bill de M. Casgrain amendant la loi concernant la constitution de la—, 171. Voir *Bill No 23.*

COURVAL, L.-P. DE— :—Réponse à une adresse du 18 décembre 1894 pour copie des instructions données en septembre et en octobre 1891 à—, 9. (*Document No 14*). Voir *Documents*, item 50.

COUTLÉE, JOSEPH-PAUL ET AUTRES :—Pétition de —, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Protective Benefit Association*", 61, 73 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 88. Voir *Bill No 77*.

CRÉPEAU, M. L., de New-Richmond :—Interpellation, 127.

CULTURE DU LIN :—Troisième rapport du comité de l'agriculture au sujet de la—, 185.

DAILY RECORD :—Bill de M. Augé pour rendre valides certains avis et annonces publiés dans le—, 123. Voir *Bill No 112* ; voir aussi *Banque des Marchands du Canada*.

DÉBARDEURS :—Voir *Société des débardeurs* ; voir aussi *Bill No 117*.

DE BEAUJEU, RAOUL :—Pétition de Dame Henriette Lamothe demandant l'autorisation de vendre des terrains dépendant de la succession de feu—, 8, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 20. Voir *Bill No 48*.

DECARY, BENJAMIN :—Bill de M. Descarries validant une vente faite par—à James Armstrong et autres, 53. Voir *Armstrong, James* ; aussi *Bill No 41*.

DECHÈNE, F.-G.-M. :—Motion de M. Rioux pour documents dans une cause actuellement pendante devant la Cour Supérieure, district de Québec, sous le numéro 577, dans laquelle Napoléon Dussault est demandeur contre F.-G.-M. Dechène et autres, défendeurs ; amendement de M. Tessier (Portneuf), adopté, 43 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 56. (*Document No 38*). Voir *Documents, item 51*.

DECHÈNE, J.-U.-O., DE LA BAIE SAINT-PAUL :—Interpellation, 188.

DEMERS ET FRÈRES :—Motion de M. Gosselin demandant un état indiquant les sommes payées à MM. L.-J. Demers et frères, éditeurs de l'*Événement*, depuis le 1er janvier 1893, 110.

DEMERS ET SHORTIS :—Motion de M. Stephens pour un état des dépenses faites dans les causes—jusqu'au 1er novembre 1895, 147 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 209. (*Document No 92*). Voir *Documents, item 53*.

DEMERS, NAPOLÉON :—

1. Motion de M. Bourbonnais pour la production de la correspondance au sujet de la formation du jury mixte dans l'affaire de—, accusé de meurtre, et au sujet d'un nouveau procès, 54.

2. Coût de son procès, etc., etc. :—Interpellations, 151, 152.

DENTISTES :—

1. Pétition de l'Association des— de la province de Québec, demandant des amendements à la loi qui la concerne, 79, 88.

2. Bill de M. Allard amendant la loi des dentistes, 103. Voir *Bill No 109*.

3. Bill du Conseil législatif, présenté par M. Cartier, modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes, 210. Voir *Bill C*.

DÉPENSES :—M. Taillon dépose un état détaillé des dépenses de certains services de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1897, 93. (*Document No 49*). Voir *Documents*, item 55.

DÉPENSES D'ADMINISTRATION :—Amendement de M. Gladu—à la motion pour comité des subsides—censurant le gouvernement au sujet des—, 267 ; rejeté par 36 voix contre 19, 268. Voir *Votes pris en Chambre*, 12.

DÉPENSES DE BUREAUX :—Motion de M. Tessier (Portneuf) pour un état détaillé de l'item " Menues— ", par le département des Travaux publics, tel que mentionné à la page 97 des comptes publics de 1895, 138 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164. (*Document No 79*). Voir *Documents*, item 56.

DÉPENSES DU SERVICE CIVIL :—Amendement de M. Turgeon—à la motion pour comité des subsides—censurant le gouvernement pour l'augmentation des dépenses du service civil, 271 ; rejeté par 36 voix contre 18, 272. Voir *Votes pris en Chambre*, 12.

DÉPÔTS DE GARANTIES DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Interpellation, 46.

Députés :—

1. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 3.

2. Certificats d'élection des députés pour Montréal, division No 6, 13 ;—*Stansstead*, 3.

3. Députés devant être payés comme s'ils n'eussent pas été absents, 278, 314.

4. Aucune déduction ne sera faite pour moins de cinq jours d'absence pour cette session, 279.

5. Bill de M. Casgrain relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de Québec, 25. Voir *Bill No 6*.

DESCARRIES, J.-A. :—S'est-il démis de son mandat de député :—Interpellation, 233.

DESILETS :—Motion de M. Lussier pour un état des honoraires payés à M. le magistrat Desilets, des Trois-Rivières, depuis sa nomination, 170.

DETTE PUBLIQUE :—Un état de la—devant être publié dans la *Gazette Officielle*, chaque année, 189.

D'HALEUYEN, M.—de Naminique :—Interpellations, 108, 205.

DIONNE, THÉOPHILE *re* INSPECTEUR DU REVENU DE KAMOURASKA :—Interpellation, 188.

DISCOURS DU TRÔNE :—

1. A l'ouverture de la session, prononcé par le Lieutenant-Gouverneur, au Conseil législatif et lu en Chambre par M. l'Orateur, 4 ; à prendre en considération, 6 ; adresse en réponse 11, 12.
2. Message du Lieutenant-Gouverneur transmettant ses remerciements pour l'adresse adoptée en réponse au discours du Trône, 143.
3. Discours de prorogation par le Lieutenant-Gouverneur, 322.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES :—Devant être publiés et distribués, à l'avenir, aussitôt que possible, sans attendre la réunion de la Législature, 189.

Documents, par ordre alphabétique :

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—		
(REMARQUE.—Le chiffre à gauche du document n'est pas le Numéro de ce document, mais est mis comme Numéro de référence.)		
1. <i>Agriculture</i> :—Copie de tous mémoires transmis au gouvernement, depuis la dernière session, suggérant des mesures propres à assurer la diffusion de la science agricole.	Par ordre 129	
2. <i>Agriculture et Colonisation</i> :—Rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation de la province de Québec, (1895).....(<i>Document No 3.</i>)	Par ordre du Lt-Gouv.	43
3. <i>Agriculture et Colonisation</i> :—Copie du dossier numéro 1061 de 1895, du département d'agriculture et de la colonisation.....(<i>Document No 93.</i>)	Par ordre 115	237

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉ
4. <i>Aliénés protestants</i> :—Correspondance échangée entre l'Association dite : <i>The Protestant Ministerial Association</i> , de Québec, et le gouvernement, au sujet du local nécessaire pour les services religieux donnés aux internés protestants, à Beauport, etc.	Par ordre 234	
5. <i>Arpentages</i> :—Etat détaillé des divers items de compte, composant la somme de \$5,354.44, entrée comme dépenses générales du bureau général, sous le titre d'arpentages, à la page 26 du rapport du Commissaire des Terres de la couronne de 1895. (<i>Document No 99</i>)	Par ordre 129	255
6. <i>Arpenteurs</i> :—Copie des instructions données par le département des Terres de la couronne aux arpenteurs pour arpentages mentionnés à l'item 7 du budget supplémentaire.....(<i>Document No 95.</i>)	Par ordre 48	249
7. <i>Asile St-Jean de Dieu</i> :—Correspondance touchant le contrat à faire pour l'entretien des aliénés à l'Asile St-Jean de Dieu, en remplacement du contrat expiré durant la présente année, et de tous documents se rapportant à cette question, y compris tout projet de contrat qui peut avoir été préparé à ce sujet.....(<i>Document No 36.</i>)	Par ordre 15	53
8. <i>Assurances mutuelles contre le feu</i> :—Douzième rapport de l'inspecteur des Compagnies d'assurances mutuelles contre le feu dans la province de Québec, pour l'année 1894.....(<i>Document No 39.</i>)	.....	62
9. <i>Atlantique et Lac Supérieur</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement, le Commissaire des Travaux publics et la Compagnie du chemin de la Baie des Chaleurs, maintenant "Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur", et aussi la ou les copies de tout contrat intervenu entre le gouvernement et la dite Compagnie et de tous ordres en conseil relatifs au dit chemin. (<i>Impression ordonnée, 317</i>)...(<i>Document No 89.</i>)	Adresse 23	237
10. <i>Atlantique et Lac Supérieur</i> :—Documents relatifs au paiement de la balance due, en 1892, sur le subside accordé à la Compagnie du chemin de fer,		

DOCUMENTS : —*Suite.*

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
de la Baie des Chaleurs, maintenant " Compagnie Atlantique et Lac Supérieur ", par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, et aussi, relatifs aux arrérages de gages des ouvriers et employés de cette Compagnie.	Par ordre 247	
11. <i>Bacon, Pierre</i> :—Etat détaillé de toutes les sommes payées à M. Pierre Bacon et aux avocats dans la cause de Bacon <i>vs</i> le gouvernement, et de tous frais relatifs à la susdite cause.	Par ordre 106	
12. <i>Bacon, Pont</i> :—Documents en rapport avec l'affaire du pont Bacon, de St-Pierre, Rivière du Sud, et copie du dossier dans la cause de Pierre Bacon <i>vs</i> le gouvernement, de l'enquête et des jugements rendus dans cette cause.	Par ordre 106	
13. <i>Barnard, E.-A.</i> :—Correspondance au sujet de la publication et impression d'un traité d'agriculture par E.-A. Barnard sur les cercles agricoles ; aussi, un état détaillé de toutes les sommes payées pour l'impression, la reliure, la distribution du dit ouvrage et indiquant à quelles personnes ces différentes sommes ont été payées.	Adresse 36	
14. <i>Barthe, G.-I.</i> :—Copies de jugements rendus par G.-I. Barthe, écuyer, magistrat du district des Trois-Rivières, et des procédés de la corporation des Trois-Rivières, au sujet de l'homme de police Béland. (<i>Document No 22.</i>)	Ordre du 3 janv. 1895 237	10
15. <i>Barthe, G.-I.</i> :—Documents quelconques relatifs à la démission de G.-I. Barthe, écuyer, de la position qu'il occupait comme magistrat de district, pour les districts des Trois-Rivières et d'Arthabaska. (<i>Document No 15.</i>)	Adresse du 24 déc. 1894 150	9
16. <i>Beauharnois</i> :—Correspondance ayant rapport à l'administration de la justice dans le district de Beauharnois.....(<i>Document No 49.</i>)	Ordre du 17 déc. 1894 103	100
17. <i>Beauregard, Eménil</i> :—Documents relatifs à un octroi de \$50.00 fait à Eménil Beauregard, de Saint-Théodore de Chertsey, pour l'ouverture d'un chemin sur le lot numéro 23, dans le sixième rang du canton Chertsey.	Adresse 16	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
18. <i>Belleau, I.-N.</i> :—Etat détaillé indiquant toutes les sommes payées à M. Isidore-N. Belleau, avocat, C. R., pour honoraires, retenues, dépenses de voyages, etc., par le gouvernement depuis le 15 décembre 1891 au 15 octobre 1895.	Par ordre 110	
19. <i>Betteraves</i> :—Copie du rapport fait, en date du 24 février 1895, de la quantité de tonnes de betteraves livrées à l'usine de fabrication de sucre de Berthier, avec les noms des producteurs et les quantités livrées par chacun, et la date de chaque livraison, etc.	Par ordre 106	
20. <i>Beurre</i> :—Etat faisant connaître les noms des personnes qui ont exporté du beurre sur le marché anglais, ayant droit à la prime accordée par le gouvernement ; la quantité expédiée par chacune d'elles, et le prix obtenu par livre. (<i>Document No 61.</i>)	Par ordre 63	119
21. <i>Beurre</i> :—Documents en rapport avec la prime accordée pour l'exportation du beurre, de cette Province, en Angleterre.....(<i>Document No 88.</i>)	Adresse 63	208
22. <i>Bibliothèque de la Législature</i> :—Rapport du Conservateur de la—.	Règle 111	7
23. <i>Bois et Limites à bois</i> :—Etat démontrant les montants dus en capital et intérêt au gouvernement, sur le prix des ventes et locations par lui faites depuis la Confédération, de coupes de bois et de limites à bois, avec la date de ces ventes et locations, les noms des débiteurs et la description abrégée des terrains et coupes de bois en question. (<i>Document No 86.</i>)	Par ordre 58	179
24. <i>Boissons</i> :—Etat indiquant le nombre de poursuites intentées dans les districts de Montréal et de Québec, en rapport avec les infractions aux lois des licences de Québec depuis le 1er janvier 1892 et la vente des boissons sans licence ; et le nombre de condamnations prononcées.	Par ordre 22 et 119	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
25. <i>Boutin-Bourassa</i> :—Documents, correspondances et autres papiers en rapport avec l'enquête, ainsi qu'une copie de l'enquête même, faite par le Surintendant de l'Instruction publique, au sujet de J. Boutin-Bourassa, écuyer, pour les écoles de St Romuald, dans le comté de Lévis.	Par ordre 105	
26. <i>Boyd-Somerville</i> :—Etat détaillé des frais encourus par la Couronne dans l'affaire Boyd-Somerville. (<i>Document No 58.</i>)	Par ordre 37	119
27. <i>Bureau, Joseph</i> :—Copie de la requête du Rév. F.-A. Bergeron et autres, de St-Raymond, demandant la réinstallation de Joseph Bureau ; et aussi, copie de la correspondance intervenue entre M. Jules Tessier, M. P. P., et le gouvernement, à ce sujet.	Par ordre 256	
28. <i>Bureaux d'enregistrement</i> :—Etat du revenu de chacun des bureaux d'enregistrements de Montréal, Est et Ouest, d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, pour l'année 1894-95 ; ainsi que l'ensemble des frais de chaque bureau, pour l'année 1894-95. (<i>Document No 81.</i>)	Par ordre 145	164
29. <i>Cabano</i> :—Rapport de M. Michaud, agent des Terres de la couronne, à Fraserville, concernant les demandes de billet de location et de patentes faites par diverses personnes, de certains lots du township Cabano .....(<i>Document No 98.</i>)	Adresse 105	255
30. <i>Canada Iron Company</i> :—Correspondance, au sujet de l'aide ou du subside, demandé par la <i>Canada Iron Company</i> .	Par ordre 207	
31. <i>Cautionnements</i> :—Etat des—donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 21 novembre 1894 jusqu'au 6 novembre 1895 inclusivement .....(<i>Document No 34.</i>)	Par acte	43

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
32. <i>Cercles agricoles</i> :—Etats et comptes rendus d'opérations des cercles agricoles de St Joseph de Soulanges, St Ignace de Coteau du Lac, St Zotique, St Téléphore, St Polycarpe et St Clet, dans le comté de Soulanges, pour l'année 1894. (<i>Document No 85.</i>)	Par ordre 110	170
33. <i>Cercles agricoles</i> :—Etats et comptes rendus des opérations de tous les cercles agricoles, dans le comté de Vaudreuil, depuis leur formation. (<i>Document No 91.</i>)	Par ordre 111	209
34. <i>Champlain, comté de</i> :—Documents se rapportant aux argents de colonisation, dépensés dans le comté de Champlain, depuis 1890 ; chemins et routes qui y ont été ouverts, montant dépensé dans chaque chemin, nom des conducteurs de travaux et copies des rôles de paie.	Par ordre 206	
35. <i>Chauffage des édifices publics dans Montréal</i> :—Etat faisant connaître, pour les exercices 1892-93, 1893-94, 1894-95 et 1895-96, qui a reçu les commandes pour le bois et le charbon et en quelle quantité, et qui a fourni ce combustible à la prison de Montréal, au palais de justice de Montréal, et à d'autres édifices publics, dans Montréal. (<i>Document No 69.</i>)	Par ordre 47	128
36. <i>Chauveau, M. Alexandre</i> :—Copie du compte d'Alexandre Chauveau, juge des Sessions de la paix de Québec, pour services extra au montant de \$800.00 que lui a payé le gouvernement. (<i>Document No 44.</i>)	Adresse du 29 déc. 1894 203	67
37. <i>Chemins de fer</i> :—Etat de toutes les subventions aux chemins de fer devenues caduques depuis le 30 juin 1892 jusqu'au premier novembre 1895. (<i>Document No 62.</i>)	Par ordre 68	119 208
38. <i>Chicoutimi et Saint-Alphonse</i> :—Copie de tous mémoires transmis au gouvernement depuis le mois de juin 1892, concernant la construction d'un chemin de fer projeté entre—.	Adresse 243	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
39. <i>Clapperton, Pitre et Gilker</i> :—Documents relatifs aux destitutions de William Clapperton et Jérémie Pitre, comme agents des Terres de la couronne, dans le comté de Bonaventure, et aussi de celle de J. Gilker, comme gardien de la prison de New-Carlisle. (<i>Impression ordonnée</i> , 316)....(<i>Document No 76.</i>)	Adresse 22	154
40. <i>Cléroux, M.</i> :—Copie du rapport de M. le Dr Aylen et de tous autres rapports et correspondances relatifs à la conduite de M. Cléroux, garde à la prison de Montréal.	Par ordre 234	
41. <i>Code de procédure civile</i> :—Troisième rapport de la Commission chargée de reviser et de modifier le Code de procédure civile du Bas-Canada. (<i>Document No 32.</i>)	.....	43
42. <i>Code de procédure civile</i> :—Correspondance depuis le 15 novembre 1893, concernant notre système de judicature et la revision et la modification de notre Code de procédure civile..... (<i>Document No 29.</i>)	Ordre du 29 déc. 1894 41	30
43. <i>Compagnies de chemins de fer</i> :—Liste des Compagnies de chemins de fer sujettes à la taxe sur les subventions aux chemins de fer, en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 88, articles 11, 12, 13 et 14, indiquant : le montant de la taxe que chaque Compagnie est tenue de payer annuellement ; les Compagnies qui ont payé jusqu'au 30 juin 1895, et les Compagnies arriérées au 30 juin 1895 et le montant de ces arrérages.	Par ordre 159	
44. <i>Compagnies de chemins de fer</i> :—Copie de la correspondance et de toutes demandes de subvention en argent ou en terres, adressées par toute Compagnie de chemins de fer, au gouvernement de la province de Québec, depuis le 15 septembre 1891. (<i>Document No 28.</i>)	Ordre du 9 janv. 1894 41	21
45. <i>Comptes publics</i> :—Etat des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1895.....(<i>Document No 2.</i>)	Par ordre du Lt-Gouv.	43

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
46. <i>Compton, Ferme modèle de</i> :—Documents se rapportant à l'établissement et aux subventions accordées à la Ferme modèle et école d'agriculture de Compton.	Adresse 48	
47. <i>Conférences agricoles</i> :—Etat détaillé indiquant les noms des conférenciers agricoles qui ont donné des conférences depuis le 1er juillet dernier à venir au 1er novembre courant ; et les sommes payées à chacun d'eux pour frais de voyages et conférences. (<i>Document No 41.</i>)	Par ordre 37	69
48. <i>Conseil d'agriculture</i> :—Copie du procès-verbal des délibérations de la dernière réunion du Conseil d'agriculture de la province de Québec. (<i>Document No 66.</i>)	Par ordre 105	120
49. <i>Conseil d'agriculture</i> :—Etat indiquant, année par année, ce que le Conseil d'agriculture a coûté à la Province depuis cinq ans.....(<i>Document No 75.</i>)	Par ordre 105	145
50. <i>Courval, L.-P. de</i> :—Copie des instructions données à l'arpenteur L.-P. de Courval par le département des Terres de la couronne, en septembre et octobre 1891, lui confiant la vérification du cadastre dans certains cantons et seigneuries. (<i>Document No 14.</i>)	Adresse du 18 déc. 1894 114	9
51. <i>Dechène, F.-G.-M.</i> :—Copies du bref de la déclaration et des plaidoyers dans une cause actuellement pendante devant la Cour Supérieure, district de Québec, sous le No. 577, dans laquelle Napoléon Dussault est demandeur contre F.-G.-M. Dechène <i>et al</i> , défendeurs, avec copie des dépositions dans la dite cause et du jugement qui sera rendu. (<i>Document No 38.</i>)	Par ordre 48	56
52. <i>Demers et frères</i> :—Etat indiquant les sommes payées à MM. L.-J. Demers et frères, éditeurs de l' <i>Événement</i> , depuis le 1er janvier 1893.	Par ordre 110	
53. <i>Demers et Shortis</i> :—Etat des dépenses faites dans les causes Demers et Shortis...(<i>Document No 9 .</i>) 25	Par ordre 147	209

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
54. <i>Demers, Napoléon</i> :—Correspondance entre le Procureur général et ses substituts, à Montréal, au sujet de la formation du jury mixte, dans l'affaire de Napoléon Demers, accusé de meurtre, et au sujet d'un nouveau procès.	Par ordre 159	93
55. <i>Dépenses</i> :—Etat détaillé des dépenses de certains services de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1897.....(<i>Document No 48.</i>)	.....	164
56. <i>Dépenses de bureaux</i> :—Etat détaillé de l'item " Menues dépenses de bureaux, \$623.00 ", par le département des Travaux publics, tel que mentionné à la page 97 des comptes publics de 1895. (<i>Document No 79.</i>)	Par ordre 138	69
57. <i>Desilets</i> :—Etat indiquant les honoraires payés à M. le magistrat Desilets, des Trois Rivières, pour ses services dans des causes du district de Richelieu, depuis sa nomination ; nombre de causes jugées par lui et montant en argent de ses dépenses de voyages à Sorel, pour y siéger comme magistrat.	Par ordre 170 Ordre du 28 déc. 1894 201	172
58. <i>Drouin, F.-X.</i> :—Copie des comptes détaillés payés pour frais de poursuite <i>in re</i> la Reine <i>vs</i> Ernest Pacaud à F.-X. Drouin, avocat.(<i>Document No 45.</i>)	Par ordre 207	172
59. <i>Drummond</i> :—Documents, correspondance, plans, résolutions présentés par la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, depuis le 1er juillet 1892, au sujet de la subvention pour 23 milles de chemin, entre Carmel et Arthabaska, ou au sujet de la caducité ou du maintien de cette subvention.	Par ordre 172	172
60. <i>Dumais, Alphonse</i> :—Documents quelconques relatifs à la réclamation de M. Alphonse Dumais, employé permanent du département des Terres de la couronne, pour confection du <i>land roll</i> ou terrier, en double, et du livre des ventes avec index, du territoire compris dans l'agence de la division centrale du Lac St Jean. (<i>Document No 104.</i>)	Par ordre 172	172

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
61. <i>Employés du gouvernement</i> :—Etat donnant les noms de tous les employés des départements, temporaires ou permanents, et des employés de l'Assemblée législative, du Conseil législatif et de la Bibliothèque, depuis le 27 janvier 1892 jusqu'à date, leur traitement et la date de leur nomination, etc., etc.	Par ordre 133	
62. <i>Employés publics</i> :—Rapport indiquant les noms des officiers publics dans les différents départements, qui ont reçu, en sus de leur salaire régulier, des indemnités spéciales pour travaux et services quelconques, frais de voyage, etc.	Par ordre 30	
63. <i>Emprunt</i> :—Correspondance relative à l'emprunt autorisé par l'article 9 de la loi 57 Victoria, chapitre 2. ....(Document No 35.)	.....	43
64. <i>Emprunt de 1894</i> :—Etat faisant connaître toutes les commissions et dépenses faites pour la négociation de l'emprunt de décembre 1894 : \$5,333,000 ; aussi, le produit net de l'emprunt à la Province. (Document No 54.)	Par ordre 56	101
65. <i>Emprunts temporaires</i> :—Etat démontrant le montant et la date des divers emprunts temporaires faits par le gouvernement depuis le 30 juin 1894 jusqu'à ce jour, et les montants payés en remboursement et en à compte sur ces emprunts temporaires et la date de ces paiements. Aussi, les noms des prêteurs et le taux de l'intérêt. (Document No 33.)	Par ordre 15	53
66. <i>Estimés</i> :—1. Budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1896, transmis à la Chambre et renvoyé au comité des subsides, 31. (Imprimé).....(Document No 1.)	Par message	31
2. Budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1897, transmis à la Chambre et renvoyé au comité des subsides, 75. (Imprimé).....(Document No 1.)	Par message	74

DOCUMENTS : --Suite.	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
67. <i>Fiset, Dr M.</i> :—Copie du compte du Dr M. Fiset pour analyse chimique des viscères de Joseph Robitaille, de Sainte-Catherine, comté de Portneuf. (Document No 87.)	Par ordre 138	179
68. <i>Fortin, Onésime</i> :—Documents ayant rapport à la résignation de M. Onésime Fortin, de St-Urbain de Charlevoix, comme juge de paix de sa paroisse.	Par ordre 146	
69. <i>Gariépy, Joseph</i> :—Documents se rapportant à l'annulation de la commission de—, registrateur de la 2e division d'enregistrement du comté de Charlevoix.	Par ordre 164	
70. <i>Gauvreau, Flavien</i> :—Correspondance se rapportant au délai accordé à Flavien Gauvreau, de Saint-Octave de Métis, pour payer la condamnation prononcée contre lui le 14 octobre 1891, pour vente de boissons sans licence.	Par ordre 118	
71. <i>Gazette Printing Co.</i> :—Comptes détaillés en vertu desquels le gouvernement a payé à la <i>Gazette Printing Co.</i> \$150.00 pour 100 copies extra des comptes publics en français de 1892, et \$300.00 pour 300 copies en anglais des mêmes comptes publics.....(Document No 18.)	Ordre du 28 déc. 1894 vol. 29 202	9
72. <i>Geoffroi, Benjamin</i> :—Copie des requêtes, plaintes, correspondances, au sujet de l'administration de Benjamin Geoffroi, de la paroisse du Bienheureux Alphonse de Rodriguez, comme secrétaire du Cercle agricole de la dite paroisse.	Par ordre 16	
73. <i>Hudon, P.-E.</i> :—Copie de toute correspondance, rapport, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$100.00 à P.-E. Hudon, d'Hébertville. (Document No 17.)	Ordre du 29 déc. 1894. vol. 29 page 215	9
74. <i>Hughes, G.-A.</i> :—Compte de G.-A. Hughes, chef de police de Montréal, pour frais d'arrestation d'Alexis Caza, en août 1888.....(Document No 65.)	Par Ordre 84	120

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
75. <i>Iberville et Joliette</i> :—Papiers et correspondances relatifs à la publication des annonces du shérif, dans le district d'Iberville ; aussi, correspondance de janvier 1887 à décembre 1891 au sujet des avis et annonces du shérif, publiés dans les journaux du district de Joliette.....(<i>Document No 42.</i>)	Adresse du 20 déc. 1894. vol. 29 page 134	69
76. <i>Ile Jésus</i> :—Etat des affaires de la Commission des chemins à barrières de—pour l'année finissant le 30 décembre 1894.....(<i>Document No 27.</i>)	Par acte	14
77. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts.....(<i>Document No 10.</i>)	Par message.	7
78. <i>Inspection des établissements industriels</i> :—Correspondance au sujet de la nomination d'un ou de plusieurs inspecteurs féminins des établissements industriels.....(<i>Document No 90.</i>)	Par ordre 129	208
79. <i>Inspecteurs des établissements industriels</i> :—Correspondance échangée avec les inspecteurs des établissements industriels et copie des instructions données à ces inspecteurs relativement à l'inspection des dits établissements, depuis janvier 1894 jusqu'au 20 novembre 1895.....(<i>Document No 83.</i>)	Par ordre 100	170
80. <i>Inspecteurs des prisons, etc.</i> :—Cinquième rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics pour 1894.....(<i>Document No 12.</i>)	Par acte	9
81. <i>Institut impérial de Londres</i> :—Documents se rapportant à l'item 12 du budget supplémentaire, part de la province de Québec pour l'entretien de l'—.....(<i>Document No 57.</i>)	A l'ordre 78	101
82. <i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des—ci-dessous mentionnées :		

DOCUMENTS :—*Suite.*

		ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
Société Saint Jean-Baptiste,	Aylmer.	Par acte	204
Hospice Sainte Elizabeth,	Farnham.	do	60
Orphelinat de Farnham,	do	do	60
Hôpital de Fraserville,	Fraserville.	do	83
Hospice Saint Joseph de la Délivrance,	Lévis.	do	14
Asile Nazareth pour les aveugles,	Montréal.	do	34
Asile Saint Joseph du B. P., rue Fullum,	do	do	14
<i>The Church Home,</i>	do	do	14
Collège Théologique diocésain,	do	do	14
Hôpital Général (Sœurs Grises),	do	do	60
Hôpital Notre-Dame,	do	do	14
Hôpital Saint Patrice,	do	do	14
Institut Hervey,	do	do	14
Monastère N.-D. de charité du B. P.	do	do	14
Orphelinat Catholique Romain,	do	do	14
Ouvroir, Salle d'asile pour les enfants pauvres,	do	do	34
Union Saint Joseph,	do	do	143
Union Saint Pierre,	do	do	143
<i>Young Men's Hebrew Benevolent Society,</i>	do	do	51
Asile du Bon Pasteur,	Québec.	do	14
Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre,	do	do	14
Asile Sainte Brigitte,	do	do	14
Asile Saint Joseph,	do	do	122
Association des Dames Charitables,	do	do	14
Club de la Garnison,	do	do	14
Hospice des Sœurs de la Charité,	do	do	14
Hospice des Sœurs de la Charité pour les veuves et les orphelins,	do	do	14
<i>Ladies Protestant Home,</i>	do	do	66
Œuvre du Patronage,	do	do	14
Ouvroir des Sœurs de la Charité,	do	do	14
<i>Women's Christian Association,</i>	do	do	14
Hospice des Sœurs de la Charité,	Rimouski.	do	317
Hôtel-Dieu,	Saint Hyacinthe.	do	14
Hôpital Saint Jean de Dieu,	Saint Jean.	do	14
Salle d'asile Saint Jean,	do	do	83
Hôpital Général,	Sorel.	do	83
Union Saint Joseph,	Valleyfield.	do	245
Hôpital protestant pour les aliénés,	Verdun.	do	14
Société Saint Jean-Baptiste,	Waterloo.	do	14
Asile de Saint Ferdinand d'Halifax.	do	do	14

(Document No 26.)

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉ
83. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du Surintendant pour l'année 1894-95.....(<i>Document No 5.</i>)	Par ordre du Lt.-Gouv.	91
84. <i>Instruction publique</i> :—Etat des mandats reçus et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1895.....(<i>Document No 5.</i>)	Par ordre du Lt.-Gouv.	8
85. <i>Journaux d'Agriculture</i> :—Etat détaillé de toutes les sommes payées pour l'impression et la publication du <i>Journal d'Agriculture</i> , versions anglaise et française, depuis le 1er janvier 1893 jusqu'à date ; nombre des souscripteurs à chacun des dits journaux, ainsi que le montant des sommes perçues pour abonnements et annonces dans les dits journaux.....(<i>Document No 53</i>)	Adresse 36	101
86. <i>Kinsella, Duncan</i> :—Documents se rapportant à l'internement de Duncan Kinsella, en octobre 1889, à l'asile Saint-Jean de Dieu.....(<i>Document No 78.</i>)	Par ordre 159	164
87. <i>La Bruère</i> :—Documents se rapportant à la résignation de l'honorable Boucher de La Bruère, de son siège au Conseil législatif et de sa charge de président du Conseil législatif, ainsi qu'à sa nomination à la charge de Surintendant de l'Instruction publique.....(<i>Document No 47.</i>)	Adresse 37	75
88. <i>Lac LaBelle</i> :—Documents concernant la demande faite par la Compagnie de défrichement du Lac LaBelle d'une subvention de terres publiques, pour des fins de colonisation.	Adresse 256	
89. <i>Lac Ste Anne</i> :—Correspondance, plainte, etc., se rapportant à la location du Lac Ste-Anne, dans le comté de l'Islet.....(<i>Document No 16.</i>)	Ordre du 26 déc. 1894 165	9
90. <i>Lac St Jean, Agence Ouest</i> :—Documents relatifs à la mise en vente de deux limites de 24 et 26 milles carrés, respectivement, dans l'agence Ouest du Lac Saint-Jean ; à la fixation de la mise à prix " upset price " des dites deux limites à \$21.00 par mille ; à la vente des dites limites pour \$15.00 le mille carré.....(<i>Document No 40.</i>)	Adresse 16	68

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
91. <i>Lapointe, Ed.</i> :—Documents relatifs à l'item, sous la rubrique " Travaux et édifices publics ", à la page 158 des comptes publics de 1895, intitulé : " Ed. Lapointe, tuf et pierre cassée re nivellement du terrain ".....(<i>Document No 84</i>)	Par ordre 139	170
92. <i>Laprise, Antoine</i> :—Copie du rôle de paie d'Antoine Laprise, du canton Albanel, conducteur des travaux de colonisation sur la route dite " Route Albanel, rang 6 ", en juillet 1893.....(<i>Document No 13</i>)	Ordre du 24 nov. 1893 vol. 28, page 148	9
93. <i>Leduc, Charles</i> :—Documents depuis le 1er juillet 1890 à venir au 1er novembre 1894, se rapportant à la vente d'une limite forestière située dans l'agence de l'Ottawa Supérieur, à un nommé Charles Leduc.....(<i>Document No 30.</i>)	Adresse du 27 déc. 94 vol. 29 page 182	30
94. <i>Lépine, J.-D.</i> :—Comptes détaillés des sommes payées à J.-D. Lépine, écuier, shérif, Montmagny, montant payé au grand connétable Gendreau pour services et déboursés <i>in re</i> Morin, et des frais <i>re</i> Lépine <i>vs</i> Gendreau.....(<i>Document No 19.</i>)	Ordre du 25 déc. 1894 vol. 29 page 202	10
95. <i>Limites à bois</i> :—Etat indiquant l'époque de l'année à laquelle a eu lieu la dernière vente publique des limites à bois dans cette Province et l'espace de temps qui s'est écoulé entre la date de la première annonce de cette vente et le jour de la vente ; les conditions de vente et la forme sous laquelle les avis publics ont été publiés, etc., etc. (<i>Impression ordonnée, 316</i>)....(<i>Document No 51.</i>)	Par ordre 29	100
96. <i>Livres pour être donnés en prix</i> :—Etat détaillé de la somme de \$9,185.00 payée pour livres de prix d'après le rapport du Surintendant de l'Instruction publique, 1895.	Par ordre 234	
97. <i>Mallette et Ayot</i> :—Documents et arrêtés concernant la remise de 3 pour cent ou les \$15,340.00 des droits sur les successions en faveur d'Alphonse Mallette, de Montréal, et de partie des droits sur les successions en faveur de Louis Ayot de Saint-Sévère.	Adresse 47	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
98. <i>Massicotte</i> :—Documents relatifs aux travaux faits au pont de Narcisse-Pierre Massicotte, de Ste-Geneviève, comté de Champlain ; montant dépensé sur ce pont, depuis 1890, etc.	Par ordre 206	
99. <i>McIntosh et Kilburn</i> :—Correspondance se rapportant au règlement des comptes entre le gouvernement et MM. McIntosh et Kilburn, marchands de bois.....(<i>Document No 13.</i>)	Ordre du 29 déc. 1894 vol. 29 215	30
100. <i>McKenzie, E.-M.</i> :—Etat détaillé des montants perçus par Edmond-Murdock McKenzie, percepteur du revenu provincial, pour le district de Montmagny, pour licences pour vente de liqueurs enivrantes depuis le 1er janvier 1892 ; montants perçus, depuis la même date, pour amendes et pénalités pour contravention à la loi des licences de Québec, etc.	Par ordre 189	
101. <i>McKenzie vs Ouellet</i> :—Copie du jugement rendu le ou vers le 3 mars 1894, dans une cause, à la Cour de circuit de Montmagny, numéro 3826, où Edouard-Murdock McKenzie était demandeur et Michel Ouellet défendeur.....(<i>Document No 80.</i>)	Par ordre 138	164, 179
102. <i>McLennan, John</i> :—Documents relatifs à une réclamation de John McLennan contre le Chemin de fer de Hereford.	Par ordre 303	
103. <i>Mercier & Cie</i> :—Etat détaillé des divers comptes pour papeterie et objets de librairie fournis, par MM. Mercier & Cie., au gouvernement, durant l'année fiscale 1894-95, indiquant les prix chargés et les paiements faits.	Par ordre 48	
104. <i>Montcalm, Agence des terres</i> :—Correspondance, depuis le 1er octobre dernier, se rapportant à la création d'une agence, dans le comté de Montcalm, pour la vente des terres de la Couronne. (<i>Document No 56.</i>)	Par ordre 64	101
105. <i>Montfort</i> :—Documents relatifs à la demande, par la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort, d'un subside pour les derniers douze milles de leur chemin.	Par ordre 303	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
106. <i>Montmagny, Percepteur du Revenu</i> :—Etat indiquant les noms des personnes contre lesquelles une plainte a été portée devant le percepteur du revenu du district de Montmagny, pour violation de la loi des licences ; noms des personnes qui ont, dans le district de Montmagny, été poursuivies pour telles contraventions, et noms des personnes qui ont, dans le district, payé le montant des condamnations portées contre elles et de celles qui ont obtenu du délai, depuis 1892.	Par ordre 115	145
107. <i>Nadeau, John-A.</i> :—Etat détaillé des sommes payées par—, de New Richmond au département des terres de la Couronne depuis le 11 décembre 1894 jusqu'au 1er novembre 1895 ; aussi, sommes dues par—.....(<i>Document No 72.</i>)	Par ordre 78	145
108. <i>Nantel, J.-P.</i> :—Etat détaillé du paiement de la somme de \$317.90 à J.-P. Nantel, pour dépenses de voyages et pour conférences agricoles, mentionné dans le document numéro 41 de la présente session. (<i>Document No 74.</i>)	Par ordre 91	145
109. <i>Newton</i> :—Copie des plans, lettres, correspondances, rapports, etc., relatifs au <i>gore</i> de Newton, comté de Vaudreuil.	Par ordre 91	10
110. <i>O'Sullivan, Henry</i> :—Instructions données par l'honorable Georges Duhamel, ex-commissaire des terres, à Henry O'Sullivan, arpenteur, au sujet des arpentages du territoire du Lac Kakabonga. (<i>Document No 24.</i>)	Ordre du 3 janv. 1895 vol. 29 page 241	10
111. <i>O'Sullivan, Henry</i> :—Copie de tous comptes détaillés et des pièces à l'appui en vertu desquels le gouvernement a payé pour arpentages et inspection d'arpentages certaines sommes à Henry O'Sullivan.....(<i>Document No 43.</i>)	Ordre du 29 déc. 1894 vol. 29 page 203	69
112. <i>Ottawa, comté d'</i> :—Etat détaillé des sommes dépensées dans le comté d'Ottawa, pour les fins de colonisation, depuis le 1er juillet 1895 ; noms des cantons ; montants payés à compte sur les travaux faits et ceux restant dus ; et noms des conducteurs des différents travaux et le montant que chacun était autorisé à dépenser.	Par ordre 246	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
113. <i>Ouimet, l'hon. Gédéon</i> :—Copie de l'enquête faite par le bureau de la trésorerie en vertu de l'article 678 <i>b</i> des Statuts refondus de la province de Québec, 53 Victoria, chapitre 15, section 1, relativement à la mise à la retraite de l'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique, et de la correspondance relative à la gratification accordée par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique.	Adresse 47	
114. <i>Ouimet, l'hon. Gédéon</i> :—Documents, correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la mise à la retraite de l'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique. (<i>Document No 47.</i>)	Adresse 37	75
115. <i>Ouimet et Hotte</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés, concernant un appel à la décision de Roch Simard, sur le mérite respectif des propriétés de MM. Adolphe Ouimet et Hormisdas Hotte.....(<i>Document No 94.</i>)	Par ordre 164	237
116. <i>Pacifique Canadien</i> :—Documents relatifs aux arrangements pris par le gouvernement avec la Compagnie du Pacifique Canadien à l'égard du changement dans le taux de l'intérêt sur le montant de 7,000,000 de piastres dues par la dite compagnie au gouvernement..... (<i>Document No 37.</i>)	Adresse 29	54
117. <i>Palais de justice, Montréal</i> :—Liste des personnes invitées à soumissionner pour la fourniture des articles d'aménagement pour le palais de justice de Montréal et de celles qui ont reçu les commandes relatives à ces fournitures.	Par ordre 256	
118. <i>Palais de justice, Montréal</i> :—Copie de tous plans et devis et autres données motivant la dépense de \$9,900 pour voûtes de sûreté dans le palais de justice de Montréal, mentionnée à l'item 6 du budget supplémentaire au 30 juin 1896. (<i>Document No 59.</i>)	Par ordre 48	119

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
119. <i>Palais de justice, Québec</i> :—Etat démontrant les noms des municipalités de comté payant la taxe du gouvernement pour la construction du palais de justice de Québec ; le montant payé par chacune d'elles jusqu'au 1er octobre 1895, et le montant total dû par chaque municipalité jusqu'au 1er octobre 1895, etc.....(<i>Document No 70.</i>)	Par ordre 105	128
120. <i>Pin rouge</i> :—Correspondance, requête, etc., se rapportant à la diminution des droits perçus par la Couronne pour coupes de bois sur la coupe du pin rouge.....(<i>Document No 20.</i>)	Ordre du 29 déc. 1894 vol. 29 page 215	10
121. <i>Pontiac</i> :—Correspondances et documents relatifs à la loi ayant pour but de nommer un juge de la Cour Supérieure pour le district de Pontiac. (<i>Document No 46.</i>)	Ordre du 29 déc. 1894 vol. 29 page 215	70
122. <i>Pont Scott</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un de ses membres, et Edouard-J. Duchesnay, maire de Saint Malo et préfet du comté de Québec, depuis le 1er septembre 1893, au sujet du pont Scott, sur la rivière Saint-Charles, à Saint-Malo.	Par ordre 118	119
123. <i>Prison de Montréal</i> :—Etat relatif à la fourniture de la pierre à concasser à la prison de Montréal en 1893, 1894 et 1895.....(<i>Document No 60.</i>)	Par ordre 57	
124. <i>Pulpe</i> :—Extrait des règlements révisés du département des terres de la Couronne, mentionnant le plus petit diamètre des arbres qui peuvent être abattus sur les terres de la Couronne pour en faire de la pulpe ; état des droits actuellement perçus pour chaque corde de 128 pieds cubes de bois à pulpe, indiquant la différence dans le montant des droits perçus pour le bois réduit en pulpe, au Canada, et pour le bois exporté à son état naturel qui doit être transformé en pulpe à l'étranger. (<i>Document No 102.</i>)	Par ordre 188	255
125. <i>Québec, Cité de</i> :—Documents se rapportant aux procédures du gouvernement contre la corporation de la cité de Québec, en recouvrement de certaines		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
sommes qui lui sont dues ; sommes réclamées ; résultat final de ces procédures ; nom du procureur du gouvernement dans ces causes et les honoraires payés pour ses services ; et somme qui lui est encore due.	Adresse 22	
126. <i>Québec, Montmorency & Charlevoix</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, se rapportant à la passation et à l'exécution du Statut de la dernière session accordant cent mille piastres à la Compagnie plus haut mentionnée.	Par ordre 110	
127. <i>Rapports du Conseil exécutif</i> :—Etat des — et mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des S. R. de Québec, préparé par l'auditeur de la Province..... (<i>Imprimé</i> , 37.)	Par acte	16
128. <i>Recettes et dépenses de la Province</i> :—Etat des recettes et des dépenses de la province de Québec depuis le 30 juin jusqu'au 30 octobre 1895 inclusivement..... (<i>Document No 52</i>)	Par ordre 29	101
129. <i>Remises d'amendes</i> :—Etat détaillé des droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil du 20 novembre 1894 au 30 octobre 1895..... (<i>Document No 25</i> .)	Par acte	17
130. <i>Richelieu</i> :—Etat indiquant le coût des procès criminels, dans le district de Richelieu, depuis le dernier terme de la Cour du Banc de la Reine, instruits devant le magistrat M. Charles Dorion, de Sorel, etc..... (<i>Document No 101</i> .)	Par ordre 169	255
131. <i>Ritchie vs Vallée</i> :—Pour copie du bref de sommation, de la déclaration du défendeur dans la cause No 1744, Cour Supérieure de Québec ; aussi, copie du jugement rendu dans la dite cause. (<i>Document No 63</i> .)	Par ordre 78	120

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS.
DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		
132. <i>Robertson, Professeur</i> : conférence du—, devant le comité d'agriculture au sujet de l'exportation des viandes en Angleterre. (<i>Impression ordonnée</i> , 279, 317) (<i>Document No 103.</i>)	.....
133. <i>Robitaille vs. Côté</i> :—Documents dans la cause No 642, Cour de circuit du district de Québec, de Alfred Robitaille vs Jules Côté, jugée le 21 mars 1895..... (<i>Document No 64.</i>)	Par ordre 80	729
134. <i>Rouge, Rivière</i> :—Documents, etc., ayant rapport à un octroi pour pont en fer sur la rivière Rouge, dans le canton de Greenville, comté d'Argenteuil.	Par ordre 303	120
135. <i>Saint-Cyr</i> :—Rapport de M. Saint-Cyr, conservateur du muséum de l'instruction publique, pour l'année 1894-95..... (<i>Document No 82.</i>)	.....	164
136. <i>Saint-Julien</i> :—Documents relatifs à la plainte, l'enquête et la décision du magistrat de district Saint-Julien, dans une poursuite pour assaut et batterie, portée devant lui, en mai dernier, par Joseph Palisser, avocat, de Lachute, P. Q., contre W.-J. Simpson et autres.	Par ordre 246	
137. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province</i> :—Rapport du—pour l'exercice du 1er juillet 1894 au 30 juin 1895..... (<i>Document No 6.</i>)	Par ordre du Lt.-Gouv.	8
138. <i>Senécal & fils</i> :—Copie du compte d'Eusèbe Senécal et fils, se montant à \$250.00, pour l'impression d'un discours de l'honorable Commissaire de l'agriculture—(Comptes publics de 1894-95, page 137.) (<i>Document No 97.</i>)	Par ordre 139	249
139. <i>Service civil</i> :—Copie d'un rapport du comité du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le—..... (<i>Document No 9.</i>)	Par message	7
140. <i>Sherbrooke, Exposition Jr.</i> :—Correspondances et documents se rapportant à la demande de \$2,500 pour l'exposition de Sherbrooke, mentionnée à l'item 5 du budget supplémentaire du 30 juin 1896. (<i>Document No 73.</i>)	Par ordre 48	145

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
141. <i>Sillery</i> :—Correspondance, rapports et négociations concernant la vente et l'affermage de cette partie des Biens des Jésuites appelée : les anses de Sillery. (<i>Document No 100.</i>)	Par ordre 147	255
142. <i>Smith, Joseph</i> :—Copie du rôle de paie de Joseph Smith, conducteur des travaux de la route—à—Lauzier, dans l'été de 1895.	Par ordre 78	
143. <i>Smith, Murray</i> :—Documents sur lesquels le gouvernement s'est appuyé pour payer à Murray Smith, ou à la Banque de Montréal, ou à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, les sommes de \$11,500.00 et de \$11,025.32.	Adresse 128	
144. <i>Sociétés de secours mutuels</i> :—Correspondance au sujet de la demande d'un projet de loi pour protéger les sociétés de secours mutuels ; ainsi que les documents, rapports et résolutions passés aux conventions des dites sociétés, tenues la première à Saint-Hyacinthe, le 24 et le 25 décembre derniers, et la deuxième à Valleyfield, le 30 juin et le premier juillet derniers..... (<i>Document No 96.</i>)	Par ordre 118	249
145. <i>Société des débardeurs</i> :—Correspondance échangée entre la Société bienveillante des ouvriers de bord, la Chambre de commerce de Québec et le gouvernement au sujet des règlements de la dite Société. (<i>Impression ordonnée, 316.</i>)... (<i>Document No 77.</i>)	Par ordre 118	154
146. <i>Société d'industrie laitière</i> :—Treizième rapport de la—de la province de Québec, étant le supplément du rapport de l'honorable Commissaire de l'agriculture et de la colonisation pour 1894. (<i>Document No 36.</i>)	.....	43
147. <i>Spencer-Wood</i> :—Etat détaillé indiquant les sommes payées, depuis le 30 juin 1895, pour réparations et embellissements de Spencer-Wood jusqu'à date.	Par ordre 206	
148. <i>Statistiques judiciaires</i> :—Extraits de rapports des pour 1894..... (<i>Document No 11.</i>)	Par acte	9

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
149. <i>Statistiques municipales ou rapports municipaux</i> pour l'année expirée le 31 décembre 1894. (<i>Document No 8.</i>)	Par acte	9
150. <i>Terrebonne</i> :—Etat des recettes et des dépenses de la Compagnie des chemins à barrières de— pour l'année 1895.....(<i>Document No 27.</i>)	Par acte	61
151. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des terres de la Couronne de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1895. (<i>Document No 4.</i>)	Par ordre du Lt.-Gouv.	54
152. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du Commissaire des—de la province de Québec pour 1895. (<i>Document No 7.</i>)	Par ordre du Lt.-Gouv.	75
153. <i>Tremblay, Dr J.-E.</i> :—Etat détaillé de la somme de \$100 payée à—pour conférences agricoles et frais de voyage .....(<i>Document No 71.</i>)	Par ordre 91	145
154. <i>Tremblay et Nantel</i> :—Copie du rapport du Dr J.-E. Tremblay sur les conférences qu'il a données sur la Côte Nord, depuis Tadoussac à la Pointe aux Esquimaux, en compagnie de M. J.-P. Nantel.	Par ordre 207	
155. <i>Trois-Rivières, Bureau de la paix</i> :—Etat détaillé des dépenses du bureau de la paix du district des Trois-Rivières, pour l'année finissant le 30 juin 1894.....(<i>Document No 23.</i>)	Ordre du 3 janv. 1895 vol. 29 page 237	10
156. <i>Turgeon, H.-A.</i> :—Documents se rapportant à la mise à la retraite de H.-A. Turgeon, ci-devant directeur de la Colonisation...(<i>Document No 50.</i>)	Par ordre 16	100
157. <i>Vallée, Alexandre</i> :—Copie de tous rapports faits sur la conduite d'Alexandre Vallée, autrefois garde à la prison de Montréal.	Par ordre 118	
158. <i>Vallée, Louis</i> :—Copie du rapport de Louis Vallée, ingénieur, du 12 juillet dernier, sur les réclamations contre la Compagnie du chemin de fer "Le Canada Atlantique", ses entrepreneurs et sous-entrepreneurs, relativement au pont érigé sur le fleuve Saint-Laurent, entre Valleyfield et Coteau, etc. (<i>Document No 55.</i>)	Adresse 58	101

	OEDONNÉS	PRÉSENTÉS
DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		
159. <i>Vallière, Philippe</i> :—Etat des paiements faits à M. Philippe Vallière, meublier, de Québec, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des travaux publics, le 6 juin 1894,—depuis la dite date,—pour la fourniture des palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, etc., etc. (<i>Impression ordonnée</i> , 316.)...(Document No 67.)	127	Adresse 23
160. <i>Vallière, Philippe</i> :—Copie des comptes produits par—pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 juin 1894, date de son contrat passé avec l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des travaux publics. (<i>Impression ordonnée</i> , 316.)...(Document No 68.)	127	Par ordre 23
161. <i>Vincelette, M.</i> :—Copie du rapport de — touchant les chemins sous le contrôle des syndics des chemins à barrières pour la Rive Nord...(Document No 21.)	Ordre du 3 janv. 1895 228	10

DOMINION COLLEGE OF MUSIC :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 8, 13; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 20.
Voir *Bill No 32*.

DOMINION OF CANADA TRUST COMPANY :—Pétition demandant une loi ratifiant et confirmant les pouvoirs accordés à la—par sa charte 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant la dite Compagnie à exercer les dits pouvoirs dans la province de Québec, 66, 79; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bill No 60*.

DONATIONS, TAXES SUR LES— :—Interpellation, 15.

DORION, M. CHARLES :—Motion de M. Lussier pour un état indiquant le coût des procès criminels dans le district judiciaire de Richelieu, depuis le dernier terme de la Cour du Banc de la Reine, instruits devant le magistrat M. Charles Dorion, de Sorel, et les honoraires payés aux avocats représentant le Procureur général, 169; réponse à l'ordre de la Chambre, 255.
(Document No 101). Voir *Documents*, item 130.

DROITS SUR LES SUCCESSIONS :—Bill de M. Taillon amenant la loi relative aux droits sur les successions, 279. Voir *Bill No 133*.

DRAPER, DR re PROCÈS DEMERS :—Interpellation, 152.

DROITS DE PÊCHE SUR LA RIVIÈRE RICHELIEU : Interpellation, 91.

DROITS SUR COUPE DE BOIS :—Interpellation, 15.

DROUIN, F.-X. :—Réponse à un ordre de la Chambre du 28 décembre 1894 pour copie des comptes détaillés payés à F.-X. Drouin, avocat, pour frais de poursuite *in re* la Reine *vs* Ernest Pacaud, 70. (*Document No* 45). Voir *Documents*, *item* 58.

DRUMMOND :—Cie du chemin de fer du comté de— :—Motion de M. Hall pour la production de documents, depuis le 1er juillet 1892, au sujet de la subvention pour 23 milles de chemin entre Carmel et Arthabaska, 207.

DRUMMOND, MADAME JULIA *re*, Inspection des établissements industriels : Interpellation, 127.

DRUMMONDVILLE :—Pétition de William Mitchell et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie hydraulique et manufacturière de—, 25, 42 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis recommandant la suspension de la 51e règle, 51. Voir *Bill No* 69.

DUCHARME, JOSEPH ET AUTRES :—Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Gabriel de Brandon à Sainte-Emilie de l'Energie, 61, 73 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 98. Voir *Brandon*, aussi *Bill No* 80.

DUCHESNAY, EDOUARD-J. :—PONT SCOTT : —Voir *Pont Scott* ; aussi *Documents*, *item* 122.

DUFAULT, S. :—Interpellations, 108, 231.

DUMAIS, ALPHONSE :—

1. Motion de M. Bernatchez pour la production de documents relatifs à la réclamation de—pour confection du *land roll* ou terrier et du livre de ventes avec index du territoire compris dans l'agence de la division centrale du Lac St-Jean, 172 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 317. (*Document No* 104). Voir *Documents item* 60.

2. Classification de la Branche Est :—Interpellation, 172.

DUPLESSIS, LOUIS-FÉLIX ROBEREAU :—Voir *Robereau-Duplessis* ; aussi *Bill No* 61.

DUPUIS, J.-B. :—Interpellations, 62, 233.

DUPUIS, LUC :—Interpellation, 77.

DURANCEAU, C.-A.-JOS. :—Pétition de—et autres, demandant certains amendements à l'article 870 des S. R. de la P. de Q., 132, 144.

DUSSAULT, NAPOLEON, re DECHÈNE :—Voir *Dechène, F.-G.-M.*; aussi *Documents*, item 51.

DUVAL, BRUNO :—Classification de la Branche Est :—Interpellation, 172.

ECOLES D'AGRICULTURE :—Amendement de M. Bernatchez—à la motion pour concours dans l'item voté pour dépenses des—, censurant le gouvernement pour dépenses relatives à la construction d'édifices sur la ferme modèle de Compton, 273; rejeté par 34 voix contre 15, 274. Voir *Votes pris en Chambre*, 14.

ECOLE DE MÉDECINE COMPARÉE ET DE SCIENCE VÉTÉRINAIRE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant une loi constituant en corporation l'—, 51, 66; rapport du comité des ordres permanent sur l'avis, recommandant la suspension de la 51e règle, 88. Voir *Bill No 53*.

ECOLES DU SOIR, A QUÉBEC :—Interpellation, 126.

ECOLES PUBLIQUES :—Bill de M. Pelletier amendant les dispositions spéciales relatives aux—des cités de Montréal et de Québec, 42. Voir *Bill No 13*.

ECOLE VÉTÉRINAIRE DE MONTRÉAL :—Voir *Lachapelle, E. P.*; aussi *Bill No 53*

ECOLE VÉTÉRINAIRE FRANÇAISE DE MONTRÉAL :—Voir *Lachapelle E.-P.*; aussi *Bill No 53*.

ELECTIONS :—

1. Mandats émis durant la vacance :

District électoral.	En remplacement de	Pourquoi.
Montréal (Div. No 6.).....	Patrick Kennedy, Ecr.....	Décédé, 2.
Stanstead.....	L'hon. Michael-F. Hackett.	Nommé Prés. du Conseil, 2.

2. Certificats d'élection de :—

Montréal, Division No 6,—James-John-Edmund Guérin, Ecr., 13.

Stanstead,—l'hon. Michael-F. Hackett, 3.

ELECTIONS : Pour loi électorale :—Voir *Acte électoral*.

ELECTION DES DÉPUTÉS :—Bill de l'hon. M. Casgrain relatif à l'—à l'Assemblée de Québec, 25. Voir *Bill No 6*.

EMARD, J.-U. :—Pétition de—et autres, demandant qu'ils soient libérés de la taxe pour expropriation de la rue Ste Catherine, 122, 144.

EMPLOYÉS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Bill de M. Lemieux relatif au paiement des employés, 27. Voir *Bill No 86*.

EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS :—Interpellation, 123.

EMPLOYÉS DU DÉPARTEMENT DES CHEMINS DE FER :—Interpellation, 127.

EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT :—Motion de M. Gladu pour un état donnant les noms de tous les—depuis le 27 janvier 1892 jusqu'à date, 138. Voir *Documents, item 61*.

EMPLOYÉS PUBLICS :—Motion de M. Marchand pour un rapport indiquant les noms des officiers publics qui ont reçu, en sus de leur salaire régulier, des indemnités spéciales, 30. Voir *Documents, item 62*.

EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL :—Liste de ceux nommés depuis le 2 août 1890 :—Interpellation, 233.

EMPRISONNEMENT EN MATIÈRES CIVILES :—Bill de M. Tellier modifiant la loi relative à l'—, 21. Voir *Bill No 84*.

EMPRUNT :—

1. M. Taillon met devant la Chambre la correspondance relative à l'emprunt autorisé par l'article 9 de la loi 57 Vict., ch. 2, 43. (*Document No 35*). Voir *Documents, item 63*.
2. Résolutions de M. Taillon concernant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Vic., ch. 2 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 279 ; résolution rapportée, 28 ; motion pour seconde lecture ; amendement de M. Dechêne proposé et rejeté, 282 ; résolution lue la seconde fois et adoptée, 282. Bill basé sur cette résolution, 283. Voir *Bill No 130*.
3. Bill de M. Taillon déclarant et déterminant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de loi 54 Vict., ch. 2, 283. Voir *Bill No 130*.
4. Amendement de M. Tessier (Portneuf)—à la motion pour comité des subsides—censurant le gouvernement au sujet du dernier emprunt, 269 ; rejeté par 37 voix contre 19, 270. Voir *Votes pris en Chambre, 15*.

EMPRUNT DE 1894 :—Motion de M. Stephens pour un état faisant connaître toutes les commissions et dépenses faites pour la négociation de l'emprunt de décembre 1894 et le produit net de l'emprunt à la Province, 56 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 101. (*Document No 54*). Voir *Documents*, item 64.

EMPRUNT DE 1895 re J.-E. BARBEAU : —Interpellation, 43.

EMPRUNTS TEMPORAIRES —Motion de M. Gladu au sujet des divers—faits par le gouvernement depuis le 30 juin 1894, 15 ; réponse à l'ordre de la chambre, 53. (*Document No 33*). Voir *Documents*, item 65.

ENQUETES SUR LES AFFAIRES PUBLIQUES :—Bill de M. Stephens concernant les—, 90. Voir *Commissions royales* ; aussi *Bill No 107*.

ENREGISTREMENT, BUREAUX D'— :—Voir *Bureaux etc.* ; aussi *Documents*, item 28.

ENREGISTREMENT DES MUTATIONS D'IMMEUBLES :—Interpellation, 28.

ESTIMÉS :—Message du Lieutenant-Gouverneur transmettant le budget supplémentaire pour l'année expirée le 30 juin 1896, 31 ; renvoyé au comité des subsides, 31. (*Imprimé*). (*Document No 1*). Voir *Documents*, item 66. Message du Lieutenant-Gouverneur transmettant le budget pour l'année expirant le 30 juin 1897, 74 ; renvoyé au comité des subsides, 75. (*Imprimé*). (*Document No 1*) Voir *Documents*, item 66 ; aussi, *subsides*.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS :—Voir *Inspecteurs des—* ; aussi *Documents* item 78 et 79.

EXEMPTIONS DE TAXES :—Bill de M. Bisson amendant la loi concernant les—, 133. Voir *Bill No 113*.

EXHUMATIONS :—Bill de M. Pelletier concernant les cimetières, les inhumations et les—, 42. Voir *Bill No 11*.

EXPORTATION DES VIANDES EN ANGLETERRE :—Conférence du Professeur Robertson concernant l'—, devant être imprimée, 279, 316.

EXPOSITIONS AGRICOLES :—

1. Bill de M. Girard (Lac St Jean), amendant la loi concernant les expositions agricoles, 231. Voir *Bill No 124*.

2. Concurrence aux cultivateurs dans les— :—Interpellation, 206.

EXPOSITION DE SHEEBROOKE :—Motion de M. Gladu pour documents se rapportant à la demande de \$2,500 pour l'—, 48 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 145. (*Document No 73*). Voir *Documents*, item 140.

EXPROPRIATION DE LA RUE STE-CATHERINE :—Voir *Emard, J-U*.

FINLAYSON, DUNCAN :—Pétition demandant une loi concernant la vente de certaines propriétés dépendant de la succession de feu—, 42, 61 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 67. Voir *Bill No 37*.

FABRE, SA GRANDEUR MGR EDOUARD-CHARLES :—Voir *Tétreault, Philibert* ; aussi *Bill No 49*.

FARNHAM :—

1. *Hospice Ste Elizabeth* :—Etat d'affaires, 60. Voir *Documents, item 82*.

2. *Orphelinat de—* :—Etat d'affaires, 60. Voir *Documents, item 82*.

FERME MODÈLE DE COMPTON :—

1. Pétition des syndics, demandant des amendements à la loi qui les concerne 19, 34 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 72* ; voir aussi *Compton*.

2. Motion de M. Dechêne pour la production de documents se rapportant à l'établissement et aux subventions accordées à la—, 48.

FISER, DR M. :—Motion de M. Gosselin pour copie du compte du—pour analyse chimique des viscères de Joseph Robitaille, de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, 138 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 179. (*Document No 87*). Voir *Documents, item 67*.

FORTIN, JOSEPH-ABEL :—Pétition demandant un acte l'autorisant à pratiquer la médecine, etc., dans la province de Québec, 19, 34 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 98. Voir *Bill No 52*.

FORTIN, ONÉSIME :—Motion de M. Girard (Lac St-Jean) pour la production des documents ayant rapport à la résignation de M.—de St-Urbain de Charlevoix, comme juge de paix de sa paroisse, 146.

FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX :—Voir *Bill No 95*.

FRAIS DE LITIGE DANS LES DISTRICTS RURAUX :—Bill de M. Stephens à l'effet de diminuer les—, 21. Voir *Bill No 83*.

FRASERVILLE :—

1. Pétition de la corporation de la ville de—demandant des amendement à sa charte, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 73*.

2. Hôpital de—: Etat d'affaires, 83. Voir *Documents, item 82*.

GAGNON, AMÉDÉE—DE LA RIVIÈRE OUELLE :—Interpellation, 232.

GAGNON, WIFFRID :—Conférencier agricole :—Interpellation, 108.

GALARNEAU, JOSEPH :—Pétition de—et autres, de St-Paul de Montminy et de Notre-Dame du Rosaire, demandant que le Bill pour annexer une partie du canton d'Armagh au comté de Montmagny ne devienne pas loi, 73, 79. Voir *Bill No 85*.

GARIÉPY, JOSEPH :—Motion de M. Morin pour documents se rapportant à l'annulation de la commission de Joseph Gariépy, régistrateur de la seconde division d'enregistrement du comté de Charlevoix, 164.

GASPÉ, COMTÉ DE— : Au sujet de la garde et de l'entretien des aliénés :—Interpellation, 28.

GAUVREAU, ALFRED, de Québec :—Interpellation, 186.

GAUVREAU, FLAVIEN :—Motion de M. Pinault demandant la correspondance se rapportant au délai accordé à Flavien Gauvreau pour payer la condamnation prononcée contre lui pour vente de boissons sans licence, 118.

GAUVREAU, FLAVIEN—de Saint-Octave de Métis :—Interpellation, 76.

GAZ, COMPAGNIE DU— :—Voir *Montréal, Compagnie du Gaz* ; aussi *Bill No 58*.

GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC :—Un état des recettes et des dépenses de la Province devant être publié le ou avant le 1^{er} septembre de chaque année dans la—, 189.

GAZETTE PRINTING Co. :—Réponse à un ordre du 28 décembre 1894 ayant rapport à l'impression des comptes publics de 1892 par la—, 9. (*Document No 18*). Voir *Documents, item 71*.

GENDREAU :—Réponse à un ordre du 28 décembre 1894 pour comptes détaillés des sommes payées à J.-D. Lépine, shérif, Montmagny ; montant payé au grand connétable Gendreau pour services et déboursés *in re* Morin et des frais *re* Lépine *vs* Gendreau, 10. (*Document No 19*). Voir *Documents, item 94*.

GEOFFROI, BENJAMIN :—Motion de M. Tellier pour la production de documents au sujet de l'administration de—comme secrétaire du cercle agricole de la paroisse du Bienheureux Alphonse de Rodriguez, 16.

GIGAUT, G. A. :—Quel est son salaire :—Interpellation, 18.

GILBERT, J. :—Motion de M. Lemieux pour la production de documents relatifs aux destitutions de William Clapperton, Jérémie Pitre et—, 22 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 154. (*Document No 76*). Voir *Documents, item 39*.

GORE DE NEWTON :—Voir *Newton*.

GRAND ORIENTAL, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER :—Voir *Subside accordé par la 49-50 Vict., ch. 77* ; aussi *Bill No 131*.

GRENVILLE *re* PONT SUR LA RIVIÈRE ROUGE :—Voir *Pont sur la rivière Rouge* ; aussi *Documents, item 132*.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Certificats des élections de Montréal, division No 6, 13 ;—*Stanstead, 3*.

GUAY, DR, DE SAINT-ROMUALD :—

1. Rapport sur seigneurie Lauzon :—Interpellation, 46.

2. Sommes à lui payées :—Interpellation, 76.

GUERIN, JAMES-JOHN-EDMUND :—Elu pour la division No 6 de Montréal, prête serment et prend son siège en produisant seulement son indenture en double, 3 ; certificat de son élection, 13.

GUERNON, EUGÈNE :—Interpellation, 186.

HACKETT, L'HON. M.-F. :—Ayant accepté la charge de Président du Conseil exécutif, son siège devient vacant, 2 ; certificat de son élection, 3 ; prête serment et prend son siège, 3.

HEREFORD, CHEMIN DE FER *DE*—*re* McLENNAN :—voir *McLennan*.

HILL, WILLIAM-GALT :—Pétition de—et autres, demandant que la rue Saint-Antoine, de Montréal ne soit pas élargie, 116, 132.

HINGSTON, W.-H. et autres :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de *Samaritan Hospital for Women*, 17, 25 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 34. Voir *Bill No 47*.

HOCHELAGA, BUREAUX D'ENREGISTREMENT :—Voir *Bureaux d'enregistrement* ; aussi *Documents, item 28*.

HOCHELAGA, DIVISION D'ENREGISTREMENT D'—: —Résolution de M. Casgrain concernant la —et de Jacques-Cartier, 74. Voir *Régistrateurs*.

HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS :—Résolutions de M. Pelletier relatives à l'—, 49, 133 ; le Lieutenant-Gouverneur recommande ces résolutions ; la Chambre en comité, 134 ; résolutions rapportées, 135 ; adoptées et bill basé sur ces résolutions, 136. Voir *Bill No 18*.

HOPITAL *Samaritan for Women* :—Voir *Samaritan*, aussi *Bill No 47*.

HOTELIERS DE MONTRÉAL :—Pétition demandant des amendements à la loi des licences, 116, 132.

HOTTE, HORMISDAS :—Motion de M. Turgeon pour la production de documents concernant un appel de la décision de Roch Simard sur le mérite respectif des propriétés de M. Adolphe Ouimet et—, 164 ; réponse à l'ordre de la chambre, 237. (*Document No 94*). Voir *Documents, item 115*.

HUDON, P.-E. :—Réponse à un ordre du 29 décembre 1894 pour copie de tous documents se rapportant au paiement d'une somme de \$100.00 à— d'Hébertville, 9. (*Document No 17*). Voir *Documents, item 73*.

HUGHES, G.-A. :—Motion de M. Bourbonnais pour la production du compte de—, chef de police de Montréal, pour frais d'arrestation d'Alexis Caza, en août 1888, 84 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 120. (*Document No 65*). Voir *Documents, item 74*.

IBERVILLE :—Réponse à une adresse du 20 décembre 1894, demandant tous documents quelconques relatifs à la publication des annonces du shérif, dans le district d'Iberville, 69. (*Document No 42*). Voir *Documents, item 75*.

ILES DE LA MADELEINE :—

1. Bill de M. Flynn, amendant la loi 58, Vict., ch. 45, concernant la tenure des terres aux—, 27. Voir *Bill No 10*.
2. Bill de M. Flynn constituant en division électorale les—, 144. Voir *Bill No 20*.
3. Interpellation au sujet de la séparation des—, du comté de Gaspé, 137.

ILE JÉSUS :—Etat des affaires de la Commission des chemins à barrières de l'— pour l'année finissant le 31 décembre 1894, 14. (*Document No 27*). Voir *Documents item 76*.

IMMIGRATION ET COLONISATION (Comité d'agriculture,—). Voir *Agriculture, etc.*

IMPRESSIONS :—

1. Etat des rapports du Conseil exécutif et mandats spéciaux devant être imprimé dans les Procès-Verbaux et les Journaux de cette Chambre, 37.
2. Conférence du Professeur Robertson sur l'exportation de la viande en Ang'eterre devant être imprimée, 279, 317.
3. Comptes publics, rapports des départements, livres bleus, etc., devant être, à l'avenir, publiés et distribués après leur préparation et sans attendre la réunion de la Législature, 189.

IMPRESSIONS :—*Suite.*

4. Motion de M. Stephens pour la production d'un état concernant les sommes payées durant l'exercice 1895 pour impressions ; rejetée, 57.
5. Comité conjoint des impressions ; membres nommés par la Chambre, 67 ; membres nommés par le Conseil, voir *Errata* ; Premier rapport, 258 ; Second rapport recommandant l'impression des documents suivants :
No. 37. Au sujet du taux de l'intérêt sur les \$7,000,000 dues par le Pacifique Canadien, 316.
No. 51. Au sujet de la dernière vente par encan des limites à bois, 316.
No. 67. Au sujet des montants payés à M. Philippe Vallière, pour fourniture des palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, 316.
No. 68. Au sujet des comptes de M. P. Vallière pour dito, dito, 316.
No. 76. Concernant la destitution de William Clapperton, Jérémie Pitre et J. Kilker, 316.
No. 77. Correspondance au sujet des règlements de la Société des débardeurs, 316.
No. 89. Correspondance au sujet des contrats de la Compagnie Atlantique et Lac Supérieur, 317.
No. 103. Conférence du professeur Robertson, au sujet de l'exportation de la viande en Angleterre, 317.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport de l'— transmis à la Chambre au sujet de l'impression et de la distribution des Statuts de la dernière session, 7. (*Document No 10*). Voir *Documents*, *item 77*.

INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE :—Bill de M. Desjardins modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la province de Québec concernant l'— 27. Voir *Bill No 87*.

INDEMNITÉ SESSIONNELLE :—

1. Un député n'ayant pu, pour cause de maladie, assister à la session, son— lui est payée en entier, 278, 314.
2. Aucune réduction pour moins de 5 jours d'absence ne sera faite pour cette session, 279.

INDENTURE :—Un député est admis à prendre son siège en produisant seulement son indenture en double, 3.

INDUSTRIES :—Comité permanent nommé, 68, 11. Premier rapport nommant M. Normand président et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 26.

INDUSTRIE LAITIÈRE, SOCIÉTÉ D'— :—Voir *Société d'industrie laitière*.

INDUSTRIE MINIÈRE :—Bill de M. Flynn concernant la colonisation et le développement à donner à l'industrie minière dans certaines parties de cette Province, 161. Voir *Colonisation* ; aussi *Bill No 21*.

INHUMATIONS :—Bill de M. Pelletier concernant les cimetières, les — et les exhumations, 42. Voir *Bill No 11*.

INSPECTEURS DE FABRIQUES :—Motion de M. Stephens pour la considération en comité général d'une résolution, à l'effet de rendre responsables, personnellement, les — qui négligent de mettre en vigueur les règlements relatifs à la sécurité des personnes employées dans les manufactures ; motion négative, 58.

INSPECTEURS DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS :—Motion de M. Stephens pour la production de la correspondance relative aux instructions données aux— depuis janvier 1894 jusqu'au 20 novembre 1895, 100 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 170. (*Document No 83*). Voir *Documents item 79*.

INSPECTEURS DES PRISONS, ASILES, ETC. :—M. Pelletier dépose le 25^e rapport des — et bureaux public pour 1894, 9. (*Imprimé*). (*Documents No 72*). Voir *Documents, item 80*.

INSPECTEURS FÉMININS DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS :—Voir *Inspection des établissements industriels* ; aussi *Documents, item 78*.

INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS :

1. Motion de M. Parent demandant la correspondance au sujet de la nomination d'un ou de plusieurs inspecteurs féminins des établissements industriels, 129 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 208. (*Document No 90*). Voir *Documents, item 78*.
2. Interpellation au sujet de la nomination d'une femme chargée de l'—, 126.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ, HÔPITAUX :—Voir *Documents, item 82*.

INSTITUT IMPÉRIAL DE LONDRES :—Motion de M. Dechène pour la production de documents se rapportant à l'item 12 du budget supplémentaire : "Institut Impérial de Londres", part de la province de Québec pour l'entretien d'icelui, 78 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 101. (*Document No 57*). Voir *Documents, item 81*.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—

1. M. Pelletier met devant la Chambre l'état financier du Surintendant de l'Instruction publique donnant un état des mandats reçus et des dépenses pour l'année expirée le 30 juin 1895, 18. (*Imprimé*). (*Document No 5*). Voir *Documents, item 84*.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—*Suite.*

2. M. Pelletier dépose le rapport annuel du Surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1894-95, 91. (*Imprimé*). (*Document No 5.*) Voir. *Documents*, item 83.

3. Bill de M. Pelletier amendant la loi de l'instruction publique, 42. Voir *Bill No 75*.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Baker, 76, 163.

Bernatchez, 18, 45, 77, 108, 168, 169, 172, 183, 184, 186, 188, 204, 205, 231, 232.

Bisson, 45.

Bourbonnais, 62, 151, 152, 153, 184, 233.

Dechène, 15, 21, 28, 35, 44, 47, 77, 104, 108, 109, 110, 114, 137, 146, 188, 206, 233, 234.

Girard (du Lac St Jean), 80, 85.

Girard (de Rouville), 91, 137, 154.

Gladu, 14, 28, 43, 46, 127.

Gosselin, 123.

Lacouture, 36.

Lemieux, 14, 18, 28, 46, 123, 124, 126, 168.

Lussier, 104, 109, 110, 168, 206, 233, 258, 259.

Marchand, 43, 77.

Morin, 205.

Parent, 126.

Pinault, 76, 77, 118, 158, 167.

Stephens, 36, 159, 246.

Tellier, 15, 46, 104.

Tessier (Portneuf), 70, 127.

Turgeon, 137.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à—

Agence Ouest du Lac St-Jean, 15.

Alain, Antoine—, de St-Raymond, 186.

Aliénés, entretien des aliénés par le comté de Joliette, 46

Aliénés, garde et entretien par le comté de Gaspé, 28.

Aliénés, nouveau contrat, asile St-Jean de Dieu, 14.

Allaire, Pierre, de Québec,—pour vente de boisson, 259.

Angers, Cyprien, 232.

Annonces pour ventes de limites à bois, 85.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Arrérages pour taxes pour construction du palais de justice de Québec, 158.
 Atlantique et Lac Supérieur, 18.
 Atlantique et Lac Supérieur,—Employés de cette Compagnie, 123, 126.
 do do Subsidés à cette Compagnie, 124.
 Ascenseur, au palais de justice de Québec, 118.
 Asile de Beauport, au sujet de l'arbitrage de S. Peters, 109.
 Asile de Beauport, montant payé à M. Berlinguet, 100.
 Asile de St-Jean de Dieu, nouveau contrat, 14.
 Audet, Ferd., de Québec, 169.

 Baie des Chaleurs, Compagnie du chemin de fer de la— ; employés de la—,
 123, 126 ; Subsidés à cette Compagnie, 124.
 Barbeau, J.-E., au sujet de l'emprunt de 1895, 43.
 Barreau de Québec, au sujet d'un ascenseur au palais de justice, 118.
 Barrette, Georges,—quel est son emploi, 183.
 Barry Mme Albert, de Québec, pour vente de boisson, 259.
 Beaubien, l'hon. M.—au sujet du comté de Nicolet, 108.
 Bélanger, Alphonse—, *re* inspecteur du revenu de Kamouraska, 188.
 Berlinguet, F.-X.—Montant à lui payé pour arbitrage *re* Asile de Beauport,
 109.
 Betteraves, quelle quantité livrée l'an dernier, 43.
 Beurre, prime pour exportation du—, 45.
 Blanchard, Albert.—Plaintes de—au sujet des remarques de l'hon. juge
 Wurtele *re* procès O. Cartier, 184.
 Blouin, Cléophas—, sommes à lui payées, 76.
 Bourget, R.-G.—de St-Joseph de Lévis, 163.
 Buies, Arthur,—brochure sur la Vallée de la Métapédia, 77.
 Bureau de colonisation de Montréal, 168.

 Cabano,—Lot numéro 45 du 10ème rang du canton —, 104.
 Cabano,—Lot numéro 47 du 6ème rang du canton —, 104.
 Camirand, J.-A.,—est-il à l'emploi du gouvernement ? 184.
 Cartier, procès O.,—remarques de l'hon. juge Wurtele, 184.
 Carufel, L.-E., 108, 168.
 Carufel, nombre de colons envoyés par lui au Lac St-Jean, 205.
 Castonguay, J.-N., 232.
 Chainé, Tréflé, de Gentilly, 137.
 Chapman, William,—vente de son ouvrage " Le Lauréat," 110.
 Charlebois, J. A., notaire, de Québec,—sommes à lui payées depuis
 1892, 109.
 Chemins à barrières de la Rive Nord, 137.
 Chemins à barrières de la Rive Sud, 137.
 Conférenciers agricoles, 85.
 Compagnies de chemins de fer,—dépôts de garanties des—, 46.
 Compagnies de chemins de fer exemptées de la taxe du gouvernement—, 168.
 Compagnie de navigation Richelieu et On'ario, 104.
 Crépeau, Louis, de New-Richmond, 127.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Dechène, J.-U.-O., de la Baie St-Paul, 188.
Demers, Napoléon—, coût de son procès, etc., etc., 151, 152.
Dépôts de garantie des Compagnies de chemins de fer, 46.
Descarries, J.-A.—S'est-il démis de son mandat de député ? 233.
D'Haleuyn, M.—de Nominique, 108.
D'Haleuyn, Joseph—Requête demandant ouverture d'un chemin, 205.
Dionne, Théophile—, *re* inspecteur du revenu de Kamouraska, 188.
Donations, taxes sur les—, 15.
Draper, Dr *re* Procès Demers, 152.
Droits de pêche sur la rivière Richelieu, 91.
Droits sur coupe de bois, 15.
Drummond, Mme Julia—*re* inspection des établissements industriels, 127.
Dufault, W., 108, 231.
Dumais, Alphonse, classification de la branche Est, 172.
Dupuis, J.-B.—est-il à l'emploi du gouvernement, 62.
Dupuis, J.-B.—de Montréal, a-t-il reçu quelque somme du gouvernement, 233.
Dupuis, Luc, 77.
Duval, Bruno ; classification de la branche Est, 172.
- Ecoles du soir, à Québec, 126.
Employés de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 123.
Employés du département des chemins de fer, 127.
Employés du service civil nommés depuis le 2 août 1890, 233.
Emprunt de 1895, J.-E. Barbeau, 43.
Enregistrement des mutations d'immeubles, 28.
Expositions agricoles, concurrences aux cultivateurs, 206.
- Gagnon, Amédée—de la Rivière Ouelle, 232.
Gagnon, Wilfrid, conférencier agricole, 108.
Gaspé, comté de—, garde et entretien des aliénés, 28.
Gauvreau, Alfred, de Québec, est-il employé par le département de l'agriculture, 186.
Gauvreau, Flavien—, de Saint-Octave de Métis, 76.
Gigault, —quel est son salaire, 18.
Guay,—Rapport du Dr—sur seigneurie de Lauzon, 46.
Guay, le Dr., quelles sommes lui ont été payées, 76.
Guernon, Eugène, est-il employé par le département de l'agriculture, 186.
- Iles de la Madeleine, séparation du comté de Gaspé, 137.
Inspection des établissements industriels, 126.
- Jalbert Damase, du Lac Bouchette, 15.
Joliette, comté de—entretien des aliénés, 46.
Juge des Sessions de la Paix, à Québec, 14.
- Kamouraska, actions prises par le percepteur du revenu de—, 188.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Lacasse,—achat par le gouvernement des ouvrages du Rév. P—, 154.
Lacasse Rev. P.—au sujet de l'achat de la " Quatrième Mine ", 109.
Lac St-Jean, nombre des colons envoyés au—par M. Carufel, 205.
Lafontaine, Emery—est-il encore à l'emploi du gouvernement, 70.
Laperrière, Auguste, du Lac Témiscamingue, 167.
LaRue, V.-W.—Sommes à lui payées depuis 1892, 109.
Lauzon, remise aux censitaires de la seigneurie—, 76.
Lauzon, Seigneurie de—, Rapport du Dr Guay, 46.
" Le Lauréat ", achat de—, 110.
Libelle, loi de—, 36.
Limites à bois, vente des—, 35.
Lortie, Edouard, est-il à l'emploi du gouvernement, 110.
Lots dits de sucrerie, vente des—, 77.
- Marquis, Rév. Jos., agent de colonisation, 169.
Martineau, J.-O.—, 28, 77.
Martineau, J.-O.—, classification de la branche Est, 172.
Martineau, Jos.,—confection d'un livre de ventes pour Témiscouata, 188.
Montréal, réclamations du gouvernement contre la cité de—, 123.
Morency, O., poursuite intentée contre lui, 206.
Murray,—M. le juge—aura-t-il un successeur, 14.
- Octroi de Colonisation quel montant payé pour visites et explorations, 80.
Ouimet, gratification à l'hon. Gédéon—, 44.
Ouimet, l'hon. Gédéon—, au sujet de sa retraite, 21.
Ouimet, l'hon. Gédéon—a-t-il contribué au fonds de pension, 104.
Ouimet, Gustave—, est-il en congé, 45.
Ouellet, Joseph, de Saint-Louis des Ha Ha, 104.
Ouellet, Michel—, de Sainte-Louise, 114, 146.
Ouellet, Octave, 232.
Ouellet, Melle Virginie, *re* inspecteur du revenu de Kamouraska, 188.
- Palais de justice de Québec, arrérages de taxe pour construction, 158.
Papineau, Louis-I., 45.
Pêche sur la rivière Richelieu, 91.
Percepteur du revenu, commission à payer aux—, 28.
Percepteur du revenu du Saguenay, 205.
Peters, S.—*re* arbitrages dans la vente de l'Asile de Beauport, 109.
Petit Nomingue, ouverture d'un chemin, 205.
Pinel, M. Jean-Baptiste, de Saint-Louis des Ha Ha, 104.
Ponts à Causapscal et à St-Alexis de Métapédia, 159.
" Pour la Patrie ", au sujet de l'achat de—, 47.
" Pour la Patrie ", par J. P. Tardivel, 109, 233.
Prime pour exportation du beurre, 45.
- " Quatrième Mine " du Rév. P. Lacasse, 109.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Renaud, J.-B.—& Cie, 15.
Réserves de chasse, 104.
Richelieu—Droits de pêche sur la rivière—, 91.
Richelieu & Ontario, Cie de navigation—, 104.
Rioux, S.-C.,—*re* inspecteur du revenu de Kamouraska, 188.
Rivard, L.-L.—A-t-il été mis à la retraite ? 77.
Riverin, Chs.-S., de Québec, pour vente de boisson, 258.
Rouleau, Pierre, de St-Onésime, 234.
Route à Lauzier, travaux dans la—, 76.
Roy, David, de Québec, pour vente de boisson, 259.

Saguenay, causes prises par le percepteur du revenu du district du—, 205.
Salaberry de Valleyfield, au sujet d'un recorder, 45.
Savary, J.-F.,—quel salaire additionnel reçoit-il ? 183.
Seigneurie Lauzon, remise aux censitaires, 76.
Service civil ; nominations faites depuis le 2 août 1890, 233.
Shortis, procès, expertise du Dr Villeneuve, 152.
Sicotte, W., avocat, de Montréal, 172.
Simard, Dydime, du Saguenay, 188.
Smith, Jos., de Saint-Pierre du Lac, comté de Matane, 76.
Société générale de colonisation de la province de Québec, 168.
Sœurs de la Charité de Québec, montant payé à M. Berlinguet, 109.
Sorel, chemin de fer de—, 159.
Soucy, Jos., *re* inspecteur du revenu de Kamouraska, 188.
St-Armand, Norbert—de Saint-Damase, 113.
Sucre de betteraves, 43.
Sud-Est, Compagnie du chemin de fer—, circulation des trains sur le , 36.

Tardivel, J.-P., 47, 233.
Tardivel, J. *re* " Pour la Patrie ", 109.
Tourigny, M.—est-il employé par le département de l'agriculture, 186.
Travaux publics,—au sujet de la version anglaise du rapport du ministre des—, 246.
Trudel, Henri,—, 169.
Turcotte, J.-W.—Classification de la branche Est, 172.
Turgeon H.-A., 183.

Vallée, L.-A., 204.
Vallée, L. A. *re* Compagnie Atlantique et Lac Supérieur, 125.
Vallée de la Métapédia, chemins de colonisation, 158.
Vente des lots dits de sucrerie, 77.
Vente des limites à bois, 35.
Villeneuve *re* Asile de la Longue Pointe, 153.
Villeneuve *re* Asile St-Jean de Dieu, 153.
Villeneuve *re* gouvernement, 153.
Villeneuve, Dr—*re* procès Shortis—, 152.

 INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Visites et explorations, quel montant payé à même les octrois de colonisation, 80.

Walness, Jos., de St-Raymond, 186.

Wurtele, Hon. juge—Ses remarques au jury lors du procès O. Cartier, 184.

INVENTAIRES :—Bill de M. Casgrain concernant la clôture des—en justice, 35.
Voir *Bill No 9*.

IRON COMPANY, LA COMPAGNIE CANADA—. Voir *Canada Iron Company* ; aussi *Documents, item 30*.

JACQUES-CARTIER :—Résolution de M. Casgrain concernant la division d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, 74.

JACQUES-CARTIER, BUREAU D'ENREGISTREMENT :—Voir *Bureaux d'enregistrement* ; aussi *Documents, item 28*.

JALBERT, DAMASE, DU LAC BOUCHETTE :—Interpellation, 15.

JÉSUITES, BIENS DES —A SILLERY :— Voir *Sillery, etc*

JODOIN, DE CHAMBLY :—Motion de M. Bourbonnais pour copie de documents au sujet de l'enquête tenue par—sur les officiers et employés de la prison de Montréal, en 1895 ; débats ajournées, 91.

JOLIETTE :—Réponse à une adresse du 29 décembre 1891 pour documents de janvier 1887 à décembre 1891, au sujet de la publication, dans les journaux du district de Joliette, des avis et annonces du shérif, 69. (*Document No 42*). Voir *Documents, item 75*.

JOLIETTE, COMTÉ DE—au sujet de l'entretien des aliénés :—Interpellation, 46.

JOURNAL D'AGRICULTURE :—Motion de M. Dechêne pour un état détaillé des sommes payées pour l'impression et la publication du—, versions anglaise et française, depuis le 1er janvier 1893, 36 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 101. (*Document No 53*). Voir *Documents, item 85*.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—L'état des rapports du Conseil et des mandats spéciaux devant être imprimé dans les Procès-Verbaux et les—, 37.

JOURNALIERS DE NAVIRES :—Voir *Société des débardeurs* ; aussi *Bill No 117*.

JOURNALIERS, PRIVILÈGES DES— :—Voir *Bill No 95*.

JUDICATURE :—Voir *Code de procédure civile, item 8*.

JUGE DES SESSIONS DE LA PAIX, À QUÉBEC :—Interpellation, 14.

JURÉS ET JURYS :—Bill de M. Casgrain modifiant la loi concernant les—, 35.
Voir *Bill No 8*.

KAMOURASKA :—Actions prises par le percepteur du revenu de— :—Interpellation, 188.

KENNEDY, PATRICK :—M. l'Orateur est informé que—, membre pour la division No 6 de Montréal, est décédé, 2.

KILBURN ET McINTOSH :—Voir *McIntosh* ; aussi *Documents*, item 99.

KINSELLA, DUNCAN :—Motion de M. Bourbonnais pour la production de documents se rapportant à l'internement de —, en octobre 1889, à l'Asile St-Jean de Dieu, 159 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164—(*Document No 78*). Voir *Documents*, item 86.

LABELLE, LAC :—Voir *Lac LaBelle* ; aussi *Documents*, item 88.

LA BRUÈRE :—Motion de M. Dechène pour la production de documents se rapportant à la résignation de l'honorable Boucher de La Bruère, ainsi qu'à sa nomination à la charge de Surintendant de l'Instruction publique, 37 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 75. (*Document No 47*). Voir *Documents*, item 87.

LACASSE, RÉV. PÈRE :—Achat par le gouvernement des ouvrages du— :—Interpellations, 109, 154.

LACHAPELLE, E.-P. ET AUTRES :—Pétition demandant une loi constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, 51, 56 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis recommandant la suspension de la 51e règle, 88. Voir *Bill No 53*.

LAC LABELLE :—Motion de M. King pour la production de documents concernant la demande faite par la Compagnie de défrichement du— d'une subvention de terres publiques pour des fins de colonisation, 256.

LAC STE-ANNE :—Réponse à un ordre du 26 décembre 1894, se rapportant à la location du —, dans le comté de l'Islet, 9. (*Document No 16*). Voir *Documents*, item 89.

LAC ST-JEAN :—Nombre des colons envoyés au — par M. Carufel :—Interpellation, 205.

LAC ST-JEAN, AGENCE OUEST DU — : Voir *Limites* ; aussi *Documents*, item 90.

LACROIX, JOSEPH :—Pétition demandant l'autorisation de changer son nom, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 20. Voir *Bill No 33*.

LAFONTAINE, EMERY : Interpellation, 70.

LAITIÈRE, SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE— :—Voir *Société d'industrie laitière*.

LALIBERTÉ, M. :—Son indemnité sessionnelle devant lui être payée en entier, 314.

LAMOTHE, DAME HENRIETTE :—Pétition demandant l'autorisation de vendre des terrains substitués dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu, 8, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 70. Voir *Bill No 48*.

LAPERRIÈRE, AUGUSTE—, du Lac Témiscamingue :—Interpellation, 167.

LAPOINTE, ED. :—Motion de M. Tessier (Portneuf) pour la production de documents relatifs à l'item " Ed. Lapointe " tuf et pierre cas-ée re nivellement de terrain, à la page 158 des comptes publics de 1895, 139 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 170. (*Document No 84*). Voir *Documents, item 91*.

LAPRISE, ANTOINE :—Réponse à un ordre du 24 novembre 1893 pour copie du rôle de paie d'—, du canton Albanel, 9. (*Document No 13*). Voir *Documents, item 92*.

LARUE, WILFRID :—Interpellation, 109.

LAUZON, SEIGNEURIE DE— :

1. Rapport du Dr Guay :—Interpellation, 46.
2. Remise aux censitaires :—Interpellation, 76.

LAUZIER, ROUTE —A— : —Travaux dans la— : —Interpellation, 76.

LECOMTE, LOUIS-GEORGES :—Pétition demandant un acte autorisant le Collège des médecins de la province de Québec à lui octroyer une licence pour pratiquer la médecine dans la dite Province, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 26. Voir *Bill No 64*.

LEDUC, CHARLES :—Réponse à une adresse du 27 décembre 1894 pour documents du 1er juillet 1890 à venir au 1er novembre 1894, se rapportant à la vente d'une limite forestière, dans l'agence de l'Ottawa Supérieur, à un nommé Charles Leduc, 30. (*Document No 30*). Voir *Documents, item 93*.

LEDUC, J. ET AUTRES :—Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, 8, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 34*.

LEEDS :—Pétition demandant la constitution en corporation de la Compagnie du chemin de fer central de Leeds, 17, 25. Voir *Bill No 40*.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—

1. Comité permanent nommé, 6, 8, 11. Premier rapport nommant l'hon. T.-C. Ca-grain président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq ; adopté, 20. Second rapport, 122. Troisième, 186. Quatrième, 240. Cinquième, 245. Sixième, 254.
2. Bills renvoyés à ce comité, 49, 81, 93, 94, 101, 120, 129, 197, 236, 251.
3. Certains bills rapportés du comité des bills privés sont transmis à ce comité, 117. Rapport, 122. Rapport et bills renvoyés au comité des bills privés, 130. Rapport, 133.
4. Ce comité rejette certains bills, 186.

“ LE LAURÉAT ” : — Achat de — : — Interpellation, 110.

LÉPINE, J.-D. : — Réponse à un ordre du 28 décembre 1894 pour comptes détaillés des sommes payées à J.-D. Lépine, shérif, Montmagny, et montant payé au grand connétable Gendreau pour services et déboursés *in re* Morin, et des frais *re* Lépine *vs* Gendreau, 10. (*Document No 19*). Voir *Documents*, *item* 94.

LETENDRE, P. : — Pétition de — et autres, demandant des amendements à la loi des licences au sujet des colporteurs, 122, 144.

“ L'ÉVÉNEMENT ”, LE JOURNAL : — Voir *Demers et frères* ; aussi *Documents*, *item* 52.

LÉVIS : — Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance : — Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, *item* 82.

LIBELLE, LOI RELATIVE AU — : — Interpellation, 36.

LICENCES :—

1. Résolutions de M. Taillon concernant les licences, 242, 252 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 252 ; la Chambre en comité ; résolutions rapportées, 253 ; lues la 2^{ème} sur division et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 254. Voir *Bill No 126*.
2. Bill de M. Taillon amendant de nouveau l'acte des licences de Québec, 254. Voir *Bill No 126*.
3. Pétition des hôteliers de Montréal, demandant des amendements à la loi des licences, 116, 132.
4. Pétitions demandant des amendements à la loi des licences, 13, 226.
5. Pétitions demandant des amendements à la loi des licences au sujet des colporteurs, 144, 157, 254.

LICENCES, VENTE DE BOISSONS SANS—:— Voir *Boissons* ; aussi *Documents*, item 24.

Lieutenant-Gouverneur :—

1. Son discours, à l'ouverture de la Session, 4. Jour fixé pour la prise en considération, 6. Motion pour une adresse à Son Honneur, 11. Voir *Adresse*, 1.

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 25, 74, 133, 160, 175, 252, 277, 279, 287.

3. Sanctionne les bills, 318.

4. Son discours, à la clôture de la Session, 322.

Messages de Son Honneur :

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif,—à l'ouverture de la Session, 1 ; pour la sanction des bills, à la clôture de la Session, 318.

6. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 143.

7. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 7. Voir *Documents*, item 77.

8. Transmettant un rapport du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil, 7. Voir *Documents*, item 139.

9. Transmettant les estimés, 31, 74. Voir *Documents*, item 66.

LIMITES :—Motion de M. Dechêne pour la production de documents se rapportant à la vente de deux limites dans l'agence Ouest du Lac Saint-Jean, 16 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 68. (*Document No 40*). Voir *Documents*, item 90,

LIMITES A BOIS :

1. Motion de M. Marchand pour la production de documents relatifs à la dernière vente des limites à bois dans cette Province, 29 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 100. (*Document No 51*). Voir *Documents*, item 95.

2. Motion de M. Gladu pour la production d'un état démontrant les montants dus au gouvernement sur le prix des ventes et locations des coupes de bois et de limites à bois, 58 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 179. (*Document No 86*). Voir *Documents*, item 23.

3. Interpellation au sujet des annonces pour la vente du 26 février 1895, 35.

LIN, CULTURE DU — :—Troisième rapport du comité d'agriculture au sujet de la culture du lin, 185.

LIVRES BLEUS :—Devant être, à l'avenir, publiés et distribués sans attendre la réunion de la Législature, 189.

LIVRES POUR ÊTRE DONNÉS EN PRIX :—Motion de M. Stephens pour un état détaillé de la somme de \$9,185.00 payée pour—d'après le rapport du Surintendant de l'Instruction publique, 1895, 234.

LOI ÉLECTORALE :—Voir *Acte électoral*.

LORTIE, EDMOND :—Interpellation, 110.

LOTÉRIES ET BAZARS :—

1. Bill de M. Allard amendant la loi concernant les loteries et les bazars, 144. Voir *Bill No 115*.

2. Bill de M. Simpson abrogeant la loi concernant les loteries et les bazars, 173. Voir *Bill No 121*.

LOTS DITS DE SUCRERIE :—Vente des— :—Interpellation, 77.

MAGISTRAT DE DISTRICT :—Cour de—Code de procédure amendé :—Voir *Bill No 128*.

MALLETTE ET AYOT :—Motion de M. Hall pour documents concernant la remise des droits sur les successions d'Alphonse Mallette, de Montréal, et de Louis Ayot, de St-Sévère, 47.

MANDATS SPÉCIAUX :—M. Taillon dépose l'état des rapports du Conseil et des —émis durant la vacance, 16. (*Imprimé*, 38). Voir *Documents*, item 127.

MANUFACTURES. INSPECTION DES :—Voir *Inspecteurs* ; aussi *Documents*, items 78 et 79.

MARQUIS, RÉV. M. :—Au sujet de son agence de colonisation :—Interpellation, 169.

MARTINEAU, J.-O. :—Interpellations, 28, 77, 172, 183.

MASSICOTTE, N.-P. :—Motion de M. Tessier (Portneuf) pour la production des documents relatifs aux travaux faits au pont Massicotte, dans le comté de Champlain, 206.

MITCHELL, WILLIAM ET AUTRES :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville, 25, 42 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, recommandant la suspension de la 51ème règle, 51. Voir *Bill No 69*.

MCCONVILLE, P.-E. ET AUTRES :—Pétition demandant des amendements à la loi des licences, 8, 13.

McINTOSH ET KILBURN :—Réponse à un ordre du 29 décembre 1894 pour documents se rapportant au règlement des comptes entre le gouvernement et MM.—, marchands de bois, 30. (*Document No 31*). Voir *Documents*, item 99.

McKENZIE, E.-M. :—Motion de M. Dechène pour un état détaillé des montants perçus par—pour licences pour vente de liqueurs enivrantes dans le district de Montmagny, depuis le 1er janvier 1892, 189.

McKENZIE, EDWARD-MURDOCK *vs* MICHEL OUELLET :—Motion de M. Dechène pour la production de copie du jugement rendu le ou vers le 3 mars 1894 dans une cause à la Cour de circuit de Montmagny, No 3826, où—était demandeur et Michel Ouellet, défendeur, 138 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164, 179. (*Document No 80*). Voir *Documents*, item 101.

McLENNAN, JOHN :—Motion de M. Simpson pour la production de documents relatifs à une réclamation de — contre le chemin de Hereford, 303.

MERCIER ET CIE :—Motion de M. Gladu pour un état détaillé des divers comptes de — pour papeterie et objets de librairie fournis au gouvernement durant l'année fiscale 1894-95, 48.

MICHAUD, M. AGENT DES TERRES, A FRASERVILLE, *re* Cabano : Voir *Cabano* ; aussi *Documents*, item 29.

MONTCALM, AGENCE DES TERRES :—Motion de M. Maguan pour la production de documents, depuis le 1er octobre 1895, se rapportant à la création, dans le comté de Montcalm, d'une agence pour la vente des terres de la Couronne, 64 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 101. (*Document No 56*). Voir *Documents*, item 104.

MONTFORT :—Motion de M. Simpson pour la production de documents relatifs à la Compagnie du chemin de fer de colonisation de — d'un subside pour les derniers douze milles de leur chemin, 303.

MONTMAGNY, PERCEPTEUR DU REVENU :—Motion de M. Bernatchez demandant un état indiquant les noms des personnes contre lesquelles une plainte a été portée devant le — pour violation de la loi des licences ; noms des personnes poursuivies, etc., 115. Voir *Documents*, item 100 101 et 106.

MONTPLAISIR, LÉON :—Voir *Verret, John* ; aussi *Bill No 62*.

MONTREAL, CITÉ DE— :—

1. Pétition de J. Leduc et autres, demandant des amendements à la charte de la dite cité, 8, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 34*.

2. Pétition de la Corporation demandant des amendements à sa charte, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 93. Voir *Bill No 74*.

MONTRÉAL, CITÉ DE — :—*Suite.*

3. Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, relativement à certaines expropriations, 34 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, recommandant la suspension de la 51^e règle, 98. Voir *Bill No 78*.
4. Pétition demandant que la rue St-Antoine soit élargie entre les rues Craig et Mountain, 171.
5. Pétition demandant que la rue St-Antoine ne soit pas élargie, 132.
6. Pétition au sujet de l'expropriation de la rue Ste-Catherine, 144. Voir *Emard, U.*
7. Pétition de la Chambre de commerce de—, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité, 171, 185.
8. *Asile Nazareth pour les aveugles :—*Etat d'affaires, 34. Voir *Documents, item 82*.
9. *Asile Saint-Joseph du Bon Pasteur rue Fullum :—*Etat d'affaires, 14. Voir *Documents, item 82*.
10. *Aubergistes de Montréal :—*Pétition des—demandant des amendements à la loi des licences, 116, 132.
11. *Bureaux d'enregistrement de— :—*Voir *Bureaux d'enregistrement, aussi Documents, item 28*.
12. *Chauffage des édifices publics dans — :—* Voir *Documents, item 35*.
13. *Chemins à barrières :—*Bill de M. Taillon autorisant les syndics des— de Montréal à racheter certaines obligations, etc., 144. Voir *Bill No 19*.
14. *Collège Théologique diocésain :—*Etat d'affaires, 14. Voir *Documents, item 82*.
15. *Colonisation, Bureau de — :— :—*Interpellation, 168.
16. *Compagnie du Gaz, Montréal :—*Pétition demandant des amendements à sa charte, 19, 34 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 67. Voir *Bill No 58*.
17. *Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de— :—*Voir *Ecole de médecine ; aussi Bill No 53*.
18. *Hôpital général (Sœurs Grises) :—*Etat d'affaires, 60. Voir *Documents, item 82*.
19. *Hôpital Notre-Dame :—*Etat d'affaires, 14. Voir *Documents, item 82*.

MONTRÉAL, CITÉ DE— :—*Suite.*

20. *Hôpital St-Patrice* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
21. *Hôteliers de Montréal* :—Pétition demandant des amendements à la loi des licences, 116, 132.
22. *Institut Hervey* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
23. *Monastère Notre-Dame de charité du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
24. *Orphelinat Catholique Romain* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
25. *Ouvroir, Salle d'asile pour les enfants pauvres* :—Etat d'affaires, 34. Voir *Documents*, item 82.
26. *Palais de justice, Montréal* :—Motion de M. Gladu pour documents motivant la dépense de \$9,900.00 pour voûtes de sûreté dans le—, 48 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119. (*Document No 59*). Voir *Documents*, item 118.
27. *Palais de Justice* :—Motion de M. Hall pour une liste des personnes qui ont été invitées à soumissionner et qui ont reçu des commandes pour la fourniture d'articles d'ameublement pour le—etc, 256.
28. *Police, le chef de —* :—Voir *Hughes, G.-A.* ; aussi *Documents*, item 74.
29. *Prison de Montréal* :—Motion de M. Bourbonnais pour la production des dépositions données à l'enquête tenue par M. Jodoin, de Chambly, sur les officiers et employés de la —, en 1895 ; débats, ajournés, 91.
30. *Réclamations du gouvernement contre la cité de Montréal* :—Interpellation, 123.
31. *Rue St-Antoine* :—Pétition demandant que la cité de Montréal soit autorisée à procéder à l'élargissement de la rue St-Antoine, entre les rues Craig et Mountain, 171.
32. *Rue St-Antoine* :—Pétition demandant que la rue St-Antoine ne soit pas élargie, 132.
33. *Rue Ste-Catherine, expropriation de la—* :—Voir *Emard, J.-U.*
34. *The Church Home* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
35. *Union St-Joseph* :—Etat d'affaires, 143. Voir *Documents*, item 82.
36. *Union St-Pierre* :—Etat d'affaires, 143. Voir *Documents*, item 82.
37. *Young Men's Hebrew Benevolent Society* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 82.

MONTREAL (paroisse de—) :—Pétition demandant un acte validant la vente de partie du lot numéro 139 de la paroisse de Montréal, 17, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 41*.

MONTREAL SAFE DEPOSIT COMPANY :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 70*.

MORIN, DE MONTMAGNY :—Réponse à un ordre du 23 décembre 1894, au sujet des sommes payées à J.-D. Lépine *in re* Morin, 10. (*Document No 19*). Voir *Documents, item 94*.

MORENCY, O. :—Poursuite intentée contre lui :—Interpellation, 206.

MORISSETTE, CÔME-LOUIS-ADOLPHE :—Pétition demandant un acte autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à la pratique du notariat, 17, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 34. Voir *Bill No 39*.

MOUVEMENT DE LA POPULATION :—Voir *Statistiques* ; aussi *Bill No 134*.

MOTIONS :—Pour procédures au sujet de certaines motions : Voir *Questions*.

MURRAY, LE JUGE :—Au sujet de son successeur :—Interpellation, 14.

NADEAU, JOHN-A. :—Motion de M. Dechène pour un état détaillé des sommes payées par John-A. Nadeau, de New-Richmond, comté de Bonaventure, au département des Terres de la Couronne, depuis le 11 décembre 1894 à venir au 1er novembre 1895 ; aussi un état des sommes dues par le dit John-A. Nadeau, 78 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 145. (*Document No 72*). Voir *Documents, item 107*.

NANTEL, J.-P. :—Motion de M. Dechène demandant un état détaillé du paiement de la somme de \$317.90 fait à J.-P. Nantel, pour conférences agricoles et frais de voyage, 91 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 145. (*Document No 74*). Voir *Documents, item 108*.

NANTEL ET TREMBLAY :—Motion de M. Petit pour copie du rapport du Dr J.-E. Tremblay sur les conférences qu'il a données sur la Côte Nord, en compagnie de M. J.-P. Nantel, 207 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 318. (*Document No 105*). Voir *Documents, item 154*.

NARCOTIQUE :—Voir *Opium* ; aussi *Bill No 102*.

NEWTON :—Motion de M. Bourbonnais pour la production de documents relatifs au *gore* de Newton, comté de Vaudreuil, 91.

NICOLET :—Bill pour détacher une partie du canton de Bulstrode, du comté d'Arthabaska, pour l'annexer au comté de —, 62, Voir *Bulstrode* ; aussi *Bill No 17*.

NORTH NATION VALLEY RAILWAY Co. :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 73, Voir *Bill No 55*.

NOTARIAT :—Bill de M. Casgrain amendant le Code du—, 20. Voir *Bill No 22*.

NOTAIRES :—

1. Pétitions demandant que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder devant les tribunaux dans les affaires non contentieuses, 171, 185, 204, 226, 245, 314.
2. Troisième rapport du comité sur le Code de procédure ayant rapport aux procédures non contentieuses par les notaires, 241.

OCTROIS DE COLONISATION :—Montant payé pour " Visites et explorations " : —Interpellation, 80.

OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Pension de retraite des—* ; aussi *Bill No 26*.

OFFICIERS PUBLICS :—Bill du Conseil législatif amendant la loi concernant la saisissabilité du traitement des officiers publics, 315.

OFFICIERS PUBLICS, CAUTIONNEMENT DES— :—M. Taillon dépose un état des— données par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 21 novembre 1894 jusqu'au 6 novembre 1895, 43. (*Document No 34*). Voir *Documents, item 31*.

OPIUM :—Bill de M. Augé modifiant le Code civil relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique, 84. Voir *Bill No 102*.

Orateur :

1. Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la Session, 1. Pour la sanction des bills, à la clôture de la Session, 318.

2. Il fait rapport du discours du Trône à l'ouverture de la Session, 3.

3. Communique à la Chambre divers rapports, 14, 34, 51, 60, 66, 33, 122, 143, 204, 245, 277, 279, 287, 317.

4. Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 7.

5. Informe la Chambre qu'il a été reçu, durant la vacance, l'avis d'une vacance pour les districts électoraux de Montréal, division No 6 et de Stanstead, 2.

6. Informe la Chambre qu'il a reçu les certificats des députés de Stanstead, 3 Montréal, division No 6, 23.

ORATEUR :—*Suite.*

7. *Décide sur des questions de forme et d'ordre*, 54 Pour ces décisions, voir *Questions*.

8. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 249, 258, 303, 317.

9. Reprend le fauteuil à 6 h. : la chambre étant en comité, 179.

10. Présente le bill des subsides, 322.

Ordres du jour :

1. Ordre pour 2^e lecture d'un bill rescindé, 17, 49, 93.

2. Ordre pour comité général sur un bill, rescindé, 227, 251, 257, 258.

3. Bill remis sur l'ordre du jour, 164.

4. Ordres concernant les bills privés appelés en vertu de la règle 19 : 55, 91, 115, 120, 131, 154, 191, 199.

Ordres permanents :

1. Comité permanent nommé, 6, 8, 10. Premier rapport, nommant M. Marion président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres, 17. Second rapport, 20. Autres rapports sur différentes pétitions, 26, 34, 51, 66, 73, 83, 88, 97, 113.

2. Rapporte que les avis sont suffisants, 26, 34, 51, 66, 73, 83, 88, 97, 113.

3. Rapporte que les avis n'ont pas été donnés, 98.

4. Rapporte que les promoteurs ne désirent pas présenter leur loi, 113.

5. Recommande la suspension de la 51^e règle, 51, 88, 98.

Ordres sessionnels :

1. Motion pour qu'il y ait deux séances le même jour ; adoptée, 249. Trois séances, 277.

2. La Chambre devant siéger le samedi, 204.

3. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre :—Voir *Documents*.

O'SULLIVAN, HENRY :—

1. Réponse à un ordre du 3 janvier 1895 pour copie des instructions données à — au sujet des arpentages du territoire du Lac Kakabonga, 10. (*Document No 24*) Voir *Documents*, item 110.
2. Réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de tous comptes détaillés et des pièces à l'appui en vertu desquels le gouvernement a payé pour arpentages et inspection d'arpentages certaines sommes à Henry O'Sullivan, 69. (*Document No 43*). Voir *Documents*, item 111.

OTTAWA, COMTÉ D'— :—Motion de M. Dechêne pour un état détaillé des sommes dépensées depuis le 1er juillet 1892, dans le comté d'Ottawa, pour les fins de colonisation, 246.

OUELLET, MESSIRE CALIXTE :—Voir *Tétreault, Philibert*; aussi *Bill No 49*.

OUELLET, JOSEPH—le Saint-Louis des Ha ! Ha ! :—Interpellation, 104.

OUELLET, MICHEL :—de Sainte-Louise :—Interpellations, 114, 146.

OUELLET, MICHEL :—Motion de M. Dechêne pour copie du jugement rendu le ou vers le 3 mars 1894 dans une cause à la Cour de circuit de Montmagny, No 3826, où Edward-Murdock McKenzie était demandeur et Michel Ouellet, défendeur, 133 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164, 179. (*Document No 80*). Voir *Documents*, item 101.

OUELLET, OCTAVE :—Interpellation, 232.

OUELLET, M^{LE} VIRGINIE re INSPECTEUR DU REVENU DE KAMOURASKA :—Interpellation, 188.

OUIMET, ADOLPHE :—Motion de M. Turgeon pour la production de documents concernant un appel de la décision de Roch Simard sur le mérite respectif des propriétés de — et Hormisdas Hotte, 164 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 237. (*Document No 94*). Voir *Documents*, item 115.

OUIMET, L'HON. GÉDÉON :—

1. Motion de M. Dechêne pour la production de documents se rapportant à la mise à la retraite de l'honorable Gédéon Ouimet, 37 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 75. (*Document No 47*). Voir *Documents*, item 114.
2. Motion de M. Dechêne pour copie de l'enquête faite par le bureau de la trésorerie relativement à la mise à la retraite de l'— et de la correspondance relative à la gratification qui lui a été accordée, 47.
3. Amendement de M. Dechêne—à la motion pour comité des subsides—censurant le gouvernement d'avoir mis l'— à la retraite, 307 ; rejeté par 27 voix contre 16, 308. Voir *Votes pris en Chambre*, 21.
4. Diverses interpellations ayant rapport à l'—, 21, 44, 104.

OUIMET, GUSTAVE :—Interpellation, 45.

OUVRIERS DE BORD, SOCIÉTÉ DES—Voir : *Société des débardeurs*.

OUVRIERS, PRIVILÈGES DES—:—Voir *Privilèges, etc.* ; aussi *Bill No 95*.

PACAUD, ERNEST :—Réponse à un ordre de la Chambre, du 28 décembre 1894, pour copie des comptes payés à F.-X. Drouin pour frais de poursuite *in re la Reine vs Ernest Pacaud*, 70. (*Document No 45*). Voir *Documents, item 58*.

PACIFIQUE CANADIEN :—Motion de M. Marchand pour la production de documents relatifs aux arrangements pris par le gouvernement avec la Cie du — à l'égard du changement dans le taux de l'intérêt sur le montant des sept millions de piastres dues par la dite compagnie au gouvernement, 29 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 54. (*Document No 37*). Voir *Documents, item 116*.

PACIFIQUE CANADIEN, REMBOURSEMENT PAR LE— :—Motion de M. Marchand censurant le gouvernement de ne pas avoir accepté le remboursement offert par le—, 305 ; rejetée par 26 voix contre 16, 306. Voir *Votes pris en Chambre, 22*.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL :—

1. Motion de M. Gladu pour documents relatifs à la construction des voûtes de sûreté au—, 48 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119. (*Document No 59*). Voir *Documents, item 118*.
2. Motion de M. Hall pour une liste des personnes invitées à soumissionner pour la fourniture des articles d'ameublement pour le—, etc., 256.

PALAIS DE JUSTICE, QUÉBEC :—

1. Motion de M. Dechène demandant un état indiquant les noms des municipalités payant la taxe au gouvernement pour la construction du— ; montant payé ; montant dû, etc., 105 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 128. (*Document No 70*). Voir *Documents, item 119*.
2. Interpellation au sujet des arrérages pour la taxe pour construction du—, 158.
3. Interpellation au sujet de la construction d'un ascenseur au—, 118.

PALISSIER, JOSEPH vs W.-J. SIMPSON :—Voir *Saint-Julien* ; aussi *Documents, item 136*.

PAPINEAU, LOUIS-J. :—Interpellation, 45.

PÊCHE SUR LA RIVIÈRE RICHELIEU :—Interpellation, 91.

-
- PENSION DE RETRAITE DES OFFICIERS PUBLICS :—Bill de M. Pelletier amendant de nouveau la loi concernant la—, 167. Voir *Bill No 26*.
- PERCEPTEURS DU REVENU :—Commission à payer aux— :—Interpellation, 28.
- PERCEPTEUR DU REVENU DU SAGUENAY :—Interpellation, 205.
- PERMIS DE CHASSE :—Voir *Chasse*.
- PETERS, S. *re* ARBITRAGE DANS LA VENTE DE L'ASILE DE BFAUPORT :—Interpellation, 109.
- PÉTITIONS :—Pétition présentée, lue et reçue le même jour sur motion spéciale, 61.
- PETIT NOMINIQUE :—Ouverture d'un chemin dans le — :—Interpellation, 205.
- PIERRE A CONCASSER :—Motion de M. Stephens pour un état donnant le nom de l'entrepreneur fournissant la pierre à concasser à la prison de Montréal, au cours des exercices 1893, 1894 et 1895 ; le prix payé par tonne ou toise, etc 57 ; réponse à l'ordre de la Chambre 119. (*Document No 60*). Voir *Documents, item 123*.
- PINEL, JEAN-BAPTISTE—DE SAINT-LOUIS DES HA ! HA ! :—Interpellation, 104.
- PIN ROUGE :—Réponse à un ordre du 29 décembre 1894 pour documents se rapportant à la diminution des droits perçus par la Couronne, pour coupes de bois, sur la coupe du pin rouge, 10. (*Document No 20*). Voir *Documents, item 120*.
- PITRE, JÉRÉMIE :—Motion de M. Lemieux pour la production des documents relatifs aux destitutions de William Clapperton, — et J. Gilker, 22 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 154. (*Document No 76*). Voir *Documents, item 39*.
- POISSON ET GIBIER :—Clubs pour la protection du— :—Voir *Clubs etc*, aussi *Bill No 27*.
- PONTIAC :—Réponse à un ordre du 29 décembre 1894 pour documents relatifs à la loi ayant pour but de nommer un juge de la Cour Supérieure pour le district de Pontiac, 70. (*Document No 46*). Voir *Documents, item 121*.
- PONT BACON :—Voir *Bacon, Pont*.
- PONT ENTRE VALLEYFIELD ET COTEAU :—Voir *Vallée, Louis*.
- PONT MASSICOTTE :—Voir *Massicotte*.
- PONTS A CAUSAPSCAL ET A ST-ALEXIS DE MATAPÉDIA :—Interpellation, 159.

PONT SCOTT :—Motion de M. Fitzpatrick demandant la correspondance, depuis le 1er septembre 1893, au sujet du—sur la rivière St-Charles, à St-Malo, 57 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119. (*Document No 60*). Voir *Documents, item 122*.

PONT SUR LA RIVIÈRE ROUGE :—Motion de M. Simpson pour la production de documents ayant rapport à un octroi pour pont en fer sur la rivière Rouge, dans le canton de Greenville, comté d'Argenteuil, 303.

‘ POUR LA PATRIE ’ :—Au sujet de l'achat de— :—Interpellations, 47, 109, 233.

POURSUITES POUR INFRACTIONS AUX LOIS DES LICENCES :—Voir *Boissons* ; aussi *Documents, item 24*.

PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF :—Bill de M. Tessier (Portneuf) amendant la loi concernant le Conseil exécutif, relativement au Président de ce Conseil, 68. Voir *Bill No 96*.

PREUVE :—Bill de M. Fitzpatrick amendant la loi concernant la preuve, 117. Voir *Bill No 111*.

PREUVE PRISE PAR STÉNOGRAPHIE :—Voir *Bill No 14*.

PRIME POUR L'EXPORTATION DU BEURRE :—Interpellation, 45.

PRISONNIERS :—Bill de M. Casgrain modifiant la loi relative à l'entretien des— 35. Voir *Bill No 2*.

PRISONS, ASILES ETC., INSPECTEURS DES — :—Voir *Inspecteurs —, des etc.* ; aussi *Documents, item 80*.

PRISON DE MONTRÉAL :—

1. Motion de M. Stephens pour un état relatif à la fourniture de la pierre à concasser à la prison de Montréal en 1893, 1894 et 1895, 57 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119. (*Document No 60*). Voir *Documents, item 123*.

2. Motion de M. Bourbonnais pour copie des dépositions données à l'enquête tenue par M. Jodoin, du comté de Chambly, sur les officiers et employés de la prison de Montréal, en 1895 ; débat ajourné, 91.

PRISONS, RÉFORME DES — :—Motion de M. Parizeau qu'il serait d'utilité publique d'étudier la question de la réforme des prisons ; débat ajourné, 210 ; débat repris, motion adoptée, 248.

PRIVILÈGES DES CONSTRUCTEURS :—Bill de M. Augé amendant la loi relative aux—, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux, 68. Voir *Bill No 95*.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 6, 8, 11. Premier rapport nommant M. Flynn président et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 26.

PRIX, LIVRES A ÊTRE DONNÉS EN— :— Voir *Livres, etc.*

PROCÉDURES EN REVISION :—Bill de M. Casgrain amendant les dispositions du Code de procédure civile, relativement aux procédures en revision, 245. Voir *Bill No 29.*

PROCÈS-VERBAUX :—L'état des rapports du Conseil et des mandats spéciaux devant être imprimé dans les—et les Journaux de cette Chambre, 37.

PROCLAMATIONS :—Prorogeant et convoquant la Législature, V à XII.

PROCUREUR GÉNÉRAL, AVOCATS REPRÉSENTANT LE—DANS LE DISTRICT DE RICHELIEU :—Voir *Richelieu, etc.* ; aussi *Documents, item 130.*

PROTESTANT MINISTERIAL ASSOCIATION :—Voir *Aliénés protestants.*

PULPE :—Motion de M. Stephens pour la production d'un extrait des règlements du département de la Couronne au sujet des bois qui peuvent être abattus sur les terres de la Couronne pour en faire de la pulpe ; réponse à l'ordre de la Chambre, 255. (*Document No 102*). Voir *Documents, item 124.*

“ QUATRIÈME MINE ” DU RÉV. PÈRE LACASSE :—Interpellation, 109.

QUÉBEC, CITÉ DE :—

1. Pétition de la Corporation demandant des amendements à la charte de la dite cité, 12, 19 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 67. Voir *Bill No 35.*

2. Motion de M. Girard (Rouville), pour la production de documents se rapportant aux procédures du gouvernement contre la Corporation de la cité de Québec en recouvrement de certaines sommes qui lui sont dues, 22.

3. *Asile du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents, item 82.*

4. *Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents, item 82.*

5. *Asile Ste-Brigitte* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents, item 82.*

6. *Asile St-Joseph* :—Etat d'affaires, 122. Voir *Documents, item 82.*

7. *Association des Dames charitables* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents, item 82.*

QUÉBEC, CITÉ DE :—*Suite.*

8. *Club de la Garrison* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
 9. *Cour du Recorder* :—Bill de M. Lemieux amendant l'acte 24 Victoria, chapitre 26 concernant la — de la cité de Québec, 43. Voir *Bill No 90*.
 10. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
 11. *Hospice des Sœurs de la Charité pour les veuves et les orphelins* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
 12. *Ladies Protestant Home* :—Etat d'affaires, 66. Voir *Documents*, item 82.
 13. *Œuvre du Patronage* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
 14. *Ouvroir des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
 15. *Palais de justice de—* :—Voir *Palais de justice, Québec* ; aussi *Documents*, item 119.
 16. *Women's Christian Association* :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.
- QUÉBEC CENTRAL :—Pétition de la Compagnie du chemin de fer le — demandant des amendements à sa charte, 13, 19 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 26. Voir *Bill No 36*.
- QUÉBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX :—Motion de M. Gladu pour production de la correspondance se rapportant à l'octroi de \$100,000 faite à la compagnie du chemin de fer—, lors de la dernière session, 110.

Questions :

1. Débats sur une question ajournés, 91, 116, 121, 132, 195, 210, 243 ; Parceque M. l'Orateur quitte le fauteuil à 6 heures, 115, 130, 154, 191, 199 ; Débats repris, 132, 193, 198, 200, 248.
2. Question résolu *nemine contradicente*, 279.
3. Question préalable (lors de la motion de M. Cooke, au sujet de l'abolition du Conseil législatif)—proposée et négative, 63.
4. Motion d'ajournement faite par M. Pinault retirée, 202.
5. Motion remplacée par un amendement, 133, 203.

QUESTIONS :—*Suite.*

6. Objection étant faite à un amendement de M. Gladu pour renvoyer de nouveau à un comité général le Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines taxes et licences ;—M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il ne relève pas de la motion principale, 54.

7. Pour les divers amendements—à la motion pour comité des subsides, ou aux résolutions s'y rapportant—voir *Subsides*, 9 à 20 ; voir aussi *Votes pris en Chambre*, 5, 6, 12, 13, 14, 15, 21, 22, 25, 27 et 29.

8. *Motions retirées* :—Au sujet du nouveau contrat pour la garde et l'entretien des aliénés par les Sœurs de l'Asile de la Providence, 234 ;—pour le renvoi à six mois de la seconde lecture du bill concernant les expositions agricoles, 249.

9. Motion de M. Stephens pour la production d'une liste de toutes les causes venues devant les divers tribunaux et qui étaient en délibéré le 1er novembre 1895, 56 ; négative, 57.

10. Motion de M. Stephens pour la production d'un état de toutes les sommes payées durant l'exercice de 1895 pour impressions ; négative, 57.

11. Motion de M. Stephens pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaine résolution concernant les inspecteurs de fabriques ; négative, 58.

RAMSAY PAINT COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 51*.

RAPPORTS DU CONSEIL :—M. Taillon dépose l'état des rapports du Conseil et mandats émis durant la vacance, 16. (*Imprimé*, 38.) Voir *Documents*, item 127.

RAPPORTS DES DÉPARTEMENTS :—Motion de M. Hall qu'à l'avenir les comptes publics, les —, les livres bleus, etc. devront être imprimés et distribués sans attendre la réunion de la Législature ; adoptée, 189.

RAPPORTS MUNICIPAUX :—M. Pelletier dépose les statistiques municipales ou — pour l'année expirée le 31 décembre 1894, 9. (*Document No 8*). Voir *Documents*, item 149.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—

1. Motion de M. Marchand pour un état des — de Québec depuis le 30 juin jusqu'au 30 octobre 1895, inclusivement, 29 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 101. (*Document No 52*). Voir *Documents*, item 128.

2. Un état des — devant être publié le ou avant le 1er septembre de chaque année dans la *Gazette Officielle de Québec*, 189.

RÉCLAMATIONS DU GOUVERNEMENT CONTRE LA CITÉ DE MONTRÉAL :—Interpellation, 123.

REED, JAMES ET AUTRES :—Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Leeds, 17, 25 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51 ; Voir *Bill No 40*.

RÉFORME DES PRISONS :—Voir *Prisons*.

RÉGISTRARE DE LA PROVINCE :—Voir *Secrétaire et Régistrare de la Province*.

RÉGISTRATEURS :—

1. Résolution de M. Casgrain relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; résolution rapportée et adoptée ; bill basé sur cette résolution, 74. Voir *Bill No 3*.
2. Bill de M. Casgrain modifiant la loi relative aux—et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, 35. Voir *Bill No 3*.
3. Motion de M. Stephens pour un état du revenu de chacun des bureaux d'enregistrement de Montréal Est et Ouest, d'Hochelaga et Jacques-Cartier pour 1894-95, 147 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164. (*Document No 81*). Voir *Documents, item 28*.

REGISTRES DES BAPTÊMES, MARIAGES ET SÉPULTURES :—Bill de M. Pelletier amendant la loi relative aux—, 42. Voir *Bill No 7*.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. 45e règle suspendue, 93, 94, 95, 118.
2. 51e règle suspendue, 51, 98.
3. 57e règle suspendue, 154.
4. Paragraphe 5 de la 57e règle au sujet des bills privés et des documents accompagnant ces bills,—abrogé, 173.
5. Paragraphe 3 de la 58e règle suspendu, 200.

REMBOURSEMENT DU PACIFIQUE CANADIEN :—Motion de M. Marchand censurant le gouvernement de ne pas avoir accepté le—pour acquitter les dettes de la Province, rejetée par 26 voix contre 16, 305. Voir *Votes pris en Chambre*, 22.

REMISES D'AMENDES :—M. Taillon dépose un état détaillé des droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, du 20 novembre 1894 au 30 octobre 1895, 17. (*Document No 25*). Voir *Documents, item 129*.

RENAUD, J.-B. & C^{ie} :—Interpellation, 15.

RÉSERVES DE CHASSE :—Interpellation, 104.

RICHELIEU :—Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière—, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 88. Voir *Bill No 45*.

RICHELIEU :—Droits de pêche sur la rivière— :—Interpellation, 91.

RICHELIEU, DISTRICT DE— :—Motion de M. Lussier pour un état indiquant le coût des procès criminels dans le district de— depuis le dernier terme de la Cour du Banc de la Reine, instruits devant le magistrat M. Charles Dorion, de Sorel, 169 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 255. (*Document No 101*). Voir *Documents*, item 130.

RICHELIEU ET ONTARIO, C^{ie} DE NAVIGATION— :—Interpellation, 104.

RIMOUSKI :—*Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 317. Voir *Documents*, item 82.

RIOUX, S. C. :—re inspecteur du revenu de Kamouraska, 183.

RITCHIE vs VALLÉE :—Voir *Vallée* ; aussi *Documents*, item 131.

RIVARD, L.-L. :—Au sujet de sa mise à la retraite :—Interpellation, 77.

RIVE NORD, CHEMINS A BARRIÈRES DE LA — :—Voir *Chemins à barrières de la Rive Nord*.

RIVERIN, CHARLES, DE QUÉBEC :—Interpellation, 253.

ROBEREAU-DUPLESSIS, FÉLIX :—Pétition demandant la ratification de certains actes de vente, 19, 34 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bill No 61*.

ROBEREAU-DUPLESSIS, JOSEPH :—Voir *Robereau-Duplessis, Félix* ; aussi *Bill No 61*.

ROBERTSON, PROFESSEUR :—Conférence du Professeur Robertson au sujet de l'exportation de la viande en Angleterre ; devant être imprimée, 279, 317. (*Document No 103*). Voir *Documents*, item 132.

ROBITAILLE, ALFRED :—Motion M. Pinault pour copie du bref de sommation, de la déclaration des plaidoyers et du jugement dans la cause No 642, Cour de Circuit du district de Québec, de Alfred Robitaille vs Jules Côté, jugée le 21 mars 1893, 80 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 120. (*Document No 64*) Voir *Documents*, item 133.

- ROBITAILLE, JOSEPH :—Motion de M. Gosselin pour copie du compte du Dr Fiset pour analyse chimique des viscères de —, de Ste-Catherine, comté de Port-neuf, 138 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 179. (*Document No 81*). Voir *Documents, item 67*.
- ROTTOT, J.-P. :—Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, 19, 34 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, recommandant la suspension de la 51e règle 98. Voir *Bill No 78*.
- ROUGE, RIVIÈRE :—Voir *Pont sur la—* ; aussi *Documents, item 134*.
- ROULEAU, PIERRE, DE SAINT-ONÉSIME :—Interpellation, 234.
- ROUTE—A—LAUZIER :—Travaux dans la— :—Interpellation, 76.
- ROY, DAVID, DE QUÉBEC :—Interpellation, 259.
- ROYAL PAPER MILLS Co. :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 17, 25 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 38*.
- ROYAL TRUST AND FIDELITY Co. :—Pétition demandant que son nom soit changé en celui de *Royal Trust Company*, 17, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 34. Voir *Bill No 46*.
- SACRÉ-CŒUR DE JÉSUS :—Pétition des syndics de la paroisse de—demandant des amendements à l'acte 49-50 Victoria, chapitre 45, 61, 73 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, recommandant la suspension de la 51e règle, 98. Voir *Bill No 76*.
- SAGUENAY, DISTRICT DU— :—Causes prises par l'inspecteur du revenu du— :—Interpellation, 205.
- SAINT-ALPHONSE :—Chemin de fer entre—et Chicoutimi. Voir *Chicoutimi*.
- SAINTE-ANNE, LAC— :—Voir *Lac Sainte-Anne* ; aussi *Documents, item 89*.
- SAINT-ANTOINE, MONTRÉAL :—Pétition demandant que cette rue soit élargie, 132 ; —Pétition contre, 171.
- ST ARMAND, NORBERT, DE ST-DAMASE :—Interpellation, 114.
- SAINT-CHARLES, PONT SCOTT SUR LA RIVIÈRE— :—Voir *Pont Scott* ; aussi *Documents, item 122*.
- SAINT-CYR :—Rapport de M.— conservateur du musée de l'instruction publique pour 1894-95, 164. (*Document No 92*). Voir *Documents, item 135*.

SAINTÉ-CUNÉGONDE :—Pétition de la Corporation de la cité de—demandant des amendements à sa charte, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 66*.

SAINTÉ-CATHERINE, MONTRÉAL :—Pétition au sujet de l'expropriation de cette rue, 144. Voir *Emard, J.-U.*

SAINTÉ-ÉMILIE DE L'ÉNERGIE :—Voir *Brandon* ; aussi *Bill No 80*.

SAINT-FERDINAND D'HALIFAX :—Asile de—:—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents, item 82*.

SAINT-HENRI :—Pétition de la Corporation de la cité de —, demandant des amendements à sa charte, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 114. Voir *Bill No 68*.

SAINT-HYACINTHE :—Hôtel-Dieu de—:—Etats d'affaires, 14. Voir *Documents, item 82*.

SAINT JEAN DE DIEU, ASILE—: Voir *Asile Saint-Jean de Dieu* ; aussi *Documents, item 7*.

SAINT-JEAN D'IBERVILLE :—

1. *Hôpital Saint-Jean de Dieu* :—Etat d'affaires, 83. Voir *Documents, item 82*.

2. *Salle d'asile de—* :—Etat d'affaires, 83. Voir *Documents, item 82*.

ST JULIEN :—Motion de M. Marchand pour la production de documents relatifs à la plainte, à l'enquête et à la décision du magistrat St Julien, dans une poursuite pour assaut et batterie, portée devant lui, en mai dernier, par Joseph Palisser contre W.-J. Simpson et autres, 246.

SAINT-LOUIS :—Bill de M. Villeneuve constituant en corporation la ville de—, 107. Voir *Bill No 75*.

SAINT-LOUIS DE MILE END :—Pétition de la Corporation de la municipalité du village de—, demandant à être constituée en ville sous le nom de " Ville Saint-Louis ", 25, 42 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bill No 75*.

SAINT-MALO, PONT SCOTT SUR LA RIVIÈRE SAINT-CHARLES, à—:—Voir *Pont Scott* ; aussi *Documents, item 122*.

SAINT-PIERRE, RIVIÈRE DU SUD re PONT BACON :—Voir *Bacon, Pont* ; aussi *Documents, item 12*.

SAINT-ROMUALD, ÉCOLES DE—re BOUTIN-BOURASSA :—Voir *Boutin-Bourassa* ; aussi *Documents, item 25*.

SAISSISSABILITÉ DU TRAITEMENT DES OFFICIERS PUBLICS :—Bill du Conseil législatif amendant la loi concernant la—, 315.

SALABERRY DE VALLEYFIELD :—Au sujet de la nomination d'un recorder :—Interpellation, 45.

SAMARITAN HOSPITAL FOR WOMEN :—Voir *Hingston, W.-H.* ; aussi *Bill No 47*.

SAVARY, J.-F. :—Interpellation, 183.

SCIENCE AGRICOLE :—Voir *Agriculture* ; aussi *Documents, item 1*.

SCOTT, PONT :—Voir *Pont Scott, etc.* ; aussi *Documents, item 122*.

SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS DE :—Voir : *Sociétés, etc.*

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE DE LA PROVINCE :—M. Pelletier dépose le rapport annuel du — pour l'année expirée le 30 juin 1895, 8. (*Imprimé*). (*Document No 6*). Voir *Documents, item 137*.

SEIGNEURIE LAUZON :—Remise aux censitaires :—*Interpellations 46 et 76*.

SENÉCAL ET FILS :—Motion de M. Dechène pour copie du compte d'Eusèbe — pour l'impression d'un discours de l'honorable Commissaire d'agriculture, 139 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 249. (*Document No 97*) Voir *Documents, item 138*.

SENNEVILLE :—Pétition de la Corporation du village de — demandant des amendements à sa charte, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 88. Voir *Bill No 71*.

SENTENNE, RÉV. LÉON-ALFRED—ET AUTRES :—Pétition demandant une loi relative aux biens de feu F.-X. Beaudry, légués pour des fins de charité, 19, 34 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 88. Voir *Bill No 65*.

SERMENTS D'OFFICE :—Bill de M. Taillon relatif à la prestation des—, 3. Voir *Bill No 1*.

SERVICE CIVIL :—

1. Le Lieutenant-Gouverneur transmet copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil, 7. (*Non imprimé*). (*Document No 9*). Voir *Documents, item 139*.
2. Bill de M. Pelletier modifiant la loi relative au service civil, 198. Voir *Bill No 28*.
3. Interpellation au sujet des nominations faites depuis le 2 avril 1890, 233.
4. Voir *Employés du gouvernement* ; aussi *Documents, item 61*.

SHEARER, JAMES ET AUTRES :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The James Shearer Company*, 17, 25 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. *Bill No 42*.

SHERBROOKE, EXPOSITION DE :—Motion de M. Gladu pour la production de documents se rapportant à la demande de \$2500 pour l'exposition de Sherbrooke, 48 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 145. (*Document No 73*). Voir *Documents, item 140*.

SHERBROOKE, SŒURS DU PRÉCIEUX SANG DE : Pétition demandant à être constituées en corporation, 12, 19 ; rapport du comité des Ordres permanents sur l'avis, 67. Voir *Bill B*.

SHERBROOKE STREET RAILWAY Co. :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 8, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 20. Voir *Bill No 51*.

SHORTIS ET DEMERS :—Motion de M. Stephens pour un état des dépenses faites dans les causes — jusqu'au 1er novembre 1895, 147 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 209. (*Document No 92*). Voir *Documents, item 53*.

SHORTIS, PROCÈS :—Expertise du Dr Villeneuve :—Interpellation, 152.

SICOTTE, W.-U., AVOCAT, DE MONTRÉAL :—Interpellation, 172.

SILLERY :—Motion de M. Tessier (Portneuf) pour la production de documents concernant la vente et l'affermage de cette partie des Biens des Jésuites appelés : *Anses de Sillery*, 147 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 255. (*Document No 100*). Voir *Documents, item 141*.

SIMARD, DYDIME, DU SAGUENAY :—Interpellation, 188.

SIMARD, ROCH :—Motion de M. Turgeon pour la production de documents concernant un appel de la décision de Roch Simard sur le mérite respectif des propriétés de MM. Adolphe Ouimet et Hornidas Hotte, 164 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 237. (*Document No 94*). Voir *Documents, item 115*.

SIMPSON, W.-J. re JOSEPH PALISSER :—Voir *St Julien* ; aussi *Documents item 136*.

SITUATION FINANCIÈRE DU PAYS :—Motion de M. Marchand pour la formation d'un comité chargé d'étudier la—, 190 ; négative par un amendement de M. Chicoyne, 203. Voir *Votes, item 8*.

SMITH, JOSEPH :—Motion de M. Pinault pour copie du rôle de paie de M. Joseph Smith, conducteur des travaux de la route-à-Lauzier, dans l'été de 1895, 78.

SMITH, JOS. — le Saint-Pierre du Lac, comté de Bonaventura :—Interpellation, 76.

SMITH, MURRAY :—Motion de M. Dechène pour la production des documents sur lesquels le gouvernement s'est appuyé pour payer à—ou à la Banque de Montréal, ou à la Cie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, diverses sommes d'argent, 128.

SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE DES JOURNALIERS DE NAVIRES :—Voir *Société des débardeurs* ; aussi *Bill No 117*.

SOCIÉTÉ DE BORD :—Bill de M. Pinault abrogeant la loi constituant en corporation la Société de bienfaisance des journaliers de navires, de Québec, 158. Voir *Société des débardeurs* ; aussi *Bill No 117*.

SOCIÉTÉ DES DÉBARDEURS :—Motion de M. Chateauvert demandant la correspondance échangée entre la Société bienveillante des ouvriers de bord et le gouvernement au sujet des règlements de la dite Société, 118 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 154. (*Document No 77*). Voir *Documents*, item 145 ; aussi *Bill No 117*.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS :—Motion de M. Cartier pour la production de documents concernant un projet de loi pour protéger les—, 118 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 249. (*Document No 96*). Voir *Documents*, item 144.

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE :—M. Beaubien met devant la Chambre le Treizième rapport de la—, 43. (*Document No 3b*). Voir *Documents*, item 146.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE COLONISATION DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Interpellation, 168.

SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC :—

1. Montant payé à M. Berlinguet :—Interpellation, 109.

2. Montant payé à M. Peters :—Interpellation, 109.

SŒURS DU PRÉCIEUX SANG DE SHERBROOKE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 12, 19 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 67 ; bill (du Conseil Législatif) présenté par M. Panneton, 143. Voir *Bill B*.

SOMERVILLE, BOYD :—Motion de M. Stephens pour un état détaillé des frais encourus par la Couronne dans l'affaire—, 37 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119. (*Document No 58*). Voir *Documents*, item 26.

SOMMES QUI PEUVENT ÊTRE EMPRUNTÉES, ETC. :—Bill de M. Taillon déclarant et déterminant les—en vertu de la loi 54 Viet., ch. 2, 283. Voir *Emprunt* ; aussi *Bill No 130*.

SOREL, CHEMIN DE FER DE :—Interpellation, 159.

SOREL, HÔPITAL-GÉNÉRAL :—Etat d'affaires, 245. Voir *Documents*, item 82.

SOUCY, JOS. *re* INSPECTEUR DU REVENU, DE KAMOURASKA :—Interpellation, 188.

SOULANGES, COMTÉ DE :—Motion de M. Bourbonnais pour production des états et comptes rendus des opérations des cercles agricoles dans le — pour 1894, 110 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 170. (*Document No 85*). Voir *Documents*, item 32.

SPENCER-WOOD :—

1. Motion de M. Dechêne pour un état détaillé des sommes payées, depuis le 30 juin 1895, pour réparations et embellissements de —, 206.
2. Amendement de M. Dechêne (à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) au sujet des dépenses pour Spencer-Wood ; négativé par 32 voix contre 23, 112. Voir *Votes pris en Chambre*, 25.

STATISTIQUES :—Bill de M. Pelletier amendant le loi concernant les statistiques relatives au mouvement de la population, 259. Voir *Bill No 134*.

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—M. Pelletier dépose des extraits des rapports des — pour 1894, 9. (*Imprimé*). (*Document No 11*). Voir *Documents*, item 148.

STATISTIQUES MUNICIPALES :—M. Pelletier dépose les — ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1894, 9. (*Document No 8*). Voir *Documents*, item 149.

STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—

1. Pétition demandant certains amendements à l'article 870 des —, 144.
2. Bill de M. Stephens modifiant l'article 5931 des Statuts refondus de Québec, 21.— Voir *Bill No 82*.
3. Bill de M. Simpson amendant l'article 2024 des Statuts refondus de la province de Québec, 167. Voir *Bill No 119*.
4. Bill de M. Desjardins modifiant l'article 143 des Statuts refondus de la province de Québec, 27. Voir *Bill No 87*.

STÉNOGRAPHIE :—Bill de M. Casgrain amendant de nouveau le Code de procédure civile, relativement à la preuve prise par—, 62. Voir *Bill No 14*.

Subsides :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1896 ; renvoyés au comité des subsides, 31. Voir *Documents*, item 66.

SUBSIDES :—*Suite.*

2. Estimés pour l'année finissant le 30 juin 1897 ; renvoyés au comité des subsides, 75. (*Document No 1*). Voir *Documents*, item 66.

3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 12.

4. La Chambre se forme en comité des subsides, 32, 49, 59, 66, 72, 81, 112, 140, 148, 181, 211, 229, 243, 264, 266, 268, 270, 272, 306, 308.

5. Résolutions rapportées et adoptées, 33, 50, 60, 66, 72, 149, 182, 217, 222, 224, 230, 244, 307, 309.

6. Considération ultérieure de certaines résolutions remise à plus tard, 61, 150, 182, 224, 226, 230, 265, 267, 269, 271, 273.

7. Considérées plus tard et adoptées, 70, 238, 239, 273, 274, 276, 309.

8. Bill de M. Taillon accordant des subsides pour le service public des années fiscales expirant le 30 juin 1896 et le 30 juin 1897, 309. Voir *Bill No 59*.

9. Amendement de M. Bernatchez—à la motion pour comité des subsides—remèdes à apporter aux maux dont souffre l'agriculture—rejeté par 31 voix contre 18, 148. Voir *Votes pris en Chambre*, 1.

10. Amendement de M. Bernatchez—à la motion pour concours dans l'item des estimés relatif aux dépenses des écoles d'agriculture—censurant le gouvernement pour dépenses pour la construction d'édifices sur la ferme modèle de Compton, 273 ; rejeté par 34 voix contre 15, 274. Voir *Votes pris en Chambre*, 14.

11. Amendement de M. Dechêne—à la motion pour comité des subsides—relatif aux dépenses pour Spencer-Wood ; rejeté par 32 voix contre 23, 112. Voir *Votes pris en Chambre*, 25.

12. Amendement de M. Dechêne—à la motion pour comité des subsides—blâmant le gouvernement d'avoir mis l'honorable Gédéon Ouimet à la retraite, 307 ; rejeté par 27 voix contre 16, 308. Voir *Votes pris en Chambre*, 21.

13. Amendement de M. Caron—à la motion pour comité des subsides—relatif au contrat Vallière pour l'ameublement des palais de justice de Montréal, Hall et Pontiac, 260 ; rejeté par 38 voix contre 20, 264. Voir *Votes pris en Chambre*, 29.

14. Amendement de M. Gladu—à la motion pour comité des subsides—censurant le gouvernement pour les dépenses d'administration, 267 ; rejeté par 36 voix contre 19, 268. Voir *Votes pris en Chambre*, 13.

15. Amendement de M. Marchand—à la motion pour comité des subsides—au sujet des changements ministériels—rejeté par 38 voix contre 21, 32. Voir *Votes pris en Chambre*, 5.

SUBSIDES :—*Suite.*

16. Amendement de M. Marchand—à la motion pour comité des subsides—censurant le gouvernement au sujet de la repartition des taxes, 58 ; rejeté par 33 voix contre 18, 59. Voir *Votes pris en Chambre*, 27.

17. Amendement de M. Marchand—à la motion pour comité des subsides—censurant le gouvernement de ne pas avoir accepté le remboursement offert par le Pacifique Canadien, 305 ; rejeté par 26 voix contre 16, 306. Voir *Votes pris en Chambre*, 22.

18. Amendement de M. Tessier (Portneuf)—à la motion pour comité des subsides—censurant le gouvernement au sujet du dernier emprunt, 269 ; rejeté par 37 voix contre 19, 270. Voir *Votes pris en Chambre*, 15.

19. Amendement de M. Tessier (Rimouski)—à la motion pour comité des subsides—relatif à la distribution des argents votés pour la colonisation—, 265 ; rejeté par 37 voix contre 19, 266. Voir *Votes pris en Chambre*, 6.

20. Amendement de M. Turgeon—à la motion pour comité des subsides—censurant le gouvernement pour l'augmentation des dépenses du services civil, 271 ; rejeté par 36 voix contre 18, 272. Voir *Votes pris en Chambre*, 12.

21. *Voies et Moyens* :—La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 12.

22. La Chambre en comité des voies et moyens, 312 ; Résolutions rapportées et adoptées, 313. Voir *Bill No 59*.

SUBSIDE ACCORDÉ PAR LA LOI 49-50 VICT., CH. 77 :—Résolutions de M. Taillon concernant le paiement d'une certaine somme formant partie du subside—, 286 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 287 ; résolutions rapportées, 294 ; lues la seconde fois et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 302. Voir *Bill No 131*.

SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER :—

1. Pétition demandant l'abrogation de la loi retranchant certains—, 197.
2. Résolution de M. Nantel concernant des subventions aux chemins de fer, 251, 277 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 277 ; résolution rapportée et adoptée et bill basé sur cette résolution, 278. Voir *Bill No 129*.
3. Bill de M. Nantel amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant certain subside de fer, 278. Voir *Bill No 129*.
4. Motion de M. Stephens pour un état de toutes les subventions aux chemins de fer devenues caduques depuis le 30 juin 1892 jusqu'au 1er novembre 1895, 68 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119, 208. (*Document No 62*). Voir *Documents*, item 37.

SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER :—*Suite.*

5. Motion de M. Stephens pour la liste des Compagnies de chemins de fer sujettes à la taxe sur les subventions aux chemins de fer, etc., 159.
6. Réponse à un ordre du 9 janvier 1894 pour copie de toutes demandes de subventions en argent ou en terres faites au gouvernement par toutes Compagnies de chemins de fer depuis le 15 septembre 1891, 21. (*Document No 28*). Voir *Documents*, item 44.

SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER :—Voir *Subsides aux chemins de fer*.

SUCCESSIONS, DROITS SUR LES—:—Bill de M. Taillon amendant la loi relative aux droits sur les successions, 279. Voir *Bill No 133*.

SUCRE DE BETTERAVE :—Interpellation, 43.

SUD-EST, CIE DU CHEMIN DE FER DU—; Circulation des trains sur le—:—Interpellation, 36.

SYNDICS DES CHEMINS A BARRIERES DE MONTRÉAL :—Voir *Chemins à barrières*, etc.; aussi *Bill No 19*.

TABAC :—Bill de M. Cooke concernant l'usage du tabac par les mineurs, 34. Voir *Bill No 89*.

TARDIVEL, J.-P. :—Interpellations, 47, 109, 233.

TALANS ET LICENCES :—Bill de M. Taillon abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines—, 21. Voir *Bill No 4*.

TAXES SUR COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Voir *Chemins de fer*; aussi *Documents*, item 43.

TAXES SUR CORPORATIONS ET COMPAGNIES COMMERCIALES :—Résolution de M. Taillon concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 23; résolution rapportée, 24; adoptée et bill basé sur cette résolution, 25. Voir *Bill No 5*.

TAXE SUR LES ACTES DE TRANSPORT D'IMMEUBLES :—Voir *Bill No 132*.

TERREBONNE :—Etat des recettes et des dépenses de la Compagnie des chemins à barrières de—pour 1895, 61. (*Document No 27*). Voir *Documents*, item 150.

TERRES DE LA COURONNE :—M. Flynn met devant la Chambre,—le rapport annuel du Commissaire des—pour l'année expirée le 30 juin 1895, 54. (*Imprimé*). (*Document No 4*). Voir *Documents*, item 151.

TERRES PUBLIQUES ET FORÊTS :—Comité spécial chargé de continuer d'étudier l'exploitation des — ; membres nommés, 96. Premier rapport 114. Second rapport, 285.

TESSIER, JULES re BUREAU :—Voir *Bureau, Joseph* ; aussi *Documents, item 27*.

TÉTREAU, PHILIBERT :—Pétition demandant un acte validant un acte de vente par Mgr Ed.-C. Fabre et messire Calixte Ouellet à—, 13, 19 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 26. Voir *Bill No 49*.

TOURIGNY, M. :—Interpellation, 186.

TRAITEMENT DES OFFICIERS PUBLICS :—Bill du Conseil législatif amendant la loi concernant la saisissabilité du—, 315.

TRAVAUX ET ÉDIFICES PUBLICS, TUF ET PIERRE CASSÉE PAR ED. LAPOINTE :—Voir *Lapointe, Ed.* ; aussi *Documents, item 91*.

TRAVAUX PUBLICS :—

1. M. Nantel présente le Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1895, 75. (*Imprimé*). (*Document No 7*.) Voir *Documents, item 152*.

2. Motion de M. Tessier (Portneuf) pour un état détaillé de l'item "menues dépenses de bureaux" par le département des—, tel que mentionné à la page 97 des comptes publics de 1895, 138 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164. (*Document No 79*). Voir *Documents, item 56*.

3. Interpellation au sujet de la version anglaise du rapport du ministre des —, 246.

TREMBLAY, DR J.-E. :—Motion de M. Dechène demandant un état détaillé du paiement de la somme de \$100.00 au Dr J.-E. Tremblay pour conférences agricoles et frais de voyage, 91 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 145. (*Document No 71*). Voir *Documents, item 153*.

TREMBLAY ET NANTEL :—Motion de M. Petit pour copie du rapport du Dr J.-E. Tremblay sur les conférences qu'il a données sur la Côte Nord, en compagnie de M. J.-P. Nantel, 207 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 318. (*Document No 195*). Voir *Documents, item 154*.

TROIS-RIVIÈRES :—Pétition demandant un acte constituant en corporation l'Association agricole du district des —, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 98. Voir *Bill No 79*.

TROIS-RIVIÈRES, BUREAU DE LA PAIX :—Réponse à un ordre du 3 janvier 1895 pour un état détaillé des dépenses du bureau de la paix du district des— pour l'année expirée le 30 juin 1895, 10. (*Document No 23*). Voir *Documents, item 155*.

TRADEL, HENRI :—Interpellation, 169.

TURCOTTE, J.-M. :—Au sujet de la classification de la Branche Est :—Interpellation, 172.

TURGEON, H.-A. :—

1. Motion de M. Bernatchez pour la production de documents se rapportant à la mise à la retraite de—, ci-devant directeur de colonisation, 16 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 100. (*Document No 50*). Voir *Documents*, item 156.

2. Interpellation au sujet des argents payés à M. J.-F. Savary lors de la suspension de M. Turgeon, 183.

VALLÉE, Alexandre :—Motion de M. Bourbonnais demandant copie de tous rapports faits sur la conduite d'—, autrefois garde à la prison de Montréal, 118.

VALLÉE DE LA MÉTAPÉDIAC :—Chemins de colonisation de la— :—Interpellation, 158.

VALLÉE, L.-A. :—Interpellations, 125, 204.

VALLÉE, LOUIS :—

1. Motion de M. Bisson pour copie du rapport de Louis Vallée ingénieur, du 12 juillet dernier, sur les réclamations contre la Compagnie du chemin de fer " Le Canada Atlantique ", ses entrepreneurs et sous-entrepreneurs, relativement au pont érigé sur le fleuve St-Laurent entre Valleyfield et Coteau, etc, 58 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 101. (*Documents No 55*). Voir *Documents*, item 158.

2. Montant à lui payé re Atlantique et Lac Supérieur, 125.

VALLÉE re RITCHIE :—Motion de M. Bernatchez pour copie du bref de sommation, de la déclaration et du plaidoyer du défendeur dans la cause numéro 1754—Cour Supérieure de Québec, 1892—Ritchie vs Vallée ; copie du jugement rendu dans la dite cause, 78 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 120. (*Document No 63*). Voir *Documents*, item 131.

VALLEYFIELD :—Union Saint-Joseph de — :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.

VALLEYFIELD ET COTEAU, PONT ENTRE— :—Voir *Canada Atlantique*, *Chemin de fer*.

VALLIÈRE, PHILIPPE :—

1. Amendement de M. Caron—à la motion pour comité des subsides—relatif au contrat Vallière pour l'ameublement des palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, 260 ; rejeté par 38 voix contre 20, 264. Voir *Votes pris en Chambre*, 29.

VAILLIÈRE, PHILIPPE :—*Suite.*

2. Motion de M. Gladu pour copie des comptes produits par—pour fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac depuis le 6 juin 1894, 23 ; réponse à un ordre de la Chambre, 127. (*Document No 68*). Voir *Documents*, *item 160*.

3. Motion de M. Gladu pour un état des paiements faits à M.—depuis le 6 juin 1894, pour la fourniture de meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, 23 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 127. (*Document No 67*). Voir *Documents*, *item 159*.

VAUDREUIL, COMTÉ DE :—Motion de M. Bourbonnais pour production des états et comptes rendus des opérations de tous les cercles agricoles dans le—, depuis leur formation, 111 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 209. (*Document No 91*). Voir *Documents*, *item 33*.

VENTE DE BOISSONS SANS LICENCES :—Voir *Boissons*, *etc.* ; aussi *Documents*, *item 24*.

VENTE DES LIMITES A BOIS :—Interpellation, 35 ; voir aussi *Limites*.

VENTE DES LOTS DITS DE SUCRERIE :—Interpellation, 77.

VENTES JUDICIAIRES :—Bill de M. Panneton validant certaines ventes judiciaires, 100. Voir *Bill No 105*.

VERDUN :—Hôpital protestant pour les aliénés :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, *item 82* ; aussi, *Asile de Verdun*.

VERRET, JOHN ET AUTRES :—Pétition demandant un acte modifiant la loi autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour, 17, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 98. Voir *Bill No 62*.

VIANDES, EXPORTATION DES—EN ANGLETERRE :—Conférence du professeur Robertson au sujet de l'— ; devant être imprimée, 279, 317.

VICTORIA 24, CHAPITRE 26 :—Bill de M. Lemieux amendant l'acte—, 43. Voir *Bill No 90*.

VICTORIA 46, CHAPITRE 60 :—Bill de M. Duplessis modifiant la loi—autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour, 99 :—Voir *Montplaisir* ; aussi *Bill No 62*.

VICTORIA 49-50, CHAPITRE 77 :—Bill de M. Taillon concernant le paiement d'une somme formant partie du subside accordé par la loi—, 302. Voir *Subside accordé par la loi, etc.* ; aussi *Bill No 131*.

VICTORIA 53, CHAPITRE 45.—Bill de M. Flynn amendant la loi 53 Victoria, chapitre, 45, 246. Voir *Bill No 127*.

VICTORIA 54, CHAPITRE 2 :—Bill de M. Taillen déterminant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi—, 283. Voir *Emprunt* ; aussi *Bill No 130*.

VICTORIA 57, CHAPITRE 11 :—Bill de M. Taillon abrogeant la loi—relative à certaines taxes et licences, 21. Voir *Taxes et licences* ; aussi *Bill No 4*.

VICTORIA 57, CHAPITRE 46 :—Bill de M. McDonald abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46, 229. Voir *Bill No 123*.

VICTORIA 58, CHAPITRE 2 :—Bill de M. Nantel amendant la loi—concernant les subsides aux chemins de fer, 278. Voir *Subsides aux chemins de fer* ; aussi *Bill No 129*.

VICTORIA 58, CHAPITRE 45 :—Bill de M. Flynn amendant la loi—concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine, 27. Voir *Iles de la Madeleine*, aussi *Bill No 10*.

VICTORIA 58-59, CHAPITRE 84 :—Bill de M. Parizeau ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la *Dominion of Canada Trusts Company* par la loi du Parlement du Canada—, 84. Voir *Dominion of Canada Trusts Company* ; aussi *Bill No 60*.

VILLENEUVE, DR :—

1. *re* Asile de la Longue Pointe, 153.
2. *re* Asile de St-Jean de Dieu, 153.
3. *re* Gouvernement, 153.
4. *re* Procès Shortis, 152.

VINCELETTE, M. :—Réponse à un ordre de la Chambre du 3 janvier 1895 au sujet du rapport de — touchant les chemins sous le contrôle des syndics des chemins à barrières de la Rive nord, 10. (*Document No 21*). Voir *Documents*, item 161.

VISITES ET EXPLORATIONS, EN RAPPORT AVEC LES TRAVAUX PUBLICS :—Interpellation, 80.

VOIES ET MOYENS :—

1. La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 12.
2. La Chambre en comité des voies et moyens, 312. Résolutions rapportées et adoptées, 313.

VOIES ET MOYENS :—*Suite.*

3. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1896 et le 30 juin 1897 et pour d'autres fins du service public (l'hon M. Taillon), présenté, la 2^{ème} et 3^{ème} fois et passé, 313. Passé par le Conseil, 317. Sanctionné, 322. (59 Vict., ch. 1).

Votes pris en Chambre :

1. *Agriculture* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides,—M. Bernatchez propose en amendement que cette Chambre est d'opinion que, pour remédier aux maux dont souffre l'agriculture dans cette Province, il est urgent qu'elle s'enquière des moyens les plus sûrs et les plus expéditifs d'ouvrir des débouchés nouveaux et rémunérateurs à nos produits agricoles ; amendement rejeté par 31 voix contre 16, 148.

2. *Armagh* :—A la motion pour la seconde lecture du Bill détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'—, M. Bernatchez propose en amendement que la seconde lecture de ce bill soit renvoyée à six mois ; amendement rejeté par 28 voix contre 11, 195.

3. *Association agricole du district des Trois-Rivières* :—Motion de M. Normand pour remise de l'honoraire additionnel payé sur le bill constituant en corporation l'—; adoptée par 27 voix contre 14, 283.

4. *Causes en délibéré* :—Motion de M. Stephens pour qu'il soit mis devant la Chambre une liste de toutes les causes venues devant les divers tribunaux et qui étaient en délibéré le 1^{er} novembre 1895, 56 ; négative par 32 voix contre 18, 57.

5. *Changements ministériels* :—Motion de M. Taillon proposant que la Chambre se forme en comité des subsides, suivie d'un amendement de M. Marchand,—Que cette Chambre est d'opinion que le cabinet n'a pas été reconstitué de manière à représenter efficacement les différentes sections de cette Province, à satisfaire les différents éléments de population qui l'habitent, etc., lequel amendement est rejeté par 38 voix contre 21, 31.

6. *Chemins de colonisation* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Tessier (Rimouski) propose un amendement censurant le gouvernement sur la manière dont les octrois pour—ont été distribués dans les divers comtés ; amendement rejeté par 37 voix contre 19, 265.

7. *Cimetières* :—A la motion pour la 3^{ème} lecture du Bill concernant les— les inhumations et les exhumations, M. Caron propose en amendement que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général pour y être amendé ; amendement rejeté par 33 voix contre 10, 180.

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

8. *Comité pour étudier la situation financière du pays* :—Motion de M. Marchand pour la nomination d'un comité de onze membres chargé d'étudier la situation du pays et de rechercher les remèdes à apporter à la situation actuelle et les réformes à opérer, de manière à assurer la permanence de notre équilibre financier, sans recourir aux impôts, 190 ; amendement de M. Chicoyne,—que la Chambre a confiance que l'administration poursuivra sa politique de restauration, et elle promet de l'aider loyalement dans l'accomplissement de cette tâche patriotique ; débats, 191, 193, 198, 200 ; amendement adopté par 40 voix contre 21, 202 ; motion, ainsi amendée, adoptée sur la même division, 203.

9. *Conseil exécutif* :—A la motion pour seconde lecture du Bill amendant la loi concernant le—relativement au Président de ce Conseil, M. Martineau propose en amendement,—que la seconde lecture de ce bill soit renvoyée à six mois ; amendement adopté par 36 voix contre 18, 86.

10. *Conseil législatif* :—Motion de M. Dechêne,—Que le Bill abolissant le Conseil législatif soit maintenant lu la seconde fois, 129 ; négative par 34 voix contre 25, 130.

11. *Conseil législatif* :—Motion de M. Cooke,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, la nécessité d'une Chambre haute ou—n'existe plus et que, en conséquence, cette institution devrait être supprimée ; M. Marion propose la question préalable ; motion négative par 35 voix contre 20, 63.

12. *Dépenses du service civil* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Turgeon propose en amendement,—que cette Chambre déclare que l'augmentation des dépenses n'est justifiée par aucune raison valable, et mérite d'autant plus le blâme de cette Chambre, que le gouvernement actuel s'est engagé, envers les électeurs de cette Province, à diminuer les dépenses du service civil et a, conséquemment, violé ses promesses et ses engagements ; amendement rejeté par 36 voix contre 18, 271.

13. *Dépenses par le gouvernement* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Gladu propose en amendement,—que la Chambre blâme le gouvernement d'avoir augmenté les dépenses au lieu de les avoir diminuées, ainsi qu'il en avait pris l'engagement ; amendement rejeté par 36 voix contre 19, 267.

14. *Ecoles d'agriculture* :—Lors de la motion pour concours dans les résolutions concernant les—, M. Bernatchez propose en amendement,—que cette Chambre censure le gouvernement au sujet de la construction d'édifices sur la Ferme modèle de Compton, 273 ; amendement rejeté par 34 voix contre 15, 274.

15. *Emprunt* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides, M. Tessier (Portneuf) propose en amendement que cette Chambre censure le gouvernement au sujet du dernier emprunt, 269 ; amendement rejeté par 37 voix contre 19, 270.

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

16. *Emprunt* :—A la motion pour la seconde lecture de la résolution concernant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2, M. Dechène propose en amendement—que la Chambre déclare que le gouvernement s'est rendu indigne de la confiance de cette Chambre qui considère qu'elle ne peut prudemment lui confier davantage le pouvoir d'engager ce crédit, 282, amendement rejeté par 33 voix contre 15, 283.

17. *Frais de litige* :—A la motion pour la seconde lecture du Bill à l'effet de diminuer les— dans les districts ruraux, M. Allard propose en amendement—, que la seconde lecture de ce bill soit remise à six mois ; amendement adopté par 42 voix contre 11, 93.

18. *Indemnité parlementaire* :—A la motion pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la P. de Q. concernant l'—, M. Chicoyne propose en amendement,—que la seconde lecture soit renvoyée à six mois ; amendement adopté par 35 voix contre 21, 86.

19. *Morissette* :—Motion de M. Tellier que la règle 57e de cette Chambre soit suspendue, et que la Chambre se forme en comité général sur le Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côme-Louis-Adolphe Morissette comme notaire, après examen ; motion adoptée par 43 voix contre 18, 154.

20. *Montréal* :—A la motion pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill amendant la charte de la cité de Montréal, M. Villeneuve propose certain amendement au sujet de la rue St-Lambert et M. Guérin un sous-amendement relatif à l'élargissement de la rue St-Antoine ; sous-amendement rejeté par 32 voix contre 6 et amendement rejeté par 30 voix contre 9, 311.

21. *Ouimet, l'honorable Gédéon* :—Amendement de M. Dechène—à la motion pour comité des subsides—blâmant le gouvernement d'avoir mis l'—à la retraite, 307 ; rejeté par 27 voix contre 16, 308.

22. *Pacifique Canadien, Remboursement par le* :—Amendement de M. Marchand à la motion pour comité des subsides—censurant le gouvernement de ne pas avoir accepté le remboursement offert par le—pour acquitter les dettes de la province, 305 ; rejeté par 26 voix contre 16, 306.

23. *Sainte-Cunégonde, Montréal* :—Motion de M. Villeneuve pour remise de l'honoraire additionnel payé pour le Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de—, négative par 29 voix contre 10, 284.

24. *Saint-Henri* :—Motion de M. Villeneuve pour remise de l'honoraire additionnel payé pour le Bill modifiant la loi relative à la cité de—, négative par 29 voix contre 10, 284.

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

25. *Spencer-Wood* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides—, M. Dechène propose un amendement censurant le gouvernement sur les dépenses de réparation et d'entretien de—; amendement rejeté par 32 voix contre 23, 111.

26. *Tabac* :—A la motion pour la seconde lecture du Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs, M. McDonald propose en amendement,—que la seconde lecture de ce bill soit remise à six mois ; amendement adopté par 44 voix contre 15, 94.

27. *Taxes* :—A la motion de M. Taillon proposant que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Marchand propose en amendement,— Que cette Chambre est d'opinion que la modification des taxes proposée par le gouvernement et annoncée dans le discours du Trône ne soulage qu'une certaine portion de la population de cette Province des charges onéreuses et injustes qu'il lui avait imposées, etc., 58 ; amendement rejeté par 33 voix contre 18.

28. *Taxes et licences* :—Motion de M. Gladu pour renvoyer de nouveau à un Comité général de la Chambre le Bill abrogeant la loi 57 Viet, ch. 11, relative à certaines—, 54 ; rejetée par 38 voix contre 18.

29. *Vallière, contrit* :—A la motion de M. Taillon que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Caron propose en amendement,—que cette Chambre déclare que la quantité de meubles requise pour l'ameublement des palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac est exorbitante et les prix payés hors de proportion avec les revenus de la Province ; amendement rejeté par 38 voix contre 20, 260, 264.

WALNESS, JOS., DE SAINT-RAYMOND :—Interpellation, 186.

WATERLOO :—Société Saint-Jean-Baptiste de— :—Etat d'affaires, 14. Voir *Documents*, item 82.

WESTMOUNT :—Pétition de la Corporation de la ville de—demandant des amendements à sa charte, 8, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill* No 50.

WOMEN'S HOSPITAL, MONTREAL :—Pétition du Bureau de direction de—, 157.

WURTELE, l'HON. JUGE :—Au sujet de ses remarques au jury lors du procès O. Cartier :—Interplation, 184.

YULE, WILLIAM-ANDREW :—Pétition de—et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu, 19, 33 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 88. Voir *Bill* No 45.

Errata

Page 16, après la ligne 18, ajoutez " Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon, ".

Page 62, ligne 6, retranchez les mots " et la seconde lecture en est ordonnée pour demain " et remplacez-les par les mots " et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal ".

Page 140, ligne 31, au lieu de " 37 Victoria ", lisez " 57 Victoria ".

Page 197, ligne 4ème du bas, au lieu de " dix-neuvième ", lisez " dix-huitième ".

Page 222, après la résolution 78, ajoutez " Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées ".

Page 240, ligne 28, au lieu de " deuxième ", " lisez troisième ".

Page 89, après la ligne 14, insérez :—" Et aussi le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé le comité permanent des impressions, savoir : les honorables messieurs Audet, Cormier, Gilman, Laviolette, Sharples, Ross J.-J., Tourville et Wood, pour agir de la part du Conseil législatif avec le comité de l'Assemblée législative comme membres du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions, tel que demandé dans leur message de ce jour. "

Page lxii de l'index, ligne 5, 2ème colonne, ajoutez " 279 ".

Page lxii de l'index, ligne 9, retranchez " 729 " et remplacez par " 120 ".

Page lxii de l'index, ligne 12, retranchez " 120 ".

Page lxiv, après la 4ème ligne de l'item 154, ajoutez " *Document No 105* et dans la seconde colonne, " 318 ".